28e Année. N° 23. 1er Décembre 1921.

GENERAL LIBRARY
JAN - 3 1922
UNIV. OF MICH.

# LA REVUE DE PARIS

## SOMMAIRE

| | | Pages |
|---|---|---|
| Comtesse de Noailles | *A Rudyard Kipling* | 449 |
| Paul Adam | *Le Culte d'Icare.* — I | 452 |
| Président Nicholas M. Butler | *Les Devoirs des États-Unis* | 488 |
| Guy de Maupassant | *Le Docteur Héraclius Gloss* (fin) | 501 |
| P. Villey | *L'Enseignement des Aveugles* | 524 |
| Vicomte de Reiset | *Paméla* | 552 |
| Pierre Lasserre | *Renan au Séminaire* (fin) | 571 |
| Colette | *Sur l'Album de la Vagabonde* | 600 |
| Paul Souday | *Le Centenaire de Gustave Flaubert* | 606 |
| Albert Girard | *Sur les Routes de l'ancienne Espagne* | 619 |
| Émile Borel | *La Mesure du Temps* | 637 |
| Louis Laloy | *La Musique* | 649 |
| X. X. X. | *Comment paiera l'Allemagne* | 659 |

Copyright 1921 *Revue de Paris.*

PRIX DE LA LIVRAISON : **3 fr. 50**

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION : 85bis, FAUBOURG SAINT-HONORÉ

ADMINISTRATION, ABONNEMENTS ET VENTE : 3, RUE AUBER

1921

## M. Anatole France et le prix Nobel

L'Académie suédoise a récemment décidé d'attribuer le prix Nobel à M. Anatole France. Le choix qui a été fait de l'illustre écrivain a causé dans les lettres françaises une joie à laquelle la *Revue de Paris* tient particulièrement à s'associer. En décernant sa haute récompense à M. Anatole France, l'Académie suédoise a eu à cœur d'honorer le grand artiste qui représente avec tant d'éclat la culture et le génie de notre pays. Nous sommes heureux de joindre à tous les hommages qu'a reçus l'illustre maître le témoignage de la *Revue* à laquelle il a toujours manifesté tant de bienveillance et d'amitié.

---

*Dans son prochain numéro, la* Revue de Paris *commencera :*

# PRISCILLE SEVERAC

**Par Marcelle TINAYRE**

*Elle publiera :*

# LORENZACCIO

**Une Conspiration en 1537**

Scène historique inédite de **George SAND**

*et, dans la série des* " **Souvenirs de Guerre** ", *où ont paru cette année les articles de S. M. la Reine de Roumanie, de Maurice Bompard, ambassadeur de France, du baron Beyens, ancien ministre des Affaires étrangères de Belgique, du général Messimy, du général Buat, etc., une étude d'un grand intérêt politique et historique :*

# Comment j'ai nommé Foch et Pétain

**Par Paul PAINLEVÉ**

Ancien Président du Conseil.

# A RUDYARD KIPLING

Quand triste par la vie et par l'humanité
Le Destin sans recours vient contempler la somme
De la détresse ardue et de l'iniquité,
La Chance unit le rêve avec la vérité,
Et l'univers devient un homme.

Qu'il est beau cet instant obscur et fortuné
Où, dans l'humilité et le silence, est né
Un de ces cœurs puissants, nouveaux et nécessaires,
Qui dilatent le globe au moment qu'ils l'enserrent,
Qui donnent aux humains la joie imaginaire,
Et le bonheur d'être étonnés!

Mieux que le feu des Grecs sur la montagne antique
Annonçant les hauts faits entre l'herbe et les cieux,
L'enfant universel et cependant unique
Est un brûlant sommet par qui tout communique,
Et le monde entre dans ses yeux.

Tout est dans le poète; il s'ajoute lui-même
Aux siècles, aux trésors, aux nations, aux lois.
L'univers languissant refleurit dès qu'il l'aime.
Il est fort en son cœur, et pourtant il essaime,
Étant lui seul autour de soi!

1er Décembre 1921.

Il a tant absorbé et contenu l'espace
Que, dans sa marche ferme et sa simplicité,
Il transporte le monde alors qu'il se déplace,
On voit sur lui des flots, des astres, des cités,
On entend quand il songe, on entend quand il passe
Se détendre l'immensité.

— Le voici donc, pareil à sa forte Angleterre,
A l'île de vigueur debout sur l'eau d'argent,
Celui qui, d'un élan natif et volontaire,
Joint au Nord obstiné l'Orient des mystères,
A la fois actif et songeant.

Si noble que l'idée ait rendu son visage
Le ténébreux instinct parfois l'ensevelit,
Il est tout recouvert de brûlants paysages,
Il ressemble au désir, il ressemble au voyage,
Et les parcours sont abolis.

Il est baigné d'embrun, et pourtant il embaume ;
Sa force est d'azur froid, mais les profonds étés
L'ont saturé d'un rêve où glissent des fantômes,
Telle l'Inde, où l'on voit cheminer dans l'arome
Des peuples aux pas veloutés.

Comme un mol éventail de palmes qui s'inclinent,
On sent autour de lui frémir avec amour
Le cortège enivrant des contes des Collines,
Où, dans un bruit lointain de tambour vague et sourd,
Passent des corps ambrés, en blanches mousselines,
Des garçons aux yeux clairs, des filles cristallines,
Les balles de polo heurtant la paix du jour,
Les gais poneys et le vautour !

O somptuosité des palais de Lahore,
Gravité de l'Égypte, œil distrait des Bouddhas,
Bruit des lotus s'ouvrant dans la Chine, à l'aurore,
Et la maison anglaise, où tout humain s'honore,
Paisible entre ses vérandas.

— Poète, créateur, saisons, forêts, navires,
C'est l'homme en lutte heureuse avec les éléments.
Par lui l'animal rêve et la cime respire;
L'espace, entre son cœur et celui de Shakspeare,
Penche, comme entre deux aimants.

Que loué soit aussi le héros dont les ailes
Sont deux drapeaux penchés sur des corps endormis,
Lui qui, ressuscitant les stoïques amis,
Sur les soldats de France et d'Angleterre a mis
Des épitaphes immortelles!

— Fascinés par la franche et sublime lueur,
Quel nom donnerons-nous à l'homme qu'on contemple
Avec ce long silence attentif et songeur?
Quel terme est assez fier, quels mots sont assez amples?
Qu'il soit nommé le Feu, l'Énergie et l'Exemple,
Qu'il soit nommé Consolateur!

Consolateur puissant pour les jours sans courage,
Consolateur secret pour les cœurs moins hardis,
Main d'airain qui, puisant dans le tombeau des âges,
A ramené soudain sur l'antique rivage
Le terrestre et frais paradis!

Veuille l'humanité, dans sa plainte infinie,
Considérer parfois cet honneur sans pareil
D'être, par ses enfants, divine et rajeunie,
Qu'elle efface les pleurs de sa face ternie,
Puisque, lorsque l'azur a de muets soleils,
La sombre terre a le génie...

COMTESSE DE NOAILLES

# LE CULTE D'ICARE[1]

## I

Assises en leurs fauteuils voltaire, Caroline Cavrois et Augustine Héricourt tricotaient près de la fenêtre selon leur coutume lorsque Raoul Héricourt entra. Elles lui rappelèrent leur invitation pour le dîner célébrant l'anniversaire d'Augustine. A son tour elle atteignait quatre-vingts ans. Caroline Cavrois les avait comptés pour soi, huit ans plus tôt. Édentées, ridées comme deux noix, entre les boucles à l'anglaise des perruques qu'elles gardaient depuis 1830, elles riaient cependant d'être là encore devant Raoul, l'enfant devenu barbon. La mort les oubliait donc? Tant de Cavrois, de Lyrisse, d'Héricourt avaient, sous leurs mains, fermé les yeux!

— D'autres sont nés... — dit Raoul. — Et d'autres naîtront.

Il embrassa son neveu, le petit Manuel Héricourt, si gentil dans son costume d'Écossais, en kilt bariolé, en veste de velours noir. L'épagneule rousse montra les dents parce qu'il

1. Lorsqu'une mort prématurée a enlevé Paul Adam, le puissant romancier laissait sur sa table de travail l'œuvre que la *Revue de Paris* publie aujourd'hui. C'était, dans la pensée de l'écrivain, le deuxième livre de la trilogie qu'il méditait. Le premier livre, *Le Lion d'Arras*, a paru ici-même avec un grand succès. Le second est celui que nous commençons dans ce numéro. Le troisième, qui n'a jamais été écrit, devait être consacré à la guerre, et ainsi se trouvaient rassemblées dans une grande œuvre trois époques : 1792-1870-1914, Valmy, Bapaume, Arras.

voulut lui tirer l'oreille. Les grand'tantes ensemble durent gronder leur « personnage de Walter Scott ».

Bien qu'il les eût irrévérencieusement appelées « vieilles marionnettes », elles adoraient ce descendant de Bernard, d'Omer, d'Octave Héricourt, sa chevelure blonde, ses turbulences. Tapageur! Oui, mais comme tous les enfants de la famille.

— Comme toi, Raoul.

Augustine, ôtant ses lunettes, rappelle le temps où sa mère lui contait avoir exaspéré un oncle à tel point qu'il la fit, par ses couvreurs, attacher au lion du beffroi, là-haut, là-haut.

— Il y a bien, bien longtemps, oh oui, avant même la Révolution. Tu sais, Manuel, la grande Révolution?...

Manuel sait. A six ans on a regardé les images dans l'Histoire de France.

A la bonne heure çà! Les deux vieilles rient à Raoul, comme elles peuvent, de toutes leurs rides, sous leurs perruques à longues boucles. Cet enfant c'est l'avenir. C'est l'intelligence des Héricourt. Il succédera dignement. Mais elles? De leurs filles, fils, nièces et neveux, presque tous se sont évanouis sous le geste de la mort. L'opiniâtre visiteuse pénétra dans les Moulins, dans les Forges, dans les Sucreries, dans les Mines, dans les maisons des Deux Places, dans celles de la Cité. La visiteuse toucha de sa faux les maritornes, les fiancés ou les marmots.

Les deux vieilles aiment trop le rappeler. Évidemment la peur de leur fin si proche les hante, fantôme toujours présent.

— Ah! la Visiteuse!... — gémit poliment Raoul ...— l'inexorable Visiteuse!...

Et les deux octogénaires soupirent, plus inquiètes pour leur soir.

Tant bien que mal, Raoul Héricourt les encourage. La science des médecins peut bien plus qu'autrefois, assure-t-il, et il se résigne à la conversation. Il les félicite de leurs œuvres aujourd'hui si prospères, et que ce petit Manuel, plus tard, saura continuer à son tour.

D'avoir été si prudente, fondatrice avec Crespel des fabriques à sucre de betterave, et actionnaire avec les Casimir Périer des premiers charbonnages devenus les mines de Lens,

Caroline Cavrois se repentirait. Le Seigneur aime peu les riches. Elle redoute aussi les tristesses du Purgatoire. Mais, si elle n'était en proie aux tortures du rhumatisme, Caroline se plairait encore dans cette grande chambre grise, malgré ses quatre-vingt-huit ans, avec le goût d'un potage à l'œuf exquis, avec ses odeurs d'iris et le sens de son trésor. Pourtant, il y a la présence de la mort, Raoul? Augustine voudrait savoir si les vitraux qu'elles ont donnés à Notre-Dame-des-Ardents leur valent au ciel les indulgences promises par l'évêque? Car il faudra trépasser.

En dépit de son impatience, Raoul plaindrait ces êtres voués à la peine capitale et qui souffrent de telles affres. Il évoque le dernier jour d'un condamné, à la Victor Hugo. Pourtant que de douceurs encore malgré l'ennui d'être laides face à face dans leurs fauteuils voltaire comblés de coussins. A travers leurs besicles d'argent ne regardent-elles pas le soleil dorer la lyre de la pendule qui tinte? Flore et Zéphyr, volant à demi nus, offrent aux yeux les plus ternis leur chaste baiser dans le tableau de Prud'hon. La touffe de roses s'épanouit en pleine vigueur sur la coupe d'onyx que reflète le marbre du guéridon où Caroline dépose son tricot. La lyre, les amants, les roses, ce bel enfant blond qui joue avec l'épagneule, une prière d'espérance au Christ d'ivoire antique souffrant sur l'ébène du crucifix pour le rachat de tous les péchés, cela entre les lambris gris d'autrefois, sur le parquet, miroir pour les fauteuils d'acajou et de velours jaune rangés jusque vers les rideaux de damas réduisant le rayon de la fenêtre, n'est-ce point là des plaisirs dignes d'êtres chéris? demande Raoul. Même, pense-t-il, quand les doigts tremblent, quand la tête pèse, quand le ventre grouille, quand le tabac de la prise bourre les narines obstruées.

Cependant les portraits de ceux qui asservirent son esprit insultent Raoul Héricourt. Il en veut à la femme de l'Américain, à Cécile Héricourt qui fut arrogante, paraît-il, vivace, éloquente. La voilà peinte par quelque élève de David, sous le grand bonnet de la Révolution dont la jacobine voulut, jusqu'à sa dernière heure, conserver la mode. Et voici Dieudonné Cavrois, trop ventru pour sa culotte de nankin et son habit bleu, trop mafflu pour son col à jabot ainsi fixé jadis

par Daumier. Raoul Héricourt le déteste. Il sait l'insolence de cette bonhomie. Mieux vaut, avec les octogénaires, renchérir sur les mérites d'Omer Héricourt serré dans sa redingote à taille, avec un air de grande distinction, et qui semble s'écouter dire, comme de coutume, près de son ange, son Elvire si lissée, peignée, guindée sous la robe de soie puce et la collerette de dentelles. Raoul n'aima guère ses parents. Ils l'ont en tout contrarié. Sa mère très pieuse lui défendit les plaisirs du jeune homme. Elle mourut en collant au cosmétique ses bandeaux gris, la coquette!

— Oh! elle était coquette, ta mère, Raoul... — prononce Augustine.

Sur la haute toile que brossa Winterhalter, après celle où il peignit la reine Amélie, les voilà Omer, Dieudonné, le neveu, le fils, les chers enfants de Caroline. Elle a donné bien des claques, dit-elle, quand ils faisaient leurs fautes de thème latin, à ces écoliers devenus un gros et un maigre vieillard; celui-là chimiste illustre et membre de l'Institut; celui-ci ancien ministre, député toujours, orateur libéral célèbre en Pologne, en Prusse, en Italie, en Hongrie, où ses paroles ont, vers 1848, provoqué des émeutes, deux révolutions pour la doctrine constitutionnelle.

— Non, le talent de ce Jules Favre, ni celui de ce Gambetta, — s'écrie Augustine, — ne sauraient amoindrir la renommée d'Omer!

S'étant forcé la voix, elle toussa.

— Avoue, Raoul, que je les ai bien élevés tous les deux, le fils de Bernard Héricourt et le mien, — murmure Caroline trop fière de son passé.

— L'orgueil, ma cousine... l'orgueil... — grommelle Augustine. — Vous péchez par orgueil... Fi donc. L'avarice et l'orgueil... vos péchés mignons... Récitez trois *ave* par pénitence... je vous prie.

Caroline sourit, se tait, se réfugie dans sa masse et manie son rosaire. Pour Raoul seul, elle murmure, profitant de la surdité qui afflige l'autre. Évidemment, Augustine n'a point à pécher par orgueil, elle qui, de son mari, ne sut faire même un capitaine de frégate avant de le laisser mourir obscur et quasi pauvre dans une rade algérienne où ils végétaient.

Par contre, Augustine invective contre le portrait du maréchal Héricourt, « la grande canaille de la famille », qui fut ramené d'Afrique le ventre ouvert par une bombe, devant Constantine. Est-il aux enfers, ce fourbe, cet intrigant? L'État lui fit de si magnifiques funérailles dans la cathédrale d'Arras.

— C'était en 1835.

— Non, en 36, — objecte Augustine plus sûre de sa mémoire; excellence que les deux cousines se disputaient. — Le maréchal Soult, ministre de la guerre, y représentait Louis-Philippe.

— Le deuil, Raoul, était conduit par ton père. Tu te souviens?

Omer Héricourt! Augustine l'avait, plus tard, entendu parler à la tribune du Corps législatif si violemment contre le coup d'État du 2 décembre! Elle se le rappelle et soupire dans sa figure de cierge fondu, crevassé. Elle-même alors apercevait, sur les glaces, ses cheveux tout blancs déjà dans une ample capote de dame âgée. Et il y a si longtemps déjà que ce lui semble une fin de sa jeunesse. Seulement, une jeunesse en cheveux blancs!

Puisque Augustine est sourde, Caroline peut la juger devant Raoul :

— La maladroite! Fut-elle assez incapable d'utiliser l'influence du maréchal! Caroline hausse les épaules et branle du chef en regardant sa cousine.

Augustine et son mari avaient-ils méprisé le maréchal avec affectation! Par ailleurs, ces impertinents manifestaient autant de dédain pour Cavrois, qui eût pu les appeler dans une division au Ministère de la Marine sous Charles X, ou à la préfecture de Toulon après 1830. Elle avait bien essayé, sans réussir à vaincre la rancune de son mari à l'égard de ce petit officier de canonnière impudent au possible. Le sot qui mangeait sa fortune en essayant, comme Juste-Émile et Raoul Héricourt, de diriger les ballons là-haut, pstt, dans les airs... s'il vous plaît. Mais lui ne savait rien. Caroline rirait encore, s'il n'avait dilapidé tant d'argent. Raoul ne doute pas qu'à travers le mort ce trait ne l'atteigne. Caroline répète tout haut le reproche à sa cousine si ratatinée sous sa pèlerine de

velours, si blême et blette en sa coiffe de valenciennes jaunies, avec les os de ses mains dans un énorme manchon roux. Décidément Caroline aujourd'hui la houspille.

— Que tu as été jolie. Très jolie! Tu ressemblais à Cécile Héricourt avec la crinière de son Américain. Aussi n'as-tu pas manqué de faire les cornes à ton marin. Oui, oui!

Bien que vexé par les accusations contre les aérostiers, Raoul s'amuse un peu. Augustine se fâche, tousse et marmonne; mais cela se perd dans son catarrhe.

— Et le hussard qui revenait de Leipzig? — insiste Caroline. Et le petit secrétaire de Chateaubriand, après le retour des princes?

— Tais-toi, ma bonne.

— Et ta liaison scandaleuse avec Miron, l'associé d'Ouvrard, pendant que ton époux explorait les îles de l'Océanie, sur l'escadre de l'amiral Dumont d'Urville.

La belle Augustine, d'ailleurs fidèle à sa marotte, avait, la folle, facilité les aventures aéronautiques de son frère et des Blanchard, en obtenant d'Ouvrard, pour eux, beaucoup d'argent. Grâce à quoi, madame Blanchard tomba sur un toit de Paris avec son ballon en flammes et mourut un peu avant Luc, asphyxié, lui, dans les airs, par son hydrogène décomposé. Ce qui n'empêcha point Augustine, veuve et assagie, de contraindre ses fils, Héphrem et Usmar, à poursuivre la chimère. Que d'argent ils avaient dépensé, dans les hangars des Forges, à construire des ballons en feuilles de cuivre qui ne s'envolèrent jamais, à fabriquer des gaz plus dangereux que légers dans leur usine de Vimy, malgré les avis de Dieudonné Cavrois. Héphrem, en outre, s'était laissé dépouiller par cette amazone du cirque Franconi qu'il soulevait dans les airs avec le cheval suspendu à la nacelle, pour l'enthousiasme des badauds alternativement parisiens, artésiens et anglais. Au bout du compte, il s'était remis à forger des essieux de voiture après avoir épousé la fille affreuse de ses fermiers afin de garder ainsi le principal de son bien que d'abord ces croquants avaient acquis par des prêts successifs. Quant au superbe Usmar... ah! ah!... le drôle de neveu.

Raoul Héricourt ne doute pas que toute cette diatribe ne le vise. Il proteste en alléguant l'ignorance de ces gens.

— Certes, — réplique Caroline, — qu'étaient-ils auprès de Juste l'Américain, de Bernard le dragon de l'Empereur, du maréchal Augustin, d'Omer Héricourt, leurs petits-fils mêmes, ceux qui dirigent à présent les moulins de Sainte-Catherine, ceux qui commandent aux minoteries de Blangy, ceux qui régissent les forges de Saint-Nicolas, ceux qui transforment les betteraves dans les sucreries de Bailleul, ceux qui savent administrer les mines autour de Lens et d'Aniche, ceux qui font de l'élevage à Boiry-Becquerelle, ceux qui, députés, fonctionnaires, maintiennent l'influence de la famille auprès des ministres.

Caroline Cavrois, branlant de la tête, élève la voix. Car Augustine se ferait plus sourde qu'elle n'est. Elle feindrait de ne pas entendre. Caroline entend juger les autres selon sa conscience, comme elle aime. Augustine fait mine de s'endormir, ayant prisé.

Alors, pour Raoul, que la colère étourdit, Caroline Cavrois récapitule les totaux des sommes englouties par les inventeurs de la famille. Elle n'oublie rien. Ils l'eussent ruinée si elle n'eût été là pour rendre plus prospère les sucreries, les mines et les moulins, pour les doter de machines à vapeur et de voies ferrées, en dépit de tous, de tous, de tous... La tabatière claque sur l'accoudoir. Augustine se réveille un moment. Ses yeux noyés s'effarent. Soudain le carillon avec l'heure reprend sa danse sur la ville. Les cœurs âgés de Caroline Cavrois et d'Augustine Héricourt tressaillent dans leurs fauteuils anciens. Dire qu'elles avaient encore esquissé un pas de menuet avec la joie du carillon, au milieu de leurs petits-enfants, quand les zouaves et les voltigeurs, afin de reconquérir la liberté latine, chassaient de Solférino les armées de l'empereur autrichien. Hélas! Augustine ni Caroline n'ont pu même esquisser un pas de gavotte lorsque, pavoisé de tous ses drapeaux, le beffroi salua de ses cloches le départ des régiments aux pantalons rouges et aux guêtres blanches dans cet août de 1870. Comme leurs aïeux de septembre 1792, comme les volontaires de Juste Héricourt, ils couraient à la rencontre des Prussiens apparus sur les collines de Lorraine et sur les Vosges d'Alsace, encore une fois. Émile de Praxi-Blassans guide les cinq divisions marchant au Rhin

du côté de Forbach. Et le voici bel encore, à soixante-huit ans, comme en Afrique, comme pendant la campagne d'Italie, sur *le Monde Illustré*, que le petit Manuel feuillette.

Massive, large en son ample caraco noir à brandebourgs, et couperosée dans sa capeline de soie héliotrope, entre ses boucles blanches, jaûnâtres un peu, Caroline Cavrois s'admire au coin de la glace inclinée par-dessus le marbre de la commode flamande. Comme une sorte de force imposante, elle persiste entre les coussins de velours ponceau et de soie brodée. Sa main de taches jaunes, d'os et de veines saillantes, crispée sur la tabatière de vermeil, possède toujours la force d'étreindre. Au milieu du fauteuil voltaire, bas sur pieds, la maîtresse des Moulins, des Forges, et des Mines trône, comme il lui sied. Il ne lui déplaît pas que sa voix, devenue rauque, semble mâle autant que celle d'un patriarche. Dailleurs, autour du triple menton fripé, parcheminé, raviné, un peu de barbe grise frisotte, ainsi qu'elle le fait, par plaisanterie, remarquer souvent à ses petits-neveux s'ils lui résistent.

Voici la religieuse qui soigne les deux octogénaires. Elle les oblige à prendre leurs remèdes et leurs potages, à sortir dans le jardin pour profiter du soleil quelques moments, sujets de luttes ardentes. Caroline ne veut pas bouger. Soulever sa masse lui semble un effort inutile pour le résultat douteux de la promenade. Augustine répugne à s'administrer les granules de digitale qu'exige l'état de son cœur détraqué, ou l'éther des pilules qui crèvent dans l'estomac et produisent des nausées violentes. Entre elles deux, la sœur s'évertue, en murmurant une prière à saint Christophe pour qu'il lui donne de sa vigueur et de sa patience. Robuste fille des champs jadis, vrai colosse en robe, en pèlerine noire, toute rougeaude dans l'empois de la guimpe, elle tarabuste les vieilles entêtées.

— A c't'heure, madame Cavrois, c'est-y que vous voulez faire pleurer le bon Dieu?... A votre âge, quand on peut le voir tout à l'heure!... Et vous, madame de Beugny, que dira sainte Augustine votre patronne, si vous avez une crise tantôt, et que vous ne puissiez pas réciter votre dizaine de chapelet. Faut tout de même faire ce qu'il faut pour gagner sa place au ciel. L'abbé Planque vous l'a bien dit que Notre

Seigneur veut qu'on se soigne pour le prier et l'honorer le plus longtemps. Allons, madame Cavrois. Pendez-vous à mon cou... Là... Encore... Voilà votre canne. Ça va-t-il?... Un pas pour saint Joseph. Un. Un pas pour la Sainte Vierge. Deux. Un pas pour Jésus. Trois... Vous voilà en route... Habile, habile, madame de Beugny... Sainte Augustine vous regarde là-haut... Pensez-y. Prenez mon bras.

Et les voilà qui, clopin-clopant, chacune à un bras de la sœur, s'en vont, bougonnantes et geignantes, branlant de la tête, sentant leurs fémurs rentrer dans leurs rotules sous le poids de leurs chairs, loques et paquets flasques qui ballottent dans leurs vêtements. Elles ont obéi. Pour naïves qu'elles soient, les invocations au ciel de l'Ursuline ont persuadé le génie de madame Cavrois, l'art de madame de Beugny. Car le ciel, c'est aussi la mort prochaine qui déjà ricane dans la toux de l'une, qui déjà se moque de l'autre en lui faisant danser le cœur précipitamment sous la carcasse. Caroline a senti dans son cerveau cette artère trop large où le sang s'amasse, afflue et reflue. Augustine croit que le sol se dérobe et s'incline sous sa marche, que l'or tombe en neige brillante devant ses yeux. Un peu plus elle s'évanouirait, en écoutant une mer lui bruire dans les oreilles, en sentant le froid lui glacer les narines et la sueur mouiller son front. Oui, la mort ainsi joue avec les artères dilatées de ce cerveau qui créa tant. Elle joue avec la faiblesse de ce corps qui fut la jeunesse, la beauté, le délire de la passion voluptueuse, la poésie d'attendre l'essor d'un nouvel Icare.

La mort est là, en elles deux, qui s'avancent le long des parterres sur l'allée au soleil, vers le massif d'hortensias, vers la Sainte Vierge en sa niche, dans le mur de lierre. La mère du Christ les accueille de ses mains ouvertes. Ce quinconce d'ormeaux sur le boulingrin ne va-t-il pas dans l'instant disparaître avec l'univers à jamais, ne laissant que la Vierge et l'espace pour juger les mortes. La sœur à genoux priera comme les autres Ursulines qui sortent de leur chapelle. Les cloches sonneront un glas. D'autres continueront les joies et les douleurs, et les espérances. Elles souriront à la force des roses, à la diaprure des tulipes, à la sage théorie des religieuses blanches et noires, au deuil élégant des scabieuses,

aux luttes de l'enfant et de l'épagneule, aux souvenirs des siècles passés, à ces murs où les chevaliers suspendirent leurs écus après le tournoi.

— Eux-mêmes, que sont-ils ces chevaliers, à présent? — demande Augustine de Beugny à Caroline Cavrois, aux Ursulines qui les saluent et complimentent leurs deux bienfaitrices.

— Auprès du Seigneur, dont ils chantent les louanges, — a répondu, de sa voix certaine, la supérieure.

— Nous irons bientôt leur faire la révérence, — suppose Caroline.

Augustine pleurerait si ses yeux n'étaient toujours rouges de larmes. Les moribondes sont parvenues au bout du petit jardin que les murs enferment. Près de Marie elles s'arrêtent essoufflées, face à face. Elles se regardent, monstres difformes : l'une frêle, cassée, la figure couleur de suif, et les yeux dans l'eau; l'autre énorme du ventre à la croupe, presque maigre aux épaules, la parole derrière un masque couperosé, lézardé, barbu. Caroline grogne.

— Hein, fillette, nous sommes de jolies danseuses.

— Oh! mesdames Polichinelles!

Le petit Manuel rit parce qu'elles tentent de se faire la révérence, ironiquement. Il préfère aussitôt poursuivre les deux papillons voletant au-dessus des roses thé. Preste, il bondit. Les rubans de son béret oblong flottent derrière ses cheveux. Le charmant Écossais n'a-t-il pas des ailes aussi dans sa veste de velours dentelée? L'épagneule jappe et s'excite. Lui craint quelque peu, mais s'il rougit, il ne veut pas céder à la peur. La bourse en peau de chèvre, qui pend de la ceinture, danse avec le galop du gamin aux jambes nues, sous le kilt à carreaux verts, noirs et pourpres.

— Ce n'est pas lui qui aura les Moulins, — dit Augustine, ni les Forges, ni la mine... ni les bateaux...

— Avoir? Avoir les Moulins, les Forges, la mine, les bateaux, la verrerie, les champs, les fermes!... Avoir!... — marmonne Caroline appuyée sur sa canne des deux mains. — On n'a plus... C'est devenu trop... tout ça, pour qu'on l'ait... Il y en a trop... Et c'est trop dispersé... Trop loin... Il y en a trop pour un gamin comme Manuel... Jadis mon

père les possédait à lui seul les biens qui sont maintenant si changés... En une journée de promenade à cheval il visitait toutes les parties de son domaine. Après, ses fils, ses filles, ceux du premier, ceux du second lit, Aurélie, Bernard, sa Virginie, ton Juste-Emile, les deux corsaires de Dunkerque, vos enfants et les miens se sont partagé les terres et les fabriques. Et puis leurs filles, leurs fils se marient. Et maintenant ils sont combien... Un, deux, cinq. Et ici sept. Et à Dunkerque douze. Et les quatre d'Havrincourt, seize... Et ceux de Bailleul, vingt... Et ceux de Lens, vingt-trois... Et les Parisiens, vingt-sept... Vingt-sept arrière-petits-fils, petites-filles, gendres et brus. Les voilà ceux qui possèdent nos moulins, nos forges, nos mines, nos péniches du temps jadis. Oh! les trois péniches d'avant la Révolution, les trois péniches de maître Héricourt, comme on disait... Et son huilerie... le pressoir, avec le manège du cheval aveugle... Il y a la vapeur maintenant. Des sucreries, des brasseries, j'en ai trop construit, moi, d'Arras à Dunkerque... Avoir! Avoir! On n'a plus rien quand on a trop... On n'a plus rien.

Elle tâcha de lever ses regards vers le beffroi qui sonnait, malgré l'ankylose de son cou, mais elle n'y réussit pas. Elle balançait sa lourde tête, et les boucles grises de sa perruque, et les pans de sa capeline héliotrope. Elle cracha, selon la quinte qui la secoua brusquement. Augustine, par une immobilité absolue, essayait de mettre fin à ses palpitations. Elle regardait devant elle fixement. Ce que vit Caroline lorsqu'elle se fut calmée. Manuel Héricourt, épouvanté par les douleurs de ses polichinelles, cessa le jeu de sauter pardessus l'épagneule.

— Tu souffres, ma fillette?... Patience, patience. Avoir... — dit-elle encore, suivant sa pensée. — Autrefois j'avais... j'avais un moulin, des fermes, des champs. Je pouvais y entrer, en sortir, y marcher, y commander... J'y pouvais toucher, nettoyer, boire et manger, rire et souffrir... C'était mon bien. Je possédais... Maintenant ai-je quelque chose, vraiment? sauf cette vieille maison que j'ai donnée aux Ursulines pour y faire leur chapelle après moi... Je n'ai plus rien. Ils m'ont changé mes champs, mes fabriques et mes vaisseaux en actions, en obligations, en titres, en toutes sortes

de papiers que j'entasse dans le portefeuille de mon pauvre Cavrois, dans son portefeuille de secrétaire impérial ou royal... Du papier... Des papiers... Un peu de papier. Voilà ce que j'ai seulement... Est-ce là posséder, ma fillette, hein? Est-ce là posséder?...

Augustine de Beugny ne répondait rien parce que son cœur trépignait dans sa carcasse follement, parce que dans l'artère élargie de son cou une flamme continue flamboyait, brûlait et suffoquait, parce que dans son bras droit, une onde cruelle allait, tordant ses muscles, broyant ses os, ligotant ses veines, parce que l'angoisse de la crise la mettait en sueur froide. Hagarde, elle aperçut le rire hideux de la mort devant ses regards noyés. Elle se cramponnait à la vigueur de sa religieuse.

— Ma sœur!... Je vais passer... Ma sœur!... Sûrement je vais passer...

— Hé non! Hé que non. Vous ne passez pas... Je vais vous donner votre éther... Asseyez-vous là... Dites un pater pendant que je débouche la fiole.

Sur le banc de jardin, la moribonde tremblait maintenant. Ses mâchoires cliquetèrent. Cassée en deux, les fanons ballants, elle râlait, dans son foulard à ramages et sa pèlerine de velours. Caroline ne cessait plus de murmurer, tout en la considérant, mais sans pitié. Cependant l'Ursuline tirait de son cabas un flacon d'éther, une boîte de sucre, une cuiller, et elle forçait Augustine à lever la tête, à ouvrir le trou flasque de la bouche, à recevoir le remède. Ce qui fit tousser horriblement la vieille dame. Sa face de suif raviné s'empourpra. Ses yeux larmoyèrent. Ses bras se tordirent. Elle étranglait en geignant. Et c'était pour Manuel Héricourt un spectacle d'épouvante.

Il eût voulu que sa mère vînt. Derrière les hautes fenêtres il en chercha la figure claire, le manteau de dentelle noire et la main au bracelet d'or. Non elle n'était point là. Il lui fallut revoir la bouche ridée, fripée de la grand'tante Augustine, ses vieux yeux dans les orbites osseuses entre les boucles anglaises si blanches de la perruque, et tout ce corps voûté, cassé dans l'ample pèlerine de velours et les doigts de parchemin crispés dans les mitaines, sur un mouchoir de soie brune; et la grand'mère Cavrois, large et debout, qui regardait,

sans paraître la voir, cette pauvre moribonde brisée sur le banc de jardin, dans les bras de la sœur Sainte-Luce. Ensuite toutes deux, il le sentit, le contemplèrent avec tendresse. Elles essayèrent de lui sourire dans leur laideur d'agonie. Il en eut peur. Que lui voulaient-elles à le considérer ainsi, comme si elles prétendaient le manger, nourrir leurs tristes hideurs de son enfance turbulente et leur passé morose de son avenir pétulant?

Calmées, hochant la tête et tremblant des mains, elles se placèrent assises côte à côte, avec la religieuse qui reprenait son tricot, qui murmurait une antienne. Elles la murmurèrent ensemble toutes trois, avec dévotion. Ce n'étaient plus que ses deux polichinelles et leur gardienne en robe noire, en guimpe éblouissante. Un essaim de corbeaux croassait dans le ciel au-dessus des pignons à volutes, au-dessus de l'étroit jardin, de ses parterres aux tulipes toujours neuves, de son boulingrin si vert, de ses ormes en quinconce dans le carré de façades anciennes. Derrière la cage aux serins de Hollande, près de la haute croisée, une sœur converse astiquait le cuivre de sa bouilloire et de ses flambeaux.

Manuel Héricourt attendait sa mère impatiemment. Il eut envie de pleurer. Où donc s'attardait-elle la gentille, la jolie? Celle qui l'emmenait dans les parfums et la soie de ses robes vers les lieux de fête, toujours? Celle qui le consolait quand les leçons étaient difficiles? Celle qui lui faisait la surprise de crêpes chaudes ou de pain ferré, ou d'images peintes dans un livre orné d'or? Était-ce pour les choisir qu'elle laissait trop longtemps son lutin avec les deux vieilles polichinelles? L'épagneule elle-même, sifflée par un domestique, s'était enfuie vers la cuisine. D'être là en costume écossais, pouvait-il s'amuser encore? Il avait bien un béret planté de travers élégamment sur ses mèches, et, dans la veste de velours, deux poches où mettre les mains, et, sur le ventre, une sacoche en poil de chèvre, outre le petit jupon de carrés pourpres, de carrés noirs, de carrés verts qui se mêlaient tant que ce devenait un jeu subtil de suivre avec le doigt le dessin de l'un parmi les autres entrecroisés.

— Crois-tu que nous irons au ciel? — lui demanda la grand'tante Caroline.

L'enfant ne sut que répondre. Pouvait-il y avoir au ciel, entre les anges, des vieilles si laides, barbues, sans dents, ridées, crevassées? Tous les vieux pourtant vont au ciel, l'un après l'autre. Quand on ne les a plus vus de quelque temps, et lorsqu'on demande où ils sont : « Au ciel », répond maman plus grave, quelquefois triste. Et ces deux vieilles qui du matin au soir récitent leurs prières avec les religieuses, comment ne feraient-elles pas le même voyage? Mais les anges se plairont-ils avec ces polichinelles?

Grand'tante Caroline et grand'tante Augustine lui rient de toutes leurs rides écarquillées. Dans les trous de leurs yeux des lueurs vacillent.

— Tu nous juges donc, — fait Augustine, sur un ton de dépit. — Tu nous juges, mon enfant. Et de quoi nous accuserais-tu?... De rien?... Dis... Parle donc... Je ne te gronderai pas.

— L'avenir juge le passé, — grommelle Caroline. — Alors tu nous vois brûlant aux fournaises de l'enfer, elle et moi?... Non?... Mais cependant, si nous n'allons pas au ciel, nous irons dans les brasiers de l'enfer.

Manuel ne voudrait pas répondre. Il ne sait pas, du reste. Il lui paraît seulement impossible que la laideur de ces polichinelles et la beauté des anges se puissent fréquenter sans cesse dans la vie éternelle.

— Ta mère dit-elle que nous irons au ciel ou bien à l'enfer? — interroge la grand'tante de Beugny. Et sa tête oscille sur son cou de cordes détendues dans la peau flasque.

— Au ciel... — se hâte de s'écrier Manuel d'instinct, et par crainte de nuire à sa chère maman.

Au reste elle n'a jamais devant lui rien exprimé que des opinions déférentes à l'égard des deux vieilles parentes.

— Et ton père, que pense-t-il de nous? Que pense-t-il de nous, le petit-fils de Bernard Héricourt?

Manuel revoit son père rigide, froid, sévère, entre le secrétaire et la bibliothèque, à Paris, dans l'hôtel ancien du Marais, où ils habitent un second étage. Son père n'a jamais parlé des vieilles que pour faire gravement leur éloge. Donc il ne pouvait les voir qu'au ciel lui aussi, quelle que fût sa

rigueur ordinaire pour les commis, les vaguemestres, les facteurs, les domestiques, pour tous.

Le ciel. L'enfer. Manuel Héricourt s'effraie. Ce choix si lointain pour lui, le voilà tout proche pour elles, évidemment terrifiées. La masse de grand'tante Caroline s'affaisse et se tasse plus. Ses joues de gélatine tremblent. La stature de la grand'tante Augustine se casse davantage vers le sol qu'elle regarde fixement. La religieuse tricote toujours et prie. Manuel n'ose pleurer. Ses mains transpirent... Pourquoi ne vient-elle pas la jolie maman parfumée, la maman au bracelet d'or, au manteau de dentelles, au chapeau de marguerites, aux bottines bleues?

Et grand'tante Augustine qui sanglote maintenant, et ses yeux noyés qui ruissellent, larmes après larmes, sur la pèlerine de velours, et grand'tante Caroline qui rit à faire peur... toute secouée dans sa masse... qui rit de l'autre et d'elle-même... et qui se bat les flancs avec ses larges mains tachées de jaune... Et la sœur qui console en vantant la miséricorde infinie du Seigneur, en rappelant les bonnes œuvres des vieilles dames : Notre-Dame-des-Ardents construite avec leurs dons, cette chapelle et cette maison vouée à la sainte des Ursulines et à la congrégation elle-même, et les cierges qui brûlent perpétuellement aux pieds de Jésus... dans Saint-Géry... La Sainte Vierge tiendra compte...

— Mais la Visiteuse ne tiendra pas compte... La Visiteuse qui entre ici, les mains tendues vers nos fronts... — gémit la grand'tante Augustine.

Manuel Héricourt crierait s'il n'avait peur de voir l'enfer aussitôt s'ouvrir dans le boulingrin, et de ses flammes brûler, devant lui, les aïeules...

Une voix gaie l'appelle et c'est la jolie maman qui court. Elle tient à bout de fil un beau ballon rouge et sa nacelle achetés avec l'argent de grand'tante Augustine. Un ballon qui plane dans l'air comme celui de « l'Américain », celui de Juste-Émile Héricourt, représenté sur la gravure de la salle basse....

— Ai-je bien trouvé, ma tante, ce que vous vouliez pour Manuel?... — s'écrie Alphonsine Héricourt en répandant aussi des roses blanches, des roses jaunes sur les genoux des vieilles damnées qui l'embrassent à tâtons.

## II

Aux sons du glas, par les « grandes marches » de la cathédrale, le cortège funéraire montait vers les colonnes de la façade, et l'angle du fronton. Trois bannières, images des supplices infernaux, semblaient peintes encore, avec le pus des cadavres, à la manière de l'Inquisition espagnole, jadis victorieuse dans Arras. Épouvantables pour la foule, pour les enfants, elles précédaient, aux mains de bedeaux septuagénaires, la double théorie des orphelines bleues et de leurs cierges, celle des noires Ursulines scandant un psaume, celle des chantres psalmodiant les répons, enfin le groupe de l'archiprêtre et des chanoines qui, lentement, aumusse au bras, bréviaire aux mains, gravissent les soixante degrés, avant Caroline Cavrois soutenue par huit colosses, en son lourd cercueil, recouverte de fleurs somptueuses, de couronnes en amas sur le poêle aux galons d'argent.

Derrière, en son habit de l'Institut, Dieudonné Cavrois, large et gros, guidait le deuil de sa mère. Le vent rebroussait les mèches blanches dans son cou. Arras admirait plus le général de Praxi-Blassans, sa fière mine. En son dolman de brandebourgs et d'astrakan, en son pantalon rouge, il était si haut. Le sénateur Omer Héricourt l'accompagnait. Ne portait-il pas noblement sa redingote telle que celle jadis apparue sur les barricades, au 2 décembre, et qu'avaient reproduite tant de journaux illustrés? On se le rappelait à demi-voix. Le patron du café Lagache la salua en levant son chapeau de paille très en l'air. Ostentation d'esprit républicain. Geste imité par tous ses clients habituels. Les Caudellier, les Gossart, les Camus avaient abandonné le billard et les cartes de la Grand'Place pour venir assister aux obsèques solennelles de l'aïeule que Robespierre et Jospeh Le Bon avaient embrassés, toute petite, dans la grand'salle des Moulins d'Héricourt. Et chacun de murmurer les souvenirs chers à ses grands parents. Ils avaient, l'un, botté le dragon de l'Empereur, Bernard Héricourt, l'autre, acheté les champs du maréchal Augustin, celui-ci, fourni les dentelles de soixante-six manchettes au comte de Praxi-Blassans avant son départ

pour Vienne, en 1815, avec Talleyrand. Ces souvenirs transmis d'âge en âge étaient l'honneur des familles commerçantes. Jadis le syndic des « Cordonniers Mineurs », que protégeait Robespierre, avait dit les siens à son petit-fils Hidou, qui chausse aujourd'hui les dames de la préfecture impériale. De même, la lingère Buissart avait instruit ses fils de ces faits, rue des Rats-Porteurs, en face de la maison de Robespierre, avant qu'ils héritassent des bâtiments où, rue Baudimont, ils fabriquent maintenant les draps de la troupe, les chemises et les trousseaux de noces. De même, le marchand de biens, Aimé-Jérémie Rambure, avait averti sa descendance de pauvres commis et de mercières; trois de ses arrières-petites filles offrent, en cheveux, ce jour-là, les violettes de leurs paniers aux plus élégantes des curieuses, et les journaux de leurs sacoches aux messieurs les plus sévères entre leurs favoris. Inclinant les hautes formes de leurs chapeaux, ces dandies, mieux que d'ordinaire, achètent les gazettes. M. Desmazières et M. Bécourt se les montrent. Devant Fannie, Angèle et Zénaïde, avant de les payer même, les Bourdrez discutent à voix basse sur les batailles récentes, avec les Ledieu et M. Degeorge. Rezonville, Gravelotte, Borny, à en croire le rédacteur bonapartiste du *Courrier*, fussent devenues des victoires françaises si l'ignorance de Bazaine avait compris quelque chose à la manœuvre allemande, s'il s'était aperçu que ses troupes battaient celles de l'ennemi; mais les républicains avaient sottement imposé Bazaine. « Oui, Monsieur, parce que, fruit sec de l'École Polytechnique, il s'est engagé comme simple soldat, et a, dans le rang, gagné tous ses grades. Quelle misère! » « Cela paraît démocratique à des Jules Favre et à des Blanqui! » Autant que celui sur la famille des Cavrois-Héricourt, cet article plaisait aux messieurs bien mis.

Les petites Rambure, Zénaïde, Fannie, comme Angèle, vendaient si facilement *le Courrier* aux personnes venues par le jardin de l'Evêché, qu'elles remontèrent le cours des arrivants le long du palais Saint-Vaast jusqu'à la place de la Madeleine toute herbue, ordinairement déserte. Ce jour-là, maintes gens la traversaient qui se gantaient de noir. A l'appel répété du glas, des dames se pressaient. Leurs cha-

pelets et leurs paroissiens à tranches dorés, leurs robes à poufs, leurs résilles en soie gonflées de cheveux lourds, leurs petits chapeaux sur les yeux, leur voilettes sur les lèvres, tentaient Zénaïde et Fannie. Angèle eût tant voulu changer sa devantière de toile bleue et ses galoches contre les atours des demoiselles Heroguelle, et Fannie posséder en or, comme madame de Cardevacque, les boucles d'oreilles qu'elle portait en jais. Leurs amoureux manquaient d'argent. Cyrille, le sapeur de Fannie, Clément, le lancier d'Angèle, étaient partis pour la guerre. Zénaïde ne tirait rien de son petit clerc Hacot. M. Taffin l'accordeur de pianos, M. Pamart le boucher, remplaçants des militaires, ne semblaient pas d'humeur trop généreuse. Donc il fallait, liant des bouquets, criant les journaux, soufflant dans la trompette, gagner sa vie. Elles allaient à trois, maigres et actives, dans leurs sarraus bleus, sous leurs tignasses blondes. Elles glapissaient à tue-tête vers les groupes de personnes qui, conviées aux obsèques de madame Cavrois, rejoignaient le cortège aux sons du glas plus solennels, plus lourds dans l'air terni.

Les petites Rambure comprenaient mal pourquoi ce matin, le journal bonapartiste était si demandé place de la Comédie par les officiers du café Saupeur, comme rue Ernestale. Les fumeurs de pipes, les joueurs de billard sur le seuil des cafés, les marchandes aux portes de leurs boutiques, les servantes sur les marches des perrons, tendaient leurs deux sous et s'emparaient de la feuille humide. Angèle servit le libraire Topino, si nerveux et bavard, qui l'avait de loin appelée jusque dans le magasin où ça sentait bon le livre neuf. Le gros abbé Planquette discutait avec le capitaine Huard, ce rougeaud rieur et bourru tout à tour. Tous deux saisirent la feuille avant de la payer, aussi. L'officier critiqua la prose du rédacteur et défendit le maréchal Bazaine, « un fameux troupier ». Huard l'avait vu mener au Mexique les opérations. Et quelle campagne!

Les trois amis s'en furent vers la cathédrale, tandis que les petites Rambure, interpellées de maison en maison, ne pouvaient y retourner. Elles distribuèrent leurs feuilles rue des Agaches, chez les rentières qui, pour se rendre à la cérémonie, nouaient les brides de leurs chapeaux, et rue des

Teinturiers, aux familles qui grondaient leurs enfants causes de tous les retards.

Les cloches sonnant « au gros mort » chassaient de leurs sons lugubres les plus lents à se mettre en route, la femme du receveur qui voulait, auparavant, surveiller encore la poularde au four dans sa cuisine luisante! Et le docteur qui gourmandait sa bonne inhabile à dépouiller un lièvre pendu contre le mur de la cour; et le notaire occupé à finir, quand même, de bourrer son cent de cartouches dans la bibliothèque; et le juge, en manches de chemise propre, en gilet et en pantalon noirs, qui décantait dans sa cave profonde, à la lueur de la chandelle, le bourgogne d'un précieux tonneau; et la lectrice captivée par les amours de Julia de Trécœur, dans une chambre jaune aux rideaux de velours bleu. Pour tous ceux-là, Caroline Cavrois, par le moyen du faux bourdon, s'évoquait grasse et puissante avec les richesses de sa famille et la destinée des Moulins Héricourt. Ils se précipitaient enfin hors de leurs maisons anciennes, en étonnant la paresse de leurs chats, en désolant les chiens privés de sortir au fond de leurs niches. Ils pleuraient, jappaient à l'envi.

Du quartier Baudimont, si net, si paisible, comme de la rue Méaulens, tumultueuse et retentissante, du quartier Saint-Aubert aux magasins opulents, comme du Rivage habité par les commissionnaires en charbon et les armateurs de péniches, du Petit Séminaire où s'agite la jeunesse en soutanes et en uniformes azur, comme de la rue Ronville où les avoués, notaires et courtiers assermentés arborent leurs panonceaux, de la Grand'Place où les spéculateurs en grains négocient dans les maisons à volutes, comme de la Petite Place où, sous les arcades, des bijoutiers, des tailleurs et des lingères habillent les gens de la campagne, où des quincailliers leur vendent des instruments aratoires, où des bourreliers leurs fournissent des guides, selles et colliers, où des vanniers leur tressent des corbeilles et les tonneliers leur livrent des cuves et barils, de la place Saint-Michel où les brasseurs chargent la bière en cercles sur leurs haquets à trois chevaux, comme de la Terre de Cité où les capitaines en retraite versifient leurs exploits à Solférino et en Crimée, et de toutes les places et marchés, ceux-ci, ceux-là, se dirigeaient vers la cathédrale en chapeaux

hauts et en redingotes, en uniformes de la garde mobile à revers et à bandes écarlates, en robes noires et en châles sombres. On se reconnaissait, on se saluait de trottoir à trottoir. On se présentait les enfants sages, le voyageur en séjour et le parent appelé sous les armes, déjà pourvu d'un képi. On chantait les vertus de feu Caroline Cavrois, aux sons du glas, et les mérites des Héricourt, et la clairvoyance du général de Praxi-Blassans. Tout Arras, ses innombrables vieilles dames et sa jeunesse contrite, entonnait les litanies de la morte, des siens.

Surtout le rôle du grand soldat qui avait été vainqueur en Afrique, puis en Valteline pendant la guerre d'Italie, émouvait les intelligences. Les souvenirs du major, du colonel et du maréchal Héricourt, célèbres aux époques de la Révolution et de l'Empire, renforçaient la sympathie générale pour l'émule et le contradicteur de Bazaine. A le savoir là, sur les grandes marches de la cathédrale, derrière le cercueil de sa parente, chacun se passionnait.

Rue Méaulens, les tanneurs et les brasseurs quittaient leurs travaux afin d'aller le voir. Rue des Trois-Visages, des conscrits de la garde mobile écoutaient les propos des bourgeois. Le général de Praxi-Blassans avait hier établi l'évidence de sa manœuvre, et l'erreur de Bazaine, sur la carte, dans une salle de la citadelle, assurait-on. Le pharmacien Allerand l'annonçait au beau Proyard, bien que celui-ci partageât ses œillades entre trois dentellières assises au bord d'une cave et la cantatrice de la troupe lyrique. Le gandin savourait leur passion pour son visage clair sur l'ample cravate à pois, celle de Fannie pour son torse en valeur dans une très courte redingote, et celle d'Angèle pour sa jambe cambrée dans le pantalon gris-perle à bande large et sombre. Lui-même le sec M. Druon, déclara, pour ces messieurs, avoir assisté à la démonstration stratégique entre les propriétaires de moulins, de minoteries, de tanneries, de sucreries, convoqués par le général et l'intendant militaire, car il fallait partout nourrir, équiper les régiments de marche et les gardes mobiles que l'état-major de Lille rassemblait dans les départements du Nord. Angèle vendit *le Courrier* à l'ardent et sémillant abbé Darenti, qui faisait au comte de Hautecloque, si hautain et

taciturne, l'éloge de leur chère présidente du Bon Secours, madame Cavrois.

— Oui, l'armée du Nord pourrait être réunie, préparée, entretenue, malgré les imprévoyances du gouvernement impérial, puis lancée contre les Prussiens avant l'hiver, — certifia le vicaire de Saint-Géry.

— On le devait tout simplement à la fille de Maître Héricourt, à sa famille, — expliquait à ses amis le trésorier-général Cattaert, majestueusement épais dans sa redingote.

Sur ses doigts gantés de noir, le percepteur, satisfait de soi-même, compta tout haut les moulins, les mines, les forges, les fabriques de sucre fondés par madame Cavrois pour cette armée.

— Pour soi, pour sa famille, pour ses filles, fils, brus, gendres et petits-enfants, — rectifia brusquement l'avocat boiteux, l'orateur des « Rouges », qui les rejoignait, amer puis furieux, selon sa coutume.

Mais, dédaigneux, le percepteur continua sa démonstration au milieu des tanneurs et des brasseurs. Ils marchaient presque en rang, comme au temps de leur service militaire. Il leur sembla qu'il enseignait l'histoire du département même aux badauds attentifs, au contrôleur des contributions directes tout hérissé de barbe grise, sous un gibus de soie terne, aux trois professeurs du collège. Ils en sortaient avec des portefeuilles sous le bras. Sale, rubicond, contradicteur sarcastique, l'helléniste cita deux vers de l'Odyssée sur Pénélope et le domaine d'Ithaque. L'exubérance du géographe mulâtre renchérit sur les cargaisons des navires Héricourt arrimées à Dunkerque. De ce port, de ces fermes, de ces manufactures, de ces mines, calcula le mathématicien rasé, timide, en macfarlane, dix mille ouvriers, artisans, allaient surgir, bientôt gardes mobiles, soldats.

— Ils sauveraient la patrie compromise par le régime bonapartiste, — cria presque le marquis d'Hamelincourt.

Son monocle carré brilla sous la broussaille d'un sourcil blanc. Des villageois le vénérèrent. Le souple banquier Deusy, parmi cinq dames en noir, tirait orgueil de ce que son père eût participé aux négociations de madame Cavrois

et des frères Périer pour forer, à Lens, les premiers puits de mine. « Quel cerveau c'était là ! »

Cette foule atteignit la cathédrale quand les porteurs des couronnes, des fleurs et du cercueil, gravissaient les dernières des grandes marches. Sur le parvis de Saint-Vaast, devant le porche ouvert, devant les perspectives blanches de la nef et des buissons de cierges flamboyant là-bas, au maître-autel, le curé de Saint-Vaast, ses vicaires en surplis, recevaient la dépouille mortelle de la fondatrice, saluée par les sons triomphaux des orgues.

Les murmures de la foule s'interrompirent. Le piétinement cessa. On n'entendit plus que les chœurs des religieuses, leurs voix frêles. Sincèrement, elles demandaient aux élus du Seigneur leur accueil pour la bienfaitrice des églises et des congrégations charitables. Les prêtres de Notre-Dame des Ardents, les Ursulines et les Dominicaines, les religieuses du Bon Pasteur appelaient de toute leur âme, sur la donatrice, ensemble, les indulgences de la Vierge. De même l'invoquèrent les orphelines bleues, candides, si laides dans leurs bonnets à ruches, les orphelins court tondus, en blouses grises, du Patronage Saint-Joseph, tous ceux favorisés un demi-siècle par l'adroite pitié de Caroline Cavrois et des Héricourt. Les ondes du chant liturgique, en vibrant au loin, émouvaient les cœurs des villageois sous les blouses bleues, ceux des ouvriers sous les blouses blanches, ceux des gardes mobiles sous leurs blouses courtes qu'un ceinturon sanglait à la taille, et que des cols écarlates rehaussaient, ceux des brasseurs sous les tabliers de cuir, ceux des femmes pieuses sous les châles de cachemire noir.

— C'était une politique aussi... — avouait à l'avocat boiteux le notaire Gheerbrandt. Sa bedaine tenait à distance le docteur Delœuvacque, non moins pansu à force de boire la bière. Ensemble ils se prouvaient, en sourdine, que, grâce à ces pieuses dotations et à l'influence des Praxi-Blassans, à celle du maréchal, les Héricourt avaient pu, malgré leur attitude jacobine pendant la Révolution, conserver, sous Louis XVIII et Charles X, les sympathies du clergé.

— Celles même de la cour, — ajouta le comte de Hautecloque, ce géant roux. — Par contre, opposa le libraire

Topino, expert de la loge maçonnique, les harangues d'Omer Héricourt avaient à sa famille valu, sous Louis-Philippe, puis en 1848, l'amitié du roi constitutionnel, la faveur de Ledru-Rollin, celle de Lamartine.

— Mon grand-père, qui fut à Valmy avec les aérostiers de Juste Héricourt, s'en est fort indigné.

Et le notaire, le docteur, le libraire, le trésorier général, se sourirent finement.

— N'importe! Caroline Cavrois avait su, par l'entremise de l'évêché, — reprit M. Gheerbrandt, — ressaisir les bonnes grâces de l'impératrice Eugénie.

— Ce pour quoi Praxi-Blassans avait, en Afrique, puis en Italie, reçu, sans attendre, toutes les distinctions possibles, — ajouta l'armurier Rohart, — et naguère celle même de commander devant Forbach et Spickeren. Mais le baron de Niesbach savait la jalousie de Bazaine. En refusant de soutenir Frossard et Praxi-Blassans, le maréchal avait perdu l'avantage de leur savante tactique.

— Bazaine a laissé soixante-dix mille Allemands déloger vingt-huit mille Français, — murmura le marquis d'Hamelincourt, — de positions magnifiques. Pourquoi le maréchal ne sut-il pas envoyer les trois divisions qui attendaient en arrière, l'arme au pied, l'ordre d'envelopper les Prussiens empêtrés, par la manœuvre de Praxi-Blassans, dans les bois du Mont-Rouge, et décimés sur le plateau de Spickeren?

Dans la foule bordant le cortège, l'horloger Taffin ôta son chapeau rond et s'agita dans sa veste à carreaux. Il gronda :

— Bazaine trahit!

— On devrait le fusiller. Moi je le dis! Oui je le dis! — renchérit un facteur.

Il portait le médaille de Crimée sur son habit à boutons d'or. Sa barbiche grise et sa moustache gauloise laissèrent passer le défi de sa colère. Sous le bicorne de travers, il pâlissait. Autour de lui, maintes gens approuvèrent. Gossart le marchand de bois et Leleu l'herboriste l'entraînèrent rue des Trois-Visages, dans un cabaret plein de mobiles désœuvrés. — Il faut que ça change, ou nous sommes f... — répétèrent là des marchands, des maquignons, des cabaretiers venus du

marché aux chevaux. L'avocat pied bot, l'avocat des Rouges, y parla plus haut :

— Qui donc a laissé massacrer à Reischoffen, les trente mille hommes de Mac-Mahon par les cent cinquante mille Allemands de Frédéric-Charles, comme à Forbach les vingt-huit mille de Frossard et de Praxi-Blassans par les cent mille d'Avensleben? A Borny, Bazaine n'a pas su voir qu'il avait battu les Prussiens.

— Ni à Rezonville, — assura le facteur.

— La guerre est l'épreuve des régimes! — prononça un monsieur à lunettes dans la fumée des pipes.

— Bazaine vient d'abandonner encore Canrobert à Gravelotte, — annonçait dans la rue le rédacteur du *Courrier* à des amis, en haletant. — Pourquoi l'empereur ne... ne... L'empereur, l'empereur...

— Il a la colique, ton Badinguet! — nargua un maçon de l'entrepreneur Minart.

— Badinguet! — nomma la foule en riant.

— C'est un gaga. Rochefort l'avait bien dit. Flourens aussi!... — s'écria Delebecq, le photographe aux longs cheveux.

L'avocat des Rouges, vêtu de noir, tout en boitant, le poing crispé sur sa crochette, déchaînait la fureur des républicains sur le seuil de la taverne, dehors, au milieu des mobiles, des commis, des marchands plus craintifs. Ils se turent. Grainetiers, couvreurs et quincailliers, les Héroguelle, les Briois, les Fardel se dirigèrent alors vers la cathédrale, par peur des mouchards. Dehors, les gens se firent cois, se cachèrent au plus épais de la foule. Quelques profils inquiétants et mal connus venaient d'apparaître, moustaches cirées, impériales en pointe, chapeau sur l'oreille. En longues redingotes graisseuses et des gourdins sous le bras, ces gens arrivaient de Paris. « De la rue de Jérusalem!... » affirma le photographe belliqueux. Il rejeta son feutre en arrière. Il dévisagea les argousins. Ils le dévisagèrent aussi. On regardait ce défi mutuel du républicain et de la police corse. Son aïeul avait aussi combattu sous les ordres de Juste Héricourt à Valmy, puis aux Pyramides, enfin à Wagram. Il haussa les épaules. Il continua son chemin. L'œil sournois, les mouchards se

faufilaient entre la foule des spectateurs et la masse du cortège.

Rappelant les mésaventures de leurs aïeux émigrés, rentrés sous l'Empire, ou lors de la Restauration, le baron de Niesbach, le marquis d'Hamelincourt hochaient la tête. Ils redoutaient l'opinion du photographe. A sa vitrine les portraits de Jules Favre, de Blanqui, de Flourens s'étalaient. Le peuple allait-il supporter cette série de défaites? Ce serait la fin. Autour du photographe les gens s'étaient groupés, que le monocle du marquis visa.

— La République peut-être!

— Y pensez-vous?

Le chant des orgues qui s'exalta fit taire les chuchotements. Très lourde aux bras des porteurs, Caroline Cavrois passait le porche de l'église, entre les colonnes ioniennes, sous le fronton grec du temple à l'antique, parmi les hymnes des clergés.

— Ravise : elle est lourde comme son or... — remarquait une dentellière.

En essuyant ses lunettes, le contrôleur des contributions directes l'approuva. Il retira son gibus et découvrit sa tête hérissée de gris :

— Nous enterrons la bourgeoisie de la Révolution, de l'Empire et de la Restauration.

— La bourgeoisie pesante comme la richesse grossière qu'elle put accumuler... — prononça entre ses dents, du haut de sa stature, le comte de Malametz.

— Ce n'est que la force du Tiers... — conclut avec dédain le marquis d'Hamelincourt.

— C'est aussi l'excellence de la France qui travaille et qui crée... — ajouta soudain le banquier Deusy, minuscule, coléreux, parmi ses parentes en deuil.

Elles le calmèrent du geste, du murmure. Les nobles qui s'étaient brusquement retournés sourirent.

— Croyez-vous?... — fit impertinemment le baron de Niesbach, sûr de sa vigueur géante et rousse, de sa force, privilège divin.

— Est-ce rien que les principes du Tiers?... — riposta presque tout haut Delaunoy, l'avocat pied-bot. Ils ont soulevé les Amériques latines en 1820, et l'Espagne elle-même

et le royaume de Naples, et la Grèce opprimée par le Turc. Les principes du Tiers, ils ont fait la Révolution de 1830 avec, à Paris et à Varsovie, Omer Héricourt, que voilà, et la Révolution de 1848 avec lui encore et Lamartine, quand *la Marseillaise*, d'abord entonnée à Paris, fut chantée à Berlin et à Vienne par le peuple des barricades...

L'avocat feignait de s'adresser au géographe mulâtre et à l'helléniste rubicond, au notaire Gheerbrandt et au docteur Delœuvacque, mais les paroles du républicain, à demi criées, s'adressaient bien certainement aux légitimistes, au sémillant abbé Darenti qui était pâle d'indignation, qui se démenait dans une soutane soyeuse, en haussant les épaules.

— C'est une famille, celle des Héricourt!... — s'écria l'épicier Waterloo... — Il n'y a pas à dire. Elle a fait beaucoup dans le pays, et pour tous les partis.

— En dehors des partis, Monsieur. En dehors des partis. Elle a vu de plus haut que ne voient les partis!... — enseigna le banquier Deusy, malgré les gestes de ses parentes.

L'épicier acquiesça, ravi d'être d'accord avec le millionnaire. Endimanché dans sa redingote noire et sous un chapeau à ressort, pour le suprême hommage à madame Cavrois, sa cliente, Waterloo la contempla là-haut, arrêtée sous le porche entre les piliers, devant les perspectives illuminées de Saint-Waast, puis entre les deux colonnades longues, enfin dans l'énorme catafalque. Ces panaches noirs, ce deuil drapé, ces larmes d'argent, ces mille cierges en étages signifiaient-ils assez l'importance de la défunte? Non, ce prodigieux catafalque, aussi grand qu'une maison dans l'immensité de la nef blanche, ne semblait pas trop ample ni trop orné pour contenir madame Cavrois. De sa force et de sa pensée elle devait tout emplir, et l'église même, l'église sonnante, chantante, piétinée par cette foule sombre, noire et bleue, guidée par le respect des Héricourt, et avec laquelle Waterloo lui-même entrait. Saint-Waast pourra-t-il contenir les idées de madame Cavrois, ses idées devenues ces ingénieurs, ces mineurs de Lens, ces bateliers de la Scarpe, ces meuniers de Sainte-Catherine, ces minotiers de Saint-Laurent, ces raffineurs de Blangy, ces cultivateurs de betteraves qui sarclent les campagnes de Vimy à Souchez, de Mercatel à Boiry, ces mobiles du canton de Beaurains, ces commis de la Banque

d'Artois, tous ces hommes en redingotes, en vestes noires ou en blouses bleues, toutes ces femmes en chapeaux de deuil ou en bonnets de linge, et vivant chacun selon des espoirs calculés par Caroline Cavrois, par les Praxi-Blassans, par les Héricourt, durant une longue existence? Waterloo connaissait la plupart, qui se fournissaient dans ses magasins. Son clin d'œil les saluait, discrètement, un par un. Cela ne l'empêchait guère de prêter l'oreille aux propos des inséparables : le notaire, le docteur, ventrus pareillement, amateurs également de vieux bourgogne, de bière fraîche, de chère exquise, de servantes épanouies.

Le notaire vantait à demi voix la baronne de Cavanon. Il indiqua la grâce de la Parisienne cambrée dans un crêpe de Chine, cet œil curieux sous une voilette argentée. Entre son mari tout rasé, d'élégance anglaise, et son petit garçon, zouave en drap vert galonné de noir, elle tâchait de reconnaître sa famille provinciale, le notaire dont elle sollicitait tant d'avances sur ses dividendes de la Banque d'Artois. Et M. Gheerbrandt mangeait sa bouche sensuelle pour étouffer un peu ses indiscrétions. Il dénonçait à son ami l'imprudence de ces Parisiens dépensiers. Il avait dû prendre hypothèque sur les fermages de Boiry pour cette famille Lyrisse, pâle et maladive, parisienne aussi, épuisée par son goût des arts et des nuits au théâtre, si peu ressemblante au grand-père demi-solde qui conspirait sous Charles X avec les anciens soldats retirés dans leurs villages. Le notaire avait longtemps réparti les revenus de la mine d'Aniche entre tous les Parisiens, à cette Marthe Gresloup, séparée de son mari polonais, elle, si grasse, si altière, aussi roide que son aïeul le major, dans sa robe de grenadine tramée et sous un chapeau de jais. La sucrerie de Bailleul, maintenant achetée par la Banque d'Artois, appartint au monsieur glabre. Il ressemble aux portraits de Louis XVI. Il dissipa la dot de Justine Héricourt pour faire manger ses ouvriers sur des tables de marbre, changer trois fois ses machines, pour installer le chemin de fer amenant les betteraves jusque dans ses usines. De prêt en prêt, la Banque était redevenue propriétaires des usines qu'il administre. La batellerie de la Scarpe demeure la fortune de Dieudonné Cavrois. Mais les moulins à vapeur qui furent celle

d'Omer Héricourt, de son fils Olivier, le directeur des postes, bien roide et sévère, de la jeune femme au châle de dentelle et de leur fils Manuel, furent mis en actions que la Banque racheta. De même pour la minoterie léguée aux Praxi-Blassans, au général et au père jésuite, l'ancien missionnaire, ce haut vieillard en soutane, avec ses cheveux gris flottant sur les épaules, celui qui semble moins prier Dieu que lui ordonner de recevoir comme il est convenable, dans les salons du paradis, la tante Caroline Cavrois.

Gheerbrandt ricane. Le docteur hoche la tête. Waterloo désignait à sa fille toutes ces personnes issues de Maître Héricourt, le meunier, qui, durant la Révolution, avait offert à la grand'mère Waterloo et à ses frères de monter une boulangerie où ils pétrirent et vendirent le pain fait de la farine moulue à Saint-Nicolas. Et maintenant, comme ils devaient encore gagner par ce temps de guerre, les héritiers des Moulins Héricourt qui fournissent l'intendance des armées! Waterloo tâchait ainsi doucement d'éveiller l'intelligence de l'écolière. Mais la pécore s'ennuyait. Elle préféra, gourde et bête, regarder les robes des dames inconnues, puis réclamer un cœur d'Arras bien frais, bien tendre, que son père lui avait promis, qu'il gardait dans une poche. L'épicier se dépita. Il eût tant voulu que son Émilie, plus tard, épousât un officier, un avocat, après être devenue digne de la dot qu'il thésaurisait franc par franc. Découragé, Waterloo n'écouta plus son notaire montrer au gros Delœuvacque, à l'helléniste et au mathématicien, ceux qui détenaient les parts de fondateurs dans la Banque d'Artois. Depuis le jour où Laffitte l'avait associée à sa banque de Paris, idée géniale de Caroline Cavrois, et réalisée vers 1830, cette banque de crédit industriel régissait les affaires de la province. Beaucoup d'actions avaient été vendues par les gendres trop prodigues des Praxi-Blassans, par Omer Héricourt, à qui la politique avait coûté gros, par les enfants et les petits-enfants d'Augustine Héricourt que ruinait leur manie d'aérostation, par les vieilles dames de la famille qui, près de mourir, avaient beaucoup donné aux églises pour acquérir leurs places en paradis.

Le docteur Delœuvacque montra le fils puîné d'Omer Héricourt, ce monsieur en deuil, grisonnant. Le docteur le

soignait. Chétif, efflanqué, voûté sous cette chevelure d'artiste, l'inventeur, depuis le mois d'août, se fatiguait trop à construire, dans la manufacture de Vimy, les ballons de guerre. Se grattant la barbe, le docteur en faisait l'éloge. Il rappela cette chute du haut de la nacelle. Voilà pourquoi l'aéronaute était boiteux. Derrière un binocle, le visage du martyr grimaçait, douloureux, dans une barbe roussâtre autour d'un nez proéminent. Waterloo contraignit sa fille à discerner le ruban de la Légion d'Honneur qui attestait, sur la redingote de M. Raoul Héricourt, la valeur de ses travaux et le réel de son courage. Plusieurs fois, le téméraire s'était envolé malaisément avec des ailes énormes, bizarres. Elles cassaient bientôt et s'abattaient par-dessus lui. Le mathématicien sait qu'un matin Raoul Héricourt s'est même précipité ainsi du haut d'un toit. L'avion parcourut plus de cinquante mètres horizontalement, puis il chavira. Le docteur releva ce téméraire le crâne fendu, une main brisée. Le mathématicien timide essaye de faire aimer ce cher fou davantage par Gheerbrandt, par le clerc Dehodencq.

— Si madame Cavrois n'avait pas gagné tant, jamais, — riposte le notaire, — cet homme-là n'aurait pu continuer les expériences de Juste-Émile Héricourt.

— Celui que ma grand'mère nommait l'Américain, — évoque Waterloo.

— Celui qui s'éleva en ballon pour observer les mouvements des Autrichiens avant la bataille de Fleurus, — complète le docteur.

— Mon grand-oncle y était, — dit le boucher Pamart.

— Et mon aïeul paternel, — ajoute le brasseur Wartelle.

— Dehodencq soupire : — Si cet Héricourt volant pouvait, à son tour, dominer dans les airs, l'armée prussienne! — Guider Mac-Mahon, — espère Gheerbrandt, — jusqu'à Metz.

— Jusqu'à ce qu'il ait opéré sa jonction avec Bazaine, — précise Dantrempuich. — Avez-vous lu l'article du *Courrier*?

Dehodencq, Gheerbrandt, Waterloo, Delœuvacque se font stratèges, à mi-voix, écoutés par des paysans que l'inquiétude effare. En un coin, Pamart le boucher, Wartelle le brasseur, échangent avec Taffin l'horloger, Minart l'entrepreneur, Delebecq le commis, et Topino le libraire, cent anecdotes de

Valmy et de Fleurus où leurs ancêtres combattirent avec Juste Héricourt.

L'élan des orgues, le bruit de l'assistance qui se levait pour l'offertoire, interrompirent les conversations. Dehodencq honteux de son chapeau rond, et Waterloo de ses gants craqués, se turent respectueusement. Taffin lustra son chapeau ébouriffé. Très sage dans sa crinoline, ses bas écossais, sa robe de popeline à raies, la petite Waterloo grignotait son cœur d'Arras. Elle aspirait l'odeur de la pommade qui lui collait les cheveux aux tempes, et qu'elle trouvait suave. Il lui déplut qu'à la faveur du mouvement et du bruit, tant de villageois en blouses bleues et en casquettes, tant de leurs fils en pantalons à bandes rouges et à guêtres blanches, les uns grands et bruns, les autres blonds et larges, se fussent introduits, poussés, massés près d'elle, une demoiselle, avec leurs paysannes épaisses, hâlées, ridées au fond des bonnets que roidit l'empois. Émilie Waterloo les entendait redire les paroles de son père, en patois. Elle se fût moquée d'eux qui répétaient l'opinion du notaire, des professeurs, du médecin. De leurs campagnes, au trot des carrioles et des cabriolets, même sur leurs ânes, ils étaient venus en nombre, fermiers, conscrits, métayers. Les délégations des mineurs, celles des sucriers, des brasseurs, des meuniers, à présent, se suivaient apportant au catafalque des couronnes de perles avec des inscriptions blanches; très convenables tous, en leurs blouses propres, têtes nues bien peignées. Les orphéons des usines élevaient leurs bannières vertes ou cramoisies avec les médailles des concours. Plusieurs sociétés de tir à l'arc, jadis encouragées par les Héricourt, s'accumulèrent près du porche, et plusieurs portaient le képi des francs-tireurs, le ceinturon, les guêtres. On entendait vagir des nourrissons sur les bras de jeunes dentellières attirées par le luxe des funérailles, et qui se dissimulaient à l'ombre de la chaire.

A se reconnaître les uns les autres, cousins, beaux-frères, brus et gendres, oncles, tantes, que les mariages avaient dispersés dans les bourgs et les hameaux de l'Artois, tous sentirent l'unité de leurs vies se recomposer autour du catafalque, dans le chant des prières connues depuis l'enfance.

Qu'ils dépendissent plus ou moins de ces fermes, de ces

fabriques, de ces mines, de cette banque, œuvres des Héricourt, pensées de la morte, cela leur semblait d'abord naturel, puis étonnant. Car s'ils réfléchissaient peu d'ordinaire à ces transmissions invisibles entre les fondateurs et les producteurs, soudain cet édifice de draps noirs, de panaches, de fleurs, de couronnes, au milieu de la nef immense et blanche, leur apparaissait comme le tombeau recouvrant la cause de leurs travaux. C'était pour cette cause que chaque jour ils retournaient la terre, qu'ils martelaient le fer dans les fournaises, qu'ils recueillaient l'huile sous les pressoirs, qu'ils faisaient rugir la vapeur dans les machines, que, par la culture, ils engendraient le sucre dans la pulpe des betteraves, ou que, par la science, ils l'obtenaient, à l'usine, de la râpe, de la chaudière et du filtre. Toutes leurs peines, tous leurs salaires et tous leurs biens, ils les devaient à l'esprit des Héricourt qui avait, près d'un siècle, animé ce corps maintenant inerte de l'aïeule. C'était pour son intelligence et pour leurs salaires, pour leurs existences, qu'à la frontière, les fils soldats étaient partis, que les mobiles en chaque canton se rassemblaient au chant de *la Marseillaise*, afin de conserver intact l'héritage de gloire et de richesse représenté par tant de personnes en deuil, par ce général chamarré, par ce savant de l'Institut couvert de décorations, par cet orateur célèbre, par ces familles debout devant l'autel où les prêtres s'agenouillaient, ayant consacré l'hostie et le vin, les fruits essentiels de la patrie, son blé, sa vigne.

Se pouvait-il que tout cela fût menacé par l'ennemi, celui que les grands-pères des Taffin, des Wartelle, des Pamart, des Topino, des Lagache avaient inutilement battu de Valmy à Moscou, celui qui avait, en 1814, ravagé l'Artois, en 1815 dévoré ses moissons, et, jusqu'en 1818, vidé ses tonneaux, appauvri ses villages, qui, maintenant, prolongeait sa victoire contre un empereur fatigué, des ministres incapables, des généraux maladroits? Le neveu, comme l'oncle, allait-il finir par la défaite qui livrerait les biens du peuple au roi de Prusse? La gloire de Solférino serait-elle, comme le soleil d'Austerlitz, obscurcie par les ténèbres d'un Waterloo? Mères, sœurs, pères, fiancées, madame Desmazières et madame Demonchaux, madame Effroy comme mademoiselle Lequette,

mademoiselle Codron et mademoiselle de Beugny, la plupart touchaient dans leurs poches les lettres du voltigeur, du zouave ou du lancier, écrites après les batailles de Spickeren, de Wissembourg, de Gravelotte, dans la paille d'une ambulance, dans la boue d'un bivouac. Et les vieilles tremblotantes se souvenaient du kaiserlick apparu en 1814 à leur épouvante de fillettes, devant la chaumière, pour emmener la vache, égorger le verrat, étrangler la volaille, étaler le suif des chandelles sur le pain volé dans le four avant la fin de la cuisson. Allaient-ils reparaître, ces ogres, envahir l'Artois, Saint-Vaast, aussi, et jeter bas le magnifique catafalque, le corps de Caroline Cavrois que sanctifiaient à présent les encensoirs des diacres et les lamentations des chantres pleurant le malheur de la patrie avec la mort de la dame?

Anxieuses, attendries, des mères considéraient les mobiles et les soldats qui se mêlaient à la foule des funérailles. Entre les groupes, ils se faufilaient derrière une série de curieuses, de dentellières et de modistes. Elles supportaient les taquineries sournoises de ces chasseurs à pied, de ces dragons, de ces artilleurs, de ces turcos; elles étaient fières à l'égard des mobiles. Un bandage au front du chasseur, un autre au poing du cavalier, une canne étayant la marche de l'Algérien, indiquaient leurs blessures légères, déjà convalescentes et pour lesquelles ils étaient évacués, au hasard des trains, jusqu'à l'hôpital Saint-Jean. Ils demandèrent en l'honneur de quel puissant personnage se déployaient de tels obsèques.

Caroline Cavrois revécut dans les murmures des apprenties bavardes, qui désignaient un à un les Héricourt, et les Cavrois, et les Praxi-Blassans, leurs gendres et leurs beaux-frères, aux soldats ébahis que les mobiles des divers cantons récemment arrivés aux casernes regardaient avec crainte et admiration, qu'ils renseignaient aussi quand une jeune fille se trompait.

La sonnette annonça le moment du mystère et du silence. En chasubles de velours noir et d'argent, les trois prêtres s'inclinèrent devant l'or du calice pieusement découvert, là-bas, entre les buissons de cierges ardents, sous l'altitude imposante des colonnes blanches, des coupoles en clarté.

Le chasseur de Vincennes et le zouave de la garde s'interrogeaient. Le monsieur en deuil, que cette petite Céline leur

avait nommé Omer Héricourt, serait-il par hasard le vieil orateur libéral qui, depuis le coup d'État du 2 décembre, protestait au nom de la loi contre le gouvernement impérial à toute occasion, avec Jules Favre et Gambetta? Le sergent de chasseurs à pied se rappelait l'hiver où, simple peintre d'enseignes alors, il s'était, plusieurs dimanches, mêlé aux faubouriens pour se rendre à la salle de Bataclan. Là parlaient Rochefort et Blanqui, les députés républicains. Il se souvenait d'un vieillard droit, sec, trop poseur, dont le ton rogue lui avait certainement déplu, comme à ses camarades en blouses blanches. Et le blessé de Wissembourg tâchait de reconnaître l'orateur dans ce monsieur un peu chauve, debout devant un trône de deuil, entre le général de Praxi-Blassans et un autre personnage décoré.

— On n'en veut pas ici comme député parce qu'il est trop rouge... Moi, tout de même, j'ai voté pour lui la fois qu'il s'est présenté, — dit un sergent de mobiles au sergent de chasseurs.

Peu à peu celui-ci rétablissait l'équivalence du souvenir et de la réalité. Et il assurait au zouave, au mobile, qu'il avait entendu cet Omer Héricourt proclamer sur l'estrade de Bataclan : « Rien ne peut l'emporter sur la Loi consentie par le suffrage du peuple, ni la volonté d'un empereur, ni la décision de ministres avilis, ni même le vote d'un parlement égaré par les mensonges d'un pouvoir criminel ou terrorisé par les menaces d'une police corse. » Les Parisiens avaient applaudi cette péroraison, que le peintre d'enseignes et ses amis avaient jugée sublime, qu'ils avaient apprise par cœur, le lendemain soir, au cabaret, à force de la lire et de la relire dans *le Rappel*. Et voilà que cet apôtre de la République se trouvait là parmi tous ces riches, ses parents, et qu'il enterrait sa grand'tante au son des orgues, des prières chantées par cent prêtres, en chasubles, en aumusses, en surplis, exprimant ainsi leur gratitude pour les dons de la dame aux églises.

— La République ! — insinua le voltigeur, à voix basse.

—Il la faudrait tout de même, — finit le sergent de mobiles.

— Badinguet ne sait plus son métier d'empereur, — murmura le mobile.

— Il nous fait battre, — grogna le zouave de la garde, — par les Prussiens à Wissembourg et à Forbach, partout. Notre régiment a toujours manqué de cartouches avant quatre heures du soir, toujours, et quand on avait gagné le terrain toute la journée, les renforts allemands débouchaient. Vous verrez çà, les mobiles. Vous apprendrez à conserver vos cartouches. Ils nous fusillaient et nous canonnaient lorsque nos gibernes et nos caissons étaient vides! — Alors il fallait bien vous en aller? — Oui, la division se retirait sous la protection de nos compagnies qui couvraient la retraite par des charges à la fourchette. C'est comme ça que j'ai reçu mon atout dans l'abatis.

— Et moi mon pruneau dans la cafetière.

— Eh bien! — dit le chasseur de Vincennes au mobile républicain, — ton Jules Favre, il a fait un beau coup en forçant les ministres à nommer Bazaine général en chef sur le Rhin.

— C'est un gnaf, c't'homme-là.

— Sûr et certain.

— Ce n'est qu'un troupier, Bazaine.

— C'est pas un chef.

— Cet Omer Héricourt devrait changer ça.

— De quoi?

— S'il est républicain, — reprit le mobile, — il marche avec Jules Favre.

— Marcherait-il avec Blanqui? — questionna soudain un turco pâle, dont la tête était encore garnie de bandages.

— Blanqui?...

Les mobiles se regardèrent effarés.

— Je sais qu'il doit revenir de Bruxelles, — assura le compagnon du turco, un mécanicien de locomotive apparemment.

De ses doigts noircis par la limaille et l'huile, il montra le ciel.

— Il n'y aura pas de République si Blanqui ne revient pas.

— Blanqui?

Les mobiles ni les autres soldats ne le connaissaient.

— Tu sais qui que c'est? — demandait Jules Vomherdrick à son frère Émile, puis à leur sergent Delebecq, enfin à leur lieutenant Wartelle, qui arrivait. Il les renseigna sommairement.

— Dire qu'on se fait tuer pour ça, — grogna le turco, montrant le catafalque d'où l'on allait sortir Caroline Cavrois devant le suisse et les chantres.

— Il n'y a pas que ça, — fit un dragon.

— Il y a tout le monde aussi, — ajouta Jules Vomherdrick en brasseur raisonnable. Et son geste enveloppa les paysans, les orphéons, les archers à droite, les fermières et les dames à gauche, et, près de lui, le chasseur de Vincennes, les blessés, que les bedeaux, avec leurs verges noires à tête d'argent, alignaient pour élargir le passage devant la morte.

Lourde comme sa puissance et la portée de son génie, la fille de Maître Héricourt, la sœur du colonel et du maréchal, sortait du catafalque dans le suprême costume, celui de chêne verni, voilé par le poêle de velours aux trois larges galons d'argent, chargé de roses élues entre les plus belles par les horticulteurs d'Arras, de Lille, d'Amiens, de Paris, par le goût des parentes et des amies, et qui tant émurent l'admiration des dentellières. Elles flairaient de loin ces roses moins riches en leur opulence de tons que les fleurs de l'intelligence qui, remarqua le notaire, pour le médecin et les professeurs, avait animé la masse de ce corps plus majestueux que jamais sous l'altitude et le ciel blanc des coupoles, entre les longues colonnades et les deux haies d'hommes, de femmes bordant avec respect le tapis qu'en tête du cortège le suisse foula de ses souliers à boucles. Sa hallebarde retentissait. Les hymnes s'élancèrent des orgues où les choristes et la musique saluèrent l'œuvre de Caroline Cavrois. Le glas sonnait par coups graves et distants, espacés. De toutes les églises d'autres glas répondaient. La ville entière honorait de son deuil cette vie féconde pour la patrie menacée d'invasion.

L'angoisse des mères songeant à leurs fils soldats sur les routes de Lorraine et d'Alsace s'alliait au sens de la perte que faisait la province en la personne de Caroline Cavrois, entourée de ses prêtres, de ses Ursulines, de ses orphelins porte-cierges, de ses chantres solennels, suivie de sa descen-

dance, de ses ingénieurs, notaires, fermiers, soldats miliciens et travailleurs de toute espèce. En sorte que le deuil particulier des Héricourt, de l'académicien Dieudonné Cavrois, du général Praxi-Blassans, du sénateur républicain, de l'aéronaute et des leurs, devenait parfaitement le deuil public, le deuil de l'Artois, paysan, ouvrier, marchand, industriel, militaire et banquier. Plus lent qu'il ne fût jamais, selon les ordres reçus du maire par l'organiste, ce jour-là, le carillon de midi commença une danse hésitante et grave. Les sons ne se précipitaient plus en joie, comme de coutume, vers les tables dressées pour le repas, vers les chopes des tavernes. On eut dit qu'ils rythmaient la marche de pleureuses éblouies dans leurs voiles par le rayon vertical du soleil, et qu'ils ne se souvenaient de leur joie que pour la mêler à la douleur de ne la pouvoir plus vivre.

Midi pourtant dorait la pompe des obsèques. Elle se déployait encore sur le parvis en haut des grandes marches parmi le concours du peuple sorti, la pipe en bouche, les journaux en mains, de ses bureaux, de ses magasins, de ses manufactures, de ses tanneries, ses brasseries et ses forges, pour la halte au milieu du jour. Mille et mille têtes que le docteur distinguait, flamandes, espagnoles, picardes, se découvrirent sous les verdures du square, et, rue des Teinturiers, devant les façades. Au milieu des grandes marches d'où elle dominait entre ses porteurs, la fille de Maître Héricourt, splendide monceau de fleurs sous les colonnes et le fronton triangulaire de la cathédrale, fut l'objet de la vénération unanime de tout le silence humain. Les volées de cloches interprétaient lourdement, lugubrement cet hommage à l'esprit créateur de l'Artois. Les notes du carillon hésitaient, lentes, en deuil aussi, et les dernières du finale semblèrent pour les âmes poétiques des adolescentes, des religieuses, des jeunes gens, donner à la morte les suprêmes baisers de la ville, le suprême adieu du lion héraldique debout par-dessus la couronne ducale, au sommet du beffroi sonnant et tintant plus haut que les glas de toutes les églises, que les heures de toutes les horloges.

PAUL ADAM

*(A suivre.)*

# LES DEVOIRS DES ÉTATS-UNIS

Les plus âgés d'entre nous se souviendront sans doute combien les lecteurs du monde entier furent profondément intéressés, il y a vingt-cinq ans environ, par le remarquable roman historique de l'écrivain polonais Sienkiewicz. Cet ouvrage, qui mettait en scène les premières phases du drame qui agita l'Empire Romain pour la conquête d'un idéal de moralité, portait un titre frappant : *Quo Vadis?* que nous pourrions traduire ainsi : « Où allons-nous? » (*Whither art thou hastening?*). Ceux qui l'ont lu se rappelleront la signification de ce titre. En vérité, il serait difficile de trouver une interrogation que l'on puisse poser avec plus d'à-propos au monde actuel que ce *Quo Vadis?* : « Où te précipites-tu? »

Tant que dura la grande guerre, la ligne de démarcation entre le bien et le mal, entre la liberté et l'oppression, entre

1. Les pages qu'on va lire résument les idées qui ont été défendues par le Président Butler, notamment dans un discours prononcé à la Chambre de Commerce de Dayton (Ohio).

Une des plus grandes autorités intellectuelles de son pays M. Nicholas Murray Butler est président de l'Université *Columbia*, la plus importante, à l'heure actuelle, des États-Unis. Juriste, sociologue et spécialiste de pédagogie, son autorité est très grande dans les deux continents.

Ami très actif et ancien de la France (il était commissaire de l'État de New-York en 1889 à l'Exposition de Paris), il a fondé en 1912, à Columbia, une *Maison de France*, à la suite de quoi il a été nommé commandeur de la Légion d'honneur. Il va être incessamment titularisé grand officier pour son action francophile efficace pendant la guerre.

le progrès et la réaction sembla aisée à tracer et aisée à suivre, parce que, dans les hautes lumières et les ténèbres épaisses de ce prodigieux conflit, toutes les distinctions et les caractéristiques de second ordre s'effacèrent et une seule grande alternative s'offrit à l'esprit et au cœur des hommes. Bien que trois années ne se soient pas encore entièrement écoulées depuis la fin des hostilités, combien différente est aujourd'hui la situation! Tout est en proie à la confusion, au chaos, à l'inquiétude. Le monde entier est avide de paix et pourtant il y a actuellement plus d'hommes sous les armes qu'il n'y en avait au printemps de 1914, quoique les conflits qui se poursuivent, dans la violence et la cruauté, sur les points les plus éloignés du globe, soient moins nombreux qu'alors.

*Quo Vadis?* Progressons-nous ou rétrogradons-nous? Nous livrons-nous à l'œuvre de reconstruction ou de ruine? Sommes-nous occupés à enrichir la civilisation ou à en miner les plus profondes et les plus solides fondations? Ce sont là questions auxquelles un peuple intelligent et libre ne peut répondre par l'indifférence ou par le sarcasme.

Lorsqu'on envisage les problèmes de l'heure actuelle, on constate rapidement que tous ont deux faces : les questions de politique internationale, et celles d'ordre intérieur et de bien-être national. Les unes et les autres arrivent rapidement à se confondre ou à dépendre les unes des autres.

Examinons d'abord celles qui intéressent directement les relations et la politique internationales. Ici, le bon sens nous indique que le monde doit s'appliquer à éviter le retour du désastre qui faillit être fatal à la civilisation et dont l'origine remonte au 1er août 1914. Certes on essaie d'atteindre ce but; on cherche les moyens d'arriver à développer certaines formes d'interdépendance entre nations, qui rendraient une grande guerre sinon impossible, du moins improbable. Il serait sage néanmoins de ne point avoir trop confiance en ces sortes de conceptions, si savamment combinées soient-elles. Recherchons donc, franchement et courageusement, quelles pourraient être les causes possibles d'une future guerre, et, si nous le pouvons, travaillons à les faire disparaître avant qu'elles aient chance de causer de nouveaux dom-

mages. Il n'est pas sans intérêt que nous examinions brièvement quelques-unes d'entre elles.

Il y a, en premier lieu, le désir de revanche des Allemands, qui est, paraît-il, dominant dans les hautes classes. Que l'Allemagne songe, actuellement, à infliger à nouveau au monde la répétition de ce qu'elle lui a fait subir en 1914, me semble assez peu probable. La conscience publique allemande, aussi bridée soit-elle, a dû, néanmoins, se convaincre qu'il y a des limites à ce que les peuples libres peuvent admettre et supporter. L'Allemagne pourrait encore, certes, troubler la sécurité de ses proches voisins, particulièrement la France, l'Italie, les États Serbe-Croate-Slovène, Tchéco-Slovaque et Polonais. Nul parmi ceux qui ont compris les leçons tirées de l'histoire de l'Europe au cours de ces dernières années et qui sont au courant des tendances de la politique internationale actuelle, ne saurait nier que la sécurité de la France constitue, à elle seule, non seulement la clef de voûte de la paix européenne, mais même celle du monde entier.

Cela ressort de considérations géographiques et historiques indéniables; et ce fait resterait exact, le sol français fût-il occupé par un peuple différent et moins sympathique qu'il ne l'est. Donc si la sécurité de la France dépend uniquement d'une forte armée, elle doit la posséder, si ruineuse soit-elle à entretenir. Les nations voisines ne peuvent que l'imiter. Dès lors, toute possibilité de réduire les armements et leurs énormes budgets disparaît. Quelle que soit sa vaillance, la France, avec sa population stationnaire de 37 millions d'habitants, ne peut envisager sans crainte la perspective d'un nouveau conflit à soutenir seule contre l'Allemagne, qui en possède 66 millions. A l'heure actuelle, l'Allemagne a une population double de celle de la France. Vraisemblablement, la capacité industrielle et commerciale de l'Allemagne, n'ayant été nullement atteinte par la guerre, va continuer à se développer. Il faut donc, en premier lieu, chercher à assurer la sécurité de la France, au moyen d'une entente internationale capable de prévenir le retour de la guerre, et, en second lieu, obtenir de nouvelles dispositions de l'Allemagne elle-même, plutôt que de se fier à une force armée disposant d'un équipement ultra-moderne. Après tout il

faut bien admettre que les Allemands ne seraient pas simplement des hommes s'ils acceptaient avec une parfaite indifférence les résultats d'une écrasante défaite; mais ils pourraient — fût-ce au besoin par la contrainte — être amenés à envisager la possibilité d'une existence nationale où le militarisme n'aurait plus de place. En ce cas, il faudrait, bien entendu, leur permettre de se développer économiquement, en sauvegardant l'amour-propre national, qu'ils possèdent au même titre que les Italiens, les Français, les Anglais, les Américains ou les Japonais.

D'autre part, le peuple français ne tient nullement à maintenir sur pied une grande armée qui enlève tant de jeunes gens à son industrie et qui exige d'immenses charges financières. Il est prêt à la réduire sans retard, à condition que la possibilité d'être en sécurité autrement que par les armes lui soit assurée. La constitution d'un État-tampon établi le long des rives du Rhin lui aurait peut-être donné satisfaction. Le pacte de garantie projeté entre la Grande-Bretagne et les États-Unis — en cas d'attaque non provoquée par la France — qui lui avait été promis, aurait, en rassurant l'opinion publique, rendu probablement impossible tout projet d'agression contre la France. Quoi qu'il en soit, ce projet ne s'imposa pas au Gouvernement des États-Unis, et la France est encore, à l'heure actuelle, seule chargée du soin de sa propre défense. Ce serait donc à elle, encore une fois, qu'incomberait, ainsi que la leçon des événements de 1914 nous l'a si profondément démontré, la tâche d'opposer la première barrière aux flots envahisseurs venant de l'Est, qui, s'ils n'étaient contenus, submergeraient tout le continent occidental. Il s'ensuit que l'alternative qui s'impose au Gouvernement et au peuple français est nette et ne comporte qu'une solution : la France doit ou maintenir, pour une période indéfinie une armée importante et bien équipée, quels qu'en soient les frais d'entretien et quelque fâcheuses qu'en puissent être les conséquences pour sa vie sociale et économique; — ou bien elle doit recevoir une garantie de protection propre à la rassurer. Ce sera peine perdue de la part des Américains de parler de limitation des armements et de voter des résolutions à ce sujet tant qu'ils ne se rendront pas compte

qu'ils doivent prendre part aux mesures qui seules peuvent rendre une limitation des armements praticable. La première de ces mesures consiste à assurer la sécurité de la France si l'on veut arriver à réduire les armées de terre. Car cette sécurité de la France ne constitue pas seulement une question européenne, c'est une question mondiale. Une autre guerre contre elle ne déchaînerait pas seulement à nouveau une guerre européenne, ce serait une guerre mondiale. Voilà pourquoi, si le peuple américain est réellement anxieux de voir réaliser la limitation des armements, il a actuellement un devoir à remplir et une occasion de l'accomplir.

***

Vient ensuite la question de la limitation des armements navals, devenus excessifs et onéreux à l'extrême. Un navire de guerre coûtait, il y a trente ans, 3 millions de dollars à construire. Il en coûte aujourd'hui plus de 40, sans parler des millions nécessaires à son entretien. Ces faits sont connus du monde entier et le désir de tous les peuples de voir diminuer ces armements ne fait aucun doute. Néanmoins l'opinion publique n'est pas toujours bien informée au sujet des conséquences qui découleraient nécessairement de cette limitation même. Ceux qui seraient appelés à l'établir devraient tenir compte de faits politiques et économiques évidents.

L'un de ces faits fondamentaux concerne l'Angleterre, qui, par sa situation insulaire et ses ressources économiques restreintes, semblerait justifiée à maintenir une flotte supérieure à celle des autres nations, aussi longtemps que ces flottes subsisteront telles quelles. Si la compétition pour les constructions navales prenait fin, l'Angleterre pourrait limiter les siennes. On semble toujours ignorer qu'elle ne peut produire sur son sol que les denrées nécessaires à sa subsistance durant une semaine par mois, le supplément devant être entièrement amené d'au delà des mers, des Dominions, des États-Unis, de l'Argentine et du continent européen. Donc la liberté et la sûreté de son trafic maritime est, pour la Grande-Bretagne, une question vitale. De plus, ces denrées qu'elle importe, elle les paie en objets manufacturés, qu'elle exporte, et qui doivent être transportés rapide-

ment et en sécurité. Ceci nous explique la raison pour laquelle elle a toujours tenu à posséder, à travers tous les siècles, une force maritime aussi importante. Si, à la Conférence de Washington, un plan concernant la pleine liberté des mers, en temps de paix comme en temps de guerre, peut être pratiquement établi, nul doute que la Grande-Bretagne saisisse avec empressement l'occasion offerte de réduire ses armements navals et, en même temps, les impôts que ces armements exigent et dont son peuple subit la charge. La situation d'un État continental, quelque étendues que soient ses côtes, est tout autre que celle de l'Angleterre. La liberté des mers est, pour cette dernière, ce que le Transcontinental est pour nous. C'est sur cette question, et sur elle seule, que portent les discussions concernant la limitation des armements navals, en ce qui concerne l'Atlantique.

***

En troisième lieu vient la question japonaise, et l'impérieux besoin d'expansion de cette nation. Lorsqu'on parle de la « question du Pacifique », on se sert d'un pur « camouflage ». Maintenant qu'il ne saurait plus être question des prétentions de l'Allemagne, ce problème est uniquement celui du Japon. Sa population est en croissance continuelle. Son sol — dont une large portion ne possède pas de terres arables — est déjà cultivé à l'extrême. Un débouché doit être forcément fourni à cet excès de population. Et ceci ne peut s'obtenir que de deux manières : par la conquête ou par une entente internationale. Si c'est par la conquête, nous voici acculés à une autre guerre mondiale; si c'est par un accord international, cette dernière menace de conflit disparaît pour faire place à un acte durable de saine politique. La question du Japon ne saurait être résolue par de la rhétorique, ni par du sentiment, ou par des préventions. Elle ne pourra être résolue que par une étude franche et sans détour des faits politiques et économiques qui en ont été la source.

En réalité, il ne semble pas impossible de trouver une solution qui puisse donner de vraies satisfactions aux aspirations justifiées du Japon et dont la réalisation lui est devenue nécessaire, sans avoir recours aux armes ou à l'exploitation

de peuplades moins capables ou asservies. Cette solution devra être recherchée en évitant avec soin d'accroître les difficultés suscitées par la question de races, qui est, pour une bonne part, une question d'instinct, de sentiment, ou de compétitions économiques, et bien assez compliquée déjà. Les États-Unis, qui ont à faire face à celle des Noirs, en savent quelque chose. Nous ne désirons nullement voir apparaître un nouveau problème de cette sorte sur nos côtes du Pacifique ou ailleurs, et le Japon lui-même ne désire pas davantage le voir s'établir sur son propre sol. Une étude judicieuse de tout ce que comporte, pour le Japon, sa situation mondiale actuelle, pourrait, en vue d'arriver à une compréhension plus complète de la question, être confiée à une Commission mixte d'Américains et de Japonais, composée, non pas de diplomates et de juristes, uniquement préoccupés de faire obtenir gain de cause à leur client, mais bien d'hommes et de femmes d'affaires, chargés de représenter l'idéal national en ce qui concerne les questions pédagogiques, industrielles, commerciales, financières, de main-d'œuvre et de gouvernement. Ceux qui parlent d'une guerre possible entre les États-Unis et le Japon, ou qui écrivent dans le même sens, ne connaissent pas les données du problème. Les plus sages sont ceux qui préconisent non la guerre, mais la nécessité de rechercher rapidement, par une politique d'entente, les moyens de résoudre avec pleine satisfaction cette question.

Du moment où le Japon pourra entrevoir un moyen d'expansion pour sa population trop dense, moyen ne comportant ni l'exploitation, ni l'asservissement, ni le démembrement de la Chine, il ne sera que trop heureux de déposer les armes et d'appliquer toutes ses ressources et ses remarquables dons au développement de ses industries, de son commerce et de ses arts. En somme il n'y a que fort peu de mauvaise volonté réelle dans le monde, mais, par contre, il s'y trouve un immense amoncellement d'ignorance et de malentendus.

***

Il y a, en dernier lieu, un grave danger qui menace de s'étendre sur le monde, danger contre lequel les peuples

libres doivent aussi énergiquement se défendre que s'il s'agissait de lutter contre le choléra ou la peste; c'est l'état économique et politique dont souffre la Russie. Cette maladie consiste en une sorte de recul de la civilisation, de retour aux théories et aux conditions caduques des temps passés, que le monde dans sa marche vers le progrès, a, depuis longtemps, rejetées.

C'est une forme nouvelle de l'antique lutte entre l'Orient et l'Occident. C'est, en réalité, l'Orientalisme essayant d'atteindre et d'anéantir l'immense édifice de la civilisation, dont les bases ont été jetées par les anciens Grecs, et qui a été continué à travers le cours de trente siècles. Pas une des philosophies ou des religions orientales ne contient une promesse d'espérance pour l'individu. Toutes ne visent que les groupes, la masse, et leurs civilisations ne font aucune place à l'initiative individuelle, ni à son perfectionnement, ni à sa prééminence. La civilisation occidentale est, au contraire, fondée sur l'individu, sa force et sa santé physiques, sa culture intellectuelle et son caractère, son labeur personnel, sa rétribution et la contribution qu'il apporte à la société dont il fait partie. Le progrès réel et continu de l'Europe est dû à cette impulsion de l'individu vers le mieux-être. L'existence même des États-Unis, nos sciences et nos arts, notre littérature et notre philosophie, nos lois et notre gouvernement, notre commerce et notre industrie, notre système économique et social, nos ressources et nos satisfactions reposent uniquement et solidement sur ces principes. La plaie russe paralyserait totalement ce système, et, l'ayant paralysé, finirait par l'anéantir.

Ceux qui nous disent que l'on doit permettre au peuple russe d'avoir le Gouvernement qui lui convient, et que ce Gouvernement devrait être reconnu par les nations libres et civilisées, ne savent pas ce qu'ils disent, attendu que l'on n'a pas permis au peuple russe de choisir une forme quelconque de Gouvernement. Une autocratie héréditaire, animée d'une singulière cruauté et d'un profond despotisme, a été renversée, et une autre autocratie, non héréditaire, mais encore plus cruelle et et d'un despotisme encore plus accentué, s'est installée par la force à sa place. Moins de 600 000 hommes, groupés en société communiste, se sont emparés des points stratégiques, des rouages de la vie publique, et maintiennent ainsi 140 mil-

lions d'individus sous leur cruelle et incessante étreinte. Cette autocratie nouvelle infecte la Russie, et, si elle le pouvait, infecterait bien d'autres peuples, à l'aide de sophismes politiques et économiques qui amèneraient promptement la mort de toute organisation politique et économique. Car, de même qu'il ne saurait y avoir dans le monde de santé physique si les causes des maladies n'étaient pas combattues, il ne saurait exister ni saine politique, ni ordre, ni progrès, si l'on permettait aux microbes de l'horrible crasse (*squalor*) de Moscou et de Petrograd de se répandre sur les villes et les campagnes de l'Europe Centrale et Occidentale.

***

Donc il y a quatre questions primordiales dont dépendent la paix du monde et la possibilité de réduire les armements de terre et de mer :

*La sécurité de la France.*

*La liberté des mers.*

*L'expansion du Japon.*

*Le fléau politique et économique appelé bolchevisme.*

Toutes ces questions ont, je le répète, une importance non pas seulement locale ou continentale, mais mondiale, et menacent le bonheur et la tranquillité des habitants de toutes les nations du globe.

Lorsqu'on apprit aux États-Unis le meurtre de l'archiduc d'Autriche, commis, le 28 juin 1914, à Serajevo, nul fait ne pouvait sembler devoir être plus dépourvu de tout intérêt particulier aux yeux des Américains, et moins susceptible de les jeter dans le trouble, que cet assassinat perpétré dans une ville lointaine de la Péninsule des Balkans. Quelles répercussions pouvait donc avoir, sur l'agriculture, l'industrie, les transports, les finances et la paix des États-Unis, la mort d'un personnage politique appartenant à une nation du centre de l'Europe? Et cependant, dès lors, les événements succédèrent aux événements, rapidement, sans interruption et de telle sorte que le moins informé d'entre nous put se rendre compte que cet acte lointain, avait, en réalité, suscité et mis en mouvement des forces émotives touchant à la vie

et à la liberté de chaque citoyen des États-Unis. Bien d'autres questions, souvent graves, sont, en apparence, purement locales ou continentales; mais, dans l'état actuel du monde civilisé, où les nations sont arrivées, au cours des cent dernières années, à dépendre si étroitement les unes des autres, elles affectent en réalité le monde entier.

Je puis affirmer sans crainte d'être contredit que les longs mois de dépression et même de détresse qu'ont eu à supporter l'agriculture, l'industrie, les transports, la main-d'œuvre et les finances aux États-Unis, sont le résultat de causes et de conditions qui existent en des points fort éloignés de nos frontières. La guerre arrêta et modifia de fond en comble les relations économiques de tous les pays. Le pouvoir d'achat — ou de consommation — de 300 millions d'hommes et, par suite, le marché nécessaire à cette consommation, disparurent. A l'heure actuelle encore, près de trois ans après l'armistice, ces 300 millions d'hommes ont à peine regagné 25 à 30 p. 100 de leur capacité de consommation. Une énorme partie des épargnes fut anéantie, et, au lieu d'économies, les gouvernements doivent, aujourd'hui, faire face à des dettes colossales alors que tous, presque sans exception, ont été forcés de se défaire de ce qui constituait la base même de leur crédit : de leur or. Il peut continuer à se produire des hauts et des bas dans les affaires aux États-Unis; des améliorations peuvent survenir sur tels ou tels points, des réductions de chômage et des conditions plus satisfaisantes pour les agriculteurs et les industriels peuvent être réalisées; mais, tant que les conditions actuelles du monde ne seront pas modifiées, il sera absolument impossible de compter sur une amélioration durable. Les États-Unis produisant plus de céréales qu'il ne leur est nécessaire pour leur propre consommation, le surplus doit être exporté et le prix de vente coté sur les différents marchés du globe. Beaucoup d'industries, produisant également un nombre d'objets manufacturés supérieur à la demande de leurs concitoyens, doivent, si elles désirent maintenir leur rendement et conserver leur main-d'œuvre, exporter ce surplus. Mais il faut que ces exportations leur soient payées, et payées en or ou en marchandises. Or, les mains les plus habiles, les cerveaux les plus féconds ne peuvent

fabriquer de marchandises sans matières premières; et ceux qui ont dû sacrifier jusqu'à leurs dernières ressources en holocauste pour la guerre ne peuvent plus se les procurer. Donc si le fournisseur en expectative, c'est-à-dire les États-Unis, veut voir revivre sa propre agriculture et sa propre industrie, il faut qu'à l'aide d'une forme quelconque de crédit il fournisse le capital qui permettra à ces milliers de producteurs étrangers de produire, et, par leur production, d'acquérir les ressources qui leur seront nécessaires pour redevenir à leur tour acheteurs et consommateurs. Ici gît le nœud de la question. Ce fait est devenu évident depuis plus d'un an, et une large part de la dépression dont souffrent les affaires aux États-Unis provient de ce que rien, ou presque, n'a été fait pour trancher la question.

Ceux qui murmurent tout bas ou ceux qui s'écrient d'une voix stridente que tout cela ne nous concerne en aucune façon; que nous devons nous borner à développer notre propre agriculture, notre industrie, et laisser les autres se débrouiller comme ils pourront; que nous ne devons nous mêler en rien aux difficultés des autres nations, sont à la fois aveugles et sourds : aveugles, parce qu'ils n'aperçoivent pas les faits économiques les plus évidents; et sourds aux enseignements les plus clairs de l'histoire des États-Unis.

Ces derniers ne s'isolèrent pas du reste du monde lorsque, en 1776, Thomas Jefferson inscrivit au paragraphe 1er de la Déclaration d'Indépendance qu'un « décent respect » était dû à l'opinion publique universelle; — ni lorsque, en 1778, le Congrès national ratifia un traité d'alliance avec la France, traité où figurait la signature de Benjamin Franklin; — ni lorsque, en 1794, le traité Jay fut conclu avec la Grande-Bretagne et peu après ratifié; — ni en 1796, lorsque George Washington inscrivit, dans son message d'adieu, la recommandation d'être juste et loyal envers toutes les nations, de rester en paix et d'entretenir de bonnes relations avec toutes, en évitant toute antipathie invétérée à l'égard de certaines d'entre elles, aussi bien qu'un attachement irraisonné pour d'autres; — ni en 1801, lorsque Thomas Jefferson prescrivit, dans son discours inaugural, une justice égale pour tous les hommes de quelque condi-

tion, croyance ou parti politique qu'ils fussent; — ni en 1803-1804, lorsque les forces navales des États-Unis, sous le commandement de Preble et de Decatur, prirent une part active à la destruction des pirates; — ni en 1818, lorsque l'émouvante éloquence d'Henry Clay souleva, à la Chambre des représentants, un immense enthousiasme en faveur des 80 millions d'Américains du Sud luttant pour briser leurs chaînes et conquérir la liberté; — ni en 1823, lorsque James Monroë traça, dans son septième message annuel au Congrès, certains principes directeurs concernant nos relations avec les nations européennes au sujet de questions touchant le continent américain; — ni en 1824, lorsque Daniel Webster électrisa, par son vibrant discours en faveur du peuple grec, la Chambre des représentants et le pays tout entier; — ni en 1854, lorsque le commodore Perry négocia le traité qui ouvrait le Japon à la civilisation européenne; — ni en 1881, lorsque le secrétaire d'État Blains lança son remarquable appel en faveur de la réunion de la première Conférence internationale tenue aux États-Unis, qui ouvrit la voie à tant d'autres réunions similaires; — ni en 1898, lorsque le traité de paix avec l'Espagne plaça sous le protectorat des États-Unis Porto-Rico, Guam et les Philippines; — ni en 1899, lorsque le secrétaire d'État Hay rédigea ses instructions aux membres de la Commission des Représentants des États-Unis à la Conférence de la Haye, et lorsque cette commission, présidée par André D. White, remit son rapport; — ni en cette même année 1899, lorsque le même secrétaire d'État Hay assura la politique de la porte ouverte en Chine; — ni un an plus tard, lorsque l'armée et la marine des États-Unis participèrent, avec les forces des autres nations, à la suppression du mouvement des Boxers, en Chine; — ni en 1907, lorsque le secrétaire d'État Elihu Root rédigea ses instructions aux membres de la Commission chargée de représenter les États-Unis à la deuxième Conférence de la Haye, et lorsque cette commission, présidée par Joseph H. Choate, déposa son rapport; — ni le 4 août 1914, lorsque, ayant été témoins de la violation de la neutralité de la Belgique et des atrocités commises, en France et en Belgique, par les armées de l'envahisseur, un frémissement d'indigna-

tion et d'horreur souleva notre peuple, de l'Atlantique au Pacifique, s'amplifiant de mois en mois, comme les méfaits eux-mêmes succédaient aux méfaits, jusqu'à ce qu'enfin, le 6 avril 1917, l'extrême limite de cette indignation étant atteinte, le gouvernement dût partager le ressentiment de ce peuple outragé dans ses principes de bienséance, de liberté et de justice; — ni le 10 juillet 1921, lorsque le Président Harding invita un groupe de puissances à envoyer des représentants à Washington, en vue de conférer sur les moyens propres à alléger le fardeau économique des peuples, de réduire les armements et leur coûteux entretien, et de rechercher par quelles voies l'Amérique pourrait utilement coopérer à amener l'établissement de lois internationales pour le règlement des conflits à venir entre les peuples.

Celui qui déclare et celui qui propage que les États-Unis sont indépendants du reste du monde; que leurs idées, leurs principes et leurs intérêts sont différents; et que nous ne saurions ressembler en rien aux autres hommes, n'est pas seulement un ignorant, mais un « anti-Américain ». Et, ce faisant, il ne méconnaît pas seulement le véritable idéal de l'Américain, mais il cause le plus grand dommage aux intérêts matériels des États-Unis; car il contribue à accroître et à prolonger les difficultés et la détresse de l'agriculteur, de l'ouvrier, du manufacturier, du directeur des chemins de fer, du banquier, de chaque citoyen et de chaque institution pouvant se réclamer des États-Unis.

On voit toujours surgir, dans ces sortes de crises, un antagonisme entre l'idéal des hauts principes et celui du pur égoïsme. Si le peuple des États-Unis sait se montrer à la hauteur de ses devoirs et saisir les occasions qui s'offrent de les remplir, il reconnaîtra, le moment venu, qu'il a accompli une œuvre toute à son avantage, et au meilleur profit de son agriculture et de son industrie. Si, au contraire, il préfère suivre ses impulsions de pur égoïsme, il arrivera, en fin de compte, que, en dépit de cette mesquine satisfaction, il aura suivi une direction totalement opposée à celle qu'eût choisie un peuple de haute valeur morale.

Président NICHOLAS M. BUTLER

# LE DOCTEUR HÉRACLIUS GLOSS[1]

## XVIII

### OU LE DOCTEUR HÉRACLIUS RECONNAIT AVEC STUPÉFACTION L'AUTEUR DU MANUSCRIT

Une nuit, comme le Docteur ne pouvait dormir, il se releva entre une et deux heures du matin pour aller relire un passage qu'il croyait n'avoir pas encore très bien compris. Il mit ses savates et ouvrit la porte de sa chambre le plus doucement possible pour ne pas troubler le sommeil de toutes les catégories d'hommes–animaux qui expiaient sous son toit. Or, quelles qu'eussent été les conditions précédentes de ces heureuses bêtes, jamais certes elles n'avaient joui d'une tranquillité et d'un bonheur aussi parfaits, car elles trouvaient dans cette maison hospitalière bon souper, bon gîte et même le reste, tant l'excellent homme avait le cœur compatissant. Il parvint, toujours sans faire le moindre bruit, jusqu'au seuil de son cabinet, et il entra. Ah! certes Héraclius était brave, il ne redoutait ni les fantômes, ni les apparitions, mais quelle que soit l'intrépidité d'un homme, il est des épouvantements qui trouent comme des boulets les courages les plus indomptables, et le Docteur demeura debout, livide, terrifié, les yeux hagards, les cheveux dressés

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 novembre 1921.

sur le crâne, claquant des dents et secoué de la tête aux talons par un épouvantable tremblement devant l'incompréhensible spectacle qui s'offrit à lui.

La lampe de travail était allumée sur la table, et devant son feu, le dos tourné à la porte par laquelle il entrait, il vit... le docteur Héraclius Gloss lisant attentivement son manuscrit. Le doute n'était plus possible... C'était bien lui-même... Il avait sur les épaules sa longue robe de chambre en soie antique à grandes fleurs rouges et, sur sa tête, son bonnet grec en velours noir brodé d'or. Le Docteur comprit que si cet autre lui-même se retournait, que si les deux Héraclius se regardaient face à face, celui qui tremblait en ce moment dans sa peau tomberait foudroyé devant sa reproduction. Mais alors, saisi par un spasme nerveux, il ouvrit les mains et le bougeoir qu'il portait roula avec bruit sur le plancher... Ce fracas lui fit faire un bond terrible. L'autre se retourna brusquement et le Docteur effaré reconnut... son singe. Pendant quelques secondes ses pensées tourbillonnèrent dans son cerveau comme des feuilles mortes emportées par l'ouragan. Puis il fut envahi tout à coup par la joie la plus véhémente qu'il eût jamais ressentie, car il avait compris que cet auteur, attendu, désiré comme le messie pour les Juifs, était devant lui. C'était son singe. Il se précipita presque fou de bonheur, saisit dans ses bras l'être vénéré et l'embrassa avec une telle frénésie que jamais maîtresse adorée ne fut plus passionnément embrassée par son amant. Puis il s'assit en face de lui de l'autre côté de la cheminée, et jusqu'au matin il le contempla religieusement.

## XIX

### COMMENT LE DOCTEUR SE TROUVA PLACÉ DANS LA PLUS TERRIBLE DES ALTERNATIVES

Mais de même que les plus beaux jours de l'été sont parfois brusquement troublés par un effroyable orage, ainsi la félicité du Docteur fut soudain traversée par la plus affreuse des suggestions. Il avait bien retrouvé celui qu'il cherchait,

mais hélas! ce n'était qu'un singe. Ils se comprenaient sans nul doute, mais ils ne pouvaient pas se parler. Le Docteur retomba du ciel sur la terre. Adieu ces longs entretiens dont il espérait tirer tant de profit, adieu cette belle croisade contre la superstition, qu'ils devaient entreprendre tous deux. Car, seul, le docteur ne possédait pas les armes suffisantes pour terrasser l'hydre de l'ignorance. Il lui fallait un homme, un apôtre, un confesseur, un martyr, rôle qu'un singe, hélas, était incapable de remplir. Que faire?

Une voix terrible cria dans ses oreilles : « Tue-le ».

Héraclius frissonna. En une seconde il calcula que s'il le tuait, l'âme dégagée entrerait immédiatement dans le corps d'un enfant près de naître. Qu'il fallait lui laisser au moins vingt années pour parvenir à sa maturité. Le Docteur aurait alors soixante-dix ans. Cependant cela était possible. Mais alors retrouverait-il cet homme? Puis sa religion défendait de supprimer tout être vivant sous peine de commettre un assassinat; et son âme à lui, Héraclius, passerait après sa mort dans le corps d'une bête féroce comme il arrive pour les meurtriers. Qu'importe? il serait victime de la science — et de la foi. — Il saisit un grand cimeterre turc suspendu dans une panoplie, et il allait frapper, comme Abraham sur la montagne, quand une réflexion arrêta son bras. Si l'expiation de cet homme n'était pas terminée, et si, au lieu de passer dans le corps d'un enfant, son âme retournait pour la seconde fois dans celui d'un singe? Cela était possible, même vraisemblable, presque certain. Commettant de la sorte un crime inutile, le Docteur se vouait sans profit pour ses semblables à un terrible châtiment. Il retomba inerte sur son siège. Ces émotions répétées l'avaient épuisé et il s'évanouit.

## XX

### OU LE DOCTEUR A UNE PETITE CONVERSATION AVEC SA BONNE

Quand il rouvrit les yeux, sa bonne Honorine lui bassinait les tempes avec du vinaigre. Il était sept heures du matin.

La première pensée du Docteur fut pour son singe. L'animal avait disparu.

— Mon singe, où est mon singe? — s'écria-t-il.

— Ah bien oui, parlons-en, — riposta la servante-maîtresse, toujours prête à se fâcher. — Le grand mal quand il serait perdu. Une jolie bête, ma foi. Elle imite tout ce qu'elle voit faire à Monsieur; ne l'ai-je pas trouvé l'autre jour qui mettait vos bottes? Puis ce matin, quand je vous ai ramassé là, et Dieu sait quelles maudites idées vous trottent par la tête depuis quelque temps et vous empêchent de rester dans votre lit, ce vilain animal, qui est plutôt un diable sous la peau d'un singe, n'avait-il pas mis votre calotte et votre robe de chambre? Et il avait l'air de rire, en vous regardant, comme si c'était bien amusant de voir un homme évanoui. Puis, quand j'ai voulu m'approcher, cette canaille se jette sur moi, comme s'il voulait me manger, mais, Dieu merci, on n'est pas timide et on a encore le poignet bon; j'ai pris la pelle et j'ai si bien tapé sur son vilain dos qu'il s'est sauvé dans votre chambre où il doit être en train de faire quelque nouveau tour de sa façon.

— Vous avez battu mon singe, — hurla le Docteur exaspéré, — apprenez Mademoiselle, que désormais j'entends qu'on le respecte et qu'on le serve comme le maître de cette maison.

— Ah bien oui, il n'est pas seulement le maître de la maison, mais voilà longtemps qu'il est déjà le maître du maître, — grommela Honorine, et elle se retira dans sa cuisine, convaincue que le docteur Héraclius Gloss était décidément fou.

## XXI

### COMMENT IL EST DÉMONTRÉ QU'IL SUFFIT D'UN AMI TENDREMENT AIMÉ, POUR ALLÉGER LE POIDS DES PLUS GRANDS CHAGRINS.

Comme l'avait dit le Docteur, à partir de ce jour, le singe devint véritablement le maître de la maison et Héraclius se fit l'humble valet de ce noble animal. Il le considérait

pendant des heures entières avec une tendresse infinie; il avait pour lui des délicatesses d'amoureux : il lui prodiguait à tous propos le dictionnaire entier des expressions tendres; lui serrant la main comme on fait à son ami; lui parlant en le regardant fixement; expliquant les points de ses discours qui pouvaient paraître obscurs; enveloppant la vie de cette bête des soins les plus doux et des plus exquises attentions.

Et le singe se laissait faire, calme comme un Dieu qui reçoit l'hommage de ses adorateurs.

Ainsi que tous les grands esprits qui vivent solitaires parce que leur élévation les isole au-dessus du niveau commun de la bêtise des peuples, Héraclius s'était senti seul jusqu'alors. Seul dans ses travaux, seul dans ses espérances, seul dans ses luttes et ses défaillances, seul enfin dans sa découverte et son triomphe. Il n'avait pas encore imposé sa doctrine aux foules. Il n'avait pu même convaincre ses deux amis les plus intimes, M. le Recteur et M. le Doyen. Mais à partir du jour où il eut découvert dans son singe le grand philosophe dont il avait si souvent rêvé, le Docteur se sentit moins isolé.

Convaincu que la bête n'est privée de la parole que par punition de ses fautes passées et que, par suite du même châtiment, elle est remplie de souvenirs des existences antérieures, Héraclius se mit à aimer ardemment son compagnon et il se consolait par cette affection de toutes les misères qui venaient le frapper.

Depuis quelque temps en effet la vie devenait plus triste pour le Docteur. M. le Doyen et M. le Recteur le visitaient beaucoup moins souvent et cela faisait un vide énorme autour de lui. Ils avaient même cessé de venir dîner chaque dimanche, depuis qu'il avait défendu de servir sur sa table toute nourriture ayant eu vie. Le changement de son régime était également pour lui une grande privation qui prenait, par instants, les proportions d'un chagrin véritable. Lui, qui jadis attendait avec tant d'impatience l'heure si douce du déjeuner, la redoutait presque maintenant. Il entrait tristement dans sa salle à manger, sachant bien qu'il n'avait plus rien d'agréable à en attendre et il y était hanté sans

cesse par le souvenir des brochettes de cailles, qui le harcelait comme un remords. Hélas! ce n'était point le remords d'en avoir tant dévoré, mais plutôt le désespoir d'y avoir renoncé pour toujours.

## XXII

### OU LE DOCTEUR DÉCOUVRE QUE SON SINGE LUI RESSEMBLE ENCORE PLUS QU'IL NE PENSAIT

Un matin, le docteur Héraclius fut éveillé par un bruit inusité; il sauta du lit, s'habilla en toute hâte et se dirigea vers la cuisine où il entendait des cris et des trépignements extraordinaires.

Roulant depuis longtemps dans son esprit les plus noirs projets de vengeance contre l'intrus qui lui ravissait l'affection de son maître, la perfide Honorine qui connaissait les goûts et les appétits de ces animaux avait réussi, au moyen d'une ruse quelconque, à ficeler solidement le pauvre singe aux pieds de sa table de cuisine. Puis, lorsqu'elle se fut assurée qu'il était bien fortement attaché, elle s'était retirée à l'autre bout de l'appartement et s'amusait alors à lui montrer le régal le plus propre à exciter ses convoitises, elle lui faisait subir un épouvantable supplice de Tantale qu'on ne doit infliger dans les enfers qu'à ceux qui ont énormément péché; et la perverse gouvernante riait à gorge déployée et imaginait des raffinements de torture qu'une femme seule est capable de concevoir. L'homme singe se tordait avec fureur à l'aspect des mets savoureux qu'on lui présentait de loin, et la rage de se sentir lié aux pieds de la table massive lui faisait exécuter de monstrueuses grimaces qui redoublaient la joie du bourreau tentateur.

Enfin, juste au moment où le Docteur, maître jaloux, apparut sur le seuil, la victime de cet horrible guet-apens réussit par un effort prodigieux à rompre les cordes qui le retenaient et, sans l'intervention violente d'Héraclius indigné, Dieu sait de quelles friandises se serait repu ce nouveau Tantale à quatre mains.

## XXIII

### COMMENT LE DOCTEUR S'APERÇUT QUE SON SINGE L'AVAIT INDIGNEMENT TROMPÉ

Cette fois la colère l'emporta sur le respect et le Docteur saisissant à la gorge le singe-philosophe l'entraîna hurlant dans son cabinet et lui administra la plus terrible correction qu'ait jamais reçue l'échine d'un métempsychosiste.

Lorsque le bras fatigué d'Héraclius desserra un peu la gorge de la pauvre bête coupable seulement de goûts trop semblables à ceux de son frère supérieur, elle se dégagea de l'étreinte du maître outragé, sauta par-dessus la table, saisit sur un livre la grande tabatière du docteur et la précipita tout ouverte à la tête de son propriétaire. Ce dernier n'eut que le temps de fermer les yeux pour éviter le tourbillon de tabac qui l'aurait certainement aveuglé, mais quand il les rouvrit, le coupable avait disparu, emportant avec lui le manuscrit dont il était l'auteur présumé.

La consternation d'Héraclius fut sans limite — et il s'élança comme un fou sur les traces du fugitif, décidé aux plus grands sacrifices pour recouvrer le précieux parchemin. Il parcourut sa maison de la cave au grenier, ouvrit toutes les armoires, regarda sous tous les meubles — ses recherches demeurèrent absolument infructueuses. Enfin, il alla s'asseoir désespéré sous un arbre dans son jardin. Il lui semblait depuis quelques instants recevoir de petits coups légers sur le crâne, et il pensait que c'étaient des feuilles mortes détachées par le vent, quand il vit une boulette de papier qui roulait devant lui dans le chemin. Il la ramassa, puis l'ouvrit. Miséricorde ! c'était une des feuilles de son manuscrit. Il leva la tête épouvanté, et il aperçut l'abominable animal qui préparait tranquillement de nouveaux projectiles de la même espèce, et, ce faisant, le monstre grimaçait un sourire de satisfaction si épouvantable que Satan certes n'en eut pas de plus horrible quand il vit Adam prendre la pomme fatale que depuis Ève jusqu'à Honorine les femmes n'ont cessé de nous offrir. A cet aspect une lumière affreuse se fit soudain dans l'esprit du Docteur, et il comprit

qu'il avait été trompé, joué, mystifié de la façon la plus abominable par ce fourbe couvert de poil qui n'était pas plus l'auteur tant désiré que le Pape ni le Grand Turc. Le précieux ouvrage eût disparu tout entier, si Héraclius n'avait aperçu près de lui une de ces pompes d'arrosage dont se servent les jardiniers pour lancer l'eau dans les plates-bandes éloignées. Il s'en saisit rapidement et, la manœuvrant avec une vigueur surhumaine, fit prendre au perfide un bain tellement imprévu que celui-ci s'enfuit de branche en branche en poussant des cris aigus, et tout à coup, par une ruse de guerre habile, sans doute pour obtenir un instant de répit, il lança le parchemin lacéré en plein visage de son adversaire : alors quittant rapidement sa position, il courut vers la maison.

Avant que le manuscrit n'eut touché le Docteur, ce dernier roulait sur le dos les quatre membres en l'air, foudroyé par l'émotion. Quand il se releva il n'eut pas la force de venger ce nouvel outrage, il rentra péniblement dans son cabinet et constata, non sans plaisir, que trois pages seulement avaient disparu.

## XXIV

### EURÊKA

La visite de M. le Doyen et de M. le Recteur le tira de son affaissement. Ils causèrent tous trois pendant une heure ou deux sans dire un seul mot de métempsychose; mais au moment où ses deux amis se retiraient, Héraclius ne put se contenir plus longtemps. Pendant que M. le Doyen endossait sa grande houppelande en peau d'ours, il prit à part M. le Recteur qu'il redoutait moins et lui conta tout son malheur. Il lui dit comment il avait cru trouver l'auteur de son manuscrit, comment il s'était trompé, comment son misérable singe l'avait joué de la façon la plus indigne, comment il se voyait abandonné et désespéré, et devant la ruine de ses illusions, Héraclius pleura. Le Recteur ému lui prit les mains; il allait parler quand la voix grave du Doyen criant :

— Ah ça, venez-vous Recteur? — retentit sous le vestibule.

Alors celui-ci, donnant une dernière étreinte à l'infortuné

Docteur, lui dit en souriant doucement comme on fait pour consoler un enfant méchant :

— Là, voyons, calmez-vous, mon ami, qui sait, vous êtes peut-être vous-même l'auteur de ce manuscrit.

Puis il s'enfonça dans l'ombre de la rue, laissant sur la porte Héraclius stupéfait.

Le Docteur remonta lentement dans son cabinet, murmurant entre ses dents de minute en minute : « Je suis peut-être l'auteur du manuscrit ». Il relut attentivement la façon dont ce document avait été retrouvé lors de chaque réapparition de son auteur; puis il se rappela comment il l'avait découvert lui-même. Le songe qui avait précédé ce jour heureux comme un avertissement providentiel, son émotion en entrant dans la Ruelle des Vieux-Pigeons, tout cela lui revint, clair, distinct, éclatant. Alors il se leva tout droit, étendit les bras comme un illuminé, et s'écria d'une voix retentissante : « C'est moi, c'est moi ». Un frisson parcourut toute sa demeure. Pythagore aboya violemment, les bêtes troublées s'éveillèrent soudain et se mirent à s'agiter comme si chacune dans sa langue eût voulu célébrer la grande résurrection du prophète de la métempsychose. Alors, en proie à une émotion surhumaine, Héraclius s'assit, il ouvrit la dernière page de cette Bible nouvelle et religieusement écrivit à la suite toute l'histoire de sa vie.

## XXV

### EGO SUM QUI SUM

A partir de ce jour Héraclius Gloss fut envahi par un orgueil colossal. Comme le Messie procède de Dieu le père, il procédait directement de Pythagore, ou plutôt il était lui-même Pythagore, ayant vécu jadis dans le corps de ce philosophe. Sa généalogie défiait ainsi les quartiers des familles les plus féodales. Il enveloppait dans un mépris superbe tous les grands hommes de l'humanité, leurs plus hauts faits lui paraissant infimes auprès des siens, et il s'isolait dans une élévation sublime au milieu des mondes et des bêtes; il était la métempsychose et sa maison en devenait le temple.

Il avait défendu à sa bonne et à son jardinier de tuer les animaux réputés nuisibles. Les chenilles et les limaçons pullu-

laient dans son jardin et, sous la forme de grandes araignées à pattes velues, les ci-devant mortels promenaient leur hideuse transformation sur les murs de son cabinet; ce qui faisait dire à cet abominable Recteur que si tous les ex-pique-assiettes, métamorphosés à leur manière, se donnaient rendez-vous sur le crâne du trop sensible Docteur, il se garderait bien de faire la guerre à ces pauvres parasites déclassés. Une seule chose troublait Héraclius dans son épanouissement superbe. C'était de voir sans cesse les animaux s'entre-dévorer, les araignées guetter les mouches au passage, les oiseaux emporter les araignées, les chats croquer les oiseaux et son chien Pythagore étrangler avec bonheur tout chat qui passait à portée de sa dent.

Il suivait du matin au soir la marche lente et progressive de la métempsychose par tous les degrés de l'échelle animale. Il avait des révélations soudaines en regardant les moineaux picorer dans les gouttières; les fourmis, en travailleuses éternelles et prévoyantes lui causaient des attendrissements immenses, il voyait en elles tous les désœuvrés et les inutiles qui, pour expier leur oisiveté et leur nonchalance passées, étaient condamnés à ce labeur opiniâtre. Il restait des heures entières le nez dans l'herbe, à les contempler, et il était émerveillé de sa pénétration.

Puis comme Nabuchodonosor il marchait à quatre pattes, se roulait avec son chien dans la poussière, vivait avec ses bêtes, se vautrait avec elles. Pour lui, l'homme disparaissait peu à peu de la création, et bientôt il n'y vit plus que les bêtes. Alors qu'il les contemplait, il sentait bien qu'il était leur frère; il ne conversait plus qu'avec elles, et lorsque par hasard il était forcé de parler à des hommes, il se trouvait paralysé comme au milieu d'étrangers et s'indignait en lui-même de la stupidité de ses semblables.

## XXVI

### CE QUE L'ON DISAIT AUTOUR DU COMPTOIR DE MADAME LABOTTE, MARCHANDE FRUITIÈRE, 26, RUE DE LA MARAICHERIE

Mademoiselle Victoire, cordon bleu de M. le Doyen de la Faculté de Balançon, mademoiselle Gertrude, servante de

M. le Recteur de ladite Faculté, et mademoiselle Anastasie, gouvernante de M. l'abbé Beaufleury, curé de Sainte-Eulalie, tel était le respectable cénacle qui se trouvait réuni un jeudi matin autour du comptoir de madame Labotte, marchande fruitière, 26, rue de la Maraîcherie.

Ces dames, portant au bras gauche le panier aux provisions, coiffées d'un petit bonnet blanc coquettement posé sur les cheveux, enjolivé de dentelles et de tuyautages et dont les cordons leur pendaient sur le dos, écoutaient avec intérêt mademoiselle Anastasie qui leur racontait comme quoi, la veille même, M. l'abbé Beaufleury avait exorcisé une pauvre femme possédée de cinq démons.

Tout à coup mademoiselle Honorine, gouvernante du docteur Héraclius, entra comme un coup de vent, elle tomba sur une chaise, suffoquée par une émotion violente, puis quand elle vit tout le monde suffisamment intrigué elle éclata :

— Non, c'est trop fort à la fin, on dira ce qu'on voudra, je ne resterai pas dans cette maison.

Puis cachant sa figure dans ses deux mains, elle se mit à sangloter. Au bout d'une minute, elle reprit, un peu calmée :

— Après tout ce n'est pas sa faute à ce pauvre homme, s'il est fou.

— Qui? — demanda mademoiselle Labotte.

— Mais mon maître, le docteur Héraclius, — répondit mademoiselle Victoire. — Ainsi c'est bien vrai ce que disait monsieur le Doyen, que votre maître a perdu la tête?

— Je crois bien, — s'écria mademoiselle Anastasie, — monsieur le Curé affirmait l'autre jour à monsieur l'abbé Rosencroix que le docteur Héraclius était un vrai réprouvé; qu'il adorait les bêtes, à l'exemple d'un certain monsieur Pythagore, qui, paraît-il, est un impie aussi abominable que Luther.

— Qu'y a-t-il de nouveau? — interrompit mademoiselle Gertrude, — que vous est-il arrivé?

— Figurez-vous, — reprit Honorine en essuyant ses larmes avec le coin de son tablier, — que mon pauvre maître a, depuis bientôt six mois, la folie des bêtes, il se croit créé et mis au monde pour les servir, il leur parle comme à des personnes raisonnables et on dirait qu'il entend au dedans d'elles une voix qui lui répond. Enfin, hier au soir, comme je

m'étais aperçu que les souris mangeaient mes provisions, j'ai mis une ratière dans le buffet. Ce matin, voyant qu'il y avait une souris de prise, j'appelle le chat et j'allais lui donner cette vermine, quand mon maître entra comme un furieux, il m'arracha la ratière des mains et lâcha la bête au milieu de mes conserves, et puis, comme je me fâchais, le voilà qui se retourne et qui me traite comme on ne traiterait pas une chiffonnière.

Un grand silence se fit pendant quelques secondes, puis mademoiselle Honorine reprit :

— Après tout, je ne lui en veux pas à ce pauvre homme, il est fou.

Deux heures plus tard, l'histoire de la souris du Docteur avait fait le tour des cuisines de Balançon. A midi, elle était l'anecdote du déjeuner des bourgeois de la ville. A huit heures, M. le Premier tout en buvant son café la racontait à six magistrats qui avaient dîné chez lui, et ces Messieurs, dans des poses diverses et graves, l'écoutaient rêveusement, sans sourire et en hochant la tête. A onze heures, le Préfet qui donnait une soirée s'en inquiétait devant six mannequins administratifs; et comme il demandait l'avis du Recteur qui promenait de groupe en groupe ses méchancetés et sa cravate blanche, celui-ci répondit :

— Qu'est-ce que cela prouve après tout, monsieur le Préfet? que si La Fontaine vivait encore il pourrait faire une nouvelle fable intitulée « La souris du philosophe », et qui finirait ainsi :

Le plus bête des deux n'est pas celui qu'on pense.

## XXVII

### COMME QUOI LE DOCTEUR HÉRACLIUS NE PENSAIT NULLEMENT COMME LE DAUPHIN QUI, AYANT TIRÉ DE L'EAU UN SINGE, S'Y REPLONGE ET VA CHERCHER QUELQUE HOMME AFIN DE LE SAUVER

Lorsque Héraclius sortit le lendemain, il remarqua que chacun le regardait passer avec curiosité et qu'on se retournait encore pour le voir. L'attention dont il était l'objet

l'étonna tout d'abord; il en chercha la cause, et pensa que sa doctrine s'était peut-être répandue à son insu et qu'il était au moment d'être compris par ses concitoyens. Alors une grande tendresse lui vint tout à coup pour ces bourgeois dans lesquels il voyait déjà des disciples enthousiastes, et il se mit à saluer en souriant de droite et de gauche comme un prince au milieu de son peuple. Les chuchotements qui le suivaient lui paraissaient un murmure de louanges et il rayonnait d'allégresse en songeant à la confusion prochaine du Recteur et du Doyen.

Il parvint ainsi jusqu'aux quais de la Brille. A quelques pas, un groupe d'enfants s'agitait et riait énormément en jetant des pierres dans l'eau, tandis que des mariniers qui fumaient leur pipe au soleil semblaient s'intéresser au jeu de ces gamins. Héraclius s'approcha; puis recula soudain comme un homme qui reçoit un grand coup dans la poitrine. A dix mètres de la berge, plongeant et reparaissant tour à tour, un jeune chat se noyait dans la rivière. La pauvre petite bête faisait des efforts désespérés pour gagner la rive, mais chaque fois qu'elle montrait sa tête au-dessus de l'eau, une pierre, lancée par un des garnements qui s'amusaient de cette agonie, la faisait disparaître de nouveau. Les méchants gamins luttaient d'adresse et s'excitaient l'un l'autre, et lorsqu'un coup bien frappé atteignait le misérable animal, c'étaient sur le quai une explosion de rires et des trépignements de joie. Soudain, un caillou tranchant toucha la bête au milieu du front et un filet de sang apparut sur les poils blancs. Alors parmi les bourreaux éclata un délire de cris et d'applaudissements, mais qui se changea tout à coup en une effroyable panique. Blême, tremblant de rage, renversant tout devant lui, frappant des pieds et des poings, le Docteur s'était élancé au milieu de cette marmaille comme un loup dans un troupeau de moutons. L'épouvante fut si grande et la fuite si rapide, qu'un des enfants, éperdu de terreur, se jeta dans la rivière et disparut. Alors Héraclius défit promptement sa redingote, enleva ses souliers et, à son tour, se précipita dans l'eau. On le vit nager vigoureusement quelques instants, saisir le jeune chat au moment où il disparaissait et regagner triomphalement la rive. Puis il s'assit sur une borne, essuya,

baisa, caressa le petit être qu'il venait d'arracher à la mort, et l'enveloppant amoureusement dans ses bras comme un fils, sans s'occuper de l'enfant que deux mariniers ramenaient à terre, indifférent au tumulte qui se faisait derrière lui, il partit à grands pas vers sa maison, oubliant sur la berge ses souliers et sa redingote.

## XXVIII

Cette histoire vous démontrera comme,
Quand on veut préserver son semblable des coups,
Quand on croit qu'il vaut mieux sauver un chat qu'un homme,
On doit de ses voisins exciter le courroux;
Comment tous les chemins peuvent conduire à Rome,
Et la métempsychose à l'hôpital des fous.

*(L'Étoile de Balançon.)*

Deux heures plus tard une foule immense de peuple poussant des cris tumultueux se pressait devant les fenêtres du docteur Héraclius Gloss. Bientôt une grêle de pierres brisa les vitres, et la multitude allait enfoncer les portes, quand la gendarmerie apparut au bout de la rue. Le calme se fit peu à peu; enfin la foule se dissipa; mais jusqu'au lendemain deux gendarmes stationnèrent devant la maison du Docteur. Celui-ci passa la soirée dans une agitation extraordinaire. Il s'expliquait le déchaînement de la populace par les sourdes menées des prêtres contre lui et par l'explosion de haine que provoqua toujours l'avènement d'une religion nouvelle parmi les sectaires de l'ancienne. Il s'exaltait jusqu'au martyre et se sentait prêt à confesser sa foi devant les bourreaux. Il fit venir dans son cabinet toutes les bêtes que cet appartement put contenir, et le soleil l'aperçut qui sommeillait entre son chien, une chèvre et un mouton et serrant sur son cœur le petit chat qu'il avait sauvé.

Un coup violent frappé à sa porte l'éveilla, et Honorine introduisit un monsieur très grave que suivaient deux agents de la sûreté. Un peu derrière eux se dissimulait le médecin de la Préfecture. Le Monsieur grave se fit reconnaître pour le commissaire de police et invita courtoisement Héraclius à

le suivre; celui-ci obéit fort ému. Une voiture attendait à la porte, on le fit monter dedans. Puis, assis à côté du commissaire, ayant en face de lui le médecin et un agent, l'autre s'étant placé sur le siège près du cocher, Héraclius vit qu'on suivait la rue des Juifs, la place de l'Hôtel-de-Ville, le boulevard de la Pucelle, et qu'on s'arrêtait enfin devant un grand bâtiment d'aspect sombre, sur la porte duquel étaient écrits ces mots *Asile des aliénés*. Il eut soudain la révélation du piège terrible où il était tombé; il comprit l'effroyable habileté de ses ennemis, et, réunissant toutes ses forces, il essaya de se précipiter dans la rue; deux mains puissantes le firent retomber à sa place. Alors une lutte terrible s'engagea entre lui et les trois hommes qui le gardaient; il se débattait, se tordait, frappait, mordait, hurlait de rage; enfin se sentit terrassé, lié solidement et emporté dans la funeste maison dont la grande porte se referma derrière lui avec un bruit sinistre.

On l'introduisit alors dans une étroite cellule d'un aspect singulier. La cheminée, la fenêtre, et la glace étaient solidement grillées, le lit et l'unique chaise fortement attachés au parquet avec des chaînes de fer. Aucun meuble ne s'y trouvait qui pût être soulevé et manié par l'habitant de cette prison. L'événement démontra, du reste, que ces précautions n'étaient pas superflues. A peine se vit-il dans cette demeure toute nouvelle pour lui, que le Docteur succomba à la rage qui le suffoquait. Il essaya de briser les meubles, d'arracher les grilles et de casser les vitres. Voyant qu'il n'y pouvait parvenir, il se roula par terre en poussant de si épouvantables hurlements que deux hommes, vêtus de blouses et coiffés d'une espèce de casquette d'uniforme, entrèrent tout à coup, suivis par un grand monsieur au crâne chauve et tout de noir habillé. Sur un signe de ce personnage, les deux hommes se précipitèrent sur Héraclius et lui passèrent en un instant la camisole de force; puis ils regardèrent le monsieur noir. Celui-ci considéra un instant le Docteur et se tournant vers ses acolytes :

— A la salle des douches, — dit-il.

Héraclius alors fut emporté dans une grande pièce froide au milieu de laquelle était un bassin sans eau. Il fut déshabillé

toujours criant, puis déposé dans cette baignoire, et avant qu'il eut eu le temps de se reconnaître, il fut absolument suffoqué par la plus horrible avalanche d'eau glacée qui soit jamais tombée sur les épaules d'un mortel, même dans les régions les plus boréales. Héraclius se tut subitement. Le monsieur noir le considérait toujours; il lui prit le pouls gravement, puis il dit :

— Encore une.

Une seconde douche s'écroula du plafond et le Docteur s'abattit grelottant, étranglé, suffoquant au fond de sa baignoire glacée. Il fut ensuite enlevé, roulé dans des couvertures bien chaudes, et couché dans le lit de sa cellule où il dormit trente-cinq heures d'un profond sommeil.

Il s'éveilla le lendemain, le pouls calme et la tête légère. Il réfléchit quelques instants sur sa situation, puis il se mit à lire son manuscrit qu'il avait eu soin d'emporter avec lui. Le Monsieur noir entra bientôt. On apporta une table servie et ils déjeunèrent en tête à tête. Le Docteur, qui n'avait pas oublié son bain de la veille, se montra fort tranquille et fort poli; sans dire un mot du sujet qui avait pu lui valoir une pareille mésaventure, il parla longtemps de la façon la plus intéressante et s'efforça de prouver à son hôte qu'il était aussi sain d'esprit que les sept sages de la Grèce.

Le Monsieur noir offrit à Héraclius en le quittant d'aller faire un tour dans le jardin de l'établissement. C'était une grande cour plantée d'arbres. Une cinquantaine d'individus s'y promenaient, les uns riant, criant et pérorant, les autres graves et mélancoliques.

Le Docteur remarqua d'abord un homme de haute taille portant une longue barbe et de longs cheveux blancs qui marchait seul, le front penché. Sans savoir pourquoi, le sort de cet homme l'intéressa, et au même moment l'inconnu, levant la tête, regarda fixement Héraclius. Puis ils allèrent l'un vers l'autre et se saluèrent cérémonieusement. Alors la conversation s'engagea. Le Docteur apprit que son compagnon s'appelait Dagobert Félorme et qu'il était professeur de langues vivantes au collège de Balançon. Il ne remarqua rien de détraqué dans le cerveau de cet homme et il se demandait ce qui avait pu l'amener dans un pareil lieu, quand l'autre,

s'arrêtant soudain, lui prit la main et, la serrant fortement, lui demanda à voix basse :

— Croyez-vous à la métempsychose?

Le Docteur chancela, balbutia; leurs regards se rencontrèrent et pendant quelques secondes tous deux restèrent debout à se contempler. Enfin l'émotion vainquit Héraclius, des larmes jaillirent de ses yeux, il ouvrit les bras et ils s'embrassèrent. Alors les confidences commencèrent et ils reconnurent bientôt qu'ils étaient illuminés de la même lumière, imprégnés de la même doctrine. Il n'y avait aucun point où leurs idées ne se rencontrassent. Mais à mesure que le Docteur constatait cette étonnante similitude de pensées, il se sentait envahi par un malaise singulier; il lui semblait que plus l'inconnu grandissait à ses yeux, plus il diminuait lui-même dans sa propre estime. La jalousie le mordait au cœur.

L'autre s'écria tout à coup :

— La métempsychose, c'est moi; c'est moi qui ai découvert la loi des évolutions des âmes, c'est moi qui ai soudé les destinées des hommes. C'est moi qui fus Pythagore...

Le Docteur s'arrêta soudain, plus pâle qu'un linceul.

— Pardon, — dit-il — Pythagore c'est moi.

Et ils se regardèrent de nouveau. L'homme continua :

— J'ai été successivement philosophe, architecte, soldat, laboureur, moine, géomètre, médecin, poète et marin.

— Moi aussi, — dit Héraclius.

— J'ai écrit l'histoire de ma vie en latin, en grec, en allemand, en italien, en espagnol et en français — criait l'inconnu.

Héraclius reprit :

— Moi aussi.

Tous deux s'arrêtèrent et leurs regards se croisèrent comme des pointes d'épées.

— En l'an 184, — vociféra l'autre, — j'habitais Rome et j'étais philosophe.

Alors le Docteur, plus tremblant qu'une feuille par un vent d'orage, tira de sa poche son précieux document et le brandit comme une arme sous le nez de son adversaire. Ce dernier fit un bond en arrière.

— Mon manuscrit, — hurla-t-il, et il étendit le bras pour le saisir.

— Il est à moi, — mugit Héraclius, et, avec une vélocité surprenante, il élevait l'objet contesté au-dessus de sa tête, le changeait de main derrière son dos, lui faisait faire mille évolutions plus extraordinaires les unes que les autres pour le ravir à la poursuite effrénée de son rival.

Ce dernier grinçait des dents, trépignait et beuglait :

— Voleur! voleur! voleur!

A la fin il réussit par un mouvement aussi rapide qu'adroit à tenir par un bout le papier qu'Héraclius essayait de lui dérober. Pendant quelques secondes chacun tira de son côté avec une colère et une vigueur semblables, puis, comme ni l'un ni l'autre ne cédait, le manuscrit, qui leur servait de trait d'union physique, termina la lutte aussi sagement que l'aurait pu faire le feu roi Salomon, en se séparant de lui-même en deux parties égales, ce qui permit aux belligérants d'aller rapidement s'asseoir à dix pas l'un de l'autre, chacun serrant toujours sa moitié de victoire entre ses mains crispées.

Ils ne se relevèrent point, mais ils recommencèrent à s'examiner comme deux puissances rivales qui, après avoir mesuré leurs forces, hésitent à en venir aux mains de nouveau.

Dagobert Félorme reprit le premier les hostilités :

— La preuve que je suis l'auteur de ce manuscrit, — dit-il, — c'est que je le connaissais avant vous.

Héraclius ne répondit pas.

L'autre reprit :

— La preuve que je suis l'auteur du manuscrit c'est que je puis vous le réciter d'un bout à l'autre dans les sept langues qui ont servi à l'écrire.

Héraclius ne répondit pas. Il méditait profondément. Une révolution se faisait en lui. Le doute n'était pas possible, la victoire restait à son rival. Mais cet auteur qu'il avait appelé de tous ses vœux l'indignait maintenant comme un faux dieu. C'est que, n'étant plus lui-même qu'un dieu dépossédé, il se révoltait contre la divinité. Tant qu'il ne s'était pas cru l'auteur du manuscrit, il avait désiré furieusement le voir; mais à partir du jour où il était arrivé à se dire : « C'est moi qui ai fait cela, la métempsychose c'est moi », il ne pouvait plus consentir à ce que quelqu'un prît

sa place. Pareil à ces gens qui brûlent leur maison plutôt que de la voir habiter par un autre, du moment qu'un inconnu montait sur l'autel qu'il s'était élevé, il brûlait le temple et le Dieu, il brûlait la métempsychose; aussi, après un long silence, il dit d'une voix lente et grave :

— Vous êtes fou.

A ce mot, son adversaire s'élança comme un forcené et une nouvelle lutte allait s'engager plus terrible que la première, si les gardiens n'étaient accourus et n'avaient réintégré ces deux rénovateurs des guerres religieuses dans leurs domiciles respectifs.

Pendant près d'un mois le Docteur ne quitta point sa chambre; il passait les journées seul, la tête entre ses deux mains, profondément absorbé. M. le Doyen et M. le Recteur venaient le voir de temps en temps; et doucement, au moyen de comparaisons habiles et de délicates allusions, secondaient le travail qui se faisait dans son esprit. Ils lui apprirent ainsi comment un certain Dagobert Félorme professeur de langues au collège de Balançon était devenu fou en écrivant un traité philosophique sur la doctrine de Pythagore, Aristote et Platon, traité qu'il s'imaginait avoir commencé sous l'empereur Commode.

Enfin, par un beau matin de grand soleil, le Docteur redevenu lui-même, l'Héraclius des bons jours, serra vivement les mains de ses deux amis et leur annonça qu'il avait renoncé pour jamais à la métempsychose, à ses expiations animales et à ses transmigrations, et qu'il se frappait la poitrine, en reconnaissant son erreur.

Huit jours plus tard les portes de l'hospice étaient ouvertes devant lui.

## XXIX

### COMMENT ON TOMBE PARFOIS DE CHARYBDE EN SCYLLA

En quittant la maison fatale, le Docteur s'arrêta un instant sur le seuil et respira à pleins poumons le grand air de la liberté. Puis reprenant son pas allègre d'autrefois, il se mit

en route vers son domicile. Il marchait depuis cinq minutes, quand un gamin qui l'aperçut poussa tout à coup un sifflement prolongé, auquel répondit aussitôt un sifflement semblable parti d'une rue voisine. Un second galopin arriva immédiatement en courant et le premier, montrant Héraclius à son camarade, cria de toutes ses forces :

— V'là l'homme aux bêtes qu'est sorti de la maison des fous!

Et tous deux emboîtant le pas derrière le Docteur se mirent à imiter avec un talent remarquable tous les cris d'animaux connus. Une douzaine d'autres polissons se furent bientôt joints aux premiers et formèrent à l'ex-métempsychosiste une escorte aussi bruyante que désagréable. L'un d'eux marchait à dix pas devant le Docteur, portant en guise de drapeau un manche à balai au bout duquel il avait attaché une peau de lapin, trouvée sans doute au coin de quelque borne; trois autres venaient immédiatement derrière, simulant des roulements de tambour, puis apparaissait le Docteur effaré qui, serré dans sa grande redingote, le chapeau rabattu sur les yeux, semblait un général au milieu de son armée. Après lui la horde des garnements courait, gambadait, sautait sur les mains, piaillant, beuglant, aboyant, miaulant, hennissant, mugissant, criant cocorico, et imaginant mille autres choses joyeuses pour le plus grand amusement des bourgeois qui se montraient sur leurs portes. Héraclius, éperdu, pressait le pas de plus en plus. Soudain, un chien qui rôdait vint lui passer entre les jambes. Un flot de colère monta au cerveau du Docteur, et il allongea un si terrible coup de pied à la pauvre bête qu'il eût jadis recueillie, que celle-ci s'enfuit en hurlant de douleur. Une acclamation épouvantable éclata autour du docteur Héraclius, qui, perdant la tête, se mit à courir de toutes ses forces toujours poursuivi par son infernal cortège.

La bande passa comme un tourbillon dans les principales rues de la ville et vint se briser contre la maison du Docteur; celui-ci, voyant la porte entr'ouverte, s'y précipita et la referma derrière lui; puis, toujours courant, il monta dans son cabinet où il fut reçu par son singe qui se mit à lui tirer la langue en signe de bienvenue. Cette vue le fit reculer

comme si un spectre se fut dressé devant ses yeux. Son singe, c'était le vivant souvenir de tous ses malheurs, une des causes de sa folie, des humiliations et des outrages qu'il venait d'endurer. Il saisit un escabeau de chêne qui se trouvait à portée de sa main, et d'un seul coup fendit le crâne du misérable quadrumane qui s'affaissa comme une masse aux pieds de son meurtrier. Puis, soulagé par cette exécution, il se laissa tomber dans un fauteuil et déboutonna sa redingote.

Honorine parut alors et faillit s'évanouir de joie en apercevant Héraclius. Dans son allégresse elle sauta au cou de son seigneur et l'embrassa sur les deux joues, oubliant ainsi la distance qui sépare aux yeux du monde le maître de la domestique, ce en quoi, disait-on, le Docteur lui avait jadis donné l'exemple.

Cependant la horde des polissons ne s'était point dissipée et continuait devant la porte un si terrible charivari qu'Héraclius impatienté descendit à son jardin.

Un spectacle horrible le frappa.

Honorine, qui aimait véritablement son maître tout en déplorant sa folie, avait voulu lui ménager une agréable surprise lorsqu'il rentrerait chez lui. Elle avait veillé comme une mère sur l'existence de toutes les bêtes précédemment rassemblées en ce lieu, de sorte que, grâce à la fécondité commune à toutes les races d'animaux, le jardin présentait alors un spectacle semblable à celui que devait offrir, lorsque les eaux du Déluge se retirèrent, l'intérieur de l'arche où Noë rassembla toutes les espèces vivantes. C'était un amas confus, un pullulement de bêtes, sous lesquelles arbres, massifs, herbe et terre disparaissaient. Les branches pliaient sous le poids de régiments d'oiseaux, tandis qu'au-dessous chiens, chats, chèvres, moutons, poules, canards et dindons se roulaient dans la poussière. L'air était rempli de clameurs diverses, absolument semblables à celles que poussait la marmaille ameutée de l'autre côté de la maison.

A cet aspect, Héraclius ne se contint plus. Il se précipita sur une bêche oubliée contre le mur et, semblable aux guerriers fameux dont Homère raconte les exploits, bondissant tantôt en avant, tantôt en arrière, frappant de droite et de gauche, la rage au cœur, l'écume aux dents, il fit un effroyable

massacre de tout ses inoffensifs amis. Les poules effarées s'envolaient par-dessus les murs, les chats grimpaient dans les arbres. Nul n'obtint grâce devant lui; c'était une confusion indescriptible. Puis, lorsque la terre fut jonchée de cadavres, il tomba enfin de lassitude et, comme un général victorieux, s'endormit sur le champ de carnage.

Le lendemain, sa fièvre s'étant dissipée, il voulut essayer de faire un tour par la ville, mais à peine eut-il franchi le seuil de sa porte que les gamins embusqués au coin des rues le poursuivirent de nouveau, criant : « Hou, hou, hou! l'homme aux bêtes, l'ami des bêtes! » et ils recommencèrent les cris de la veille avec des variations sans nombre.

Le Docteur rentra précipitamment. La fureur le suffoquait et ne pouvant s'en prendre aux hommes, il jura une haine inextinguible et une guerre acharnée à toutes les races d'animaux. Dès lors, il n'eut plus qu'un désir, qu'un but, qu'une préoccupation constante : tuer des bêtes. Il les guettait du matin au soir, tendait des filets dans son jardin pour prendre des oiseaux, des pièges dans ses gouttières pour étrangler les chats du voisinage. Sa porte toujours entr'ouverte offrait des viandes appétissantes à la gourmandise des chiens qui passaient, et se refermait brusquement dès qu'une victime imprudente succombait à la tentation. Des plaintes s'élevèrent bientôt de tous les côtés contre lui. Le commissaire de police vint plusieurs fois en personne le sommer d'avoir à cesser cette guerre acharnée. Il fut criblé de procès, mais rien n'arrêta sa vengeance. Enfin l'indignation fut générale. Une seconde émeute éclata dans la ville, et il aurait été, sans doute, écharpé par la multitude sans l'intervention de la force armée. Tous les médecins de Balançon furent convoqués à la Préfecture et déclarèrent à l'unanimité que le docteur Héraclius Gloss était fou. Pour la seconde fois encore, il traversa la ville entre deux agents de la police et vit se refermer sur ses pas la lourde porte de la maison sur laquelle était écrit *Asile des Aliénés.*

## XXX

### COMME QUOI LE PROVERBE : « PLUS ON EST DE FOUS, PLUS ON RIT » N'EST PAS TOUJOURS EXACTEMENT VRAI.

Le lendemain il descendit dans la cour de l'établissement et la première personne qui s'offrit à ses yeux fut l'auteur du manuscrit métempsychosiste. Les deux ennemis marchèrent l'un vers l'autre en se mesurant du regard. Un cercle se fit autour d'eux. Dagobert Félorme s'écria :

— Voici l'homme qui a voulu me dérober l'œuvre de ma vie, me voler la gloire de ma découverte.

Un murmure parcourut la foule. Héraclius répondit :

— Voici celui qui prétend que les bêtes sont des hommes et que les hommes sont des bêtes.

Puis tous deux ensemble se mirent à parler, ils s'excitèrent peu à peu, et, comme la première fois, ils en vinrent bientôt aux mains. Les spectateurs les séparèrent.

A partir de ce jour, avec une ténacité et une persévérance merveilleuses, chacun s'attacha à se créer des sectaires, et, peu de temps après, la colonie tout entière était divisée en deux partis rivaux, enthousiastes, acharnés, et tellement irréconciliables qu'un métempsychosiste ne pouvait se croiser avec un de ses adversaires sans qu'un combat terrible s'ensuivît. Pour éviter de sanglantes rencontres, le Directeur fut contraint d'assigner des heures de promenade réservées à chaque faction, car jamais haine plus tenace n'avait animé deux sectes rivales depuis la querelle des Guelfes et des Gibelins. Grâce, du reste, à cette prudente mesure, les chefs de ces clans ennemis vécurent heureux, aimés, écoutés de leurs disciples, obéis et vénérés.

Quelquefois pendant la nuit, un chien qui hurle en rôdant autour des murs, fait tressaillir dans leur lit Héraclius et Dagobert. C'est le fidèle Pythagore qui, échappé par miracle à la vengeance de son maître, a suivi sa trace jusqu'au seuil de sa demeure nouvelle, et cherche à se faire ouvrir les portes de cette maison où les hommes seuls ont le droit d'entrer.

# L'ORGANISATION DE L'ENSEIGNEMENT DES AVEUGLES EN FRANCE

## I

On parle beaucoup de la réorganisation de notre enseignement public. Jamais, je crois, on ne s'en est préoccupé plus à propos. Me permettra-t-on de demander qu'on n'oublie pas cette fois l'enseignement des aveugles?

Là, ce n'est pas la guerre qui a fait apparaître les vices de notre organisation. Ils étaient patents et dénoncés bien avant 1914. Il y a longtemps que la réforme est urgente. Seulement la guerre, en précipitant dans le monde des aveugles tant de nos héroïques soldats, aura fait voir à plus de gens qu'un aveugle n'est pas nécessairement un impotent, et qu'il suffit de l'instruire pour en faire un homme utile. Peut-être aura-t-elle assuré à nos écoles un peu plus de cette sympathie éclairée qui leur a manqué.

Plus on examine l'œuvre de la Révolution en matière d'enseignement, plus on admire la hardiesse et la fermeté de vue tout à la fois de ceux qui l'ont conçue et réalisée. C'était, à sa date, une création singulièrement aventureuse que celle de l'Institution des jeunes aveugles, fondée par un décret de la Constituante de juin 1791, et organisée par la Convention en juillet 1795. Songez qu'à la première de ces dates il y

avait sept ans à peine que Valentin Haüy avait recueilli son premier aveugle sous le porche de l'église Saint-Roch, pour lui apprendre l'alphabet. L'expérience entreprise par le sensible philanthrope n'était encore qu'au berceau. Des législateurs n'eussent pas manqué de valables excuses s'ils eussent exigé un complément d'information avant d'adopter son école. Mais l'amour de l'humanité fait faire de ces folies qui sont des éclairs de divination.

A cinquante ans de là l'école paradoxale de Valentin Haüy avait donné des résultats inespérés. La fabrication des chaussons de lisière et les autres métiers manuels, qui avaient apparu d'abord comme le but suprême vers lequel on pût tendre, n'étaient plus qu'un pis aller pour les plus déshérités. La musique, où l'on n'avait vu d'abord qu'une distraction, était devenue l'objet principal de la culture. Deux carrières s'étaient ouvertes qui avaient assuré aux petits prodiges du début un emploi utile dans la société : les carrières d'organiste-professeur de musique et d'accordeur de pianos. Et l'invention géniale de Braille était sur le point de donner à toutes les études, et aux études musicales en particulier, un essor nouveau.

Ainsi l'expérience tentée par la Constituante et par la Convention donnait des résultats tels que les plus optimistes n'avaient pas osé les imaginer. Mais ce succès même impliquait un devoir impérieux : celui d'étendre à tous les aveugles les bienfaits d'une éducation qui se révélait si puissamment créatrice. De ce devoir-là les pouvoirs publics du second Empire et de la troisième République ne se sont pas acquittés, ou fort mal. On a bien proclamé l'obligation de l'enseignement. Comme tous les Français les aveugles avaient le droit d'être instruits. Non seulement on ne les exclut pas, mais lors de la promulgation de la loi de mars 1882 un article spécial leur en promit le bénéfice ainsi qu'aux sourds-muets et aux arriérés. Des écoles spéciales leur seraient ouvertes. Mais les décrets qui devaient sanctionner ces promesses ne sont jamais venus.

L'Institution nationale, qui reste l'unique établissement de l'État, ne s'est pas même agrandie depuis 1882 : elle continue de donner à environ 225 privilégiés -- 150 garçons et 75 filles

— un excellent enseignement musical avec un enseignement industriel beaucoup plus contestable. L'École Braille, fondée vers 1882 par M. Péphau, adoptée en 1887 par le département de la Seine, est, elle aussi, à sa manière, une maison modèle. Comme l'Institution fait des musiciens, elle fait des ouvriers manuels — brossiers, chaisiers, vanniers, fabricants de couronnes de perles ; à un autre groupe de privilégiés, les aveugles du département de la Seine, elle assure, après une bonne préparation professionnelle, un travail régulier qui garantit la vie de chaque jour. En dehors de ces deux établissements, cités en exemple dans le monde entier pour les résultats qu'ils obtiennent, nous trouvons surtout de petites écoles, souvent mal outillées, et qui n'offrent pas de garanties aux familles quant à la valeur pratique de leur enseignement. Quelques-unes sont départementales ou communales, mais presque toutes sont dues à l'initiative privée qui a eu le mérite d'entreprendre la tâche négligée par les pouvoirs publics.

Telle est, dans ses grandes lignes, la situation à l'heure actuelle, cent vinq-cinq ans après la création de la Constituante. Pour bien comprendre combien elle est navrante, il ne faut pas perdre de vue deux points essentiels : le premier que le principe d'obligation était ici d'une importance toute particulière ; et le second que l'initiative privée, qui a accompli une œuvre considérable à laquelle nous rendrons pleine justice, ne pouvait pas espérer, dans un pareil domaine, donner des résultats satisfaisants, et ne pourra pas les donner demain plus qu'elle ne l'a fait jusqu'ici si l'on ne vient pas à son aide.

## II

D'abord, l'obligation était d'une importance capitale.

Parmi les voyants même, songez qu'elle seule a pu amener à l'école nombre d'enfants dont les parents s'obstinaient à méconnaître l'utilité de l'instruction ; songez que, malgré elle, encore après trente-sept ans, nous avons à constater de nombreuses défaillances dans la fréquentation scolaire et la persistance de l'espèce des illettrés. Combien plus difficile à

vaincre doit être le doute des parents quand il s'agit du petit aveugle ! « Pauvre petit ! pourquoi le tourmenter encore à apprendre? A quoi bon? Qu'on le laisse tranquille au moins. »

Et il y a un danger plus grave encore que l'incrédulité des parents : il y a la cupidité de ceux qui tiennent à garder le petit infirme auprès d'eux pour s'en faire un instrument de mendicité. Un aveugle rapporte gros quelquefois dans ce métier-là. Et les pauvres enfants consument le temps de leur formation intellectuelle et morale dans l'apprentissage de la fainéantise, du parasitisme et de tous les vices qui pullulent sur le fumier de la mendicité.

Ce n'est pas tout. Je suppose des parents qui ne sont ni indignes ni hostiles à l'idée de faire instruire leur enfant. L'école du petit voyant est au milieu du village. Celle de l'aveugle est toujours loin. Il faut souvent plusieurs heures de chemin de fer pour l'atteindre, et quelquefois plusieurs heures de marche pour joindre le chemin de fer. Quand il sera là-bas on ne le verra plus qu'une ou deux fois par an peut-être. On l'a gâté, on l'a choyé pour son infirmité. On s'est attaché à lui d'autant plus qu'il a eu plus que les autres besoin de ses parents. Va-t-on se séparer de lui comme cela, tout à fait? l'abandonner à des gens qui ne le dorlotteront pas comme il a besoin de l'être dans son malheur? Par amour, par sentiment du devoir, des parents refusent. Pour les filles surtout, et quand la famille n'est pas sans ressources, l'objection de la séparation est difficile à emporter. « Nous l'aimons trop pour cela, monsieur ; nous la garderons toujours près de nous. Nous lui épargnerons tous les chagrins. — Et quand vous n'y serez plus? Il est dans l'ordre que vous disparaissiez avant elle. Il faudra bien qu'elle gagne sa vie ce jour-là. — Nous ne la laisserons pas sans rien. Elle aura de quoi vivre, un peu juste sans doute, mais enfin elle pourra vivre. » Vingt fois j'ai entendu ces réponses, corroborées par l'oncle, la tante qu'on appelle à la rescousse. Et il n'a pas toujours été possible d'arracher l'enfant à l'ennui du désœuvrement qui viendra infailliblement la ronger un jour, et dont elle a parfois déjà le pressentiment : car j'ai vu quelquefois l'enfant prendre le parti du visiteur contre ses parents.

Il y a encore que l'école au loin est forcément un internat,

et l'internat coûte cher. Si la famille est indigente, le conseil général fera les frais et tout est dit ; mais si elle ne l'est pas les difficultés commencent. Un paysan vient de m'écrire qu'il est disposé à laisser partir pour une école quelconque son enfant de dix ans, mais qu'il ne payera pas la pension de 600 francs qu'on lui demande, et il me prie de faire les démarches pour obtenir la gratuité. La préfecture réplique qu'il a du bien ; qu'il prend un permis de chasse chaque année et que la chasse est un plaisir coûteux ; qu'à tout prendre, au prix où est la vie, son enfant, s'il le garde à la maison, ne lui coûtera guère moins de 600 francs à nourrir. Et la préfecture a raison de réagir contre la maladie de tout attendre de l'État qui chez nous fait des progrès si inquiétants. Mais qui risque d'être la victime? Dans l'espèce l'affaire s'arrangera, mais lorsque personne n'y veille, en pareil cas, les chances sont grandes pour que le père laisse passer les années jusqu'au jour où il sera « trop tard ».

Devant tant d'obstacles accumulés, les pouvoirs publics se sont trouvés désarmés parce que pour contraindre il faut avoir des écoles à proposer. Et les deux articles de 1882, quand on les relit aujourd'hui, ont une amère saveur de dérision :

« Le père, la mère, le tuteur, la personne qui a la garde de l'enfant, doit, quinze jours avant la rentrée des classes, faire savoir au maire de la commune s'il entend faire donner à l'enfant l'instruction dans la famille, dans une école publique ou privée ; dans ces deux derniers cas, il indique l'école choisie.

» Chaque année le maire dresse la liste des enfants d'âge scolaire et avise les personnes qui ont charge de ces enfants de l'époque de la rentrée des classes. En cas de non-déclaration, quinze jours avant l'époque de la rentrée, de la part des parents et autres personnes responsables, il inscrit d'office l'enfant à l'une des écoles publiques et en avertit la personne responsable. »

Heureusement le mal a été limité parce que l'association Valentin Haüy a organisé une véritable chasse aux enfants aveugles. Elle a créé une armée de rabatteurs qui dépistent partout le gibier, le signalent, prêchent les parents, discutent, plaident, font le siège de chaque place. Et l'on ne peut s'empêcher d'admirer les résultats auxquels, dans des circonstances

si contraires, elle est parvenue, puisqu'en 1910 il y avait 900 aveugles dans les écoles spéciales. La statistique accuse environ 2 350 à 2 400 aveugles de moins de vingt ans en France. Le temps de scolarité habituel étant de huit à neuf ans, on peut estimer très approximativement à 1 000 ou 1 100 le nombre des aveugles que nous y devrions trouver. L'écart est assez peu considérable en somme, et il s'explique en partie par le manque d'écoles d'arriérés, et peut-être aussi par ce fait que quelques très rares aveugles aisés sont élevés dans leur famille. Mais enfin il y a un déchet, et il ne pouvait pas en être autrement. Et puis le résultat a été lent à obtenir. Enfin, qui ne voit qu'il est précaire, et que le moindre fléchissement dans l'action toute bénévole de l'Association Valentin Haüy — la disparition d'un organisateur, par exemple — pourrait avoir de désastreuses conséquences au point de vue de l'assiduité scolaire. En 1918, on s'attendait à trouver nos écoles, qui pour la plupart ont été fermées pendant une partie au moins de la guerre, trop petites pour contenir les postulants. Toutes, au contraire, unanimement se plaignent d'une diminution sensible dans le nombre de leurs élèves. A moins d'admettre un brusque et magnifique recul de la cécité infantile, on doit confesser qu'il a suffi que l'effort de propagande fléchisse un peu, détourné par la guerre vers d'autres objets, pour qu'immédiatement le terrain gagné fût en partie reperdu. La propagande de l'Association Valentin Haüy a créé un état d'esprit qui ferait accepter sans peine l'obligation. Elle n'a pas fait que cette obligation ne soit pas aujourd'hui encore absolument nécessaire.

Mais ce n'est pas assez dire : pour les aveugles l'obligation devrait être étendue considérablement. Le voyant qui sort de l'école sans métier, avec son bagage de connaissances primaires exclusivement, est déjà une valeur sociale. Il peut donner son travail en échange des richesses qu'il consomme. L'aveugle qui ne sait que lire, écrire et compter, est proprement une non-valeur. Inévitablement il aboutira à l'hospice ou de quelque autre manière retombera à la charge de la collectivité. Pour être bon à quelque chose il lui faut avoir en outre appris quelqu'un des métiers que l'homme peut faire sans la vue. L'obligation scolaire doit donc s'étendre pour lui

à l'instruction professionnelle, sans quoi la société n'a rien fait d'efficace, et d'ailleurs c'est l'espoir d'une occupation rémunératrice qui seule fait accepter l'école par les familles. Ce n'est pas dans les sept années d'obligation scolaire imposées au voyant, ni même dans les huit et quelquefois neuf années accordées par les conseils généraux aux aveugles que le double enseignement primaire et professionnel peut être donné à tous dans de bonnes conditions. Il faudrait, sinon retenir tout le monde à l'école de cinq ans à vingt ans, du moins imaginer un système souple qui assure à chacun au moins de dix à douze années de scolarité, et qui permette d'aller au besoin jusqu'à quinze pour certains métiers, de façon à ce que tous puissent développer pleinement leurs facultés. Ces chiffres sans doute dépassent de beaucoup ce qu'on se propose de faire pour l'enseignement professionnel des voyants, mais la nation doit bien à ses infirmes d'étendre leurs droits, et d'ailleurs le seul moyen qu'elle ait de rentrer dans ses débours c'est d'en faire des hommes vraiment actifs.

## III

Plus la tâche est lourde, moins les initiatives privées étaient en mesure de s'en acquitter sans aide.

A l'heure actuelle n'importe qui peut ouvrir une école d'aveugles, disposer ses programmes comme il l'entend, faire *in anima vili* toutes les expériences que bon lui semble. Nul contrôle ne viendra de nulle part. C'est le pur régime de la liberté, avec, dit-on, tous les avantages de la concurrence : expérimentations fécondes, sélection des bonnes méthodes, des bons maîtres et des bonnes écoles.

Je ne suis certes pas d'humeur à renoncer à la légère aux avantages de la libre concurrence ; mais il faut savoir reconnaître qu'il y a des cas où ils sont parfaitement illusoires. Pour qu'il y eût sélection, il faudrait qu'il y eût comparaison et choix du public d'après cette comparaison. Or l'ignorance de la masse du public pour tout ce qui concerne les aveugles empêche non seulement qu'il y ait choix, mais même contrôle

et jugement de quelque valeur. L'aveugle qui sait lire et écrire apparaîtra longtemps encore dans la foule comme une sorte de petit prodige. Longtemps encore l'école qui pourra montrer un tel aveugle sera assurée de jouir de l'admiration publique. Pourquoi donc ne pas aller à l'école de la région, quelle qu'elle soit, qui a le double avantage d'être la plus proche, et souvent la seule dont on ait entendu parler? Et les conseils généraux, qui décernent les bourses, n'ont aucune raison d'être plus éclairés que le grand public. Comment le seraient-ils? Et par qui? Eux aussi envoient à la première école venue. Ne leur dites pas : les anciens élèves de cette école sont incapables de gagner leur vie. — « Que voulez-vous? Ce sont des aveugles ! »

Dans ces établissements, d'ailleurs, trop nombreux pour la demande scolaire, et conçus souvent sur des plans trop étriqués pour qu'ils puissent se développer, les élèves ne sont pas en nombre suffisant pour que l'enseignement primaire soit donné dans de bonnes conditions. Quand une école compte au plus de 20 ou 25 élèves, tant pour l'enseignement professionnel que pour l'enseignement primaire, force est bien de se contenter de trois classes — celle des petits, celle des moyens, celle des grands — quitte à conserver l'enfant plusieurs années dans chaque classe. On devine les pertes de temps qui résultent d'une pareille organisation, le manque d'homogénéité des classes, les lenteurs imposées par les nouveaux venus à ceux qui suivent la classe déjà pour la deuxième ou la troisième année ; sans parler de la nécessité où l'absence de section pour les arriérés met parfois le maître de conserver des enfants dont la place normale serait ailleurs. N'oublions pas qu'il n'y a pas ici de tableau noir, ce qui complique encore la difficulté.

Les ressources aussi font défaut, dans la plupart de ces maisons, et l'enseignement des aveugles coûte cher, l'enseignement professionnel surtout. Presque toutes aspirent à donner l'enseignement de la musique, celui de l'accord, et divers enseignements manuels. Pour tout cela il faut un outillage très varié. Un bon accordeur doit avoir pratiqué tous les modèles de pianos qu'il peut rencontrer dans sa clientèle. Un bon musicien doit disposer d'instruments excel-

lents, recevoir des leçons de choix, avoir la possibilité d'entendre exécuter par des artistes les œuvres des maîtres. Comment faire quand les pensions des élèves internes se montent à 500 francs? C'était le prix courant avant la guerre; on vient à peine de l'augmenter de 100 ou de 200 francs alors que le coût de toutes choses a plus que doublé. A l'Institution nationale de Paris, le prix de revient d'une année d'études pour un élève était, avant la guerre, évalué à 1 600 francs. Ce chiffre donne par comparaison une idée du dénuement qui paralyse nombre de nos petites écoles.

Une entente pourrait parer en partie à cet état de choses : les écoles, pour réduire leurs frais, se spécialiseraient chacune dans une ou deux branches de l'enseignement professionnel ; à la fin du cycle de l'enseignement primaire, elles échangeraient leurs élèves selon les aptitudes de chacun : les musiciens seraient dirigés sur l'école de musique, les accordeurs sur leurs écoles propres, et ainsi des autres. Mais aucun plan d'ensemble n'ayant présidé à la naissance de tous ces établissements, ni à leur développement, l'harmonie est ce qui manque le plus. Ils s'ignorent les uns les autres quand ils ne se jalousent pas. Chacun tient à conserver ses bons sujets, parce qu'ils serviront de réclame auprès du public ; et tous ont besoin de l'approbation publique, fût-ce la moins éclairée, pour s'assurer le pain quotidien.

Plus grave peut-être encore est la question des directeurs et des maîtres. Aucune préparation n'est nécessaire pour s'instituer éducateur des aveugles. Le premier venu y est bon puisque le public n'y fait pas de différence. J'ai rencontré un jour un directeur qui me raconta naïvement qu'avant d'être appelé à sa fonction de directeur il ne savait absolument rien des aveugles. Il avait passé sa vie à voyager parmi des peuplades plus ou moins civilisées, et rentrait du Siam. Il pensa m'être fort agréable en me disant l'émerveillement qu'il avait éprouvé en constatant de ses yeux, déjà directeur, que les aveugles pouvaient lire et jouer du violon. D'autres ne s'intéresseront jamais dans leur école qu'à l'étable et à la basse-cour. Jusqu'au bout ils resteront parfaitement étrangers à la mission qui leur a été confiée.

Comment en serait-il autrement puisque les capacités ne

comptent à peu près pour rien dans le succès, je veux dire dans la bonne marche extérieure de la maison ? Pour certains, l'école n'est guère qu'une entreprise de mendicité déguisée, un procédé pour faire affluer les dons du voisinage. On se fait de la bienfaisance un moyen de subsistance. A montrer des aveugles savants on est toujours sûr d'un petit succès. Il va de soi que, en pareil cas, les programmes, l'outillage scolaire, les qualités du maître ne tiennent pas une grande place. Comme remède à tous ces maux l'Association Valentin Haüy, dont l'autorité est toute morale, ne dispose que de conseils et d'objurgations. On devine que leur vertu est assez vite épuisée.

Je ne veux pas dire que toutes ces écoles sont mauvaises. Elles ne le sont pas toutes. J'en sais où se dépense une somme singulière de dévouement, et où la compétence ne manque pas. Je serais désolé que celles-là pussent se sentir blessées par ma description. Il y en a même qui ont connu de réels succès, qui seraient en mesure de nous montrer leurs élèves munis d'un métier qu'ils exercent réellement et dont ils vivent indépendants. Le critérium est là : quand vous voulez juger une école d'aveugles, demandez où sont ses anciens élèves. A cette question, combien de directeurs sont obligés de détourner adroitement la conversation ! Quand la situation est bonne, presque toujours cette prospérité est due à quelque accident heureux, à la rencontre d'un directeur ou d'un maître dévoué et intelligent qui est l'âme de la maison ! Et voilà bien ce qui est grave. Lui parti, l'école retombera dans sa torpeur. Rien ne la protège contre ces retours de fortune. Rien n'assure les enfants contre le risque d'user là en pure perte les huit ou dix années qui décident de l'existence.

## IV

Les aveugles n'ont donc qu'un recours qui est de se retourner vers l'État. Le peuvent-ils du moins avec confiance?

Force nous est bien d'avouer que l'expérience du passé n'est pas pour les rassurer. Là aussi certainement ils ont rencontré parfois des hommes dévoués à leur cause, et sou-

cieux de s'informer de leurs besoins. Mais peut-on dire que nous avons toujours trouvé dans les pouvoirs publics chargés de diriger l'instruction des aveugles toute la compétence désirable?

Les directeurs qu'on place à la tête de l'Institution nationale sont eux aussi le plus souvent des hommes qui ne connaissent absolument rien des aveugles, qui n'ont eu a cun rapport avec eux. S'ils le veulent, ils s'instruiront après leur nomination aux frais de leurs administrés. C'est une vérité d'expérience, quelque triste qu'elle soit, que la direction de l'Institution nationale est un de ces fiefs que les gouvernants se réservent pour en payer des services politiques. Comment s'étonner dès lors que la maison paraisse à certains quelque peu routinière?

D'autres faits, moins graves parce qu'accidentels, ne sont pas moins significatifs de l'état d'esprit qu'il faut bien dénoncer. Imagine-t-on que les élèves de notre Institution nationale, de notre école modèle, licenciés au début de la guerre, n'ont été appelés à reprendre leurs études interrompues qu'au cours de 1917? Tout intérêt particulier sans doute devait céder devant l'intérêt de la défense nationale. Mais dès le mois d'octobre 1914, toutes nos écoles publiques de voyants avaient réorganisé leur enseignement. Pourquoi ce traitement particulier réservé à l'école des aveugles? Apparemment parce que pour ceux-là aucune autre école ne peut se substituer à leur école? Parce que, chassés de chez eux, ils sont sans ressources pour continuer à travailler? Se représente-t-on le dommage causé à des enfants, qui n'ont que leur instruction comme unique espoir de se tirer d'affaire dans une vie étrangement difficile, par ces années de désœuvrement dans des familles pauvres pour la plupart, où ils ne rencontraient aucune ressource intellectuelle, et pas même un piano bien souvent pour continuer leurs gammes et leurs exercices? Se représente-t-on le dommage aussi causé aux jeunes générations qui attendaient à la porte et qui commenceront leurs études avec deux ou trois années de retard?

Licenciée de nouveau, par mesure de prudence, au moment des tirs sur Paris, au printemps de 1918, l'Institution nationale n'a rouvert ses portes qu'en janvier 1919. Cette fois on

ne peut plus arguer des intérêts de la défense nationale : les locaux n'étaient plus occupés par la Croix-Rouge. C'était une question de budget, semble-t-il. L'argent manquait. Les fonds nécessaires n'avaient pas été votés dans le temps voulu.

Je tiens à affirmer que ma critique ne vise personne en particulier : les responsabilités sans doute sont partagées, dispersées sur beaucoup de têtes et d'organismes administratifs, diluées par conséquent et probablement insaisissables. Du moins il en est d'ordinaire ainsi. Et voilà une première raison qui devrait imposer plus de circonspection aux imprudents qui s'imaginent que tout péril est conjuré quand l'État est intervenu. Il y en a une autre : c'est qu'il nous faut bien admettre, en présence de ces faits, que les pouvoirs publics responsables non plus n'échappent pas à ce préjugé commun que l'instruction pour un aveugle, après tout, est très loin d'avoir le même intérêt que pour un voyant. Tout se passe comme s'ils ne croyaient vraiment ni à son utilité pratique, ni même à son efficacité morale.

L'intervention de l'État ne peut être bienfaisante que s'il a soin de mettre sa force à la disposition d'un organisme compétent. Si nous avions eu un organisme pourvu des connaissances techniques nécessaires, pour diriger l'instruction des aveugles, il n'aurait pas pu manquer de signaler le préjudice considérable que portaient aux aveugles ces longues périodes d'inaction, et de protester contre l'injustice dont ils étaient victimes. Il ne contrôlerait pas les nominations des directeurs sans doute, mais il créerait un état d'esprit qui peut-être obligerait les ministres à en user avec un peu de retenue, et en tout cas il limiterait les effets des nominations fâcheuses en veillant lui-même aux améliorations nécessaires. L'Institution nationale, rattachée aux services immenses et sans cesse accrus de l'assistance et de l'hygiène publiques, y est comme noyée, trop perdue pour que ses intérêts en tant qu'établissement d'instruction n'y soient pas parfois en péril. Elle a bien un conseil propre d'administration, mais formé de personnages représentatifs, non de personnes compétentes : un sénateur, un conseiller d'État, etc. Bien qu'en principe l'autorité du conseil s'étende à toutes les matières, en fait, il la limite sagement aux questions financières et administratives, et ne se

mêle point d'enseignement. La constitution d'un organisme de direction vraiment compétent et assez autorisé pour se faire écouter est évidemment la première condition à remplir pour que nous puissions avoir confiance dans l'État comme éducateur des aveugles. Le former des éléments vraiment capables de lui apporter une force serait sa première tâche.

## V

Il y a pourtant une difficulté dont il faut sortir auparavant, et dont nous devons dire un mot maintenant : c'est la question, passionnément débattue parmi les intéressés, de savoir quel ministère sera chargé de l'organisation nouvelle de l'instruction des aveugles en France. Sera-ce le ministère de l'Intérieur, qui jusqu'alors a toujours eu l'éducation des infirmes dans ses attributions? Sera-ce le ministère de l'Instruction publique auquel incombe naturellement toute la tâche de l'enseignement national?

La logique répond incontestablement : le ministère de l'Instruction publique. On n'aperçoit aucune raison péremptoire qui empêche de rattacher l'instruction des aveugles à ses services. Nous vivons en un pays où la logique finit presque toujours par avoir gain de cause. Si on le veut donc, qu'on se décide pour la rue de Grenelle. Certains esprits paraissent s'offusquer comme d'une injure faite aux aveugles de savoir place Beauveau les services administratifs d'où dépend leur établissement d'instruction. Il leur semble que cela signifie que l'instruction pour les aveugles est une forme d'assistance, une aumône, plutôt qu'un dû. Je me sens peu accessible à ce genre de considérations, mais encore une fois la logique peut parfaitement triompher.

Seulement, au moment où, avant la guerre, la question était posée devant l'opinion, on la compliquait de préoccupations, très respectables d'ailleurs et fort dignes d'être prises en considération, mais qui ne paraissent pas tenir au fond du débat. Des maîtres d'aveugles souhaitaient ardemment le rattachement à l'Instruction publique pour ce motif surtout

que, réduits jusqu'à présent à des traitements de famine, ils espéraient par là voir enfin leur situation assimilée à celle des maîtres de l'enseignement public. D'autres redoutaient, au contraire, le même rattachement parce qu'ils pensaient que, s'ils étaient assimilés aux maîtres voyants, avec traitements égaux, ceux-ci entraient en concurrence avec eux pour l'enseignement des aveugles et dépossédaient les aveugles du privilège qu'ils ont en France d'instruire leurs congénères. Il devrait, semble-t-il, être possible, dans une hypothèse comme dans l'autre, de respecter les droits acquis dans la mesure où ils sont justifiés, et d'assurer des rémunérations convenables, qu'on voudrait voir mesurer aux services rendus, et non à la générosité du ministère qui les distribue. Que les instituteurs aveugles dépendent ou non du ministère de l'Instruction publique, on ne peut accepter que l'État spécule sur leur infirmité, et que leur situation matérielle, à titres et services égaux, ne soit pas égale à celle de leurs collègues voyants.

Il paraît que, de même que sa libéralité, la philosophie de l'État varie aussi avec les ministères. Tel appelait de ses vœux la laïcisation complète qu'il n'attendait que du ministère de l'Instruction publique ; tel autre la redoutait, et affirmait qu'elle porterait un préjudice matériel aux aveugles parce que tous nos musiciens ont besoin de postes d'organistes dans les églises.

Quant aux ministères intéressés, ils paraissaient, dans ces dernières années, l'un comme l'autre, fort peu flattés de la confiance que leurs partisans leur témoignaient. Le ministère de l'Intérieur se récusait comme incompétent en matière d'enseignement. Le ministère de l'Instruction publique objectait que dans le cas des aveugles et des sourds-muets l'éducation a mille attaches avec des problèmes d'assistance qui sont du ressort de l'Intérieur.

Il se pourrait qu'aujourd'hui la situation se trouvât favorablement modifiée : le ministère de l'Hygiène et de la Prévoyance sociale, détaché des services généraux du ministère de l'Intérieur, se montrera certainement beaucoup moins disposé à abandonner à d'autres, l'instruction des infirmes. Les luttes religieuses ne retrouveront peut-être

pas de quelque temps leur violence d'avant la guerre. Enfin un relèvement tout récent des traitements vient de donner pleine satisfaction aux intéressés, calmant l'un des sujets les plus irritants des discussions d'hier. Nous pourrions ainsi nous être approchés d'une solution qui, pour n'être pas celle des logiciens, ne serait peut-être pas sans avantages pratiques.

En attendant, les deux thèses subsistent. Mon intention n'est pas de joindre un plaidoyer pour l'une ou pour l'autre, à ceux que nous avons déjà sur la matière. Je me bornerai à présenter deux observations.

La première, c'est que la question n'a peut-être pas toute l'importance qu'on lui donne. On rencontre des gens pour qui le transfert est tout. Ils sont fermement persuadés que le problème de l'enseignement des aveugles serait réglé comme par enchantement si demain le transfert à l'Instruction publique était décidé. Cette foi dans la vertu des formules administratives est touchante. La vérité, c'est que tout resterait à faire, et la seule différence serait que la tâche incomberait au ministère de l'Instruction publique au lieu qu'elle incombe au ministère de l'Intérieur. Il est bien vrai qu'au ministère de l'Instruction publique des programmes d'instruction primaire sont tout élaborés, au moins dans ce que l'enseignement primaire des aveugles a de commun dans ses méthodes avec celui des voyants, mais c'est la partie simple de la tâche, celle-là, celle qu'il est aisé de lui emprunter, sous quelque ministère d'ailleurs que soient placées nos écoles. L'essentiel, nous l'avons vu, c'est l'enseignement professionnel. Pour solutionner les problèmes qu'il pose — aptitudes des aveugles à réussir dans tel ou tel métier, rendement possible dans chaque carrière, conditions pratiques dans lesquelles chacune devra s'exercer, etc. — on ne voit pas que les fonctionnaires de l'Instruction publique soient sensiblement plus qualifiés que ceux de n'importe quel autre département. Très ordinairement des écoles professionnelles de voyants se trouvaient hier encore dans la dépendance de ministères autres que celui de l'Instruction publique, le ministère du Commerce, en particulier, parce que là ce sont les conditions pratiques de l'action qui déterminent les modalités de l'enseignement, et qu'il y

faut des hommes d'action et d'expérience, des industriels, des ingénieurs, des commerçants, et non des diplômés de nos concours mnémoniques.

L'important, c'est, non que les écoles passent au ministère de l'Instruction publique, mais que le ministère, quel qu'il soit, auquel cette mission sera confiée, veuille donner à la réalité très complexe et délicate qu'est l'instruction des aveugles une organisation appropriée. Si le ministère de l'Instruction publique allait tout simplement l'assimiler à ses autres services, les déceptions viendraient vite. Quelques améliorations dans les méthodes d'enseignement de l'histoire ou du calcul ne consoleraient personne d'une organisation qui n'offrirait aucune garantie pour les problèmes de l'adaptation à la vie sociale.

La Chambre des députés a voté, le 23 mars 1910, une proposition de loi — la loi Chautard — qui ordonne le transfert à l'Instruction publique et la création d'écoles régionales. Cette proposition dort depuis dix ans dans les cartons de la commission sénatoriale qui a été constituée pour l'examiner. Elle paraît donc avoir vécu, mais elle pourrait cependant fort bien ressusciter un jour. Or, bien que la loi Chautard stipule des dispositions assez précises, il est à observer qu'elle ne fait aucune mention ni d'un service particulier d'inspection, ni d'un conseil spécial de direction. Il y est même dit formellement que « les instituteurs et institutrices seront proposés par l'inspecteur d'académie » et nommés par le préfet, que « des décrets et arrêtés rendus sur avis du conseil supérieur de l'Instruction publique déterminent les conditions générales de recrutement du personnel enseignant des diverses écoles, ainsi que les programmes d'enseignement général et professionnel ». Voilà précisément le mélange qu'il importe d'éviter, et qui infailliblement entraînerait la méconnaissance des intérêts spéciaux des aveugles. Ni les inspecteurs d'académie, ni le conseil supérieur ne se sentiront qualifiés pour la tâche très particulière qu'on leur demande. Et les conseils de patronage et d'administration que l'article 9 de la loi institue auprès de chaque école — organismes indispensables d'ailleurs — ne seront qu'un palliatif fort iusuffisant pour parer aux dangers que je signale.

J'ai voulu seulement, en attirant l'attention sur ce danger, critiquer la conception simpliste de ceux qui se laissent fasciner par le transfert comme si toute la réforme tenait dans le transfert. Étape souhaitable peut-être, le transfert n'est qu'une étape vers la réforme, et certainement pas une étape nécessaire. Il ne faudrait pas, si le Sénat le refusait demain, que nous donnions à croire que tout est perdu, et que nous déchargions par là le ministère de l'Intérieur de la tâche qui lui incomberait.

Mais si je ne crois pas d'une importance capitale que le Sénat adopte telle solution plutôt que telle autre, il me paraît tout à fait urgent — et ce sera ma seconde observation — qu'il adopte enfin une solution. Il est d'un intérêt vital pour les aveugles qu'on réorganise leur enseignement, quel que soit d'ailleurs le ministère qui leur donnera cette réorganisation. Tant que le Parlement ne se prononce pas, naturellement aucun des deux ministères ne se met à l'œuvre, et rien ne pourra être entrepris que le jour où l'on sera fixé sur les intentions du législateur. La proposition de transfert, qui dans l'esprit de ses auteurs devait précipiter la réorganisation, se trouve être ainsi à l'heure actuelle la principale excuse pour la différer.

## VI

Quel que soit le ministère choisi, la préoccupation principale doit donc être de s'assurer que la direction appartiendra à des hommes compétents, qu'on ne confiera ni la préparation des programmes, ni la désignation des maîtres à des organismes et à des fonctionnaires dont ce n'est pas l'affaire. Encore y a-t-il lieu de préciser les genres de compétence dont il s'agit.

Il va sans dire qu'il est utile, pour faire partie d'un conseil de direction de l'enseignement des aveugles, d'être initié avec précision aux méthodes propres du travail des aveugles, et d'avoir la pratique de leur outillage spécial : tablettes à écrire, appareils à calculer, cartes de géographie, etc. On doit savoir ce qu'il est permis d'attendre de ces divers procédés à

l'usage des aveugles, les difficultés ou les avantages que peut présenter chacun d'eux. Il faut être informé de l'état de leur librairie, et des moyens dont on dispose pour la renouveler. Et voilà une première espèce de compétence sur laquelle tout le monde se mettra aisément d'accord.

Elle n'est pas la principale. Quelques pédagogues spécialisés dans la pédagogie des aveugles, bien au fait de toutes ces questions, suffiraient dans un conseil pour empêcher qu'on perdît le sentiment de ces humbles mais capitales réalités. S'ils avaient voix prépondérante, la stagnation serait à redouter, car il n'est rien à quoi l'on renonce plus malaisément qu'aux méthodes qu'on a converties en habitudes. Les buts à atteindre doivent être indiqués par d'autres ; leur tâche à eux sera de renseigner sur les moyens de réalisation.

Les buts doivent être proposés par des personnes qui sont mêlées à la vie des aveugles, non à leur vie à l'école mais à leur vie dans le monde, qui connaissent les difficultés rencontrées chaque jour par eux, les moyens par lesquels ils en triomphent, les formes d'activité où ils se heurtent au moins grand nombre d'obstacles, les métiers où la clientèle vient volontiers à eux et ceux où elle se refuse avec les raisons de ce refus; il nous faut des personnes qui aient pris part à ces luttes, ne fût-ce qu'à titre de conseillers, pour bien comprendre comment se pose le problème pratique de la cécité. Il serait indispensable, en outre, qu'elles se tinssent au courant des expériences qui se font sans cesse en France et à l'étranger pour conquérir de nouveaux débouchés à l'activité des aveugles et que des revues spéciales permettent de suivre. Nos conseillers doivent être ce qu'on appelle d'un mot un peu pédant et barbare des typhlophiles, entendez par là non seulement selon l'étymologie des amis des aveugles — la sympathie ne suffit pas — mais des collaborateurs dévoués des aveugles dans les difficultés quotidiennes de leur existence.

Ce qui a fait la valeur pratique de l'enseignement donné à l'Institution nationale, c'est une société de typhlophiles, qui a déjà près de quatre-vingts années d'existence, créée pour suivre individuellement ses anciens élèves dans la vie et les assister en vue de leur assurer l'indépendance par le travail. Des professeurs de l'Institution elle-même ont été souvent les

membres les plus agissants de cette société, si bien que les deux genres de compétence se trouvaient unis dans les mêmes personnes. Ils se chargeaient, et ils se chargent encore de leur trouver des postes, de leur fournir les ressources nécessaires à des débuts, de les conseiller, de leur procurer livres et instruments de travail, à toute défaillance de leur tendre la main. Par eux, au moins pour les musiciens, une étroite relation a été le plus ordinairement maintenue entre les exigences de la vie pratique et l'enseignement professionnel de l'école.

Toute école, dans l'organisation nouvelle, devrait s'appuyer sur une société de patronage de ce genre : on doit considérer qu'elle est le complément indispensable de l'école, et que sans elle la plupart des élèves seraient hors d'état de tirer un parti satisfaisant de leur préparation professionnelle. Et c'est au sein de ces sociétés de patronage qu'on aurait chance le plus souvent de rencontrer des membres éclairés pour notre conseil directeur. Il va sans dire que souvent ce seraient des aveugles qui, aux expériences de leurs congénères dont ils auraient été les témoins et les conseillers, joindraient les fruits de leurs expériences propres.

Sans aucun doute il nous faudrait en outre quelques représentants de la pédagogie générale pour assurer le contact entre elle et la pédagogie spéciale des aveugles, et tâcher de faire bénéficier celle-ci des progrès réalisés par celle-là. Ceux qui ont la pratique des écoles d'aveugles, où presque fatalement on lit trop peu, savent combien ce souhait est fondé sur des besoins réels. Mais je ne cherche pas ici bien entendu à faire une énumération exhaustive. Je n'ai voulu qu'indiquer ce que devrait être, à mon avis, le noyau central d'un organisme indispensable. La majorité devrait y être assurée aux spécialistes en l'art très complexe que nous appellerons, si vous voulez, l'art d'adapter l'aveugle aux conditions de la vie commune. Et à la tête de ce petit groupe se trouveraient naturellement les inspecteurs spéciaux dont il me reste à indiquer le rôle capital : c'est d'eux que dépendrait l'efficacité de la réforme à entreprendre.

## VII

La loi Chautard prévoit la création d'écoles régionales sur la demande des départements et des communes. Les frais de première installation et la rétribution du personnel enseignant incomberaient à l'État ; l'entretien des élèves serait à la charge des départements et des communes. C'est évidemment le système le plus simple, et c'est aussi celui qui est le plus ordinairement préconisé.

Il a l'inconvénient d'écarter d'un geste un peu brusque le concours de bien des bonnes volontés, parfois très dévouées, qui sont venues à nous alors que tout nous manquait, concours qui nous a été infiniment précieux en dépit de toutes ses imperfections. Il en a un autre, c'est de coûter cher. Et celui-ci est particulièrement grave si, comme il y a lieu de le penser, c'est la considération de la note à payer qui a fait reculer la commission sénatoriale. L'heure n'est peut-être pas favorable aux demandes de gros crédits, et plutôt que de voir ajourner sans cesse une réforme nécessaire, il y aurait lieu d'envisager, je crois, une réforme moins dispendieuse.

Il me semble qu'avec beaucoup moins de frais on pourrait arriver à un résultat aussi satisfaisant en utilisant quelques-unes des écoles déjà existantes, les meilleures, et en coordonnant leurs efforts.

Toutes ces écoles, en effet, vivent du crédit que leur font les pouvoirs publics, elles ne sauraient subsister sans le concours des pouvoirs publics. A très peu d'exceptions près leurs élèves sont des boursiers des départements. Enlevez-leur ces boursiers, elles seront sans ressources comme sans disciples. Il suffirait donc d'éclairer les conseils généraux, qui naturellement sont hors d'état de distinguer les bonnes écoles des mauvaises, de dresser une liste de celles qui méritent vraiment qu'on leur fasse crédit, d'interdire l'octroi des bourses en faveur de toutes celles qui ne figureraient pas sur cette liste, pour opérer immédiatement la sélection. Une œuvre privée qui se permettrait de tenter une action pareille auprès des conseils généraux ne courrait pas seulement de grands risques de

n'être pas écoutée, elle serait passible des tribunaux. Rien n'interdit au contraire à l'État d'assurer le bon emploi des finances départementales et de garantir une instruction convenable aux aveugles par ce moyen, et il en a le devoir pourvu qu'il sache s'acquitter de ce devoir, c'est-à-dire pourvu qu'il ait recours, pour établir le triage qui sera fait en son nom, à des techniciens dignes d'une charge aussi délicate.

Je dis triage. C'est une erreur, en effet, et une erreur très répandue, de croire que, puisque tous les enfants aveugles ne sont pas scolarisés à l'heure actuelle, le nombre des écoles est insuffisant. Il est beaucoup trop élevé. Le département de la Seine est pourvu. Pour la province, au lieu d'une trentaine que nous avons actuellement, environ huit écoles, judicieusement distribuées dans les grands centres, satisferaient à tous les besoins, et au delà. Qui dit écoles nombreuses dit écoles petites, et les petites écoles ne peuvent avoir ni un nombre assez grand de classes, ni des maîtres bien rétribués, ni l'outillage coûteux qu'implique l'instruction des aveugles. Il ne s'agit donc pas de créer des établissements nouveaux, mais de laisser s'étioler et disparaître les établissements qui, après une expérience probante, ne donneront pas des signes de vitalité, en reportant sur les autres toute la sève nourricière des bourses.

Cette simple mesure serait déjà d'un effet considérable, surtout si l'on se décide — et c'est une nécessité — à relever sensiblement le taux des bourses qui est notoirement dérisoire. Mais il faudrait davantage. Aux écoles qui fournissent les meilleures garanties, l'État devrait accorder des subventions, sans lesquelles, même avec de nombreux élèves, il ne leur est guère possible d'acquérir un outillage suffisant. Le coût de ces subventions serait beaucoup moins élevé qu'on n'est porté à le supposer d'abord. Rien n'oblige, en effet, à fournir à chaque école un outillage complet. Toutes auraient naturellement besoin des appareils que comporte l'instruction primaire, mais cette partie-là ne va pas très loin. Ce qui est coûteux, c'est l'outillage requis pour certains enseignements professionnels, notamment l'enseignement musical élevé et l'enseignement complet de l'accord. Or, il y a tout intérêt à ce que toutes les écoles ne donnent pas indistinctement tous les enseignements profession-

nels, à ce qu'elles se spécialisent dans certains enseignements qu'elles seraient ainsi en mesure de perfectionner davantage. Un enfant de quinze à seize ans peut beaucoup plus aisément qu'à cinq ou dix ans être éloigné davantage de sa famille pour chercher dans une école l'enseignement professionnel auquel il a été reconnu apte et dont on sera en mesure de lui faire comprendre les avantages pour son avenir. Il faut donc que les écoles acceptent de faire passer les intérêts de leurs élèves avant les leurs propres, de se séparer de certains d'entre eux, souvent les plus distingués, les plus capables de leur faire honneur, pour les envoyer dans des écoles qu'elles devront cesser de considérer comme des rivales pour ne plus voir en elles que des collaboratrices. Ce qui est impossible actuellement deviendrait facile pourvu qu'on fasse de ces spécialisations et des échanges d'élèves qui en sont la conséquence une condition *sine qua non* de l'obtention des bourses et des subventions.

Ainsi, sans renoncer aux dons bénévoles que des écoles autonomes ont toujours l'espoir de voir venir à elles, sans paralyser l'initiative privée, en conservant même le ressort de l'émulation qui constitue son principal mérite, nous pouvons parer à son vice capital qui est l'incoordination des efforts. L'intérêt individuel continue de jouer en notre faveur, prévenant le gaspillage dans la gestion, incitant aux recherches et aux initiatives fécondes. L'État est peu propre à tenter des expériences. Son affaire est bien plutôt d'appliquer les méthodes une fois qu'elles ont été expérimentées et que leur valeur a été reconnue. Ses fonctionnaires hésitent à encourir des responsabilités, à affronter des mécomptes. Tant qu'un service comporte beaucoup d'investigations et de tâtonnements, on peut douter qu'il soit temps pour l'État d'en assumer la charge entière, et chaque jour encore dans l'enseignement professionnel des aveugles il y a lieu de tenter des débouchés nouveaux. L'État peut plus efficacement aider ceux qui les exploreront que les explorer lui-même. C'est dire que dans ma pensée il aurait beaucoup moins à imposer un programme dogmatique et uniforme, qu'à écarter les méthodes notoirement mauvaises, des méthodes qui, bien souvent, à l'insu de ceux qui les préconisent, ont été péremptoirement condamnées par l'expérience. Il exercerait son contrôle en usant,

dans les établissements qui accepteraient sa loi, d'une sorte de pouvoir de *veto*, plutôt qu'il n'imposerait son autorité en coulant toutes les écoles dans un même moule.

On voit assez par ce qui précède combien sont délicates les fonctions que nous attribuons à nos inspecteurs, et la nécessité de ne les confier qu'à des hommes d'une haute culture générale en même temps que d'une compétence éprouvée. Choisir les écoles à conserver, les spécialiser chacune selon ses moyens, les outiller selon leurs besoins respectifs, veiller à l'exacte orientation des élèves d'après leurs aptitudes, redresser, sans jamais les décourager, les initiatives, une tâche pareille ne suppose pas moins de qualités personnelles d'esprit et de cœur que de connaissances précises. Sous le contrôle du conseil de direction c'est l'autorité effective sur tout l'enseignement des aveugles qu'ils auraient en main.

Qu'on n'objecte pas l'impuissance reconnue des inspecteurs généraux de l'instruction publique à exercer un contrôle effectif sur notre enseignement secondaire. Les causes de cette impuissance ne sont pas mystérieuses ; passer quatre heures tous les deux ans dans un établissement ne saurait suffire pour savoir ce qui s'y passe. Nous ne supposons pour les aveugles qu'un très petit nombre d'écoles, guère plus d'une demi-douzaine. L'inspecteur peut s'installer une semaine ou deux auprès de chacune d'elles, et vivre pleinement de sa vie.

Qu'on ne dise pas non plus que le système a été essayé déjà et qu'il a échoué. Les deux inspecteurs que, voici une quinzaine d'années, le ministère de l'Intérieur a nommés pour visiter les écoles d'aveugles, ne disposaient d'aucun moyen pour faire écouter leurs conseils, ni une sanction, ni même une subvention ; nous venons au contraire de mettre dans les mains des nôtres des armes d'une singulière efficacité. De plus, les inspecteurs que je rappelle, l'un professeur, l'autre directeur d'un grand établissement, ne pouvaient consacrer à une tâche supplémentaire que des moments parcimonieusement comptés. Au bout de peu de temps, faute de résultats, les inspections cessèrent. Qui donc espérait qu'il en serait autrement?

Nos inspecteurs devraient tout leur temps à leur fonction. Des voyages à l'étranger leur permettraient d'assurer aux

aveugles de France le bénéfice des expériences tentées dans d'autres pays. Jusqu'à présent les efforts ont gardé peut-être un caractère trop national. Chaque pays a fait preuve dans ses méthodes d'une certaine originalité, commandée sans doute dans une large mesure par les conditions locales, mais dont l'exemple pourtant aurait parfois pu davantage profiter aux congénères voisins. La France, avec ses postes d'organistes et de professeurs de musique, a certainement dans l'ensemble fait à l'élite de ses aveugles la meilleure situation. Mais l'Angleterre, grâce au libéralisme de son clergé qui accueillait dans ses rangs les aveugles cultivés, a plus vite que nous travaillé pour le développement de l'enseignement intellectuel. L'Angleterre et les États-Unis ont poussé loin la culture physique, et n'ont été suivis dans cette voie qu'avec une extrême timidité. Et même l'Allemagne, qui n'a su imaginer aucune solution aussi favorable que celles de la France et de l'Angleterre et qui s'en est tenue principalement aux métiers manuels, n'était pas sans pouvoir fournir à notre Institution nationale de très utiles leçons de pédagogie, si l'on eût su les lui demander. Il appartiendrait aux inspecteurs de faire cesser cet isolement néfaste, et de susciter les imitations désirables.

Il serait à souhaiter peut-être qu'ils fussent au nombre de trois, deux pour l'enseignement professionnel — le musical et le manuel — un pour l'enseignement intellectuel, mais deux pourraient suffire. Pour que leur compétence fût garantie, ils seraient choisis par le ministre sur une liste de deux candidats présentés par le conseil.

## VIII

Qu'on décide de créer des écoles publiques nouvelles comme le propose la loi Chautard, ou de réorganiser les écoles publiques et privées actuellement existantes, le type idéal d'école que les inspecteurs et le conseil doivent tendre à réaliser reste naturellement le même. Il ne saurait être question d'en exposer ici le plan. Je me bornerai à indiquer quel-

ques-unes des lacunes principales qu'il importe de combler.

Nous n'avons pas encore d'écoles pour les aveugles arriérés, ou plutôt, nous n'en avons qu'une, fondée à Chilly-Mazarin par l'Association Valentin Haüy pour recevoir une vingtaine de fillettes. Évidemment, ce genre d'établissements est particulièrement ingrat ; non seulement il exige une somme exceptionnelle de dévouement, mais il attire peu la sympathie du public. Nous nous sommes, sur ce point, beaucoup laissé devancer par d'autres pays, notamment par la Suisse. Tant que nous n'aurons pas d'établissements spéciaux pour recevoir ces déshérités, d'abord nous manquerons à un devoir de solidarité, ensuite les maîtres des écoles d'aveugles normaux hésiteront toujours trop à rejeter de leurs classes des incapables qu'ils savent condamnés, s'ils les écartent, à un complet abandon. Donc les classes seront fatalement trop longtemps retardées par de pauvres enfants, qui d'ailleurs y gaspillent leur temps aussi bien que celui des autres, car ils n'y trouvent pas l'enseignement approprié à leur état.

Nous n'avons guère d'écoles enfantines, et celles qui reçoivent des enfants dès quatre à cinq ans, ne sont, sauf exception, guère bien outillées pour le faire. D'ailleurs les conseils départementaux se refusent en général à prolonger les bourses des aveugles au delà de huit à neuf années. Or, comme un jeune aveugle ne peut guère être abandonné seul dans la vie avant dix-huit à vingt ans, on est amené à ne mettre l'enfant aveugle à l'école que vers la dixième année. C'est un singulier paradoxe : le petit voyant commence à cinq ans d'apprendre à lire ; et le petit aveugle, dont l'instruction est beaucoup plus laborieuse et exige plus de temps, ne commencera qu'à dix ans. Pourtant, rien qu'à ouvrir les yeux, même sans aller en classe, le voyant s'instruit de mille choses ; il est largement en contact avec la nature qui imprime dans le cerveau les images des objets. L'aveugle est privé de cet enseignement vivant. Il n'acquerra qu'au prix d'efforts répétés les notions des objets qui ne tombent pas sous sa main. Il aurait besoin en outre d'être instruit à utiliser son ouïe et son toucher en vue de la suppléance de la vue. Les conséquences de cet état de choses sont souvent désastreuses. Dans des milieux ignorants, et souvent fort bien intentionnés,

le petit aveugle, auquel on veut épargner tout risque de heurt, est tenu dans une quasi-immobilité. Comme on le croit incapable de tout, on fait tout pour lui : on l'habille, on le lave, on le fait manger. On ne lui laisse pas faire un pas tout seul. Lorsque le pauvre enfant nous arrive à dix ans à l'école, les membres ankylosés, la cervelle à peu près vide, il est bien tard pour entreprendre une éducation de l'adresse qui veut des muscles agiles. Combien d'aveugles ont dû à une enfance trop entourée de soins une maladresse incurable qui a fait le malheur de leur existence ! L'école enfantine les aurait sauvés.

L'école ainsi dégagée par la section des arriérés et préparée par la section enfantine, reste à la perfectionner en assurant le recrutement des maîtres. Nous n'avons pas d'école normale pour nos instituteurs d'aveugles. Quelques cours spéciaux suffiraient s'ajoutant à l'enseignement d'une école normale de voyants, mais nous n'avons aucune préparation pédagogique spéciale. Je ne dis pas que les maîtres de nos institutions soient mauvais : beaucoup, confinés à la vie de leur école, savent faire de leur enseignement le tout de leur existence, et ils suppléent par l'expérience acquise et par le don intégral de leur être à l'insuffisance de leur préparation technique. Mais c'est dire assez que tous ne sont pas de bons maîtres. Je voudrais réserver le plus largement possible aux aveugles l'enseignement des aveugles, d'abord parce que leur exemple est déjà une leçon et un encouragement pour les élèves, ensuite parce que la connaissance qu'ils ont de la psychologie particulière de leurs disciples rend leur action plus efficace ; enfin — faut-il dire et surtout — parce qu'il y a là un débouché excellent à l'activité des meilleurs d'entre eux. Seulement c'est folie de penser que leur cécité les dispense d'apprendre à enseigner. Et puis, il y a des branches d'enseignement où la préférence doit certainement être donnée à des clairvoyants : c'est le cas, par exemple, pour l'école enfantine, où tous les mouvements de l'enfant, sa tenue, ses tics doivent être surveillés à tous les instants. Des maîtres voyants, élèves des écoles normales ordinaires, devraient être admis à suivre les cours dont j'ai parlé, qui trouveraient leur sanction dans un examen d'aptitude à l'enseignement des aveugles.

Enfin, nous n'avons pas proprement le conservatoire de

musique pour aveugles qui nous est nécessaire. Il faudrait bien peu de chose pour que l'Institution nationale nous le donne; mais son développement, en tant qu'école professionnelle, a été entravé par deux circonstances. La première c'est qu'elle donne un enseignement de métiers manuels à côté d'un haut enseignement musical, d'où il résulte une complexité trop grande dans ses services. Cette cohabitation est désastreuse pour l'enseignement des métiers manuels qui est fatalement négligé, écrasé par un frère trop supérieur ; et elle est très fâcheuse pour l'enseignement musical lui-même qui est forcé de s'ouvrir à des demi-capables. L'autre inconvénient est que l'Institution nationale n'a aucun moyen d'attirer à soi les élèves bien doués des autres écoles, et qu'ils ne lui viennent qu'accidentellement. Tout cela revient à dire que, faute de coordination entre les écoles, l'Institution nationale, comme les autres, est à peu près tenue de se contenter du lot d'élèves, bon ou mauvais, que le sort des rentrées lui assigne, qu'il lui faut bien en conséquence organiser des enseignements professionnels divers répondant à leurs diverses aptitudes, et que, par là, nous sommes privés de l'école nationale de musique vraiment supérieure que son passé la préparait si bien à nous donner. Il en sera ainsi jusqu'au jour où, par l'intervention de l'État, la coordination sera réalisée.

La coordination faite, très aisément nous aurions, dans notre principal établissement national, deux des desiderata que je viens d'indiquer : avec le conservatoire de musique, les cours pédagogiques spéciaux complétés par des stages d'application. Les écoles d'arriérés et les écoles enfantines pourraient, soit être organisées à part, soit être rattachées, comme sections bien distinctes, aux écoles déjà existantes. Il serait désirable, semble-t-il, que toute école eût une section enfantine, installée autant que possible au grand air, hors de la ville, mais des sections d'arriérés n'auraient pas besoin de se rencontrer partout.

Une école complète comporterait ainsi quatre sections : 1° une section enfantine où les enfants resteraient de quatre ou cinq à sept ou huit ans, et qui, outre les premiers éléments de la lecture, de l'écriture et du calcul, aurait pour principale fonction de développer et d'éduquer le toucher et l'ouïe des

enfants, et de leur enseigner les leçons de choses ; 2° une école primaire pour enfants de huit à treize ou quatorze ans, où l'enseignement intellectuel passerait au premier plan, mais serait doublé d'un enseignement musical, élémentaire sans doute, beaucoup plus poussé pourtant que dans les écoles de voyants, comportant, avec le solfège, l'étude du piano et même parfois d'un autre instrument, et aussi d'un enseignement manuel de caractère non professionnel, orienté entièrement vers la culture de l'adresse ; 3° l'école professionnelle où seraient enseignés quelques-uns des métiers d'aveugles, les plus appropriés aux besoins de la région ; on y joindrait un enseignement musical sans prétention, visant non à faire des professeurs de musique, mais à donner à des ouvriers le moyen de gagner quelque argent, soit en faisant danser dans des soirées, soit en remplissant les fonctions de chantre à l'église ; 4° une école d'arriérés, bien à part des autres sections, où l'on dirigerait les élèves qui, à chaque étape, seraient reconnus incapables de suivre leurs camarades.

Ainsi constituées, nos écoles de province, peu nombreuses, pourvues d'effectifs suffisants, outillées selon leurs capacités, seraient toutes en mesure de donner un enseignement général excellent. Par voie d'échange elles assureraient, toutes ensemble, dans les cas ordinaires, l'enseignement professionnel répondant aux besoins des élèves. Seule une petite élite devrait en être détachée pour trouver une culture supérieure à l'Institution de Paris, qui, en retour, enverrait aux écoles de province des maîtres éprouvés.

De la sorte, l'œuvre de l'éducation des aveugles, qui est une œuvre toute française, issue de la généreuse France de l'époque révolutionnaire, et que la France devait à son passé de ne pas laisser péricliter, échapperait à l'anarchie et à l'abandon auxquels nous l'avons laissée ; elle répondrait enfin aux exigences de la conscience moderne, inscrites sans effet dans la loi du 28 mars 1882.

P. VILLEY

# PAMÉLA

C'est une singulière figure que celle de cette énigmatique Paméla, d'une si merveilleuse beauté que ses contemporains la qualifiaient de « divine », et dont l'origine reste entourée de brumes obscures et mystérieuses. Sa vie, qui fut un vrai roman, ressemble d'étrange façon à celle des pathétiques héroïnes dont madame de Genlis s'est complue à narrer les stupéfiantes aventures dans ses fastidieuses élucubrations!

Tout se réunit et concorde dans ce singulier rapprochement. Au début, le mystère de sa naissance, les émeutes révolutionnaires au milieu desquelles s'écoule son enfance; puis l'exil, la fuite éperdue à la frontière, où elle rencontre le Prince charmant sous la forme de lord Fitz-Gerald! Mais ce mariage de conte de fées n'assurera pas son bonheur. Entraînée à la suite de son époux dans les complots les plus noirs, les conspirations les plus terribles, ce ne seront plus autour d'elle qu'évasions et déguisements, que sbires et spadassins, que sinistres cachots ou sombres souterrains aux inquiétantes profondeurs! Enfin, le poison jouera aussi son rôle mystérieux, et lorsque l'infortunée Paméla s'éteindra plus tard, appauvrie et solitaire, reniée par ceux-là mêmes qu'elle avait crus ses parents, ce sera après un nouveau mariage, un divorce et un enlèvement! Le récit de ces infortunes ne semble-t-il pas détaché d'un chapitre inédit des *Veillées du*

*Châteaux*, chef-d'œuvre de Stéphanie-Félicité du Crest de Saint-Aubin, marquise de Sillery, comtesse de Genlis?

On s'est beaucoup occupé depuis quelques années de cette mère putative de Paméla, et les intéressantes études parues sur la fameuse gouvernante sont venues attirer l'attention sur sa fille plus ou moins adoptive.

C'est au printemps de 1780 qu'on entend, pour la première fois, parler de madame de Genlis. Choisie imprudemment en 1779 par la trop confiante duchesse de Chartres comme gouvernante des deux princesses ses filles jumelles, qui n'avaient alors que deux ans, celle-ci n'avait pas tardé, il est superflu de le rappeler, à prendre, à l'aide des pires intrigues, une influence prépondérante au Palais-Royal. Dévorée d'ambition, dépourvue de toute espèce de scrupules, cette dangereuse personne était pleine de grâce, d'enjouement et de séduction. Forte de l'ascendant qu'exerce un caractère décidé sur une nature un peu faible, elle avait su en même temps conquérir la timide Princesse, éblouie par ses talents, et le Prince amoureux subjugué par ses charmes. Elle n'avait pas tardé à s'attacher ce dernier par des liens plus étroits, et désormais, consciente de sa toute-puissance, elle avait donné libre cours à ses instincts de domination et à ses appétits insatiables; Versailles apprenait bientôt avec étonnement que la gouvernante des deux jeunes princesses d'Orléans allait diriger l'éducation des trois jeunes princes ses frères et avait reçu en conséquence le titre de gouverneur. « J'ai heureusement un Dauphin, on dit que Madame est grosse, le comte d'Artois a des enfants, faites-donc des vôtres ce qu'il vous plaira », avait répondu brusquement Louis XVI au duc d'Orléans qui avait cru devoir lui faire part de ses projets et solliciter son approbation. Quelque peu encourageante que fut cette réponse, le prince s'en était contenté, et, le 6 janvier 1782, la nomination était officielle. Si cette nouvelle dans le public avait provoqué les moqueries et les rires, elle n'avait point semblé toucher l'intéressée qui supportait sans se troubler une avalanche de quolibets. On annonçait plaisamment que les nominations n'étaient pas finies : « Le Dauphin, disait-on, venait d'être pourvu d'une nouvelle nourrice », et c'était le duc de Luynes, doté d'un embonpoint

proverbial, qui avait été choisi. Le Journal du libraire Hardy commentait ce singulier événement et les lettres de M. de Kageneck au baron Alstroirner parlent de la stupéfaction générale en voyant Louis-Philippe-Joseph remettre ses fils aux mains des femmes à un âge où depuis longtemps l'usage les en fait sortir; les couplets, les chansons, les pamphlets ont beau se multiplier, madame de Genlis reste impassible; toute à la joie de son triomphe, elle laisse passer l'orage, et entend bientôt prouver à la Cour comme à la ville qu'elle a pris son rôle au sérieux. Retirée dans un pavillon bâti sur ses indications au milieu de jardins du couvent fameux de Bellechasse, elle avait élaboré sans perdre un instant un plan d'éducation et d'enseignement d'une surprenante étendue et d'une complication méticuleuse. Dans le choix d'études variées et nombreuses que sa passion démagogique lui avait inspirées, les langues étrangères, cela va sans dire, n'étaient pas négligées, et, comme la Grande-Bretagne était fort à la mode, « le Gouverneur » s'était résolu à donner à l'anglais dans son programme une place prépondérante. Pour habituer ses élèves à parler d'une façon tout à fait correcte, rien ne lui parut plus salutaire que de leur donner pour compagne une jeune insulaire de leur âge que l'on ferait venir de Londres ne sachant pas un mot de français.

En acceptant la charge pesante de gouverneur de princes, madame de Genlis avait stipulé qu'elle aurait pleins pouvoirs pour diriger à son gré l'éducation de ses élèves; le duc de Chartres, comme toujours, s'inclina donc devant son désir, et ce désir, quelques mois plus tard, devenait une réalité. Mandée par Louis-Philippe-Joseph, une petite fille de cinq à six ans débarquait tout droit d'Angleterre et arrivait au Palais-Royal sous l'escorte d'un maquignon, amenant par le même bateau un pur-sang destiné au Prince : « Je vous envoie, écrivait à ce dernier son correspondant anglais, la plus jolie jument et la plus charmante petite fille d'Angleterre [1]. »

Madame de Genlis s'empressa de raconter complaisamment l'histoire de la petite étrangère : « C'était, disait-elle, une enfant issue des passagères relations d'un jeune lord, Guil-

1. *Paméla ou l'heureuse adoption*, par Lenôtre. Voy. *Le Temps* du 29 déc. 1901.

laume de Brixey, avec une pauvre blanchisseuse qui portait le nom de Seems, au cours d'un voyage à Terre-Neuve. Le père était mort subitement et la mère restée sans ressources avait avec son enfant regagné péniblement l'Angleterre. C'est là que le chevalier Forth l'avait rencontrée par hasard, en proie à la plus noire misère. » Moyennant vingt-quatre guinées et la promesse d'une pension, Mary Seems avait consenti à abandonner tous ses droits maternels au profit de madame de Genlis et s'était engagée à ne jamais réclamer sa fille[1].

Sur les détails de cette quasi-adoption, la gouvernante était intarissable, mais c'est avec une ironique surprise et un scepticisme souriant que l'opinion publique accueillit ces révélations extraordinaires.

Personne, c'est incontestable, n'avait ajouté foi aux détails circonstanciés que l'astucieuse comtesse se plaisait à raconter sur l'origine plébéienne de la petite insulaire; en compulsant des dates, en rapprochant des faits, on se rappela précisément une absence fort opportune succédant à de vagues malaises éprouvés par la comtesse de Genlis; un voyage à Forges pendant lequel elle souffrait d'une maladie de langueur; puis on se souvint d'un séjour à Spa où le délabrement de sa santé la força à ne voir personne et à vivre enfermée chez elle dans le plus profond isolement. Le tout coïncidait étrangement avec l'époque vraisemblable de la naissance de l'enfant, et personne ne mit en doute que cette soi-disant anglaise fut le fruit de la liaison de la gouvernante et du Prince. La correspondance secrète de Méta, celle de Guinin, et d'Horace Walpole sont unanimes sur ce point avec tous les mémoires de l'époque. En relations constantes avec l'Angleterre, le futur Philippe-Égalité avait eu toutes facilités pour y faire élever le fruit secret de cette liaison qui n'était un mystère pour personne; aussi lorsque madame de Genlis parlait avec abondance de l'acte enregistré au grand banc d'Angleterre qui constatait ses droits sur sa fille adoptive, ses déclarations trop précises n'étaient accueillies que par des sourires! Quoiqu'il en soit, la mystérieuse petite fille était élevée à Bellechasse sur le même pied que

1. *Deux sœurs de Louis-Philippe*, par Nauroy. *Le Curieux.*

les trois jeunes princes dont elle partageait les études et les jeux avec la princesse Adélaïde, seule survivante des deux jumelles. Madame de Gontaut[1] qui venait quelquefois visiter la petite colonie scolaire nous a dépeint dans ses mémoires la grâce ensorcelante et la gentillesse innée de l'enfant.

Mais son nom plébéien de Nancy Seems avait paru trop vulgaire pour le lui pouvoir conserver, et on l'avait échangé contre celui de Paméla. La gouvernante avait cherché un nom de famille euphonique et distingué, assorti à ce séduisant nom de baptême, et son choix s'était arrêté sur celui de Seymour; pour l'harmonie générale on avait ajouté le titre flatteur de Lady, et la petite fille de la blanchisseuse était devenue « Lady Paméla Seymour ».

Les années avaient passé, la gracieuse enfant était devenue une délicieuse jeune fille. A dix-sept ans, s'il faut en croire le comte de Neuilly[2], « Paméla était une créature toute divine, aux attitudes alanguies ». Lorsque avec ses yeux bleus, son teint de lys et sa brune chevelure elle figurait dans des tableaux vivants représentant quelque héroïne de la fable ou du roman, l'assistance restait en extase devant l'expression passionnée ou touchante répandue sur ses traits charmants! En même temps la jeune fille était devenue, à l'instigation de madame de Genlis qui l'entraînait dans les clubs et les réunions les plus tumultueuses, une héroïne populaire; et lorsque aux jours de fête ou aux jours d'émeute elle paraissait en public, vêtue d'une amazone écarlate, et montée sur un cheval fougueux, elle déchaînait l'enthousiasme sur son passage et semblait personnifier en elle la déesse de la liberté. C'est ainsi qu'on la vit mêlée à la foule le jour de la prise de la Bastille, accueillie par des acclamations unanimes qui saluaient en elle la fille de Philippe-Égalité. Sa grâce toujours triomphante lui conquérait tous les cœurs et ses beaux yeux, dont la nuance différente ajoutait encore au piquant de sa physionomie enchanteresse, séduisirent instantanément lord Edward Fitz-Gerald, fils de la duchesse de Leinster, qu'elle rencontra au début de la Révolution. Le

1. *Souvenirs de la duchesse de Gontaut.*
2. *Correspondance et souvenirs du comte de Neuilly.* Paris, Douniol, 1 vol., 1865.

célèbre patriote irlandais qui pleurait la mort de lady Sheridan en devint follement amoureux, car c'était une maîtresse adorée qu'il croyait voir revivre en elle, tant sa ressemblance était saisissante avec celle qu'il avait aimée d'un immense amour.

C'est le coup de foudre décisif et immédiat.

Deux semaines après l'avoir vue, il demande et obtient de madame de Genlis la main de sa fille adoptive. Félicité du Crest n'a pas songé une minute à repousser ce prétendant qui a toutes les allures d'un héros de roman et sur lequel courent mille légendes. Après s'être illustré en effet dans la guerre d'Amérique, on raconte que, blessé à mort, il a été sauvé par un nègre fidèle avec lequel il a vécu dans les forêts vierges au plus profond de solitudes inconnues! Maintenant, devenu fervent disciple de Rousseau, ayant cessé de servir dans l'armée anglaise, il s'est fait l'apôtre des idées nouvelles; défenseur résolu de toutes les libertés, admirateur passionné de la Révolution française, il est le partisan le plus ardent de l'indépendance de l'Irlande. Ces aventures romanesques enthousiasment madame de Genlis; lord Fitz-Gerald vole auprès de sa mère pour obtenir son approbation à ses projets matrimoniaux.

En donnant son consentement écrit à la célébration du mariage, il est vraisemblable de penser que la duchesse de Leinster ne croyait pas unir son fils à la fille d'une blanchisseuse, et il est également fort probable qu'une enfant d'extraction vulgaire n'eût pas été dotée et conduite à l'autel par Louis-Philippe-Joseph d'Orléans en personne. Le mariage fut célébré à Tournay, dans l'un des châteaux de l'évêque, et lorsque Paméla pénétra dans l'église au bras du prince lui-même, personne ne songea à douter que ce ne fût là son vrai père! Pour complaire à ce dernier, s'il faut en croire la chronique, elle avait crânement arboré un symbolique bonnet rouge enguirlandé de fleurs d'orangers. La jeune mariée apportait en dot une rente de 12 000 francs dont la moitié lui avait été concédée l'année précédente par le duc d'Orléans. L'autre moitié était un don de madame de Genlis qui avait renoncé en sa faveur à sa future retraite de gouvernante. Une seconde rente de 1 500 livres, produit de la vente

de sa bibliothèque au futur Égalité, et due à la générosité de ce dernier, venait s'ajouter à la première et constituait ainsi un revenu de 13 500 livres. C'était beaucoup, on doit l'avouer, pour l'enfant naturelle d'une pauvre mendiante!

Les ducs d'Orléans et de Chartres, la princesse Adélaïde, madame de Genlis, avec son neveu et ses filles ainsi que le gouverneur de la ville avaient tous signé au contrat.

Le soir même les nouveaux époux se mettaient en route pour l'Irlande, et après avoir séjourné chez la duchesse de Leinster, ils s'installaient au château de Kildare, où pendant de longs mois ils goûtaient les douceurs de la plus tendre des lunes de miel. Mais les délices de cette idylle champêtre n'avaient pas affaibli chez lord Edward ses premiers enthousiasmes pour la Révolution française, et ni son amour pour les roses qu'il cultivait de ses mains, ni sa passion pour Paméla et pour la fille qu'elle lui avait donnée en 1794, ne lui avaient fait oublier ses aspirations de liberté et ses rêves d'indépendance pour son pays, qu'il avait juré d'arracher au joug pesant de l'Angleterre! Longuement préparée par ses soins, l'insurrection éclatait enfin, et après trois années de bonheur, lord Fitz-Gérald abandonnait son tranquille asile de Kildare pour se mettre à la tête du soulèvement insurrectionnel de l'Irlande. Au début de 1796, il partait pour la France après avoir mené à Hambourg chez madame de Genlis la divine Paméla qui allait être mère pour la seconde fois.

Arrivé à Paris il sollicite l'appui du Directoire pour la réussite de son entreprise et il plaide si chaleureusement la cause de ses compatriotes qu'il obtient des armes, des subsides et une flotte dont Hoche va prendre le commandement. Fitz-Gerald enthousiasmé rentre en Irlande avec son épouse et organise fiévreusement son armée de volontaires qui monte à près de 300 000 hommes. Mais une catastrophe soudaine vient anéantir ses rêves et bouleverser ses projets. Avant qu'elle ait pu opérer son débarquement, une tempête terrible assaille la flotte de Hoche qui regagne hâtivement les côtes de France. Tout projet de descente est abandonné définitivement. Cruellement déçu dans ses espoirs, trahi par ceux auxquels il avait donné sa confiance, le malheureux conspirateur se voit contraint de fuir en toute hâte

et d'aller se cacher sous la garde de son nègre fidèle au plus profond d'un obscur souterrain. Mais son amour pour Paméla lui fait bientôt oublier toute prudence; si le jour il reste terré dans son mystérieux asile, chaque nuit il n'hésite pas à braver les pires dangers pour se rapprocher de sa bien-aimée et pénétrer dans sa demeure sous un déguisement féminin. Sa tête est mise à prix. Dénoncé par un traître, il est poursuivi, puis traqué, et enfin tombe aux mains de ses ennemis après avoir été grièvement blessé. Il est condamné à mort, enfermé à la prison de Newgate, et c'est là qu'il rend subitement le dernier soupir le 4 juin 1798, sans que l'on ait pu éclaircir les causes réelles de sa mort. La légende veut que Paméla ait pénétré dans son cachot et par un poison libérateur lui ait épargné les horreurs du supplice! Une glorieuse auréole venait s'ajouter à celle qu'elle devait déjà à sa beauté; mais un impitoyable arrêt d'exil, bientôt, chassait d'Irlande la jeune veuve, et c'est à demi folle, dépourvue de toutes ressources, qu'elle dut s'éloigner en toute hâte. Prise en route par les douleurs de l'enfantement, c'est dans une misérable chaumière où on l'avait accueillie par pitié qu'elle mit au monde sa deuxième fille. Quelques semaines plus tard, cachée sous un faux nom, elle parvenait à gagner Hambourg, où Henriette de Cercey, la nièce de madame de Genlis, allait la recueillir et la garder auprès d'elle. Dans la maison de son amie d'enfance, mariée à un riche banquier du nom de Mathiesen, lady Fitz-Gerald avait été reçue comme une héroïne, et toute la société de Hambourg lui avait fait un accueil enthousiaste. L'infortunée veuve, désormais, était devenue célèbre, son portrait se vendait partout à des milliers d'exemplaires, et ses succès étaient si grands que le duc de Richmond vint mettre à ses pieds une couronne ducale en lui offrant de l'épouser à la fin de son deuil. Elle lui préféra Lord Pitcaim, consul d'Amérique, avec lequel elle convola après trois années de veuvage. Il n'était point pour cette âme légère de peine ni de chagrin éternel!

La célèbre *Gazette de Hambourg* ayant annoncé le mariage du représentant des États-Unis avec la ravissante fille de madame de Genlis, celle-ci crut devoir protester solennellement, et, dans une scène théâtrale à la sortie de la chapelle

d'Espagne [1], affirmer publiquement, avec de grands serments et un pompeux étalage de religieux scrupules, que Paméla ne lui était rien, et qu'elle n'avait pour mère qu'une simple indigente.

En entendant cette déclaration inattendue, la mariée tomba en syncope, le marié éclata en sanglots, mais personne ne fut convaincu par cette pathétique mise en scène. La religion de madame de Genlis semblait sujette à caution et n'inspirait généralement qu'une confiance relative.

La seconde union de Paméla ne devait pas être heureuse; après avoir eu une petite fille de son nouveau mari, elle découvrit qu'une complète incompatibilité d'humeur s'opposait à ce qu'elle pût continuer la vie commune, et, un beau jour, elle s'enfuit en Angleterre avec les trois enfants de son premier mariage. Après avoir vécu quelque temps dans la famille Fitz-Gerald, elle éprouva un désir irrésistible de revoir la France qu'elle avait quittée depuis seize ans. Son insouciance et sa légèreté l'avaient amenée à contracter de nombreuses dettes; aussi était-elle, à ce moment, traquée par ses créanciers, et menacée de la prison. C'est cachée à fond de cale qu'elle réussit à s'embarquer à Douvres, et sous le nom de madame Dufour, déguisée en femme de chambre, qu'elle put arriver à Calais. Elle avait pour toute fortune cinquante louis prêtés par Casimir, le jeune berlinois adopté par madame de Genlis [2].

A Paris, cette dernière, logée à l'Arsenal, lui avait offert l'hospitalité, mais elle préféra garder son indépendance et s'installer confortablement dans un logis à elle, aidée par les demi-sœurs de son premier mari qui s'étaient chargées d'élever ses enfants en Angleterre. Elle-même avait repris son nom de lady Fitz-Gerald. Mais si ses infortunes n'avaient pas altéré ses charmes, elles n'avaient en rien modifié sa naturelle frivolité et son insoucieuse indolence. Habituée à dépenser sans compter, elle se vit bientôt accablée de nouvelles dettes pressantes ou criardes; il fallut, au bout de deux ans, vendre ses meubles à l'encan, et pour échapper une fois encore à des créanciers intraitables, elle dut, en 1810, s'éloigner de la capi-

1. Lettre de madame de Neuilly à sa fille du 1er août 1800.
2. Casimir-Charles Lamoral Backer, né à Berlin en 1790.

tale pour s'ensevelir sous un nom d'emprunt dans un coin, ignoré de la banlieue parisienne.

Tant de vicissitudes diverses n'avaient point suffi à calmer son humeur capricieuse. Elle touchait 6 000 francs de pension de la famille Fitz-Gerald et sa vie se passait à dessiner ou à peindre, à se promener dans la campagne, et à chanter ou à rire sans souci du lendemain. Le dimanche seulement, elle se risquait dans la ville : c'était là le seul jour où elle était sûre de n'avoir rien à craindre des recors.

La Restauration fit cesser son exil. La famille d'Orléans avait apaisé, du moins pour un temps, les créanciers les plus exigeants et lady Fitz-Gerald vint se loger dans le célèbre couvent de l'Abbaye-aux-Bois. C'est là que de nouveaux ennuis étaient venus l'assaillir. Aux soucis d'argent s'étaient jointes les tracasseries de la police qui s'inquiétait de ses relations et croyait lui voir fomenter des complots. Le général de Grouchy, M. de Pontécoulant, divers mécontents qui fréquentaient chez elle, inspiraient quelque défiance au gouvernement et sa qualité de veuve de conspirateur jointe à celle de fille putative de Philippe-Égalité, faisaient qu'elle était l'objet d'une active surveillance. Cependant la pension consentie jadis à Paméla, lors de son mariage, par le duc d'Orléans lui était servie par Louis-Philippe de façon si irrégulière qu'elle crut pouvoir lui en réclamer directement les arrérages en lui rappelant que cette rente lui avait été constituée par feu son père! Elle eut en même temps la dangereuse imprudence de faire des allusions trop claires aux droits qu'elle prétendait avoir à une protection plus efficace. En se remémorant les circonstances frappantes de son arrivée au Palais-Royal, elle ne doutait certainement pas de la réalité de son origine princière, et elle eut le tort de trop parler autour d'elle de l'accueil paternel que lui avait fait le duc d'Orléans lors de son débarquement, et dont elle se rappelait nettement les plus petits détails. Aussitôt averti de sa venue, le duc l'avait prise dans ses bras, et l'avait embrassée avec tendresse sans se lasser de la regarder; puis au mépris de toute étiquette, il l'avait portée lui-même à travers les corridors à madame de Genlis en lui disant avec l'accent de la joie la plus vive : « Voilà notre petit bijou! » L'écho de ces compromettantes

confidences parvenu aux oreilles de la famille d'Orléans y causa le mécontentement le plus vif : Louis-Philippe s'irrita, madame Adélaïde s'indigna et l'intendant du Palais-Royal, M. Pieyrre, vint signifier à l'infortunée postulante qu'on ne voulait plus la revoir ni même entendre parler d'elle. Faut-il ajouter que madame de Genlis s'était empressée de faire chorus et s'était répandue en invectives contre sa fille putative, l'accusant « d'insigne fourberie et d'hypocrisie révoltante! ». « Oh! comment peut-on se pervertir à cet excès? » s'écriait-elle dans un élan de vertueuse indignation, après avoir flétri comme il convenait « ces mensonges multiples, ces indignes calomnies et ces mille bassesses ». Ce fut le duc de la Force, le frère de madame de Balbi, qui, en la circonstance, joua le rôle de sauveur! Amoureux passionné de la toujours belle Paméla, il l'enleva de son couvent de la plus piquante manière et l'emmena jusqu'à Montauban dont il était Gouverneur militaire. C'est dans un rustique pavillon possédé par lui aux portes de la ville et appelé « la villa de Chambord » qu'il installa sa nouvelle conquête; là sous les atours galants d'une poétique bergère, Paméla, la houlette au poing, vêtue de soie et de satin, parcourait les pelouses verdoyantes, faisant paître de blancs moutons, parés de rubans et de roses.

La vie réelle n'existait pas pour cette âme futile et légère dont l'existence entière n'avait été qu'un roman et qui n'avait jamais su s'astreindre aux exigences de l'existence. Le duc de Caumont la Force était, on le sait, le frère de la favorite du comte de Provence, à laquelle Montauban avait été longtemps assigné comme résidence par Napoléon, et cette dernière avait fréquenté assidûment la séduisante châtelaine de Chambord. On prétend que des lettres piquantes s'échangeaient entre lady Fitz-Gerald et la spirituelle amie du futur Louis XVIII. Souhaitons que le possesseur de cette précieuse correspondance consente bientôt à les mettre au jour [1].

La révolution de 1830 ramena notre héroïne à Paris, mais le temps était passé de ces bucoliques pastorales. Paméla, encore séduisante, atteignait presque cinquante ans; sa

1. Ces anciennes lettres feraient — dit-on — partie des archives de M. le marquis de Luppé.

santé s'était altérée et elle souffrait par intervalles d'un rhumatisme à la tête qui la condamnait au repos. Quant à ses ressources matérielles, elles étaient, hélas, bien modestes, sans aucune chance en expectative de les voir grossir dans l'avenir. Son compagnon de jeux d'autrefois occupait maintenant un trône, mais il avait, nous l'avons vu, déclaré durement qu'il ne ferait plus jamais rien pour son ancienne amie d'enfance. Cruellement blessée par le refus du duc d'Orléans, lady Fitz-Gerald eut la dignité de ne vouloir rien demander au nouveau roi des Français, et elle se refusa fièrement à faire aucune démarche près de la famille d'Orléans. Sans avoir rompu complètement avec madame de Genlis, après bien des brouilles et des réconciliations successives, elle n'entretenait plus avec elle que des rapports froids et lointains, et lorsque celle-ci mourut à la fin de 1830, elle ne laissa à sa fille adoptive qu'un herbier pour tout héritage. Il est vrai que ce précieux recueil botanique était ce qu'elle appelait un « herbier moral » orné de fines aquarelles qu'elle avait peintes de sa main, enjolivées par des devises appropriées et complétées par des préceptes de morale aussi vertueux qu'édifiants. C'était une dernière leçon posthume que l'infatigable régente donnait à son ancienne élève.

Souffrante, isolée, condamnée par le manque d'argent à une existence médiocre, la divine Paméla s'était tant bien que mal installée dans un hôtel meublé qu'on pouvait encore voir il y a quelques années au n° 7 de la rue Richepanse. Mélancolique et solitaire, visitée encore par quelques rares amis, entourée des uniques soins de l'amirale lady Folay, sœur de Edward Fitz-Gerald, elle végéta encore quelques mois dans son pauvre logis de rencontre et s'éteignit un matin, le 8 novembre 1831, suivant à moins d'une année sa vieille institutrice dans la tombe.

On a cru, dans une publication parue un an avant la guerre, découvrir enfin le secret de la mystérieuse naissance de Paméla; et M. Amédée Britsch [1] a mis au jour de curieux documents dont l'authenticité est incontestable, mais qui ne m'ont pas paru, je l'avoue, résoudre le problème. Les lettres de Louis-Philippe-Joseph d'Orléans semblent à première vue devoir

1. Voir le *Correspondant* du 10 avril 1913, *Madame Lafarge et Louis-Philippe*.

être probantes, mais en les étudiant de plus près on ne tarde pas à se rendre compte qu'on n'en peut tirer en réalité aucune conclusion certaine. Elles n'innocentent, en effet, ni le Prince ni sa maîtresse, puisqu'elles peuvent n'avoir été qu'une suprême habileté de leur part et qu'une savante manœuvre destinée à égarer l'opinion de façon définitive.

Parcourons, en effet, cette très curieuse correspondance, et étudions les personnages entre lesquels elle va s'échanger.

Le chevalier Nathaniel Parken Forth, envoyé en 1777 en France par la Cour d'Angleterre pour y remplir une vague mission diplomatique, avait noué à Versailles avec le duc d'Orléans des relations qui s'étaient continuées à son retour à Londres. Le Prince, fanatique, on le sait, des nouveautés et des modes anglaises, avait demandé au chevalier Forth de vouloir bien lui servir de correspondant, ce qui lui permettait de se procurer ainsi par son entremise de nombreux produits d'outre-Manche. Mais il n'allait bientôt plus se contenter de faire venir des selles, des chiens et des chevaux comme en témoigne la singulière lettre suivante datée du 3 octobre 1779 :

*J'imagine, Monsieur, qu'à Londres comme à Paris, quand on a envie de retirer un enfant de ce qu'on appelle les Enfants trouvés, en remplissant quelques formalités, on en est le maître? Si cela est ainsi, vous me ferez un très grand plaisir de vouloir choisir dans le nombre de ceux que le roi d'Angleterre fait nourrir, une petite fille brune, jolie, âgée de six ans seulement, qui n'ait surtout pas le nez trop long et ne sache pas un mot de français. Je voudrais que vous puissiez arranger les choses de façon que jamais personne ne pût la réclamer parce que mon projet est de la faire élever avec mes filles qui ont trois ans, et par ce moyen, qu'elles apprennent l'anglais en jouant avec cet enfant. Je vous demande pardon de vous donner encore cette peine. Mais je me trouve si bien de m'adresser à vous que je ne m'en corrigerai pas.*

Le projet du duc d'Orléans lui tient si fort au cœur que quatorze jours plus tard il écrit de nouveau à son correspondant pour s'assurer qu'il est en possession de sa première lettre. Ce dernier répond qu'il se met en quête, et Louis-

Philippe-Joseph reprend aussitôt la plume pour envoyer de nouvelles recommandations au sujet de la petite fille désirée : « Il faut qu'elle ait une prononciation très correcte et qu'elle parle l'anglais sans accent ».

Quelques semaines plus tard, M. Forth rend compte de ses démarches; il a trouvé une enfant qui n'est pas orpheline, mais qui paraît bien remplir toutes les autres conditions exigées, quoique la petite fille ne sorte pas de l'asile des Enfants trouvés comme il en avait d'abord exprimé le désir.

Le duc d'Orléans se hâte d'accepter l'offre qui lui est faite et envoie en Angleterre un palefrenier du nom de « Saint-Denis » qui, après avoir apporté sa réponse à Londres, se chargera ensuite de ramener la petite fille au Palais-Royal. Il exprime quelques vagues regrets à son correspondant de ce que l'enfant a encore ses parents, mais, ajoute-t-il pour conclure, j'espère que vous « avez pris vos précautions pour qu'elle soit comme si elle n'en avait pas et je m'en rapporte absolument à vous ».

Tout se passe, en effet, comme il a été convenu et le palefrenier Saint-Denis amène en même temps au Palais-Royal, la jument et la petite fille attendues.

Nous savons par Paméla elle-même quel avait été l'accueil du duc d'Orléans, voyons maintenant dans quels termes il exprimait l'excès de sa joie au chevalier Forth :

*Je ne sais ce que vous êtes, si c'est un Dieu ou un diable,* lui écrit-il le 17 avril 1780, *mais il faut que vous soyez l'un ou l'autre pour avoir trouvé le petit ange que vous m'avez envoyé, je sens que je ne pourrai jamais vous en témoigner assez ma reconnaissance... et je sens que jamais je n'aurai de moments plus agréables que ceux où je pourrai vous le prouver...*

Les lettres suivantes respirent le même enthousiasme, et dans toutes, sans exception, il est dit que la petite Anglaise est « charmante » et qu'on ne saurait en faire trop de remerciements. Aussi le prince dessine-t-il lui-même un portrait de Paméla pour en faire graver une estampe à la manière noire par le premier graveur de Londres! Et dans ce croquis Paméla figure entre madame de Genlis et sa fille.

Si l'on peut à bon droit se montrer surpris qu'un homme

tel que Louis-Philippe-Joseph d'Orléans, uniquement absorbé par une vie de débauches et accaparé en outre par la politique, ait pris la peine de s'occuper avec tant de sollicitude d'une compagne à donner à ses enfants, on peut s'étonner plus encore de le voir pendant plusieurs mois multiplier les recommandations et les démarches pour une question d'une importance secondaire, étrangère à ses plaisirs coutumiers et ne pouvant lui être, en somme, que profondément indifrente!

De quelle façon enfin va-t-il recevoir cette petite qui depuis six mois fait l'objet de ses plus grandes préoccupations? C'est avec des transports de joie qu'il l'accueille, qu'il la prend dans ses bras, qu'il la couve de baisers et qu'il la porte lui-même en toute hâte à madame de Genlis impatente. « Voilà notre petit bijou », s'écrie-t-il avec l'accent du triomphe, et cette courte phrase qui s'échappe de ses lèvres semble déjà le plus compromettant des aveux!

L'excès de la reconnaissance qu'il témoigne à son correspondant dans les lettres de remerciements qu'il lui adresse, est hors de proportion, c'est incontestable, avec l'importance du service rendu, et il semble que la joie exubérante qui le possède éclate à chaque ligne presque malgré lui. Comment est-il possible de croire que l'arrivée d'une petite mendiante cause à ce Prince, déjà père, une pareille satisfaction? Et il ne s'agit pas là d'un simple caprice, puisque, dans la correspondance qui se continue avec le chevalier Forth, on trouve dans chaque message, le témoignage d'une admiration qui grandit et d'une tendresse qui ne fait que s'accroître. Enfin, nouvel indice, c'est le Prince lui-même qui dessine le portrait de Paméla dont le nom est toujours suivi de l'épithète de « charmante », et le groupe familial où elle figure entre la jeune princesse et madame de Genlis va être envoyé en Angleterre pour être reproduit par l'artiste le plus habile. La gouvernante, du reste, nous le savons par le Duc[1], l'aime tout de suite « comme son enfant », et pour l'angélique Paméla son rigorisme pédagogique s'adoucit et se transforme en faiblesse.

La jeune fille aura beau se montrer inappliquée, apathique ou inattentive, pour elle, madame de Genlis saura transiger

1. Lettre du duc d'Orléans au chevalier Forth du 27 février 1781.

avec toutes les règles et faire trève à ses ordinaires rigueurs. Louis-Philippe-Joseph et Félicité du Crest auront donc pour la petite Anglaise une même indulgence, une même tendresse et une même admiration. Et le Prince jusqu'à son dernier jour montrera pour elle les sentiments d'un père.

Ce qui ressort de la très intéressante étude de M. Britsch, c'est que la bonne foi du chevalier Forth ne saurait être un seul instant soupçonnée, mais rien ne vient prouver en revanche qu'elle n'ait pas été surprise. Au moment où, sur la demande du futur Philippe-Égalité, il faisait d'actives recherches pour découvrir la petite fille demandée par le Prince, il avait pu être évidemment facile de guider adroitement son choix, en lui proposant, sans éveiller ses soupçons, une enfant réunissant les conditions requises. Le procédé très ingénieux était d'exécution fort simple et la réussite était immanquable sans que ce dévoué commissionnaire ait pu se douter de rien. Quant à l'état civil de Paméla, on voit par la correspondance publiée par M. Forth qu'il était fort incomplet et qu'il avait fallu, quelques années après son arrivée en France, suppléer par des certificats de complaisance à des pièces authentiques qui faisaient entièrement défaut.

Madame de Genlis avait fait grand bruit, au début, de l'acte de renonciation de la mère de Paméla, enregistré déclara-t-elle « au Grand Banc d'Angleterre ». Or, après de nombreuses et minutieuses recherches, restées infructueuses, on a été forcé de reconnaître que ce prétendu acte officiel n'avait jamais existé ou n'avait tout au moins laissé aucune trace. La déclaration de madame de Genlis se trouve donc absolument fausse, et, comme c'était la seule pièce authentique sur laquelle on pût s'appuyer, on a le droit d'en conclure avec logique que son récit romanesque est totalement fantaisiste et entièrement mensonger.

Est-il, du reste, vraisemblable que lors du mariage de Paméla avec Lord Edward Fitz-Gerald, madame de Genlis ne se soit pas même inquiétée de celle qu'elle prétendait être sa mère, et qu'elle n'ait même pas songé à prévenir Mary Seems du brillant mariage de sa fille?

Ce dont elle s'inquiéta, au contraire, c'est du consentement

de la mère du marié, de l'altière duchesse de Leinster dont elle veut obtenir d'avance le consentement écrit, sans songer qu'une pareille exigence risque de faire avorter le projet inespéré qui va unir un lord d'Angleterre à la fille d'une blanchisseuse!

De quelque côté qu'on se tourne, on le voit, on se heurte à l'invraisemblance, et, en dépit des plus subtiles précautions, c'est l'attitude même de la gouvernante qui vient démentir ses déclarations.

Le mystère reste donc entier, et dans la famille Fitz-Gerald personne ne crut, le fait semble certain, à la plébéienne origine de la divine Paméla. Cette opinion chez ses descendants n'a jamais varié à aucune époque, et personne d'entre eux, actuellement, ne songe à mettre en doute sa naissance princière. Pour tous, elle est authentique fille de madame de Genlis et de Louis-Philippe-Joseph d'Orléans. C'est ce qu'a bien voulu me confirmer de vive voix son arrière-petite-fille, miss Lucy Ellis, lorsqu'elle m'a fait l'honneur en 1913 de me communiquer de nombreux portraits anglais de sa séduisante aïeule. Si, dans ces délicieuses peintures pieusement conservées par ses petites-filles, les yeux bleus sombres des d'Orléans éclairent son joli visage, on y retrouve incontestablement tous les traits de madame de Genlis, et les deux femmes, on ne peut le nier, se ressemblent à s'y méprendre. La similitude des traits est si grande qu'il est impossible de n'en pas être frappé lorsqu'on les compare l'une et l'autre et de ne pas déclarer de bonne foi que c'est la mère et la fille que reproduisent ces diverses miniatures.

Mais s'il faut en croire sa petite-fille, l'existence réelle de Paméla nous est aussi mal connue que sa naissance, et en dépit des écrits, des légèretés et des folies que lui ont prêtés les mémorialistes, sa mémoire reste vénérée chez les siens qui nient formellement les diverses aventures qu'on lui attribue, ne voulant croire qu'à ses malheurs et à ses longues infortunes. Je ne saurais mieux faire que de citer impartialement quelques fragments d'une lettre que miss Lucy Ellis a bien voulu m'écrire et qui contient de précieux détails sur notre héroïne [1].

1. Lettre de miss Lucy Ellis au vicomte de Reiset, du 20 mai 1913.

« En Angleterre, en 1904, mon cousin Gerald Campbell a publié un volume intitulé *Edward and Paméla Fitz-Gerald*, contenant un certain nombre de lettres de famille et réfutant catégoriquement la plupart des médisances et des calomnies qu'on trouve rapportées sur mon aïeule dans la plupart des mémoires du temps de la Révolution.

« Ma grand'mère Lady Campbell renommée pour sa beauté, son esprit et sa vertu dans la plus haute société de Londres, était la fille aînée de lord et lady Edward Fitz-Gerald.

« Élevée par sa mère, elle avait pour elle le plus profond dévouement. Quand on lit les lettres, hélas trop peu nombreuses, de Paméla à sa fille aînée, à sa belle-mère, la duchesse de Leinster, à son beau-père lord Henry et à ses belles-sœurs lady Sophie et lady Lucie Gerald, on la reconnaît telle qu'elle était vraiment, femme vertueuse, tendre, pure, délicate et raisonnable, se faisant aimer de tout son entourage. Sa belle-sœur lady Lucie mariée à l'amiral Foley en 1802 avait habité beaucoup Paris à partir de 1820, et les Fitz-Gerald avaient de nombreux parents et amis Français tels que les Chabot, Levis, Puységur pour citer quelques noms. Il est donc impossible que Lady Lucie ait pu rester dans l'ignorance des propos tenus sur sa belle-sœur. Elle avait un véritable culte pour la mémoire de son frère le patriote Irlandais, et elle aurait été la première à juger durement sa belle-sœur; cependant lorsque Paméla venait à Paris pour voir sa mère, madame de Genlis, lady Lucie la recevait avec la plus grande affection. Il semble que c'est là une preuve... »

A ces déclarations si nettes et si précises, à la communication de ces portraits où la ressemblance entre madame de Genlis et Paméla apparaît d'une manière si troublante, mademoiselle Lucy Ellis a voulu ajouter des lettres dont elle m'a donné connaissance adressées par Paméla à ses filles et par ces dernières à leur mère. Or ces lettres, je dois le dire, écrites à lady Campbell et à lady Lyons, sont celles de la meilleure des mères semblant adorer ses enfants, elles respirent la tendresse la plus attentive et sont empreintes de la plus touchante émotion. Que reste-t-il alors, devant ces précieuses reliques familiales, de ces audacieuses équipées et de

ces folles aventures dont Paméla toute sa vie aurait été l'héroïne et que tous les mémoires de l'époque se sont plu à l'envi à lui attribuer? Pourquoi madame de Gontaut déclare-t-elle qu'après avoir été bonne et charmante dans sa jeunesse et dans son enfance, il convient de « jeter un voile sur le reste de sa vie »[1]? Les descendants de Paméla semblent désireux de réduire à néant ces injustes calomnies en publiant des lettres intimes et un journal de la vie d'une des filles de lady Fitz-Gerald qui nous montre sa mère sous un jour entièrement nouveau. Nous ne pouvons qu'applaudir à cette œuvre familiale et pieuse qui viendra faire la lumière sur des événements restés incertains. Jusqu'ici tout reste mystérieux autour de la divine Paméla, sa naissance comme sa vie entière; il n'est qu'une chose réellement qui nous apparaisse indéniable : le charme délicieux de sa grâce enivrante, et son irrésistible et souriante beauté!

VICOMTE DE REISET

1. *Souvenirs de la duchesse de Gontaut.*

# RENAN AU SÉMINAIRE[1]

## III

J'ai eu bien du chagrin, ma chère maman, écrit Renan, à peine arrivé à Saint-Nicolas, de voir qu'on ne voyait pas du tout les mathématiques dans le séminaire et qu'on les réserve pour Saint-Sulpice où l'on entre en sortant de Saint-Nicolas; je crois cependant qu'on voit l'histoire naturelle, mais ce n'est point précisément là des mathématiques, encore ne suis-je pas sûr si on l'étudie [2].

Et dans les *Souvenirs* :

Le souvenir de mes premières études de mathématiques qui avaient été assez fortes, me revenait quelquefois. J'en parlais à mes condisciples que cela faisait beaucoup rire. Ces études leur paraissaient quelque chose de tout à fait bas, comparées aux exercices littéraires qu'on leur présentait comme le but suprême de l'esprit humain [3].

Dans ses deux dernières années de Tréguier (cinquième et quatrième) Renan avait été couronné en mathématiques. Et nous l'avons vu, à ses retours de classe, couvrant de craie les portes des maisons, pour discuter avec ses condisciples, Liart et Guyomart, quelque problème de géométrie. Sa déception se comprend. Mais comment expliquer cette situation singulière : que l'humble et rustique collège breton cultivât avec soin une importante branche d'études délaissée dans la

1. Voir la *Revue de Paris* des 15 octobre et 1er novembre 1921.
2. *Lettres du Sém.*, p. 5
3. *Souvenirs*, p. 186.

brillante maison parisienne où l'on n'en parlait même que pour en manifester le dédain. Si je pose la question, c'est qu'elle n'est pas sans intérêt. Cette disparité d'usages n'était pas un fait dépourvu de sens. Elle tenait aux vicissitudes générales de l'instruction publique à cette époque.

La question de l'enseignement des sciences dans les collèges était depuis cinquante ans, elle avait été surtout dans les premiers temps du siècle, un champ de bataille où les passions religieuses et les influences politiques entraient en jeu. On sait que cet enseignement n'avait eu aucune place dans les humanités purement littéraires de l'ancien régime; du moins la place qu'il y tenait équivalait-elle à rien. Dès le milieu du XVIIIe siècle, quelques plaintes s'étaient élevées contre cette lacune que le progrès des connaissances physiques et mathématiques, l'influence qu'elles avaient prise sur les idées les plus générales, le rôle qu'elles commençaient à jouer dans la civilisation moderne, allaient rendre de moins en moins acceptable. Ces plaintes avaient eu peu d'écho et n'avaient abouti à aucune réforme. Après que la Révolution eut brusquement détruit tous les établissements d'instruction publique, en dispersant le personnel ecclésiastique qui y professait, l'heure parut propice pour rebâtir de fond en comble un édifice scolaire conforme aux exigences des temps nouveaux. Malheureusement, ce genre de construction ne se fait pas bien sur la table rase; et, si la routine est aussi fâcheuse dans les institutions de la pédagogie que dans toutes les autres, il n'en est pas cependant où la tradition soit meilleure conseillère et doive être ménagée avec plus de soin. L'esprit de système, aggravé de l'esprit de secte, gâta les grands projets de réorganisation présentés aux assemblées révolutionnaires et dont le plus caractéristique est celui de Condorcet. Les sciences étaient non seulement introduites, mais intronisées dans l'enseignement, avec une sorte de fétichisme, et sans la mesure qu'eût pu dicter quelque sage méditation sur la valeur et l'utile emploi qu'elles peuvent avoir comme instrument pour la formation intellectuelle commune. Les lettres étaient écrasées, les humanités annulées, l'humanisme nié, pour ainsi dire, foncièrement. Cela, non pas tant à cause du refoulement matériel des études littéraires

et de la place relativement réduite qui leur était faite, qu'à cause de l'esprit dans lequel on laissait subsister ce qui en restait et des bornes singulièrement étroites dans lesquelles on avait la prétention de l'enclore. Nos réformateurs admettaient que la philosophie de Locke et de Condillac, en découvrant le secret de la formation de nos idées, avait inauguré l'ère de la raison dans le genre humain, celui-ci n'ayant, jusque-là, réglé ses institutions que d'après d'obscurs préjugés gothiques ou mythologiques dont il était dupe. Et la pleine et exclusive expression de la raison même, ils la trouvaient dans les Droits de l'Homme, dans les maximes du civisme républicain, à la mode du jour, dans le dogme de la perfectibilité et les préceptes de l'irréligion selon l'église encyclopédique. Voilà ce qu'il fallait enseigner, ce dont il était défendu de sortir. Jamais doctrine plus étroite ne fut imposée avec plus d'intolérance. Il est bien clair qu'elle dépouillait la culture littéraire de tout vivant intérêt et de toute grandeur. Cette « conversation avec les plus honnêtes gens des siècles passés » qui charmait Descartes, n'avait plus de véritable raison d'être. Les moralistes, les orateurs, les historiens anciens, auxquels s'étaient adjoints ceux du XVII^e siècle, n'avaient plus cette éminente et irremplaçable vertu que leur attribuait la tradition pour façonner l'esprit et le cœur de la jeunesse et lui communiquer la forme d'une humanité élevée. Il n'y avait plus lieu de puiser chez les grands poètes de tous les siècles les sèves nourricières de la sensibilité et de l'imagination adolescente. Homère, Virgile, les tragiques grecs, la Bible n'avaient plus d'efficacité pour créer la noble harmonie de l'homme avec les lois de la vie. On s'en fiait bien plutôt à des notions « de morale et de législation ». Dans un programme ainsi conçu, la section des « belles-lettres » n'était plus qu'une petite école d'élégance, de jeux froidement anacréontiques et de pâles imitations oratoires. Géométrie et idéologie, tout le sérieux se résumait là.

Ces conceptions s'épanouirent sur le papier des rapports parlementaires et dans les paroles de tribune. L'institution qui en sortit après cinq ans valait mieux qu'elles. Le plan d'études des Écoles centrales, créées en 1795, était sans doute envahi par la partie scientifique; il accusait beaucoup

trop cette manie d'algèbre et d'idéologie condillacienne, ce dogmatisme antilittéraire, antipoétique, antireligieux, dont un Condorcet s'était enivré. Mais il avait aussi des parties solides et fortes, quelques bons cadres. Et, en fait, les réclamations instinctives du bon sens public, l'expérience des auciens régents auxquels on fut bien obligé d'avoir recours, en tempérèrent les excès, en y faisant rentrer, autant que possible, les vieilles matières, les exercices éprouvés séculairement dont on ne se passe point sans faire de l'esprit le mieux doué par la nature, un esprit mutilé et faussé. Peut-être, si elles eussent duré, les Ecoles centrales auraient-elles fini par réaliser cette incorporation des sciences aux humanités qui a été le *desideratum* pédagogique du XIXe siècle et dont il ne me semble point que la formule ait été découverte encore.

La réaction religieuse et sociale du Concordat détermina leur prompte fin. Elles succombèrent à leur renom de jacobinisme et d'impiété. Les *lycées* les remplacèrent en 1802. Le plan d'études qui en accompagna la fondation et sur lequel j'attire l'attention du lecteur, ramenait, à bien des égards, l'éducation à son ancien type classique, mais en faisant sa part à l'esprit d'où étaient nées les Écoles centrales. Ce plan avait pour article premier et fondamental cette remarquable maxime : « On enseignera essentiellement le latin et les mathématiques. » Il rétablissait la série complète des anciennes classes de latin, et il instituait une « série » de six années de sciences, parallèles à ces six années littéraires, à partir de la cinquième. En 1804, après la fondation de l'Université impériale et sous l'influence de Fontanes et de ses amis, médiocres appréciateurs des études scientifiques, celles-ci subirent une nouvelle régression, peut-être défendable en soi : elles perdirent deux années. La défaveur d'une partie de plus en plus nombreuse de la société, de celle que l'avènement de la Restauration allait rendre prépondérante, devançait d'ailleurs les mesures restrictives des programmes officiels. Par paresse d'esprit, on se refusait à distinguer entre la formation scientifique, prise en elle-même, et la philosophie sectaire dont, à une époque encore récente, les maîtres du jour avaient voulu la faire le véhicule. La géométrie était rendue coupable de l'insolence des géomètres athées; la

physique payait pour l'aridité d'âme des physiciens matérialistes, durement fermés au lyrisme. En outre, on leur savait mauvais gré qu'après avoir voulu servir d'instrument de destruction contre toutes les idolâtries religieuses, monarchiques et métaphysiques, elles se fussent, Napoléon venu, si docilement mises au service du « sabre ». Songez aux génies, par ailleurs si divers, dont l'influence domine les premières années de la Restauration : Madame de Staël, Chateaubriand, La Mennais, le jeune Lamartine. Ces manières de penser leur sont communes. Et de quelle ardeur elles pouvaient s'enflammer dans les nouvelles générations d'alors, nous en avons le témoignage en ce morceau d'autant de lyrique éloquence que de signification historique, où Lamartine, évoquant ses impressions de jeunesse, fait le procès de la peste mathématique et de l'engeance mathématicienne :

Tous ces hommes géométriques qui, seuls, avaient alors la parole et qui nous écrasaient, nous autres, jeunes hommes, sous l'insolente tyrannie de leur triomphe, croyaient avoir desséché pour toujours en nous ce qu'ils étaient parvenus, en effet, à flétrir et à tuer en eux, toute la partie morale, divine, mélodieuse de la pensée humaine... « Amour, philosophie, religion, enthousiasme, poésie, nous disaient-ils; néant que tout cela! Calcul et force, chiffre et sabre, tout est là, nous ne croyons que ce qui se prouve, nous ne sentons que ce qui se touche; la poésie est morte avec le spiritualisme dont elle était née. » Et ils disaient vrai, elle était morte dans leurs âmes, morte dans leurs intelligences, morte en eux et autour d'eux. Par un sûr et prophétique instinct de leur destinée, ils tremblaient qu'elle ne ressuscitât dans le monde avec la liberté; et ils en jetaient au vent les moindres racines à mesure qu'il en germait sous leurs pas, dans leurs lycées, dans leurs gymnases, surtout dans leurs noviciats militaires et polytechniques. Tout était organisé contre cette résurrection du sentiment moral et poétique; c'était une ligue universelle des études mathématiques contre la pensée et la poésie. Le chiffre seul était permis, honoré, payé... Depuis ce temps, j'abhorre le chiffre, cette négation de toute pensée, et il m'est resté contre cette puissance des mathématiques, exclusive et jalouse, le même sentiment, la même horreur qui reste au forçat contre les fers durs et glacés rivés sur ses membres et dont il croit éprouver encore la froide et meurtrissante impression, quand il entend le cliquetis d'une chaîne. Les mathématiques étaient les chaînes de la pensée humaine. Je respire; elles sont brisées [1].

1. *Des destinées de la poésie* (1834).

Ces chaînes, où d'autres verraient des ailes (mais les mathématiques ne sont ni chaînes ni ailes, ce sont des instruments de l'esprit humain, desquels il faut savoir se servir à propos), le poète ne les brisait que par figure. Elles faillirent l'être en réalité et par ordre du pouvoir. Une ordonnance de M. de Corbière, en date du 27 février 1821, prononçait la séparation totale de l'enseignement des sciences et de celui des lettres, mesure que Cournot interprète en ces termes : « On se méfiait de l'enseignement des sciences et on voulait le cantonner, le mettre à part, pour les jeunes aspirants à l'épaulette, chez qui la vie de garnison corrigerait plus tard les mauvaises tendances du géomètre et pour les futurs ingénieurs que l'on abandonnait à leur sens réprouvé[1]. » La même ordonnance marquait la méfiance de l'autorité à l'égard de l'enseignement de la philosophie, en prescrivant qu'il fût désormais donné en latin. Il faut comprendre cette mesure comme une précaution contre les idées subversives dont l'assassinat du duc de Berry avait fait récemment sentir la menace.

« Ces tentatives insensées, ajoute Cournot, n'eurent aucune suite, même pendant que leurs auteurs étaient au pouvoir. » Les mathématiques furent gardées. Mais les courants de l'esprit public sont plus forts que la lettre des programmes scolaires. Il y avait contre les sciences exactes une suspicion, plus ou moins accentuée selon les milieux, mais très répandue, et dont je crois avoir indiqué l'origine. On pensait qu'elles ne sont bonnes que pour ceux que leur destination professionnelle y voue spécialement. On n'avait pas le sens de leur nécessité ou de leur utilité pour la formation commune des esprits. Ce n'était pas la peine de se fatiguer sur le sinus et le cosinus, si l'on ne voulait pas être polytechnicien. Cette occupation sèche et désolante risquait même d'être funeste à la délicatesse du sens littéraire. Si Renan, au lieu d'être envoyé à Saint-Nicolas, était entré dans les classes de lettres d'un lycée, il y aurait trouvé les mathématiques, non matériellement absentes, mais languissantes et faibles. « On enseignera la rhétorique avec zèle et les mathématiques en bâillant », cette maxime s'était implicitement substituée à celle de 1802.

1. *Des établissements d'instruction publique en France*, p. 355.

Nous connaissons maintenant la raison de la différence de pratique entre le collège de Tréguier et le petit séminaire de Paris; nous apercevons toute la signification de ce fait, minime en apparence. Les maîtres de Tréguier appliquaient fort exactement la plan d'études de 1802. Au milieu de tous les changements de l'instruction publique depuis quarante ans, ils y étaient librement restés fidèles (librement, dis-je, parce que leur qualité de petit séminaire les soustrayait, tout comme M. Dupanloup, aux contraintes du baccalauréat). Ils s'étaient arrêtés à cette plate-forme étayée sur le double et solide pilier latin-mathématiques, que rien, au collège, ne peut remplacer. Leur antiquité même, je crois la leur avait fait choisir. Ils n'étaient pas modernes. Les effluves de Chateaubriand et du romantisme ne les avaient pas touchés. Ils étaient du XVII^e siècle, époque fortement latiniste et mathématicienne, où les mathématiques ne s'enseignaient guère, il est, vrai, au collège, mais où elles étaient dans l'air et où le dédain poétique et distingué, qui sévissait maintenant, à l'égard de la géométrie eût paru chose absurde et scandaleuse aux poètes mêmes et aux gens du monde. Mathématiques et latin, demande Cournot, qu'enseigner de mieux à la jeunesse, que les seules connaissances qu'on ne puisse jamais acquérir quand on ne les a pas acquises tout jeune? Ainsi, sans doute, pensaient ces bons régents qui ne brillaient pas, mais qui entendaient leur métier. Leur pratique marquait un parti pris de bon sens. Renan qui a mis ce sens ferme en opposition avec la fragilité de M. Dupanloup et qui l'a rapproché de la fermeté sulpicienne, n'en a pas parlé ainsi par imagination complaisante ou piété bretonne, mais en vérité.

L'abbé Dupanloup s'était, lui, porté à l'extrême. En théorie, en pratique, il bannissait les sciences. Il s'en est expliqué dans un livre trop ambitieusement intitulé : *de la haute éducation intellectuelle*, où, parmi les connaissances requises par cette haute éducation — entendez par ces mots la formation, la culture convenable aux hommes de professions libérales — il ne concède pas la moindre place aux sciences mathématiques et physiques. Tout au plus ferait-il grâce aux sciences naturelles. Il admet la philosophie comme couron-

nement des études jusque-là purement littéraires, mais une philosophie où les sciences n'ont point de part. « L'éducation intellectuelle, prononce-t-il, doit faire avant tout des hommes... les mathématiques font avant tout des mathématiciens. » En somme, son idée ou son instinct, était de ramener les moyens de formation de l'esprit exclusivement à ce qu'ils étaient sous l'ancien régime, avant le grand développement moderne des sciences.

Que dis-je? Il ne les y ramenait point. La philosophie des anciens collèges était une scolastique, déjà surannée sans doute à plus d'un égard, mais très fortement liée, une logique vigoureuse qui fournissait à l'intelligence cet exercice de précision absolue, d'analyse systématique, par lequel il faut qu'elle ait passé et qui corrige la fluidité de la culture littéraire et des matières d'imagination. La philosophie, telle que l'évoque ou la rêve Dupanloup, n'a point ce caractère. On la sent oratoire. C'est un cousinisme catholique. Lui-même n'avait pas de scolastique. Mais, au surplus, au milieu du XIXe siècle, il y avait longtemps que la scolastique et la logique formelle, tout en gardant leur éminente valeur, leur rôle indispensable, ne suffisaient plus. Pouvait-on, peut-on dire armé et au niveau de son époque, un esprit, si distingué soit-il, dépourvu de toute initiation aux modernes conquêtes des sciences mathématiques et expérimentales, aux nouveaux instruments intellectuels que l'homme s'est façonnés pour les accomplir, aux nouvelles formes d'analyse et de synthèse dont elles ont requis l'emploi, aux qualités et aux nuances de certitude qu'elles procurent, aux horizons qu'elles ont ouverts dans le royaume de la nature? Ce n'est pas le détail des faits et des vérités qui importe; dans l'éducation, il faut en être très sobre. Ce sont les quelques faits éminemment significatifs dans lesquels les procédés de la pensée inventive et constructive se saisissent le mieux. On dit avec grande raison que l'éducation a pour objet de former l'esprit bien plutôt que de distribuer des connaissances. Mais l'esprit humain n'est pas une chose immuable, fixée éternellement dans toutes les parties de sa structure, et planant sans changement aucun, au-dessus des siècles. Il a certes sa structure fondamentale et immuable sans laquelle il ne serait pas l'esprit.

Et il a ses modifications, ses acquisitions (ses pertes aussi) d'aptitudes, de modes d'activité, de forces spéciales, acquisitions vraiment organiques, déterminées du dehors par quelque afflux de données et d'expériences parmi lesquelles il a dû se débrouiller. Il a, comme toute chose qui vit, sa loi d'adaptation. Le former vraiment, c'est donc l'adapter, c'est former en lui l'esprit humain de toujours et l'esprit humain d'un certain âge du monde. Comment, depuis un siècle ou deux, cette tâche s'accomplirait-elle sans une part d'instruction scientifique dont les matières seraient assez délicatement choisies et élaborées pour ménager la fraîcheur des facultés imaginatives et de la nature morale chez l'enfant et l'adolescent? Cette condition est, certes, difficile à remplir; il faut écouter Dupanloup parlant, en pédagogue et en psychologue averti, des déformations, des peines stériles et stérilisantes qu'une certaine mauvaise manière d'enseigner les mathématiques et d'en faire un vrai carcan, inflige à un jeune esprit. Mais l'abus n'est pas le sain usage. Et de même que l'on cherche et que l'on trouve la préparation qui rend assimilable à l'organisme un élément chimique de nature à le fortifier, de même se doit trouver la philosophie pédagogique convenable pour faire des sciences un fortifiant de l'intelilgence et en réaliser l'heureux mariage avec les lettres et la poésie. Ce sont bien les lettres, dirons-nous avec Dupanloup, qui forment l'homme. Mais nous ajouterons que, s'il n'a point passé par les sciences, il risque de lui manquer un certain degré de virilité et comme une trempe de la pensée.

Voilà de bien vastes réflexions à propos du « chagrin » qu'un écolier de seize ans ressentit d'être privé de mathématiques. Elles ne sont point trop vastes. Certes, cet écolier, si précoce fût-il, ne les faisait pas. Mais elles sont en germe, ou, comme disent les philosophes, en puissance, dans la déploration instinctive que cette lacune lui a inspirée. Nous les avons dégagées en remontant aux causes. Quand les camarades de Renan manifestaient le mépris de la géométrie au nom des élégances littéraires, il n'eût pas su leur répondre sur le fond; mais il sentait bien qu'ils se trompaient et que l'intérêt des bonnes lettres était plutôt lésé par cette

opinion méprisante qu'on paraissait professer pour l'amour d'elles. Chose piquante! Peu après l'arrivée de Renan, l'abbé Dupanloup décida de rétablir les mathématiques. L'abbé Schoener, témoin autorisé en la matière, trouve probable que les doléances du nouveau venu aient fait réfléchir le supérieur. En fait, cette décision paraît avoir été platonique. Les mathématiques ne figurent ni au palmarès, ni au tableau des compositions. Renan n'en parle plus qu'une fois dans ses lettres pour dire qu'on va « les remplacer par les sciences naturelles ».

***

Suivons-le maintenant sur le terrain des études littéraires elles-mêmes. A ce propos encore, le rapprochement des *Souvenirs* et de la *Correspondance* est instructif. Les *Souvenirs* donnent forme de jugement à ce qui n'est dans les lettres qu'impression emportée et prime-sautière. Ce fut, je l'ai dit, dans son année de rhétorique qu'il conçut de l'humeur contre une discipline qu'il avait jusque-là reçue avec goût. Cette humeur, il la confie à son ami, Liart, son ancien condisciple de Tréguier, entré au grand séminaire de Saint-Brieuc après avoir passé une année à Saint-Nicolas, où Renan lui avait fait obtenir une bourse, mais où sa santé fragile ne lui permit pas de rester.

Je vois que les études de philosophie ne sont pas aussi accablantes par le travail qu'on se plaît à l'imaginer. Je suis presque tenté de te féliciter de n'avoir pas fait de rhétorique : rien n'est plus ennuyeux, plus pédantesque, plus absurde, plus monotone, plus exécrable : il paraît bien que je ne suis pas bâti pour être orateur, et souvent je doute de la vérité de cet axiome : *fiunt oratores*. Quoi qu'il en soit, cela ne va pas du tout; pas moyen de tirer un pauvre petit discours de cette tête sèche et aride. Oh! la diabolique invention que la rhétorique! Ne valait-il pas mieux parler tout bonnement, tout simplement, sans aller chercher ce fracas de périodes rondes, carrées, cornues, biscornues et tout cet assortiment de mots baroques à vous rompre la tête! Quoique la peinture que tu me fais de la philosophie ne soit pas très délicieuse, je l'appelle cependant avec empressement; ne crois pas pour cela que je m'ennuie trop; la rhétorique, je le répète, n'a pas eu d'élève plus revêche et moins apte que moi à saisir ses leçons, mais la *littérature* que je distingue fort de la rhétorique, fera

toujours mes délices et me fait passer encore de bien doux moments. Du reste, le succès répond assez à ces belles dispositions, et, si j'en ai eu quelques-uns, c'est toujours dans des matières étrangères à la rhétorique. Je suis de bien mauvaise humeur aujourd'hui, n'est-ce pas, mon cher Liart? Dame, vois-tu, c'est qu'un Breton prend difficilement racine dans une terre où il est seul de son espèce [1].

Cette tirade subversive révolutionna le bon Liart, qui y opposa aussitôt une réfutation éloquente. Mais déjà une voix plus autorisée avait semoncé le jeune hérésiarque :

Mon cher Liart, je reçois ta sublime lettre... Il paraît que la philosophie aime fort à s'allier avec la rhétorique, ou du moins que tu sais merveilleusement les unir; car tu as orné la belle épître dont tu viens de me régaler d'une prosopopée magnifique et, je l'avoue, d'un prodigieux effet. Cette évocation de tous les grands hommes se réunissant pour accabler le faible et téméraire détracteur de l'éloquence, m'a frappé de terreur, car les traits de la peinture étaient si frappants, les reproches qu'ils m'adressaient étaient si foudroyants, que j'en ai été terrassé. C'en est fait, tu m'as convaincu...

Il est vrai que la conversion avait déjà été préparée. Figure-toi que cette belle déclamation, dans laquelle j'avais déchargé tout le venin de mon âme, avant de te parvenir, a été lue par M. le supérieur qui probablement a été informé par M. Millault [2] de la curiosité de la pièce très rare en son genre, et, avant même que tu l'eusses reçue, on m'en parlait de toutes parts. De là plusieurs conversations très amicales, où il m'a développé fort au long une réfutation méthodique du beau morceau dont je ne prétendais faire part qu'à toi seul. Mais ce n'était là que le corps du discours et j'avoue qu'il allait presque me laisser inflexible, si la péroraison pathétique et sublime que tu es venu y ajouter, n'avait porté le dernier coup à mon âme ébranlée. A toi donc la gloire de ma conversion. Mais dis-moi, je t'en prie, où vas-tu chercher ces belles figures, ces phrases magnifiques qui abondent sous ta plume? Je voudrais bien que tu m'apprisses ton secret pour que je puisse en profiter.

Du reste la classe de rhétorique commence (il faut le dire sans rancune) à être fort intéressante. On rit un peu pour pouvoir supporter le fardeau de la vie (j'avais envie de faire une belle phrase et je n'ai pas réussi. Le mot *vie* est cent fois trop court pour finir une période. Tu vois ma pauvreté!!!)

Je ne sais ce que répondirent au jeune Renan les deux champions de la rhétorique, le condisciple et le maître. Je sais

1. *Fragments intimes et romanesques*, p. 161.

2. M. Millault était le directeur chargé de lire les lettres des élèves. Il succéda comme supérieur à M. Dupanloup.

ce que je lui aurais répondu. Je l'aurais envoyé prendre dans son pupitre les excellents *Préceptes de rhétoriques tirés des meilleurs auteurs anciens et modernes*, par l'abbé Girard [1], dont on se servait à Saint-Nicolas, et, ouvrant le livre à n'importe quelle page, je lui aurais demandé ce que les idées, observations, analyses, règles qu'il contient ont de baroque ou d'extraordinaire, et si elles ne se recommandent point par la plus saine raison, le plus irréprochable bon sens, le plus parfait naturel, le plus exact réalisme et la plus substantielle simplicité. De quoi traite l'abbé Girard? De quoi traitent les quelques ouvrages du même genre qui se sont succédé chez nous, depuis Rollin jusqu'à Victor Le Clerc, et dont le fond est puisé dans les rhétoriques anciennes d'Aristote, Cicéron, Quintilien, Longin, qui ont tout trouvé en cette matière? Ils traitent de l'Invention, de la Disposition, de l'Élocution, des Preuves, des Mœurs, des Passions, de l'Exorde, de la Proposition, de la Confirmation, de la Péroraison, de la Narration, de la Réfutation, des Tropes, des Figures de pensée et des Figures de mots, des genres, qualités et convenances de style, tous éléments, caractères, parties qu'on pourra nommer d'autres noms, si ceux-là déplaisent, mais dont il est aussi naturellement impossible à un discours de n'être pas constitué qu'il est impossible à un corps humain de se former sans tête, sans jambes et sans bras? La Rhétorique a tous les traits de la science la plus naturelle; elle est la science naturelle du discours, comme la physiologie est la science des fonctions organiques, et non seulement du discours oratoire et parlé, mais du discours en général, quelque forme qu'il revête et dans quelques circonstances qu'il se produise pour faire naître, confirmer ou détruire une conviction ou un sentiment dans les esprits auxquels il s'adresse. Elle propose, il est vrai, des règles; mais celles-ci sont la constatation purement expérimentale, faite sur les exemples des maîtres, des conditions d'inspiration, de conformation, d'ordre qui rendent un discours viable et capable d'atteindre son but. Un discours politique, un sermon, une plaidoirie, un exposé d'affaires, un rapport, un discours de circonstance,

1. Rodez, 1811.

ne fut-ce qu'un toast, y sont sujets, chacun à sa manière. Qu'ils saisissent, conquièrent, ébranlent, touchent ou charment le lecteur, ou bien qu'ils le laissent froid, l'indisposent, le rebutent, ce sera toujours en vertu de qualités ou d'insuffisances exactement prévues et expliquées dans les définitions et théories de l'abbé Girard. Lorsqu'un magister critique la composition de son élève, il est absolument impossible qu'il ne le fasse pas à quelqu'un des points de vue fixés et classés par l'abbé Girard. La rhétorique est dans la nature. Il faut renoncer à s'en évader dès qu'on critique ou qu'on enseigne, ou bien dire qu'enseigner à parler et à écrire, et pour cela à penser, est une chose qui n'a pas de sens, que les facultés primitives et spontanées y sont pour tout et l'étude pour rien. Le jeune Renan a bien tort d'opposer la Rhétorique à la philosophie; car elle n'est que psychologie, logique, moralité et sociabilité en action. *L'Art de persuader* de Pascal est une *Rhétorique*. La *Rhétorique* d'Aristote est un des traités les plus forts qui aient jamais été écrits sur la psychologie et les mœurs, sur la communication des cœurs et des intelligences, les liens de la société.

Si telles avaient été les raisons que l'on eût opposées aux impertinences de notre rhétoricien (le *Traité d'Education* de Dupanloup contient une défense de la rhétorique qui me paraît beaucoup moins sérieuse), se fût-il donc tenu pour battu? Assurément non, Et ce qu'il aurait gardé dans la pensée, nous sommes fondés par les dires des *Souvenirs* à l'imaginer de la sorte : « Toutes ces considérations sont peut-être bonnes. Mais elles sont théoriques. Et c'est la pratique qui me rebute, ces exercices vides, ces compositions fastidieuses, sur lesquelles on m'oblige à m'évertuer et qui ne me disent rien à l'esprit. L'ennui que j'en éprouve est un argument plus fort que tout argument. »

Les compositions de pure rhétorique m'inspiraient un profond ennui; je ne pus jamais faire un discours supportable. A propos d'une distribution de prix, nous donnâmes une représentation du concile de Clermont; les différents discours qui purent être tenus en cette circonstance furent mis au concours. J'échouai totalement dans Pierre l'Ermite et Urbain II; mon Godefroy de Bouillon fut jugé aussi dénué que possible d'esprit militaire. Un hymne guerrier en strophes

saphiques et adoniques fut trouvé moins mauvais. Mon refrain *Sternite Turcas*, solution brève et tranchante de la question d'Orient, fut adopté dans la récitation publique [1]. Je laissai en rhétorique un renom douteux. Écrire sans avoir quelque chose à dire de pensé personnellement me paraissait dès lors le jeu d'esprit le plus fastidieux.

Pas plus que la harangue d'Urbain II au Concile, le « discours de Moïse à Jethro quand il en reçoit l'hospitalité » ou celui de Sabinus à l'empereur Jovien au nom des habitants de Nisibe, ou la vaticination « d'une prophétesse germaine dans la Forêt noire », ne durent inspirer chaleur et conviction à notre rhétoricien. Cependant, le dépit ressenti par un écolier, peut-être un peu trop différent des autres, à l'égard de ces matières et amplifications de collège à la vieille mode et l'espèce de naïveté innocente empreinte en leurs énoncés, suffisent-ils à trancher contre elles la question de leur convenance et de leur utilité pédagogique? Si l'on admet (et qui ne l'admettrait?) que pour exercer les jeunes gens à penser, il faut les exercer à la composition, au moins doit-on dire quel genre de composition eût du être raisonnablement substitué à celui dont on se moque.

Renan nous fait entendre que, pour écrire sans dégoût, il lui eût fallu, au lieu de ces développements de forme et d'apparat sur un thème de convention, des sujets réels, qui l'obligeassent à concevoir et à inventer personnellement. Et il ajoute avec force que, « pour lui, la meilleure manière de former des jeunes gens de talent est de ne jamais leur parler de talent ni de style, mais de les instruire et d'exciter fortement leur esprit sur les questions philosophiques, religieuses, politiques, sociales, scientifiques; en un mot, de procéder par l'enseignement du fond des choses, et non par l'enseignement d'une creuse rhétorique [2] ». Certes, une creuse rhétorique n'est pas celle que nous défendons et tout notre propos tend, au con-

1. Renan s'exprime mal, remarque M. Schoener (t. II, p. 296). La strophe saphique comprend un vers adonique, et il n'y a point dans cette pièce de strophe adonique. Voici, d'après le cahier d'honneur de Saint-Nicolas, le refrain en entier :

*Tempus est ferrum manibus vibrare,*
*Vester est Christus, sacer hic tumultus*
*Impios tandem similes leonum*
*Sternite Turcas*

2. *Souvenirs.*

traire, à établir, en fait de rhétorique, la distinction du creux et du plein. Mais il faut bien dire que le programme indiqué par Renan, loin de répondre à ce qui est en question, l'écarte, et fait bon marché des conditions nécessaires de toute pédagogie. Humble sujet que la pédagogie pour un professeur au Collège de France, célèbre dans toute l'Europe! Encore est-il bon, quand on y touche, de se mettre à son niveau. Ce ne sera point s'abaisser! La pensée personnelle est une chose qu'on ne saurait demander à l'adolescence qu'avec beaucoup de ménagements et de précautions. On ne saurait lui donner à mâcher toutes crues, comme le pourront faire des têtes muries et entièrement formées, les vastes et rudes questions que la nature, l'état social, l'histoire, la religion posent à l'esprit humain et dont les données se renouvellent pour une part plus ou moins considérable, avec chaque époque. Un tel régime serait le plus sûr moyen de l'abîmer, de la laisser faussée et fourbue. Les forces de cet âge sont tendres. Il faut les accroître graduellement. Pour y parvenir, quel autre moyen que de les exercer sur des matières de réflexion, d'analyse, de développement, spécialement choisies et élaborées à son usage et mises à sa portée? Matières qu'on puisera certes dans la réalité, et dans la plus importante, qui ne devront blesser en rien la vérité psychologique et morale, mais qui n'admettront qu'une réalité simplifiée, réduite à des lieux communs aisément accessibles et commodes à parcourir pour de jeunes esprits. Cette simplification intellectuelle du réel est le propre office et la raison d'être de l'école. Il est nécessaire, en vue d'une bonne formation, qu'on y ait passé. L'esprit doit avoir connu, embrassé les choses de l'histoire, de la littérature, de la vie, sous cette forme dont les symétries et les cadres clairs s'obstiennent au prix de quelque artifice, pour pouvoir plus tard s'y attaquer avec sûreté dans la complexité redoutable de leur tissu réel. Les matières des devoirs que raille Renan avaient délibérément ce caractère simplificateur. Elles donnaient à développer des idées et des sentiments qui sont dans la vérité et dans la nature, qui dominent véritablement la vie des hommes et des peuples. Mais elles leur prêtaient un rôle plus dégagé des contingences que celui qu'elles jouent en fait; elles leur

faisaient subir une idéalisation logique et morale qui ne les adultérait pas.

Êtes-vous convaincu, Breton? — Non! il ne l'est pas. Craignons même qu'il ne nous ait pas beaucoup écouté. C'est qu'il garde un point très fort de raison, et assez troublant, et qui emporte pour lui (à tort d'ailleurs) toutes les autres considérations du problème.

Les compositions de collège roulent sur le lieu commun. Mais, s'il y a des lieux communs qui sont, à quelques nuances près, de tous les temps, du moins de tous les temps civilisés, il y en a bien d'autres qui n'ont qu'un temps. Ils tiennent à un certain état des mœurs, des croyances, des institutions, de la civilisation et perdent leur raison d'être quand cet état disparaît ou se transforme. Alors, ils n'existent plus qu'à l'état de souvenirs historiques; ils ne correspondent plus à rien de vivant et de ressenti dans l'âme d'une époque ultérieure; ils sont comme morts et l'éloquence ne saurait plus les animer qu'à froid, par pastiche pur et jeu d'archaïsme. Victor Le Clerc, dans une précieuse étude[1], a suivi, de ce point de vue, les vicissitudes des matières de rhétorique depuis la haute antiquité grecque. Il les montre se renouvelant et changeant de genre, quand, autour de l'école, la vie publique éprouve quelque renouvellement vigoureux qui concentre sur de nouveaux objets les intérêts élevés des hommes et crée des sources nouvelles d'émotions communes. Il les montre survivant, au contraire, aux idées et aux mœurs qui s'y étaient reflétées, et prenant bientôt l'aspect de vaine déclamation, quand les idées et les mœurs qui se sont fait jour depuis, offrent un caractère, non de renouvellement, mais de dissolution et de décadence, ou tout au moins n'offrent rien d'assez fixé, d'assez généreux, d'assez pur, d'assez unanime pour qu'on en puisse extraire à l'usage de la jeunesse des modèles de bien penser et de bien agir. C'est ce qui arriva sous l'empire romain, au temps où Pétrone se moquait des sujets traités dans les écoles de rhéteurs et qui s'inspiraient de l'esprit militaire, civique et religieux de la vieille Rome, dont ils semblaient n'offrir plus que la solennelle caricature. « Pourquoi ces fictions oratoires ne produisaient-

1. V. Le Clerc, *Rhétorique* (supplément, p. 252) (1830).

elles plus le même effet sur les jeunes esprits? C'est que les hommes et les choses étaient changés... Toutes ces matières d'éloquence qui n'avaient rien que de naturel et de vrai, lorsqu'il y avait une patrie et des lois, n'étaient alors que de vains jeux d'esprit, source inépuisable de pensées fausses, parce que tout était factice et que l'imagination, accoutumée à d'autres spectacles, défigurait par l'exagération une grandeur qu'elle ne concevait plus[1]. » Situation difficile pour le pédagogue. Il n'a pas de grands thèmes éducateurs à puiser dans le courant actuel du monde, trop contradictoire, trop dispersé, trop dépourvu de hautes directions. Et les vieux thèmes qu'il garde d'une époque plus assise et plus forte, étant privés de contact avec la vie, n'inspirent plus aucun intérêt aux plus intelligents entre ses élèves, à ceux dont la tête a de l'activité. Comme ils ne peuvent plus être traités avec naturel, ils favorisent tous les vices littéraires.

C'est une expérience de nature assez semblable qu'a faite Ernest Renan. La conception du discours de rhétorique, tel qu'il florissait alors, était comme tournée en dérision par de puissants faits modernes, dont il était bien impossible que ce jeune esprit, si actif et déjà ouvert à toutes les impressions, n'eût pas le sentiment, et, pour ainsi dire l'instinct. C'était le discours historique, supposé prononcé en quelque circonstance mémorable de l'histoire, par un personnage fameux. Les lieux communs les plus élevés sur lesquels tournait le genre faisaient étrange figure au milieu d'une société qui avait traversé la Révolution et où les autorités souveraines et universellement vénérées de l'ancien temps, n'apparaissaient plus qu'à demi déchues de leur majesté visible, contestées dans leurs titres par la moitié des hommes et ne jouissaient que de prérogatives jalousement mesurées par un droit constitutionnel. Il s'agissait de parler de l'Eglise, de la Monarchie, du doigt de Dieu dans les événements humains, avec des couleurs et un ton à la Bossuet. De très bons élèves n'en éprouvaient aucune gêne et se montraient diserts à souhait et féconds en belles périodes sur ce noble canevas, tel Alfred Foulon, destiné à mourir cardinal-archevêque de Lyon. Notre Breton, qui a déjà plus d'antennes pour sentir son siècle

1. Le Clerc, *loc. cit.*

et qui en a même trop, éprouve instinctivement, qu'en 1841, la saison en est passée. La bataille pour l'Eglise a pu rendre Lacordaire éloquent, parce que la cause était grande, chaude encore et frémissante de vie, au regard même des adversaires qui la jugeaient vouée à la défaite. Mais la haute vision de Bossuet, la vision monumentale, épanouie, prophétique de l'Eglise dressée sur le monde et absorbant dans son sein l'histoire universelle, cette vision qui n'était que l'amplification par l'imagination et la foi, d'un monument religieux et politique que le siècle de Bossuet continuait d'offrir, ne présente désormais qu'un thème oratoire forcé et pompeux; car le monument s'offre, du moins aux yeux de chair, singulièrement mutilé et entouré de combattants qui s'acharnent les uns à en élargir, les autres à en réparer les brèches. La foi spirituelle peut et doit dire que cette vision, nonobstant les apparences sensibles, demeure la vérité; l'éloquence et l'art qui, pour une part, sont chair, qui demandent des modèles de chair, ne sauraient plus en recevoir d'inspiration sincère et chaude. Le pathétique de la royauté découronnée et tombée, des rois errants d'exil en exil, a tiré de grands accents à Chateaubriand. Le thème patriarcal et religieux de la paternité providentielle et du titre divin des rois ne peut plus trouver d'écho, alors que la légitimité de la fonction royale est universellement discutée, et que bien des royalistes ne la considèrent que comme la première utilité de la nation. Enfin (et pour nous en tenir à ces exemples) les bouleversements historiques auxquels on avait assisté depuis Bossuet, les impressions que l'intelligence du XIXe siècle recevait de connaissances historiques plus étendues et poussées que les siennes, ne rendaient-ils pas beaucoup plus sujette à caution la démonstration des intentions providentielles spéciales dans les faits particuliers de l'histoire ? Il demeurait d'ailleurs très plausible de croire, comme Malebranche, à une Providence agissant ordinairement par l'intermédiaire de lois naturelles et de mécanismes généraux. Mais cette vue, plus froide et beaucoup plus loin des sens, était moins propice aux mouvements et aux émotions du discours.

Ces harangues historiques proposaient une histoire abstraite, académique, isolée de toute condition de temps et de lieu.

Moïse, Alexandre, Périclès, Louis XIV, y tenaient le même langage, romain et français, et ne différaient en rien par les idées générales. Noble survivance scolaire de la grandeur d'une civilisation qui s'était sentie assez forte, assez dominatrice, assez admirée pour rapporter à sa mesure tout ce qui était humain. Ce prestige était emporté dans le torrent cosmopolite des temps nouveaux. Et voilà ce que le jeune Breton, étranger par la race et le sang à cette culture romano-gauloise, dont il s'assimilait merveilleusement le trésor, devait subodorer mieux qu'un autre. Par ses origines, il sympathise avec les tendances romantiques et avec les tendances critiques de son siècle : siècle épris de toutes les « couleurs locales » et surtout des plus étrangères, des plus lointaines, siècle qui a introduit dans l'histoire un esprit de réalisme curieux, de relativisme nuancé, de psychologie insatiablement investigatrice, de documentation sans limite, contrastant avec les fortes simplifications et les grands partis pris historiques chers aux époques de règle et d'autorité. Le bon Le Clerc a très bien vu l'embarras que cet esprit suscitait aux professeurs de rhétorique : « L'histoire, dit-il, a changé de forme; un art nouveau, en multipliant les livres et les doutes, a ouvert aux recherches savantes un vaste champ dont le terme recule toujours; on est trop occupé de conjectures pour être éloquent[1]... » Mais ces « conjectures » qui paraissent à l'universitaire cicéronien, et qui sont bien, en un certain sens, la mort de l'éloquence, exercent sur l'écolier breton l'attrait le plus vivifiant; il y sent une libre carrière, un champ neuf offert à l'imagination, mille sources de fraîcheur et d'animation pour l'esprit moderne. Leur séduction, mystérieuse encore, l'emporte hors de ce monde d'idées qui trouve dans un discours à la Massillon son cadre approprié.

Un jour, au milieu de cet ennui, il reçut, s'il faut en croire les *Souvenirs*, un contact électrique. Le professeur d'histoire avait été remplacé par un directeur, très occupé ailleurs qui se contenta de lire d'anciens cahiers auxquels il mêlait des extraits de livres modernes.

Or, parmi ces volumes modernes qui détonnaient souvent avec les vieilles routines des cahiers, j'en remarquai un qui produisit sur

1. *Loc. cit.*, p. 366.

moi un effet singulier. Dès que le chargé de cours le prenait et se mettait à lire, je n'étais plus capable de prendre une note; une sorte d'harmonie me saisissait, m'enivrait. C'était Michelet, les parties admirables de Michelet dans les tomes V et VI de *l'Histoire de France*. Ainsi le siècle pénétrait jusqu'à moi par toutes les fissures d'un ciment disjoint [1].

Le fait a été contesté. Il prête à quelque scepticisme. Non point parce que le tome V de *l'Histoire de France* n'a paru qu'à l'automne de 1841, quand Renan n'était plus au Séminaire. Le tome III, qui s'étend jusqu'à la fin du XIVe siècle datait de 1837, et c'est dans l'un des trois premiers volumes, où le génie de l'historien atteint ses plus riches et ses plus vibrants effets, que le professeur a pu lire. Il y aurait simple erreur de chiffre. Ce qui est invraisemblable, c'est qu'à Saint-Nicolas, où l'on était fort sévère et timoré en fait de littérature contemporaine, un professeur ait produit devant ses élèves un auteur du jour, aussi particulièrement discuté. Ce qui l'est plus encore, c'est l'absence du nom de Michelet dans la correspondance de Renan. Il entretient sa mère de tous les auteurs qu'il étudie, de toutes ses joies et belles découvertes littéraires, il lui en donne le régal. Et il aurait éprouvé une impression comme celle-là sans lui en faire part!... Quoi qu'il en soit, nous ne doutons pas que l'impression elle-même et la secousse qu'elle communiqua à l'imagination, ne soit un souvenir vrai. A défaut de Michelet elle a très bien pu arriver au rhétoricien par une autre voie, par Chateaubriand, par exemple, sur lequel M. Dupanloup faisait entendre bien des réserves, mais dont le renom religieux était trop grand pour qu'il bannît de sa maison *le Génie du christianisme* et n'y fît pas connaître quelques extraits des *Martyrs*. « Des idées, écrit Renan, des sentiments m'apparurent, qui n'avaient eu d'expression ni dans l'antiquité, ni au XVIIe siècle. » C'est ce qu'il faut retenir.

La froideur où le laissaient les discours historiques de convention, n'avait d'égal que son goût déjà passionné pour l'histoire elle-même. Ses compositions en cette branche étaient fort remarquées. Et dans les dissertations littéraires, ayant un sujet historique réel, sur lequel il lui était possible

1. *Souvenirs*, p. 183.

de parler pour son compte, la réalité de la matière le mettait à l'aise pour réussir ce qu'il ne savait pas bien faire par artifice et virtuosité pure. Sur des sujets de cette sorte, il devenait un vrai Bossuet. Il contentait et comblait d'aise son professeur, en déployant, que dis-je? en dépassant la grandeur de perspective et de style du *Discours sur l'Histoire universelle.* Témoin, cette composition sur *Alexandre* qu'il commémore dans ses *Souvenirs*, comme « devant être au Cahier d'Honneur » (elle s'y trouve en effet) et qu' « il publierait, dit-il, s'il l'avait ». En voici un passage :

Mélange inouï de grandeur et d'extravagante ambition, de modération et de fureur, de vertu et de faiblesse, Alexandre fut un de ces caractères audacieux, nés pour changer le monde et pour y faire éclater la puissance de Dieu. Sans doute, l'historien observateur et philosophe détestera ses folles conquêtes, ses expéditions aventureuses et ses indignes voluptés; mais qu'il était grand, ce cœur, qui pleura à la vue de l'Océan, qui bornait sa course, sans pouvoir borner ses désirs; qu'il était redouté, ce marteau d'armes, qui broyait les nations et devant qui la terre se taisait, suivant la sublime expression des Macchabées [1] !

La supériorité, l'ardeur qu'il montre dans les études d'histoire, Renan, dont la vocation se fait sentir déjà, les porte aussi dans la partie historique et critique des études littéraires. La distinction qu'il sait faire, dans ses lettres à Liart, entre la rhétorique et la *littérature*, dénote, pour ce temps-là, un esprit bien précocement averti. Dans les explications et commentaires de textes, il n'a pas de rival. Voici une note de son professeur, qui dit tout :

Ses discours latins n'ont pas assez d'harmonie et de majesté. Mais il a vivement intéressé la classe par une excellente explication. d'Eschyle, dans laquelle il a montré combien les explications de rhétorique pourraient devenir intéressantes, si tous s'y appliquaient comme il l'a fait. Grammaire, poésie, éloquence, il a tout très bien analysé.

1. M. Jean Pommier a publié dans la *Grande Revue* d'août 1920 de longs extraits de cet *Alexandre*, ainsi que d'une autre composition du même ton sur *Rome et Carthage.* Comme l'a constaté M. Pommier, Renan se trompait en croyant, ne plus posséder ce devoir. Il se trouve dans les manuscrits de Renan à la Bibliothèque Nationale (*Premiers Travaux*, vol. III). Notre court extrait a été pris dans le *Cahier d'Honneur de* Saint-Nicolas.

On sent que M. l'abbé Duchesne a été frappé. Son élève le devance. Mais n'y a-t-il pas lieu de croire que le tour d'esprit qui a permis cette pénétrante explication n'est pas le même qui favoriserait la majesté et l'harmonie (entendez hélas! l'harmonie redondante) du discours? Un esprit qui manœuvre triomphalement dans le vide d'un thème d'éloquence fastueuse, manœuvrerait-il aussi à l'aise dans le plein d'un texte réel?

L'abbé Cognat, dont les interprétations manquent un peu de largeur, prétend que Renan, en se donnant comme un rhétoricien ennuyé de la rhétorique, se fait beau d'une attitude transcendante qui ne fût pas en réalité la sienne. La vérité serait qu'il aurait éprouvé un dépit farouche le jour où certain devoir, écrit dans un style romantique échevelé et dont il se promettait merveilles, provoqua la sévérité du maître et le *tolle* de la classe. A la suite de cet insuccès, il aurait boudé le discours français et négligé systématiquement ses compositions. Le fait lui-même est exact. « Il a donné un devoir français très travaillé, note M. Duchesne; mais toute la classe a été surprise de voir le correct Ernest Renan déguisé en romantique[1]. » Nous ne savons pas au juste, ce qui à Saint-Nicolas passait pour romantique, et où commençaient exactement les audaces du goût. En tout cas, l'élève égaré ne persévéra pas dans cette direction téméraire. Quelques semaines plus tard, nous le voyons félicité pour « un très bon devoir français sans aucune trace de mauvais goût ». Les critiques que lui fait son professeur ne portent plus sur le romantisme de la forme, mais sur des restes de dureté, de lourdeur, de sécheresse, sur un certain manque de rotondité et de coulant; pour le fond, comme nous l'avons dit, un esprit de « paradoxe », de « subtilité » qui point parfois et inquiète[2]. Il serait, je crois, impossible, d'établir documentairement ce que Renan a pu connaître de nos écrivains romantiques à cette époque.

La rotondité, la cadence chères à son maître, était-il étonnant qu'il eût quelque peine à y atteindre? Plus tard, Renan

1. M. Jean Pommier croit avoir trouvé cette composition dans le *Cahier d'Honneur*, mais échenillée ou refaite. Il nous en promet la preuve.

2. Trouverait-on dans les devoirs de collège de Renan jusqu'à des lueurs avant-coureuses de ses idées futures? Dans un devoir sur la défaite des Athéniens à Aegos-Potamos, transcrit au *Cahier d'Honneur*, il a écrit : « Contenant

sera un écrivain plein d'harmonie, mais d'une autre harmonie. Celle que son professeur rêve et caresse ne lui est guère accessible, parce qu'elle est substantiellement attachée à ces thèmes oratoires, qui, pour lui, sont de commande et ne vivent plus. Elle en est l'expression naturelle et propre; elle en est, dirait-on, la musique juste. Elle n'a pas plus de vie sous une plume moderne que les idées mêmes qu'elle revêt. Sous une plume moderne, elle est « la rhétorique » dans le mauvais sens du mot. Le rhéteur se définit un pasticheur et un mime. Le rhéteur est celui qui, pour le plaisir puéril et, de sa part, un peu barbare, de faire sonner les superbes cadences de Bossuet, de dérouler les grâces de Fénelon, de s'orner des fleurs divines et simples de La Fontaine, ou des prodigieuses étincelles de Voltaire, s'évertue dans le vide, à imaginer, à sentir comme eux, à une époque où il y a toujours infiniment à apprendre d'eux pour le fond et pour l'art, mais où aucun esprit ne peut plus avoir la forme même de leur esprit, aucune âme le rythme de leur âme, pour la simple raison que cette époque a vécu mille expériences morales que n'avait pas vécu la leur. Celui-là est un comédien littéraire, non un homme. « On eût dit, écrit Renan, que les deux cents élèves de Saint-Nicolas étaient destinés à être tous poètes, tous orateurs. » C'est rhéteurs qu'il eût dû dire. Le jugement ainsi rectifié caractérise exactement la tendance qui l'irritait.

Celle-ci s'exprimait avec naïveté dans les appréciations

à peine ses transports, le peuple, *religieux jusqu'à la superstition*, se précipite sur les pas des Phocéens... » Les mots que je souligne ont été biffés au crayon par la censure. — Dans un dialogue littéraire, qui a pour auteur, Alexandre Bellanger, condisciple de Renan, il y a un certain Ernest « facile à distinguer », note le professeur, qui tient le rôle de contradicteur. A propos du portrait de Voltaire par de Maistre, Ernest dit qu' « on pourrait lui faire le reproche d'une exagération un peu partiale envers l'écrivain qu'il dépeint. Sa plume est trempée dans le fiel. » Un peu plus loin, Ernest dit du portrait de Marcion par Tertullien qu'il « contient plusieurs pensées un peu affectées ». M. Jean Pommier qui s'est, comme moi-même, arrêté à ces traits dans les cahiers de Saint-Nicolas, en rapproche l'aspostrophe suivante adressée à Renan par Alfred Foulon, dans un devoir de fin d'année sur les travaux de l'Académie : « O vous, qu'un jugement solide forma de bonne heure à l'Ecole de la raison, vous à qui une nature privilégiée donna la vigueur et la force de l'esprit... » Renan passait donc pour une tête assez indépendante. Cependant aucune inquiétude n'existait sur l'avenir de sa foi. Sa vocation ecclésiastique n'était pas mise en question.

du maître sur les talents de ses élèves. On se croirait dans une Académie de jeux floraux.

Ernest Renan a mis sur le cahier d'honneur une fable en vers latins dans laquelle sa muse, malgré sa sévérité naturelle, *a su jeter de la vie, de la couleur et des fleurs.*

...Il me reste à signaler un succès, mais un succès réel et brillant. C'est une sorte de pastorale française (prose et vers) d'Edmond Jorand. *L'auteur, qui a trouvé le secret d'être à la fois poète et historien,* a su jeter de la variété et de la vie dans ses descriptions, donner un grand charme et des couleurs à son style et soutenir toujours croissant l'intérêt du sujet. C'est assez dire que le morceau sera conservé précieusement.

... Après les douloureuses et solennelles leçons que nous venons de recevoir (allusion à la mort récente de l'archevêque) il était d'une haute convenance que la rhétorique, tout en reprenant ses travaux cherchât à en conserver précieusement le souvenir. *Aussi a-t-elle écouté avec un religieux respect* quelques pages pleines de dignité et d'élévation qui ont été écrites par le directeur de l'Académie. Ce n'est point un devoir littéraire; c'est un monument de nos profonds regrets et de notre douleur sur la perte du bienfaiteur de cette maison, du protecteur de notre jeune Académie... C'est dans la langue des Ambroise et des Augustin que Victor Vaillant nous rappelle les touchantes vertus du successeur de Saint-Denis.

Ce n'est même pas : *Tu Bossuetius eris!* mais : *Tu Bossuetius es!* On conçoit que ces solennelles fadeurs où se mirent complaisamment les péchés mignons d'une rhétorique en train de dégénérer, aient agacé le bon sens et la tête solide d'un paysan breton et que Saint-Nicolas ait été, sous ce rapport, sa première école d'ironie.

Au point de vue, moral, grâce au correctif de la religion et de la piété, cela était assez innocent. Il y a quelque chose de fort aventureux dans le passage des *Souvenirs* où Renan, ayant hautement loué par ailleurs le « sentiment noble » qui, dans l'éducation du petit séminaire, « dominait et entraînait tout », parle des dangers moraux qu'elle aurait également offerts. Il songe, je suppose, à cette excitation littéraire trop continue et trop ardente, à cette culture exagérée de l'émulation. Mais vraiment, dans un milieu aussi sévèrement discipliné et aussi pur de mœurs, en pouvait-il résulter, même à titre d'exception, d'aussi pernicieux effets qu'il le dit?

Voici quelque chose d'étrange. A côté de tel pieux condisciple prédestiné à l'épiscopat, j'en vois un qui aiguisera si savamment son

couteau pour tuer son archevêque, qu'il frappera juste au cœur... Je crois me rappeler Verger : je peux dire de lui ce que disait Sacchetti de cette petite Florentine qui fût canonisée : *Fu mia vicina; andava come le altre.*

Cette éducation avait des dangers : elle surchauffait, surexcitait pouvait très bien rendre fou (Verger l'était bel et bien[1]).

Le Gascon (dans le sens convenu de ce mot) — mais j'ai dit que les Bretons se montraient souvent, en ce sens même, des Gascons plus terribles encore — fait ici des siennes. Il se joue de la vraisemblance et des faits. Que Verger fût fou, l'acte qui a donné à son nom une célébrité sombre, le prouve bien. Que l'éducation reçue y fût pour quelque chose, il faut s'entendre. Il y a des détraqués de naissance dont le déséquilibre de nature se développe plus ou moins et aboutit à des effets plus ou moins forts, suivant que les conditions où le sort les a placés soumettent leur esprit et leur volonté à des exigences plus ou moins disproportionnées à leur faiblesse. A ce titre, le collège, la tension intellectuelle qu'il impose, la concurrence qu'il provoque, furent pour Verger choses mauvaises. Garçon de ferme ou frère-lai, il aurait eu plus de chance de ne pas devenir fou en action et de ne pas être tourmenté à l'excès par les fantômes intérieurs. Mais imaginez-le élevé au lycée; son exaltation prendra une direction différente, elle sera psychologiquement et pathologiquement la même. Au lieu de l'archevêque, ce sera quelque représentant du peuple qu'il choisira pour victime... En fait, Verger n'a pas pu être fort surchauffé par Saint-Nicolas où l'on a fort bien discerné à qui l'on avait affaire, puisqu'il en a été chassé, en Troisième, pour cause de vol[2]. De plus, il est extrêmement douteux que Renan l'y ait « connu », Verger étant entré au petit séminaire comme élève de Sixième en septembre 1841, c'est-à-dire au moment même où Renan entrait à Issy[3].

1. *Souvenirs*, p. 190.

2. J'emprunte ce renseignement à l'abbé Cognat qui, sur un fait aussi gros, mérite certainement créance. Il a d'ailleurs tort de dire que Verger « ne fit que passer » à Saint-Nicolas, car il y resta plus de trois ans.

3. L'abbé Schoener qui donne la liste des élèves de Saint-Nicolas pour toutes les années où M. Dupanloup en a été le supérieur, ne mentionne Verger qu'à partir de la sixième.

Revenons au principal de notre sujet.

Nous venons de faire avec Renan le procès de la rhétorique de Saint-Nicolas ou, pour mieux dire, de la rhétorique de l'époque, car la pratique du petit séminaire ne se distinguait de celle de l'Université que par de faibles nuances. Il est temps que nous revenions sur nos pas pour nous remettre en présence du problème général que cette appréciation engage, sur les destinées duquel elle a eu de l'influence et dont elle néglige, par suite d'un point de vue trop personnel, certains éléments capitaux. Renan oublie une partie de l'essentiel : à savoir que cette rhétorique, affectée et confite à plus d'un égard, était une rhétorique, et que, par des voies trop contournées à coup sûr et semées de trop de fleurs artificielles, un apprentissage nécessaire s'y accomplissait. Ces compositions, où la convention avait trop de part, mais où elle ne pouvait pas d'ailleurs n'avoir point une certaine part, sans quoi ce n'eussent pas été des travaux de collège, ces compositions, dis-je, offraient un avantage immense, dispensaient un irremplaçable bienfait : c'étaient des compositions, de vraies compositions, conçues de manière à obliger, et à aider tout à la fois, un esprit novice à chercher méthodiquement tout ce qu'un sujet contient, à classer, mettre en bon ordre, développer (c'est-à-dire considérer sous tous leurs aspects) les idées qu'il appelle. Ces matières sentaient un peu trop le moisi; encore était-il impossible qu'étant matières de collège, on les allât prendre dans les débats de la Chambre des Députés ou dans les négociations des diplomates; mais elles étaient élaborées par des pédagogues nourris d'une sûre tradition, initiés aux finesses de leur art et singulièrement habiles à les approprier à leur but. L'idée de faire travailler des jeunes gens de seize ans sur « le fond des choses », nous la voyons à l'œuvre depuis trente à quarante ans que l'on s'est avisé d'occuper nos rhétoriciens et nos bacheliers à des exercices qui n'en sont pas, qui ne les exercent à rien : je veux dire ces dissertations sur des sujets de critique et d'histoire littéraire, les plus difficiles et les plus délicats de tous les sujets, ceux sur lesquels il leur est le plus impossible de penser, à leur âge, quelque chose de « personnel » et dont ils ne se tirent qu'en récitant du Brunetière, du Faguet, du

Lanson, ou bien les leçons d'un professeur qui, bien souvent, n'a aucune personnalité, ce qui n'est pas indispensable pour être un utile professeur, mais le serait pour être professeur de critique littéraire. La cause profonde de l'abaissement de culture intellectuelle dont nous souffrons réside là. Elle tient à ce qu'on ne fait plus sa rhétorique, ou qu'on ne peut plus la faire (nonobstant le bon sens de tant de maîtres qui sauvent ce qu'ils peuvent de l'ancienne institution) que très faiblement et très incomplètement. La peur de paraître pédants, cette peste des pédagogues, a poussé les directeurs de notre pédagogie à en bannir jusqu'au nom même, qu'ils ne savaient plus entendre dans un sens mâle. Certes (et je crois en avoir donné les motifs) la vieille rhétorique était à renouveler et à remplacer par une rhétorique moderne, qui fût encore, dans la plénitude du terme, une rhétorique. Et sans doute était-ce là une tâche rendue extrêmement difficile et presque désespérée (quoiqu'il ne faille jamais désespérer de rien) par l'état de la civilisation et des mœurs françaises, état trop troublé et trop fermentant pour qu'on y pût asseoir le fondement d'une éducation intellectuelle qui se montrât digne de ce nom en joignant la fermeté, la fixité à un suffisant accord avec l'époque, à une suffisante ouverture d'aération. Du moins, qu'on ne donne pas de faux noms aux choses et qu'on ne prenne pas pour un renouvellement des institutions tels expédients hâtifs et grossiers, impropres à rendre aucun des services de ce qu'on remplace. Du temps de Renan, la vieille institution branlait; mais elle tenait encore. Il a beau la harceler de ses justes traits. Il lui a dû des bienfaits incomparables. Le résultat de tant de compositions latines et françaises, épluchées par un maître qui n'avait pas de grands horizons, mais savait le métier, de tant de narrations, d'élégies, de fables en vers et en prose, tournées et limées avec soin, de tant de beaux morceaux littéraires analysés et disséqués, ce résultat s'est inscrit au plus intime de sa formation. Il y a gagné (pour toute la part qui ne revient pas à la nature, mais la nature seule n'est rien) cette aisance, cette grâce, cette souplesse, cette limpidité, cette exquise finesse, que l'absorption des plus rudes matières scientifiques et philosophiques n'altérera point par la suite,

tant ces qualités ont acquis, chez lui, de trempe. Les bonnes humanités qu'il a faites sont à la base de ses vertus de grand écrivain. Un œil et une oreille exercés perçoivent très distinctement dans ses meilleurs morceaux, la trace subtile des leçons de M. l'abbé Duchesne, dont la politesse et le goût conjurèrent les ravages qu'eût pu faire l'exégèse.

Mais les *Souvenirs* de Renan, s'ils soulèvent toute la question de la rhétorique et de l'éducation littéraire, sont essentiellement l'histoire de son esprit. Prise de ce point de vue, comme cette critique nous intéresse et nous émeut! Elle nous montre Renan engagé, plus qu'il ne le croit, dans sa propre voie, celle où ses premiers amis le verront « avec terreur » s'avancer bientôt. Il nous dit qu'à Saint-Sulpice ses condisciples le découvrirent d'une « autre race » qu'eux. Dès Saint-Nicolas, ne confie-t-il pas à un ami qu'il se sent au milieu d'eux « seul de son espèce »? Ces magnifiques disciplines littéraires que ses maîtres dispensaient, où ils voyaient un monument immuable et comme l'expression profane et humaine d'un ordre éternel, il a commencé de les voir sous l'aspect de ce qui passe, de ce qui naît, devient et meurt, sous la perspective enivrante et décevante de l'histoire. Perspective contagieuse! Des lettres ne s'étendra-t-elle pas à la religion? Les images de l'éternité métaphysique que nous propose le dogme chrétien, cet esprit ne les verra-t-il pas bientôt se détacher de la voûte céleste où sa croyance les place encore et tomber dans le fleuve des temps historiques pour s'abîmer bientôt dans ses ondes, après en avoir, le long de quelques centaines de siècles, illuminé le parcours?

Certes à l'heure où nous sommes, Ernest Renan ne renferme pas encore en son esprit méditatif de telles pensées. Mais le germe, encore peu perceptible, en est entré en lui. « Je t'assure, écrivait-il à Liart en février 1841, qu'il s'est passé je ne sais quel changement dans mon esprit depuis quelque temps. Je commence à tout voir d'un autre œil. »

On observe dans cette même lettre que le départ récent d'Henriette venait de lui causer une tristesse qui le plongeait davantage en lui-même et le rendait plus secret. Elle s'était placée comme institutrice dans la famille du comte Zamoyski

et l'avait suivie en Pologne. La correspondance d'Ernest avec elle pour la période qui va de février 1841 à mars 1842 est perdue. Du moins ne se trouve-t-elle ni dans les recueils imprimés, ni dans le fonds manuscrit de la Bibliothèque. C'est une perte très regrettable.

Au mois d'octobre 1841, Renan entrait au grand séminaire d'Issy, avec une foi religieuse, encore intacte et tranquille, quoique menacée de près, et surtout avec un formidable appétit d'apprendre.

PIERRE LASSERRE

SUR

# L'ALBUM DE LA VAGABONDE

CINÉMA

« ... *Mais Éthel, d'une main qui ne tremblait pas, fit feu, atteignant au front le lâche ennemi de son père...* »

« ... — *Jamais je ne t'appartiendrai, misérable! cria la courageuse midinette. Elle étendit le bras : une détonation éclata et Julot-la-Vipère roula sur la berge du fleuve.* »

« *Lola bondit comme une panthère : le marquis Ratafiutis s'effondra, un poignard dans le cœur...* »

C'est ainsi que les héroïnes, au cinéma, savent défendre leur honneur ou celui de leur famille, et rendre aux abîmes l'industriel déloyal, l'amant falsificateur de lettres, le ranchman aux desseins tortueux. Un tel courage trouve sa récompense à huit ou dix mètres de là, sur le même rouleau de pellicule. Éthel étreint son père; la midinette s'évanouit sur le cœur du duc qui l'adore; Lola, détournant du cadavre espagnol un divin sourire, caresse les têtes bouclées de ses enfants en abandonnant son front au premier mari méconnu, et tout le monde est content.

Tout le monde est content, mais... Mais pourquoi faut-il que j'invente, après le dernier chapitre de ces films, éminem-

ment moralisateurs, où le traître puni succombe, un épilogue qui en gâte l'optimisme? J'imagine les jours heureux de Lola, entre son excellent époux et ses enfants frisés, je vois sa rêverie paisible au bord de l'élégante Méditerranée qui lui était bien due, j'imagine — car le cinéma « c'est la vie » — que le bonheur n'est tout de même pas un philtre qui abolit la mémoire, et qu'une forme gisante, percée d'une lame, doit s'interposer, à jamais, entre la loyale meurtrière et toute félicité.

Je crois que la midinette devenue duchesse entendra, si le cinéma c'est la vie, le râle de Julot au delà des soupirs amoureux du duc. J'ai cette candeur de craindre qu'Éthel, puisque le cinéma c'est la vie, ne puisse plus étreindre le père qu'elle a sauvé sans que se dresse devant elle, mort et encore debout, l'homme qui chancelait dans la fumée du browning... « Tu ne tueras point... »

Hélas, femme, tu ne pourras pas toujours ne pas tuer. Mais il ne faut pas que le film, qui s'arrête au moment où ta véritable existence, après le drame, commence, t'enseigne qu'il t'est possible, même si tu as purgé le monde et sauvé ton honneur — d'oublier l'heure ou tu as répandu la rouge vie de ton semblable, et fermé des yeux qui te haïssaient.

***

## LANDRU

« Ce qui est inconcevable, me dit un ami, ce n'est pas la curiosité que vous avez manifestée de voir Landru, c'est que, l'ayant vu, vous ayez parlé de lui sur ce ton de réserve, de courtoisie, presque d'estime, ma foi... »

Mon ami exagère. Mais pourquoi quitterais-je, pour parler de Landru et écrire à son sujet, le ton de la bonne compagnie? Cet homme respire la politesse. Et je n'ai nulle envie de me mettre au diapason d'un acte d'accusation qui, pendant quatre heures d'horloge, a versé sur une tête d'accusé les qualificatifs les moins ambigus : « Assassin... découpeur de femmes... sinistre fiancé... meurtrier... » Tout cela avant les

preuves? A quel vocabulaire recourir, si la lumière se fait et accable le polygame, pour le flétrir mieux et plus? Un tel résumé, — si j'ose l'appeler ainsi —, tarit d'un coup toutes les ressources du langage injurieux.

Cependant Landru, ni impudent ni accablé, regarde la foule sans insistance, salue le tribunal avant et après qu'il a parlé, use de mots et de gestes contenus, et nous acquérons peu à peu l'impression — renforcée par les menaces empoisonnées de l'avocat général, les coups de gueule de la partie civile, les ricanements insultants de la défense et la rumeur grivoise du public, — la scandaleuse impression qu'une seule personne, à l'audience, se soucie des convenances et sait « se tenir en compagnie » : l'homme assis au banc d'infamie.

Quand c'est la société qui punit, elle manque de chic, et même de décence. Les matins d'exécution, autour de la guillotine, les rires, le pinard, la frénésie des monomanes et des curieux salissent une place, au centre de laquelle un homme, pâle, marche sans plier, et presque toujours meurt convenablement. La grandeur qui fait défaut à nos juges et à nos supplices, il devient facile à un condamné de s'en parer, momentanément. Un peu de tenue, une patience hautaine, quelque politesse obstinée, et le voilà en passe d'être sympathique, par comparaison.

Non que je cherche, en « Landru », — comme le nomment tout court ces messieurs des assises — la dégaîne d'un innocent. « On n'est jamais innocent avec une figure comme la sienne, » disait un auditeur de la première journée. L'homme que voici s'avoue escroc, mais il porte d'autres péchés que celui de vol. Le meurtre? il se peut. Surtout, je crois, la captation de pensée, la substitution de volonté, qui ne sont pas de petits crimes.

Son œil inhumain et rêveur a charmé des proies que la foule commence à trouver médiocres, mais peut-être que Landru n'avait point d'ambition. Plus méticuleux qu'actif, il tendait les rets grossiers de l'annonce payante, quand l'affût et la battue l'eussent probablement mieux servi. Quoi, pas même une comtesse parmi tant de victimes? Patience, il en trouvera plus tard, ce palikare en civil au nez tranchant. Qu'on l'acquitte, seulement, en tant qu'assassin douteux. Le risque

d'être volées ne retiendra guère les détraquées qui chuchotent, dès la première audience : « Ma chère, il a le masque impérieux d'un grand séducteur! » Un grand séducteur... C'est ainsi qu'elles ont coutume d'appeler celui qui les méprise ouvertement.

***

## LE « PETIT ENFER »

Le « Petit enfer »... Dans la *Danse de Mort*, Strindberg baptise ainsi une chambre conjugale, pas même! un salon conjugal où depuis vingt ans se consument, l'un tisonnant l'autre, deux damnés : un homme et une femme.

La mode le veut, on va trembler à l'*Œuvre* devant Fauchois, devenu, par la grâce de Lugné-Poë, une sorte de démon ataxique et militaire. Il y a de quoi trembler aussi devant la révolte de sa femme, — madame Maillau, — quadragénaire revêche qui soudain éclate de sensualité destructrice, se mue en goule blonde et funèbre, tordue sur un lit et montrant une chair blanche, fruit mûr que sa chute crève et dénude...

Je suis allée frémir à ce dialogue barbelé. Une si longue férocité épuise le spectateur, et me met un peu en défiance. Je pressens qu'une volonté puissante double et prolonge ici celle de Strindberg au point de trahir, par moments, l'auteur coupable de voiler l'idole par l'abondance des offrandes, Lugné-Poë, fidèle exaspéré, joue le Strindberg trop Strindberg.

Qu'après vingt ans de haine réciproque et organisée deux époux ennemis se disent sur le ton de la fureur : « Veux-tu faire une partie de cartes? » ou bien : « Il me semble que ta vue baisse? » cela m'étonne et j'enregistre, comme des fausses notes, leurs rugissements disproportionnés. Vingt ans de menaces, de souhaits homicides exhalés à voix haute, vingt ans du divertissement effroyable à-qui-mourra-le-dernier, et ces gens crient encore? J'en doute. A ce train-là, ils seraient depuis longtemps morts, ou réconciliés. Ce beau jeu de haïr

et d'attendre ne se joue pas vingt années parmi les vociférations.

La dispute est une poissarde facilement mouillée de larmes. Mais la haine m'apparaît comme une héroïne plus voluptueuse et plus soigneuse d'un sourd apparat; elle craint, en hurlant fréquemment, de s'amoindrir. Riche, elle n'est jamais à court d'expression. C'est pourquoi je demande à mon ami Lugné-Poë : Ce cauchemar septentrional, si vous l'aviez imprégné d'un poison moins convulsif, en eût-il semblé moins cauchemar, — et moins septentrional?

***

## LES RÉPÉTITIONS DE « CHÉRI »

Comme ces gens-là sont consciencieux! Ils me font honte. Je ne savais pas encore ce qu'était, sur une scène, le premier bégaiement d'une pièce que j'ai conçue; j'apprends un métier inconnu, celui de l'auteur qui a une comédie en répétitions. C'est un dur métier pour les comédiens.

On ne leur met en mains que ce cahier oblong où s'inscrivent, en belle ronde, les répliques de leur rôle, isolées, desserties, refroidies; disons-le : complètement incompréhensibles.

De ce cryptogramme, ils exhumeront mot à mot, nuance à nuance, un personnage vivant; ils composeront, avec les morceaux de ce puzzle disloqué, un tableau cohérent. Méthode barbare qui date de loin et s'impose par l'ancienneté. Directeurs et comédiens y perdent une semaine d'ânonnements. Mais la patience des comédiens, comme leur résignation, est infinie. Ils sont capables de reprendre vingt fois un dialogue, aussi bien que d'attendre, muets, les mains ouvertes sur les genoux, noyés dans une ombre funèbre, leur réplique d'entrée qui ne viendra peut-être pas aujourd'hui, ni demain...

L'heure du travail est venue, ils apportent chacun, à la tâche commune, une contribution singulièrement anxieuse, et la plupart du temps pessimiste. Leur modestie brille,

tant que la rampe est éteinte. Jeanne Cheirel rayonne, malgré elle, d'une causticité potelée, à laquelle ne résistent ni les auteurs de « Chéri » ni ses camarades. Et cependant elle s'assombrit dès qu'elle se repose, et le doute d'elle-même trouble ses beaux yeux de chienne tendre. Jeanne Rolly a, devant son rôle, la souplesse combative et l'humilité d'une débutante. Bour cherche le diapason vocal de son personnage et le murmure tout bas, les yeux perdus, en muezzin qui chante l'heure. Pierre de Guingand, sur le plateau, saute comme un chat, se roule sur des genoux féminins, témoigne tour à tour d'une gaîté adolescente et d'une force masquée de ruses, et notre applaudissement ne lui arrache, le portant franchi, que des protestations navrées, des « ah, ce n'est pas ça encore... ah, j'en suis loin... »

Oui, comme ils sont consciencieux, troublés, enthousiasmés de peu, chancelants et tels que s'ils naissaient, péniblement, à chaque rôle nouveau... Je ne plains pas leur angoisse. Elle est un des secrets de leur longue jeunesse.

COLETTE

# LE CENTENAIRE

# DE GUSTAVE FLAUBERT

Encore le centenaire de Flaubert? direz-vous peut-être. Est-ce qu'on ne l'a pas célébré déjà cet été, et le ministre de l'Instruction publique, M. Léon Bérard, n'a-t-il pas fait le voyage de Rouen tout exprès? Sans doute, et l'on va néanmoins, dans quelques jours, le célébrer derechef à Paris. Ce n'est pas à dire que la chronologie diffère de l'Ile-de-France à la Normandie, et la relativité du temps ne se marque point par de tels écarts à si faible distance, même pour Einstein. Mais nous avons pris l'habitude de faire durer le plaisir du centenaire selon nos petites commodités. Celui de la mort de Dante, qui était le sixième, s'est étendu sur toute l'année, et l'archevêque de Paris dans Saint-Séverin, le président de la République à la Sorbonne, l'avaient fêté bien avant l'échéance exacte, qu'on n'a pourtant pas oubliée. Pareillement Flaubert, honoré dès la belle saison dans sa ville natale, bien qu'il ne soit né que le 12 décembre 1821, recevra à cette date l'honneur supplémentaire d'un monument, qui sera inauguré au Luxembourg sous les auspices de la Société des gens de lettres, avec le concours de quelques académiciens, sinon de l'Académie officiellement et en corps. Abondance de commémorations ne nuit pas, et l'on ne

rendra jamais trop d'hommages aux grands hommes, surtout lorsqu'on les leur a marchandés de leur vivant et qu'on leur doit réparation d'une trop longue injustice.

Flaubert a été extrêmement méconnu : peut-être l'est-il toujours. Sans doute il eut l'air d'entrer du premier coup dans la gloire, avec l'immense succès de *Madame Bovary*, parue en 1856 dans la *Revue de Paris* de Laurent-Pichat et Maxime du Camp, l'année suivante en librairie, chez Michel Lévy. Mais il ne faut pas se dissimuler que ce fut surtout un succès de scandale. La valeur littéraire de l'ouvrage n'y était pour rien, ou presque rien. Tout le mérite de ce lancement revient au parquet, qui intenta des poursuites pour outrage à la religion et aux bonnes mœurs. Il est vrai que Flaubert fut acquitté, et le procureur général d'aujourd'hui, M. Lescouvé, a désavoué le réquisitoire d'Ernest Pinard en se faisant inscrire au comité du monument Flaubert. Mais le coup avait porté et assura une vente considérable à *Madame Bovary* qui, sans cette bonne fortune, serait peut-être restée chez l'éditeur. D'ailleurs, Flaubert ne sut aucun gré à la justice de cette réclame inespérée, qui n'aurait pas déplu à d'autres. Et il fut justement outré des jugements de la presse.

Pour ceux qui aiment cet exercice, il y a là une splendide occasion de dauber la critique. Elle ne l'aura pas volé, je l'avoue. Observons cependant qu'il se publie et se joue presque quotidiennement des romans ineptes et des pièces insoutenables, sans que personne en tire une condamnation de principe contre l'art du roman ou celui du théâtre. On ne généralise que contre la critique, qui est un art aussi, avec les mêmes risques et les mêmes inégalités. Certes, les bons critiques sont rares, et les mauvais pullulent : c'est-à-dire qu'il en va tout de même que des dramaturges, des poètes et des romanciers. Mais enfin il est vrai que *Madame Bovary* fut généralement très mal accueillie et très peu comprise.

Duranty ouvrit le feu, sans même attendre le volume (ou plutôt les volumes : la première édition en comportait deux). Dans sa revue *le Réalisme*, il déclarait : « Ce roman est un de ceux qui rappellent le dessin linéaire, tant il est fait au compas, avec minutie, calculé, travaillé, tout à

angles droits, en définitive sec et aride... Il y n'a ni émotion, ni sentiment, ni vie dans ce roman, mais une grande force d'arithméticien... Ce livre est une application littéraire du calcul des probabilités... Le style a des allures inégales, comme chez tout homme qui écrit artistiquement sans sentir, tantôt des pastiches, tantôt du lyrisme, rien de personnel. Je le répète, toujours description matérielle et jamais impression. Il me paraît inutile d'entrer dans le point de vue même de l'œuvre, auquel les défauts précédents enlèvent tout intérêt ». Que veut-il dire avec son dessin linéaire, son arithmétique et son calcul des probabilités? Ce Duranty ne manquait pas de talent comme romancier, et M. Félix Fénéon n'a pas tort de vouloir le réhabiliter de ce chef. Mais je crains qu'il ne fût pas très intelligent, et l'on voit par son exemple que la critique des producteurs ne l'emporte pas toujours sur celle des spécialistes.

Ceux-ci, d'ailleurs, ne furent point en reste. Charles de Mazade, qui fut de l'Académie française, écrivait dans la *Revue des Deux Mondes* : « L'auteur de *Madame Bovary* appartient, on le voit, à une littérature qui se croit nouvelle et qui n'a rien de nouveau, hélas! — qui n'est même pas jeune, etc... ». *On le voit* est assez gai. Mais voilà ce qu'y avait vu Charles de Mazade. Un certain Dumesnil, dans la *Chronique*, juge *Madame Bovary* « un des livres les plus immoraux qu'il connaisse ». Il en connaissait peut-être moins qu'il ne croyait, même les ayant lus. Cuvillier-Fleury, des *Débats*, se plaint que « les scènes d'une crudité révoltante abondent dans l'ouvrage de M. Flaubert », dont le style même ne trouve pas grâce devant lui. Au *Correspondant*, Pontmartin voit le roman français « descendre à *Germaine*, tomber à *Madame Bovary*, et la décadence *lui* semble manifeste... *Madame Bovary*, ajoute-t-il, c'est l'exaltation maladive des sens et de l'imagination dans la démocratie mécontente... ». Un nommé Léon Aubineau, dans *l'Univers*, mettant en cause Victor Hugo, George Sand et Balzac, qui « a travaillé efficacement à la démoralisation de son siècle », aperçoit dans la *Bovary* un nouveau « signe d'une décadence rapide et d'une corruption de plus en plus accentuée ». C'est, d'après lui, une « œuvre laborieuse, vulgaire et coupable », dont il est

impossible de donner seulement une analyse. « L'art cesse du moment qu'il est envahi par l'ordure... » Un rédacteur du *Figaro*, du nom de Habans, fait cette réserve : « Le faible du livre, c'est que M. Flaubert n'est pas un écrivain. » Le bon Tony Révillon prend Flaubert pour un viveur de province, amateur de littérature par désœuvrement, et il trouve que c'est dommage, car il ne lui conteste pas certains dons naturels gâtés par la paresse et l'improvisation : « Pauvre, il eût travaillé! » Granier de Cassagnac, du *Réveil*, parle de « gros tas de fumier », d' « amas d'obscénités et d'impertinences », qu'il affronte bravement, « quitte à se laver les mains au bas de la page ». Gustave Merlet, que nous avons connu professeur de rhétorique à Louis-le-Grand, ne découvre dans ce roman « ni cœur, ni conscience ». Hippolyte Rigault compare Flaubert à Ernest Feydeau, et regrette que tous deux « décrivent pour décrire, comme de bons élèves de Delille, qui cependant pousseraient la recherche du vrai jusqu'aux dernières limites du faux ». De tout autre que d'un universitaire et docteur ès lettres, on se demanderait s'il a lu Delille : pour Rigault, ce n'est pas douteux; il n'a donc pas d'excuse.

Il n'y eut d'articles franchement élogieux et vraiment satisfaisants que ceux de Barbey d'Aurevilly et de Baudelaire. Sainte-Beuve avait été convenable, mais avec des réticences, et n'enchanta pas Flaubert, qui écrivait à son ami Jules Duplan : « L'article de Sainte-Beuve a été bien bon pour les bourgeois. Il a fait à Rouen grand effet, m'a-t-on dit. » Paulin Limayrac — « si Limayrac devenait fleur... » — n'en fut pas moins indigné des complaisances du lundiste pour cet « art qui s'enfonce dans la réalité jusqu'au cou et n'en veut pas sortir ». Le sieur Aubineau, de *l'Univers*, incita charitablement *le Moniteur* à se priver des services de ce Sainte-Beuve, qui s'était aliéné sans retour « les esprits droits et les cœurs attachés à la morale[1] ».

Et *Madame Bovary* est le seul livre de Flaubert qui ait réussi en son temps. Après cet unique succès, si ballotté, et

1. On trouvera, avec beaucoup plus de détails, une revue de la presse obtenue par *Madame Bovary* dans l'ouvrage instructif de MM. René Descharmes et René Dumesnil : *Autour de Flaubert*.

pendant les vingt-trois ans qui lui restaient à vivre, jusqu'au 8 mai 1880, il n'eut plus que ce qu'en argot de théâtre on appelle des fours. *Salammbô* (1863) fut presque unanimement proclamée ennuyeuse et généralement tournée en dérision. Les trois fameux lundis de Sainte-Beuve témoignent encore de son estime pour Flaubert, qui les considéra philosophiquement comme « trois grands saluts », mais n'articulent guère que des griefs.

Théophile Gautier loua ce « poème épique ». Berlioz cria son enthousiasme dans une lettre à l'auteur et jusque dans son feuilleton musical des *Débats* : il conçut même le projet, qui ne devait être réalisé que par Ernest Reyer, de mettre *Salammbô* en opéra. Mais Berlioz et Gautier furent à peu près les seuls admirateurs du roman; et il est vrai que la qualité remplace la quantité, mais seulement jusqu'à un certain point. En librairie, *Salammbô* avait encore profité du tapage fait autour de *Madame Bovary*. *L'Éducation Sentimentale* (1869) fut un désastre : mauvaise presse, et mévente complète. Et *la Tentation de Saint Antoine* (1874) ne fut pas mieux traitée par le public, ni en somme par la critique, malgré quelques beaux articles comme celui de Renan (recueilli dans les *Feuilles détachées*).

*La Tentation* était l'œuvre préférée de Flaubert, l'œuvre de toute sa vie. Dès 1848 et 1849, en quinze ou dix-huit mois, avec une rapidité et une joie qu'il ne devait plus retrouver, il en avait écrit une première version, si bouillonnante de sève et d'une imagination si éclatante, qu'on peut la préférer à celles qui suivirent : il en donna lecture à Maxime du Camp et à Louis Bouilhet, qui lui conseillèrent de jeter le manuscrit au feu. Il ne le jeta heureusement que dans un tiroir, mais nous n'en avons eu la révélation qu'il y a peu d'années, par l'édition Conard. Ainsi, encore inédit, Flaubert était déjà méconnu, et par ses amis les plus intimes. Il devait se dégoûter de Maxime du Camp, mais maintint à Bouilhet toute son affection et toute sa confiance. En 1856, la *Bovary* terminée, il revient à *Saint Antoine*, et en élabore une seconde version, qui a été exhumée il y a quinze ans environ par M. Louis Bertrand. Mais le procès de *Madame Bovary* l'inquiète : par crainte de nouveaux démêlés avec la correctionnelle, il

renonce, et c'est seulement en 1874 qu'il publiera la version définitive. Ajoutez les *Trois Contes*, qui furent reçus assez froidement, et c'est tout. *Bouvard et Pécuchet*, œuvre inachevée et posthume, commença par sombrer dans la même indifférence. Et Zola note dans un article de souvenirs que le convoi funèbre de Flaubert, traversant toute la ville de Rouen, ne fut pas suivi par deux cents Rouennais et ne fit pas plus d'impression dans la ville que celui du premier venu.

Presque toute la critique universitaire, avant et depuis sa mort, lui a été hostile. Parmi ses représentants, un des plus favorables, malgré la légende, aura été J.-J. Weiss, dont le fameux essai sur la *Littérature brutale* apporte nombre d'objections, mais aussi de grandes louanges, et qui présente ailleurs *Madame Bovary* comme « l'œuvre maîtresse de la seconde partie du XIXe siècle [1] ». Mais c'est le seul ouvrage de Flaubert qui compte pour Faguet, lequel dans son volume de la collection des Grands Écrivains déclare ensuite tous les autres fastidieux et manqués; et pareillement pour Brunetière, allant d'autre part jusqu'à écrire : « Cette grande haine de la bêtise humaine, cette haine qui l'a si bien servi dans *Madame Bovary*, mais si mal, en revanche, dans *l'Éducation Sentimentale*, n'était rien de plus que la projection de sa propre sottise, à lui, sur les choses qu'il ne pouvait comprendre... » Et plus loin : « Pécuchet tout pur et Bouvard tout craché! [2] »

De son vivant, en dehors d'amis de lettres comme George Sand, Théophile Gautier, Renan, Taine, auxquels je ne joins pas les Goncourt, qui avaient de l'amitié pour l'homme, mais ont surtout dénigré son œuvre, Flaubert eut des élèves et se vit ériger en chef d'école, mais n'en éprouva pas un plaisir sans mélange. Zola voulait absolument qu'il eût, après Balzac, d'une façon plus nette et plus directe, fondé le naturalisme. Flaubert se souciait du naturalisme comme d'une guigne, et finissait par prendre en grippe la *Bovary*, son *Vase brisé*, qui lui valait cette réputation. Il traitait fort cordialement ses soi-disant disciples, et ses relations avec Alphonse Daudet notamment furent toujours des plus affectueuses, mais il n'était pas

1. *Autour de la Comédie Française*, p. 105.
2. *Histoire et Littérature*, II.

d'accord avec ces générations nouvelles, et il disait : « Je recherche surtout *la beauté*, dont mes compagnons sont médiocrement en quête. Je les vois insensibles, quand je suis ravagé d'admiration ou d'horreur. Des phrases me font pâmer qui leur paraissent fort ordinaires... ». A la fin, il ne se sentait plus en communion d'idées littéraires qu'avec Victor Hugo, qui lui montra toujours la plus chaude sympathie.

Cependant, sa gloire n'a cessé de grandir, à travers vents et marées. Il y a bien encore quelques opposants, dans les milieux académiques ou néo-classiques. On sait que le secrétaire perpétuel de l'Académie française a refusé de s'associer aux fêtes du centenaire. D'autre part, M. Léon Daudet, reprenant le mot de Melchior de Vogüé à M. Maurice Barrès sur Stendhal, appelle Flaubert un « mauvais maître. » Henri Vaugeois le traitait simplement d' « imbécile ». Pierre Gilbert, jeune critique tué à l'ennemi, dont on a recueilli les chroniques sous le titre de *la Forêt des Cippes*, et qui avait beaucoup de talent, avec une intrépidité toute juvénile, entrevoit une énigme : « C'est la faveur de ce livre fignolé mais mal écrit, qui pas une seule fois ne prend le lecteur aux entrailles, manque partout de chaleur et raconte avec application une plate histoire à peine relevée par un dénouement dramatique, d'une atrocité voulue et travaillée. » C'est *Madame Bovary*, pour laquelle Pierre Gilbert n'accepte même plus l'indulgente exception de Brunetière et de Faguet, et qu'il qualifie de « faux chef-d'œuvre ». Il ajoute que « ce livre le fait bâiller »; il n'y trouve pas la nécessaire et classique « unité de ton et d'inspiration »; et un peu étonné d'avoir fait retourner les passants, ou feignant la surprise, il s'écrie : « Je croyais mon temps redevenu assez civilisé pour professer envers cet art de Flaubert le mépris commandé à tout honnête homme. » Or, on peut se demander en effet dans quelle mesure l'art de Flaubert répond aux exigences du classicisme, et les querelles d'école sont inépuisables; mais il y a aussi des faits. Lorsque Pierre Gilbert avoue que la *Bovary* le fait bâiller, et prétend qu'elle ne prend pas une seule fois le lecteur aux entrailles, j'ai le droit de lui répondre tout bonnement que je ne m'en lasse point, et que je n'ai jamais lu le récit de la détresse finale et de la mort d'Emma sans avoir les larmes

aux yeux, à défaut de ce goût d'arsenic que Flaubert avait dans la bouche en l'écrivant, comme Taine l'a rapporté dans son livre de *l'Intelligence.*

Par contre, M. Paul Bourget, l'un des chefs du groupe auquel appartenait Pierre Gilbert, a consacré à Flaubert une belle et fervente étude dans ses *Essais de psychologie contemporaine.* Les symbolistes, si acerbes pour la plupart de leurs aînés, ont été en général respectueux et admiratifs : et ils ne doivent certainement pas moins à *la Tentation de Saint Antoine* que les naturalistes à *Madame Bovary* et à *l'Éducation Sentimentale.* Remy de Gourmont adorait Flaubert. M. Louis Bertrand l'exalte dans un éloquent volume. M. Jules de Gaultier tire de son œuvre une philosophie, le *bovarysme,* et proclame dans un autre ouvrage, dont c'est le titre, *le Génie de Flaubert,* qu'il n'hésite pas de comparer à Gœthe. Qu'importent les iniquités révolues et les quelques dissidences qui s'obstinent? C'est, direz-vous peut-être, une singulière façon de fêter un auteur que de rappeler longuement, comme je viens de le faire, les négations et les injures de ses innombrables détracteurs. Mais les plus récentes, qui se raréfient, montrent combien il reste vivant, puisqu'il est encore si furieusement discuté. Et cet amas d'injustices permet de mesurer son ascension. Car c'est chose faite et définitive. A force de lui jeter des pierres, on lui en a composé un piédestal. Flaubert triomphe, et n'a plus rien à craindre.

***

C'est le moment de nous interroger sur les raisons essentielles de cette admiration, qui pour beaucoup d'entre nous est un culte. La première et la plus évidente est de l'ordre moral. Nous vénérons Flaubert parce qu'il a été le type et le modèle du véritable homme de lettres, uniquement voué à son art, dédaigneux de toute intrigue et de toute concession, incapable non seulement d'une bassesse, mais d'une habileté intéressée, un bénédictin laïque cloîtré dans un labeur incessant, un bourreau de lecture, d'une érudition énorme et d'une curiosité insatiable, un écrivain d'une conscience poussée jusqu'au scrupule, torturé d'un infini désir de perfection, cru-

cifié par les « affres du style », bref une sorte de saint de la littérature. Ces vertus ont été rabaissées et contestées dans leur principe. Tous les bousilleurs et gâcheurs d'encre ont objecté qu'il était absurde de se donner tant de peine pour limer ses phrases, que la forme n'était pas de si grande conséquence, et que l'inspiration suffisait. Mais celle dont ils se contentent pour eux-mêmes ne suffit peut-être pas à ceux de leurs lecteurs qui sont des lettrés. En ces temps d'arrivisme, d'industrialisme littéraire et de crise du français, le grand exemple de Flaubert demeure plus que jamais salutaire et réconfortant.

D'autres, comme Henry Roujon dans une vieille chronique de la *Revue bleue*, ont blâmé et raillé cette existence quasi sacerdotale et monastique, cette dévotion intransigeante à un seul idéal, cette adoration exclusive des lettres pures, ce mépris superbe de tout autre but d'activité, de toute vie moyenne et normale, de tous les intérêts pratiques et de ceux qui s'y adonnent, que Flaubert appelle les « bourgeois ». N'y a-t-il point autre chose dans la vie que la littérature, et d'abord la vie elle-même? Flaubert a-t-il réellement vécu? Ou n'aurait-il pas été dupe d'un mirage pédantesque et d'une illusion de cuistre? Ne serait-ce pas ces fameux bourgeois, si assidûment bafoués, qui ont choisi la meilleure part et sont fondés à se moquer de lui? Ainsi raisonnait Henry Roujon, champion de la bourgeoisie et de la vie. Et il y a quelques jours encore, on lisait dans un grand journal du matin qu'en se retirant ainsi du champ de l'action, Flaubert avait bien prouvé qu'il était un faible et un malade.

Il a certainement, au contraire, dépensé plus d'énergie dans son labeur effréné que la plupart des commerçants, ingénieurs, financiers et hommes politiques. Si c'est une faiblesse, elle est assez peu banale, et pour mieux dire sur humaine. On n'a pas à redouter qu'elle trouve un trop grand nombre d'imitateurs. D'autre part, assurément, il y a autre chose ici-bas que la littérature, et il n'est certes pas à souhaiter que tout le monde en fasse : le ciel nous en préserve! Les vraies vocations sont rares, et les autres, désastreuses. Il n'en reste pas moins que si le monde évolue dans le sens annoncé par Hegel et Renan, c'est dans l'humanité, et dans

ses parties les plus hautes, c'est-à-dire dans la science et dans l'art, donc surtout dans la littérature, à la fois art et science, qu'il prend cette conscience de plus en plus claire de lui-même. Sans renanisme ni hégélianisme, tout être un peu décrassé a de tout temps reconnu que l'esprit était supérieur à la matière, et que les hommes livrés par nécessité aux soins matériels s'élevaient en dignité dans la mesure où ils participaient aux spirituels. Tout le monde ne peut pas avoir du génie, ni du talent, ni être artiste, homme de lettres ou savant de profession; mais tout le monde peut aimer et comprendre jusqu'à un certain point les sciences, les lettres et les arts. Flaubert ne flétrissait du nom de « bourgeois » que ceux qui « pensent bassement », c'est-à-dire se complaisent dans l'ignorance, ne cherchent que l'argent ou le plaisir vulgaire, se détournent des grandes œuvres et méprisent l'effort de la pensée.

Il avait la haine et l'horreur des imbéciles, ainsi que le rappelait Brunetière dans le passage que je citais tout à l'heure. Et tout le monde l'a constaté, mais l'on s'est parfois trompé dans l'application. Vous avez vu précisément Brunetière avec son « Pécuchet tout pur et Bouvard tout craché! » Il les considère de toute évidence comme de parfaits idiots, et il entend bien asséner à Flaubert une ruade mortelle en l'assimilant à ses deux bonshommes. D'abord Flaubert n'a pas voulu en faire des esprits supérieurs, et il leur a donné des ridicules dont il était bien exempt, entre autres celui d'appliquer la théorie à la pratique usuelle, et de chercher dans les traités scientifiques ou manuels spéciaux des méthodes d'agriculture ou de fabrication des conserves. Flaubert n'a jamais cultivé que son cerveau, ni fabriqué que des livres. Mais en dehors de ces manies, Bouvard et Pécuchet ne sont pas toujours si sots : ils ont assez de bon sens et de sens critique pour discerner l'incohérence des faits et des doctrines, l'incertitude de l'histoire et autres sciences conjecturales, l'insondable niaiserie des faiseurs de poétiques, de rhétoriques et d'esthétiques, les divergences des grammairiens, les contradictions des théologiens et de l'Écriture, la fragilité des métaphysiques et des religions, et la bassesse des réactionnaires. C'est la seconde fois qu'il raconte et

juge la Révolution de 1848, déjà traitée au cours de *l'Éducation Sentimentale*, et toujours dans le même sens. Il n'aime point les démagogues, se gausse des utopistes, déplore l'indifférence et la platitude des ouvriers et des paysans qui ne songent qu'à leur ventre ou à leur bas de laine, mais il flétrit avant tout l'hypocrisie, l'égoïsme et la servilité insolente, selon Tacite — *Omnia serviliter pro dominatione* — du « grand parti de l'ordre » et du « parti-prêtre », dont il s'égayait d'être la tête de turc, au moment des diatribes de *l'Univers*.

Là-dessus, Flaubert s'accorde en effet avec les deux bonshommes, de même qu'avec Frédéric Moreau, et aussi avec d'innombrables honnêtes gens qui ne sont pas des philistins. Et le sujet de *Bouvard et Pécuchet*, ce n'est pas la peinture de deux crétins monomanes, mais de deux hommes d'intelligence moyenne, voire dépassant un peu la moyenne, remarquables par leur bonne volonté et leur appétit de savoir, mais qui, entreprenant avec courage le tour complet des connaissances humaines, découvrent partout, même chez les autorités traditionnelles et consacrées, le dogmatisme en l'air, le sophisme éhonté, l'erreur grossière et l'épaisse sottise. Il ne fallait pas être si bête soi-même, ni si illettré, pour s'apercevoir, bien avant Pierre-Maurice Masson, que Jean-Jacques avait favorisé la restauration du catholicisme, et pour dénicher dans le *Cinquième avertissement aux protestants* l'apologie de l'esclavage par Bossuet.

Un autre type célèbre, popularisé et pris à rebours par la polémique courante, c'est M. Homais. Il est désormais d'usage chez les journalistes et orateurs bien pensants, d'infliger ce nom, comme un bonnet d'âne, à tout républicain, libéral, anticlérical, et autres adversaires incommodes. Or, il est très vrai que M. Homais fulmine contre « Messieurs de Loyola » et contre la « calotte », mais aussi, vivant sous Louis-Philippe, il est royaliste et boit au « monarque ». Ensuite il n'est pas incapable d'une certaine clairvoyance sur des sujets neutres, par exemple sur l'emploi des engrais et sur l'alcoolisme. Enfin, Flaubert n'était pas plus clérical que lui et ne lui donnait pas plus tort sur ce point que Renan, qui a écrit : « C'est M. Homais qui a raison. Sans lui, nous serions

tous brûlés, vifs ». (*Souvenirs d'enfance et de jeunesse.*) Ceux qui utilisent comme je l'ai dit le nom de M. Homais n'ont donc pas le droit de se donner pour fidèles interprètes de la pensée de Flaubert, et ne seraient au contraire logiques qu'en le qualifiant lui même comme le faisait Vaugeois. Cependant, Homais est bien pour Flaubert un personnage grotesque? Oui, sans aucun doute, mais beaucoup moins pour le fond de ses opinions que pour sa façon sommaire, déjetée et prudhommesque de les exprimer. Notez d'ailleurs que le curé Bournisien ne l'est pas moins, ni M. Rodolphe Boulanger de la Huchette, et quant à Emma Bovary elle-même, Flaubert ne condamne pas ses aspirations poétiques et romanesques, qu'il partage (« la Bovary, c'est moi »), mais seulement leur déformation dans son esprit et sa piteuse façon de les réaliser.

C'est là une des vues maîtresses et profondes de Flaubert, et la clef de son prétendu pessimisme. Oui, il a dit : « Nous ne souffrons que d'un seul mal, la bêtise, mais il est formidable. » Oui, presque toute son œuvre étale impitoyablement cette vertigineuse et presque universelle infirmité. Mais s'il constate tantôt avec colère, tantôt avec pitié, cette impuissance de la majorité des hommes, et cet aspect de niaiserie que leur pauvre cervelle et leur langage disgracié impriment aux plus nobles idées, il continue pourtant de croire à ces idées mêmes, d'en proclamer l'inappréciable valeur, et de considérer qu'elles suffisent à justifier le monde comme les dix justes auraient suffi à sauver Sodome. Si nul ne s'emporta plus violemment que Flaubert contre la pambéotie et le panmuflisme, nul n'adora plus pieusement les grandes œuvres et les grands génies. Avec quelle ferveur il parle d'un Shakespeare, d'un Rabelais, d'un Voltaire, d'un Gœthe, d'un Victor Hugo! Quelle promptitude et quelle fougue à les défendre contre toute agression! Quelle capacité d'enthousiasme chez ce dédaigneux! Comme ce misanthrope s'inclinait devant les grands hommes! Et comme ce pessimiste s'agenouilla devant ces véritables incarnations du divin!

Nous n'admirons plus avant tout Flaubert pour avoir donné « la formule du roman moderne » et le « code de l'art nouveau », qui est déjà passé, si on l'entend au sens où le prenait Zola. Il le prenait dans un sens beaucoup trop étroit.

Le réalisme n'est qu'un cas et un corollaire du romantisme, qui avait rétabli les droits de l'imagination et de l'observation, du sensible, du concret, du burlesque et du trivial même, contre l'abstraction et l'exclusivisme classique (ou pseudo-classique). Flaubert n'est un réaliste que par occasion. Essentiellement, c'est un romantique, c'est-à-dire un imaginatif, un artiste, un poète, et un Don Juan de la connaissance, avide et conquérant, un escaladeur de ciels, un intellectualiste prométhéen, sans peur, restriction ni fatigue, un grand généralisateur et constructeur de synthèses à la manière de Gœthe, un contemplatif enivré comme un Spinoza. Il est bien possible que *Madame Bovary* soit son chef-d'œuvre, c'est-à-dire son œuvre la plus pleinement réussie et la plus achevée. Mais que *Salammbô* est amusante! Quelle orgie de couleurs et de sonorités! Quelle étude des décevantes expériences du cœur que *l'Éducation Sentimentale*! Et si Émile Montégut a comparé avec raison la *Bovary* à *Don Quichotte*, Jules de Gaultier et Rémy de Gourmont ont très justement dit que *la Tentation de Saint Antoine* était ce que nous possédions de plus analogue à *Faust*. Quant à *Bouvard et Pécuchet*, c'est le même sujet en somme, mais sans symbole ni transposition, dans un milieu moderne et réaliste, et une œuvre sans analogue ni précédent, peut-être la plus originale et la plus audacieuse de Flaubert, qui n'a malheureusement pas eu le temps d'y mettre la dernière main.

Je ne reviendrai pas sur son style, dont on a si copieusement parlé en sens divers depuis un an ou deux. Il résulte, je crois, de ces controverses que, malgré quelques défaillances, généralement des provincialismes, d'ailleurs fort rares et sans gravité, Flaubert reste un des maîtres de la langue et du style, l'un des plus grands écrivains français, de l'aveu de Faguet lui-même, qui ne péchait pas envers lui par excès de bienveillance. Et c'est l'un des plus libres, des plus puissants esprits de son temps, voire de tous les temps, non pas seulement un très grand artiste, mais un héros de la pensée. Je ne dirai pas que cela vaut encore mieux, mais cela va merveilleusement ensemble, et compose une des figures les plus hautes et les plus complètes qui aient honoré l'esprit humain.

PAUL SOUDAY

# SUR LES ROUTES DE L'ANCIENNE ESPAGNE

Les Espagnols se préoccupent aujourd'hui d'attirer les étrangers, ils tiennent des congrès de tourisme, et ils ouvrent de nouvelles lignes de chemin de fer à travers les Pyrénées. Il y a là une industrie qui se développe; comme toutes les autres, et un jour viendra sans doute où, suivant les traces de l'Italie, l'Espagne saura exploiter la beauté de son ciel et son ancienne gloire, et où elle redeviendra la grande route vers l'Amérique du Sud et l'Afrique. Cadix et Algésiras feront pendant à Brindisi.

Aussi n'est-il pas sans intérêt de faire un retour en arrière vers le passé mort, et d'essayer d'imaginer ce que pouvait être un voyage au delà des Pyrénées au temps des carrosses et des mules, quand régnaient les derniers Habsbourgs et les premiers Bourbons. Nous avons pour nous y aider de nombreux livres, car, au XVII^e^ et au XVIII^e^ siècle comme aujourd'hui, tel secrétaire d'ambassade ou tel riche Anglais, curieux de pays nouveaux, se laissaient souvent à leur retour tenter par le démon des lettres. Ces descriptions de l'Espagne nous sont précieuses aujourd'hui. Elles nous renseignent exactement sur toutes sortes de choses, car on les a écrites pour instruire plus que pour charmer. Le tourisme littéraire, que devait faire

naître l'amour romantique de la nature, n'était pas né encore : point de *croquis*, de *notes*, d'*impressions*, de *soirs*, d'*aubes* et de *matins* d'ici ou d'ailleurs, mais de bonnes, honnêtes et un peu lourdes relations, rarement des lettres. On sent que Rousseau et Chateaubriand n'ont pas encore passé par là.

*
* *

Qu'on vînt de Bayonne ou de Perpignan, qu'on abordât la Péninsule par le pays basque ou la Catalogne, l'impression était la même : on quittait de bonnes routes pour tomber dans de mauvais chemins. Oh ! cela ne veut pas dire que les routes de France fussent merveilleuses ! Les lettres et les mémoires d'autrefois sont pleins de détails à faire frémir nos automobilistes. Mais enfin c'étaient des routes — surtout celles du Roi — où l'on pouvait rouler en diligence ou en carrosse, voire même en chaise de poste. On allait ainsi d'un bout à l'autre de la France, comme au temps des Romains.

Il n'en était pas de même en Espagne : « Pour chaque lieue, disait un proverbe, il y a un morceau de mauvais chemin. » Au XVII^e siècle, souvent la route royale, abandonnée par les communes qui devaient l'entretenir, se changeait en une dangereuse fondrière, ou se réduisait dans les montagnes aux proportions d'un étroit sentier. C'est ainsi que, sous Charles II, un nommé Juan de la Parra, qui en général est loin d'être sévère pour son pays, nous apprend que dans les montagnes de Reinosa en Castille les chemins n'étaient que des pistes pierreuses avec des rigoles et de mauvais pas. En Galice ils étaient très difficiles. Dans une autre région, la grande route de Valence à Madrid traversait dans la Sierra de Cabrilla, à la limite de la Castille, un passage tellement étroit, qu'on en faisait un jeu de mots d'après le nom de la montagne et que l'on comparait le chemin à un sentier de chèvres. Un voyageur français, des Essarts, trouva en 1660 de très mauvais passages entre Valence et Alicante. Même dans les plaines, la pluie et la neige en hiver, la poussière en été rendaient les routes si impraticables que le premier soin des rois lorsqu'ils se déplaçaient avec la cour, était de les faire réparer. Les corregidors — qui étaient les sous-préfets du temps —

devaient alors parcourir les villages pour réquisitionner par force les populations. Pour voyager dans ces conditions il ne fallait pas être bien pressé, et puis ce n'était pas à la portée de tout le monde.

D'incontestables progrès furent accomplis au XVIIIe siècle. Le pasteur Clarke, qui en 1760 débarqua à la Corogne et de là gagna Madrid, nous avoue que la route qu'il a suivie n'était pas si mauvaise qu'on le croyait. Il trouva les montagnes de Galice très faciles à traverser, sauf en certains endroits à la descente, et, il en fut de même dans le Léon. Quant au parcours en Castille, il le trouva très aisé. Il admira surtout la route encore neuve qu'avait fait tracer Ferdinand VI à travers la Sierra de Guadarrama, masse énorme de montagnes qui sépare les deux Castilles et qui, au siècle précédent, était l'effroi des voyageurs. Dix-sept ans plus tard, Peyron nota de nouveaux progrès : « On sort de Barcelone, dit-il, par une route large et magnifique, bordée de peupliers, d'ormeaux, d'orangers... A deux petites lieues de cette ville... on passe le Llobregat sur un pont de la plus grande beauté ; il a près de quatre cents pas de longueur. Ses trottoirs, ses parapets et quatre pavillons qui le terminent sont construits d'une espèce de granit sanguin... » Il devait retrouver un aussi beau pont sur le Xarama entre Madrid et Aranjuez. Là encore le chemin est beau : le baron de Bourgoing, secrétaire à l'ambassade de France, qui le vit quelques années plus tard, l'appelle « l'un des plus beaux et des mieux entretenus qu'il y ait en Europe ».

Il est vrai que cela ne prouve pas grand'chose : Aranjuez est en effet le Versailles de l'Espagne, et les Bourbons, habitués en France à vivre loin de leur capitale, avaient conservé quelque chose de ces goûts au delà des Pyrénées. Aussi la route en question était-elle sans cesse parcourue par des carrosses illustres. Quel ministre ou quel ingénieur aurait pu être assez dénué d'ambition pour ne pas sacrifier au besoin toutes les routes du royaume à la perfection de celle-là ?

Pourtant, d'une façon générale, Bourgoing n'est pas trop sévère pour les routes d'Espagne, et, de fait, on y travaillait beaucoup de son temps. Le premier ministre espagnol, Floridablanca, poursuivait la réalisation d'un vaste programme de

travaux publics : on avait commencé par les quatre routes principales qui de Cadix, de Barcelone, d'Irun et de la frontière portugaise devaient aboutir à Madrid. Dès la fin de 1748, on voyageait commodément *en chaise de poste* de Bayonne à Cadix, « du moins, ajoutait Bourgoing, dans la belle saison, car les chemins d'Andalousie ont encore besoin de grands travaux pour n'être pas impraticables après de longues pluies ». La circulation était également facile en Biscaye et en Navarre. Dans les autres provinces il y avait quelques tronçons excellents, comme celui qui allait de Reinosa en Castille jusqu'au Golfe de Gascogne; de même au sortir de Valence dans la direction de Murcie pendant six lieues, et six lieues encore dans la Sierra Morena pour desservir les nouveaux villages créés par Charles III ; enfin en Galice, de la Corogne à Pontevedra. Bourgoing lui-même put constater en 1793, lors d'un second séjour en Espagne, un progrès sur ce qu'il y avait vu dix ans plus tôt. Des routes commencées avaient été terminées, comme celle de Madrid à Valence, qu'il jugea — sauf pendant quelques lieues — « faite en général avec un soin tout particulier et même avec magnificence. On y trouve, dit-il, de distance en distance de jolies maisons neuves, de beaux ponts sur les plus petits ruisseaux, de superbes levées revêtues de maçonnerie, de fréquents parapets pour la sûreté des voyageurs, des portions de chemins tournées avec art sur le penchant des coteaux, des colonnes milliaires de lieue en lieue. »

Oui, mais Bourgoing est un optimiste : n'était-il pas diplomate? C'était de plus un personnage officiel qui voyageait vite et sur les routes principales ; nous dirions aujourd'hui qu'il ne connaissait que le Sud-Express. Or le gouvernement de Charles III aurait eu de l'ouvrage par-dessus la tête, s'il avait voulu du premier coup créer un réseau routier complet, et il n'avait guère apporté d'argent et de « magnificence » qu'aux grande voies. Aussi, à la fin du XVIIIe siècle, la plupart des chemins restent-ils très médiocres, sinon mauvais, et les voyageurs s'en plaignent souvent.

On se demandera sans doute ce que pouvaient bien être les moyens de transport dans un pays où les voies de communica-

tion existaient si peu. Certes ils n'étaient pas très confortables ! Madrid avait beau être, au milieu du XVII^e siècle, si l'on en croit les voyageurs, la ville d'Europe où, après Paris, il y avait le plus de carrosses, le reste de l'Espagne était loin d'être sous ce rapport aussi avancé. Pour voyager, les hommes avaient conservé l'usage du cheval et surtout de la mule, les dames celui de la litière ; seuls les très grands personnages se déplaçaient en voiture. C'est à mulet que l'abbé François Bertaut, attaché en 1659 à l'ambassade du maréchal de Gramont, parcourut les montagnes et les plaines de la Péninsule. Des muletiers le suivaient à pied, et les bagages étaient répartis aussi bien sur les montures des maîtres que sur celles des valets Cela ne laisse pas de surprendre notre diplomate, qui n'était pas sans avoir utilisé en France même cette façon de voyager, mais qui laissait d'ordinaire le soin de porter ses hardes aux montures de ses domestiques. « Il n'y a point, dit-il, de selle de mule qui n'ait à l'endroit du pommeau deux fers courbés en rond dans lesquels on met la valise, sur laquelle les Espagnols ont accoutumé de s'appuyer en marchant, de façon qu'il n'y a personne de qualité qui aille par les chemins qui n'en ait. Et cela se pratique dans toute l'Espagne. »

Il semble qu'on les voie d,ici, ces voyageurs de l'ancien temps, chevauchant à travers les interminables plaines de Castille, bercés par le pas de leur bête et somnolant sur leur valise : c'est comme cela encore qu'aujourd'hui les paysans se rendent à leurs affaires avec leur panier, une botte d'herbes ou un fagot de bois en travers de leur bourricot. Malgré sa mine orgueilleuse, c'était en cet équipage que s'acheminait vers le but la diplomatie de Louis XIV.

Madame d'Aulnoy, qui, quelques années plus tard, fit le même voyage en litière, remarque qu'il existait pourtant des relais de poste, mais seules les personnes de grande naissance obtenaient du roi ou du grand maître des postes la permission de se faire délivrer des chevaux ; sans un ordre signé en effet, aucun maître de relais n'en pouvait donner, car on les réservait aux courriers royaux. Ceux qui voulaient aller en voiture devaient avoir leurs attelages.

On fit des progrès avec les années. Sans doute les gens délicats et qui en avaient les moyens, comme Swinburne en 1775,

achetaient au départ bêtes et véhicules pour les revendre à l'arrivée. Swinburne, en effet, voyageait en prince : il avait une voiture pour les maîtres, une pour les domestiques et un grand chariot pour les bagages et les provisions ; c'était une véritable caravane. Mais la plupart du temps on se contentait de louer pour un trajet déterminé l'attelage et la voiture. Ce n'était pas partout facile. Clarke en 1760, dut rester huit jours à la Corogne pour chercher un véhicule. Il faut croire que les gens du pays n'en avaient point, ou bien qu'ils se souciaient peu de les risquer dans les sentiers de montagne de la Galice et du Léon. Il finit par se décider, ainsi que ses compagnons de voyage, à partir pour Madrid à cheval ou à mulet, comme au temps de François Bertaut. Ils firent ainsi cent deux lieues en treize jours, jusqu'à Astorga. Là on était en plaine, et ils trouvèrent des voitures que des amis leur avaient envoyées de la capitale, où ils finirent par arriver après avoir couvert en sept jours les cinquante dernières lieues. Est-ce à cause de la difficulté qu'il eut à s'en procurer, mais Clarke garda quelque rancune aux voitures espagnoles. Il trouva la sienne « informe », et se scandalisa de voir les six mules attelées — comme c'était la mode en Espagne — avec des cordes.

Vingt ans plus tard, Bourgoing n'en employa pas d'autres ; on les appelait des *coches de colleras* (voitures à colliers).

C'est, nous dit-il, une voiture plus solide que commode, attelée de six mules, qui n'ont d'autre éperon et d'autre frein que la voix de leurs conducteurs. A les voir attachées entre elles et au timon par de simples cordes, errer comme à l'aventure sur les routes tortueuses, raboteuses et quelquefois peu frayées de l'Espagne, le voyageur se croit abandonné aux seuls soins de la Providence, mais, à l'apparence du moindre danger, un cri du muletier en chef, qui se nomme *mayoral*, suffit pour contenir et diriger ces dociles animaux ; leur ardeur se ralentit-elle, le *zagal*, qui est comme son postillon, s'élance du brancard de la voiture, d'où il est en sentinelle, les presse, les anime, de la voix et du fouet, les suit quelque temps à la course, et retourne à son poste jusqu'à une nouvelle crise.

Il existait aussi des voitures plus légères, les *volantes* ou *calésines*. C'étaient des espèces de cabriolets découverts, à deux roues, attelés d'une seule mule. Quand il y avait deux voyageurs, le conducteur suivait à pied ou s'asseyait sur le

brancard. Townsend les employa parfois car elles étaient moins chères. Aucun de ces véhicules, qu'il fût à une mule ou à six, n'était élégant, mais ils semblent avoir en général satisfait les voyageurs, qui, en Espagne, n'étaient pas très difficiles. Les étrangers même s'y habituaient ; c'est ainsi que Peyron trouve les voitures « bonnes », les mules « exercées », les voituriers « fidèles, patients et laborieux ». Toutefois Townsend nous avertit qu'il était prudent de faire son prix d'avance avec les muletiers. Nous l'en croyons sans peine.

Mais il s'agit toujours là de voitures particulières, qu'elles fussent louées ou non. Il fallut attendre les dernières années du XVIIIe siècle et le ministère de Floridablanca pour trouver en Espagne des voitures publiques. A partir de cette époque, une diligence à six places fit deux fois par semaine le service entre Bayonne et Madrid. Le trajet durait six jours en été et huit en hiver, le prix était de soixante francs. Dans l'intervalle des deux départs on mettait des mules à la disposition de ceux des voyageurs qui avaient leur voiture, ce qui permettait de relayer en route et augmentait la rapidité du voyage.

Ce service — encore bien modeste — avait été inauguré en 1789 par un particulier, et repris l'année suivante par le roi.

***

Mais ce n'est pas tout de faire du chemin, il faut aussi dormir, manger et boire. On peut supporter les cahots de la route, la pluie, le soleil et le froid, on peut tolérer les offenses d'une selle incommode ou d'une banquette dure, si le soir on rencontre un gîte plaisant et un bon repas. Par malheur les auberges laissaient encore plus à désirer que les moyens de transport.

Comme leurs propriétaires payaient de grands impôts, et qu'il n'était pas permis à tout le monde d'être aubergiste, on rencontrait tout au plus deux hôtelleries par village. On n'y trouvait rien que le lit, les ustensiles, le couvert et le feu ; pour le reste il fallait l'acheter au dehors.

Dès qu'on est arrivé à l'hôtellerie, nous apprennent deux voyageurs hollandais, Brunel et van Aerssen, qui visitèrent l'Espagne en 1665, on demande s'il y a des lits, et, après s'en être pourvu, il faut, ou

**donner la viande crue que l'on porte à cuire, ou bien en aller acheter à la boucherie. Si on trouve quelque chapon, poule ou perdrix, on tâche de s'en accommoder... Le meilleur est de porter la viande dans ses besaces et d'acheter ou faire provision de ce que l'on trouve au lieu où l'on est pour le lendemain.**

Heureux encore quand on ne tombait pas sur une disette de pain, comme cela arriva à Bertaut par deux fois, l'une en Andalousie au bourg d'Almagro et l'autre à Ségovie, bien que ce fût une ville importante. Dans les deux cas la rivière avait gelé, les moulins s'étaient arrêtés et l'on n'avait pas pu trouver dans toute la ville une livre de pain d'avance. Il était assez difficile également de se procurer de la viande de boucherie, « mais, dit Bertaut, sur les chemins on se pourvoit de perdrix et de lièvres, car le gibier y est bon et n'est pas cher, à cause que tout le monde chasse ». D'autres prétendent qu'il n'était pas fameux, mais tous sont d'accord pour le trouver abondant, car les chasseurs venaient le long des routes pour tenter de vendre aux passants leur butin de la journée.

La vie était donc un perpétuel pique-nique. On déjeunait en plein air sur le bord de la route, tandis que les bêtes broutaient Dieu sait quoi, et l'on n'allait à l'auberge que le soir pour le dîner et le coucher.

Les vivres coûtaient cher. Le pain, le vin, les œufs, disent Brunel et van Aersen, « sont en parti, et il n'est permis qu'à ceux qui en ont affermé le droit d'en vendre. L'impôt y est si grand que l'on paie au roi d'un œuf un *cuarto*, qui vaut deux liards, tellement que dans presque toute la Castille un œuf coûte un sol. » A Séville en 1664, Willoughby trouve tout excessivement cher, sauf les olives et les grenades, et son compatriote Ellis Veryard, vingt-deux ans plus tard, est du même avis. Sans doute on les aura un peu écorchés, mais ce n'en est pas moins un fait que la cherté de la vie en Espagne au XVII^e siècle. Il faut en chercher la raison dans le poids et la mauvaise répartition des impôts, l'*alcabala*, ou impôt sur les transactions, et les *millones*, qu'on percevait sur les denrées de première nécessité. A cela s'ajouta le décri de la monnaie de cuivre, si bien que sous Charles II, au dire du marquis de Villars, la cherté était le double de ce qu'elle était dans la ville d'Europe la plus chère.

Et pour le prix on mangeait mal : il faut entendre nos voyageurs ! Madame d'Aulnoy ne put se faire à l'huile mal fabriquée d'Espagne et à l'absence de beurre ; elle trouva le pain lourd et peu cuit. Van Aerssen et son compagnon Brunel furent invités un jour chez un marchand de Burgos ; ils font un peu la grimace à ce souvenir, et cependant ils ajoutent : « Enfin nous fûmes beaucoup mieux (servis) que si nous eussions dû courir les tavernes pour nous acheter de quoi manger. » Ils ne purent supporter le vin que l'on conservait dans des outres et qui sentait la peau et la poix à pleine gorge. Le vin blanc leur parut une liqueur ardente qui ressemblait à de l'eau-de-vie, mais qui, mêlé à l'eau, devenait insipide.

Ainsi nos gens voyageaient sans commodité et faisaient mauvaise chère. Dormaient-ils bien au moins? J'ai peur que non, si j'en crois les descriptions qu'ils ont laissées des meilleures auberges de leur temps. Nous pouvons nous en faire une idée par ce que sont encore aujourd'hui les *posadas* de la campagne.

Qu'on imagine une dame de qualité comme la comtesse d'Aulnoy, descendant de sa litière sur le seuil d'un logis semblable, sous les regards braqués des muletiers. On voit d'ici les salutations de l'hôtesse, « qui ne manque jamais » d'aller revêtir ses plus beaux habits, mais aussi la grimace de l'étrangère, forcée de se frayer un passage à travers le vestibule rustique vers l'escalier trop raide. En haut elle ne trouve qu'une chambre aux murs blanchis, « couverts de mille petits tableaux de dévotion fort mal faits ». Le lit est sans rideaux « avec des couvertures de coton à houppes assez propres », des draps « grands comme des serviettes », et des serviettes « comme de petits mouchoirs ». Comme il n'y a pas de quoi se chauffer, on y gèle l'hiver : force est donc de descendre à la cuisine pour s'asseoir avec toute la compagnie autour du feu. Mais ce n'est qu'un pis aller. « La cuisine, écrivent Brunel et van Aerssen, est un lieu où l'on fait le feu au milieu, sous un grand tuyau ou cheminée, d'où regorge la fumée avec une telle épaisseur que souvent on croit être dans quelque renardière d'où l'on veut faire sortir la bête qui s'y retire. » On rôtit les viandes par terre sur des tuiles ou suspendues à une corde. Et c'est là qu'on mange et qu'on attend la fin

de l'interminable soirée pour aller dormir. Du moins la note n'était-elle pas exagérée. Au milieu du XVIIe siècle on payait pour chaque lit un ou deux réaux de vellon — dix sols de France — et autant pour le *servicio*, c'est-à-dire pour la peine d'accommoder le repas. Mais dans certains lieux déserts de la Sierra Morena, sur la route de Séville, le gouvernement avait fait établir des *ventas* isolées : c'étaient les seules auberges où l'on vendît à manger et les aubergistes faisaient payer le repas, même si on ne le consommait pas, « disant qu'ils sont mis là dans des lieux inhabités pour la commodité des passants et qu'ils y font apporter des provisions à grand frais, qu'il faut que les passants leur paient ».

Pendant presque tout le XVIIIe siècle on ne constate guère de progrès. Tous les voyageurs continuent à se plaindre et signalent les mêmes défauts. Il est vrai que leurs besoins s'étaient accrus depuis le temps de l'optimiste Bertaut, et Peyron les engage à emporter un lit, des draps, du linge de table, « si l'on est délicat ». Les aubergistes sont français ou italiens, mais souvent ils sont devenus aussi désespérément espagnols que les gens du pays, comme celui que le P. Labat trouva à Séville en 1705, et « qui entendait le français à peu près comme l'arabe, mais qui parlait en perfection le provençal et l'espagnol ». Dans le sud c'étaient généralement les *gitanos* qui tenaient les auberges, au grand dam des voyageurs. Du moins les prix semblent être restés bas car il y avait un tarif, ce qui n'empêchait pas toujours les voleries ni les discussions. Témoin en 1776 le major anglais Dalrymple :

> Dans les hôtelleries le prix de tout est taxé par la loi, et l'aubergiste est obligé d'en produire l'affiche, si on le lui demande ; mais souvent ils *(sic)* la cachent, pour tromper ceux qui ne sont pas au fait... Je n'ai point encore vu d'hôtellerie où le maître n'imaginât que vous lui avez une grande obligation de permettre que vous dépensiez votre argent dans sa maison : à peine daigne-t-il faire un pas pour vous procurer quelque chose, et cependant s'il s'aperçoit que vous ignorez l'usage, il vous présente à votre départ un mémoire qui ne finit pas, et veut vous persuader que vous devez le payer.

Il devait bien « ignorer l'usage » et payer de longs mémoires ce Swinburne qui se plaint en 1775 de la rapacité des hôteliers :

Il est étonnant, dit-il, combien il en coûte pour voyager dans ces pays ; on demande autant pour le logement et pour le *ruido de la casa* (dérangement) qu'on pourrait demander pour un bon souper et un beau logement dans les meilleures auberges de presque tous les autres pays de l'Europe.

Il faut dire, pour excuser les aubergistes, que Swinburne voyageait de façon luxueuse ; il avait une véritable caravane, un cuisinier pour lui réchauffer ou lui préparer ses repas, et des domestiques qui ne se départaient nulle part de leur correction britannique. Comment le pauvre diable de *posadero* aurait-il résisté à la tentation d'écorcher un peu le « milord » ?

Plus modeste, ou moins distant, Peyron se mêla davantage à la clientèle ordinaire des auberges. Il alla s'asseoir dans la fameuse cuisine qu'avait connue van Aerssen plus d'un siècle auparavant, et où se pressent avec l'hôte les cochers et les muletiers. Il nous la décrit avec assez de verve :

Au centre de cette tanière brûlent quelques tisons rassemblés, et souvent de la bouse de vache mêlée à des faisceaux de paille. Tel est le feu banal qui va servir à la ronde à faire cuire les mets dont on a eu soin de se pourvoir. Toute la batterie de cuisine consiste en longues et larges poêles ; presque tout ce que l'on mange se frit dans de la mauvaise huile. Il est vrai de dire qu'on ne l'épargne point, et cette abondance se joint à la qualité pour faire perdre l'appétit. Le coin de ce feu est presque toujours orné de quelque amateur de nouvelles, enveloppé jusqu'aux yeux dans ca cape, quelquefois d'un aveugle qui chante du nez et racle sa guitarre, et des enfants de l'hôtesse, garçons et filles, qui n'ont pour tout vêtement qu'une courte chemise, quoique d'un âge assez avancé pour être plus modestement couverts.

A l'en croire, le confort n'avait guère augmenté depuis un siècle :

On vous mène dans un mauvais coin humide qu'on appelle chambre. Elle est meublée de deux chaises, ordinairement fort hautes si la table est basse, et fort basses, si la table est haute, parce que tout se fait sans goût et sans proportion. On jette par terre un méchant matelas, plus court d'un pied qu'il ne faut. Les draps sont grands comme des serviettes, la couverture, si l'on en trouve, couvre à peine le bord du grabat. C'est sur ce lit de volupté qu'il faut se délasser des fatigues de la route, faire des songes agréables et de nouveaux projets de voyage.

Arthur Young en 1787 nous dépeint des choses sensiblement analogues : il trouva dans les Pyrénées beaucoup de saleté, mais une extrême politesse. Townsend, entre Grenade et Carthagène, dut plusieurs fois réquisitionner, à l'aide d'un passeport qu'il avait, un lit chez l'habitant. L'équitable Bourgoing lui-même se montre modéré, mais encore sévère : « L'humeur, dit-il, en parlant des auberges, a peut-être exagéré leurs inconvénients, comme elle exagère tout : mais la vérité est qu'elles sont en général dépourvues de toutes ressources, qu'on y est mal logé, mal couché, mal servi, que, pour s'y procurer un repas très médiocre, il faut aller soi-même solliciter les secours du boucher, du boulanger, de l'épicier. » Mais il ajoutait : « On aperçoit cependant depuis quelques années un changement à cet égard. J'en ai déjà rencontré quelques-unes de très passables, surtout dans les villes principales. »

Et c'était vrai : Floridablanca avait fait de grands efforts pour amener là aussi un progrès. A la fin du siècle, il y avait sur la route d'Irun à Madrid une auberge avec des lits, du linge et même de l'argenterie ; on y trouvait des comestibles. Hors de cette route on en rencontrait d'assez bonnes dans les grandes villes, comme Madrid et Barcelone, et dans certaines localités de Catalogne et même de Castille.

***

L'Espagne est le pays classique des bandits. Il n'y a pas encore très longtemps que le dernier d'entre eux a disparu d'Andalousie, et encore n'en est-on pas très sûr. On juge de ce que les choses devaient être à cette époque de plus grand désordre social et de plus grande pauvreté, où la police était plus rudimentaire et les communications plus difficiles. Il y avait alors sur tous les chemins des *gitanos*, des vagabonds, des mendiants, des pèlerins, des moines montreurs de reliques, des soldats réformés, des colporteurs ou chaudronniers français, bref des trimardeurs de toutes sortes : la tentation était forte pour tous ces irréguliers de profiter des bonnes occasions. Il y avait aussi les nobles ruinés, les paysans tombés dans la

misère et qui s'associaient pour détrousser les voyageurs. Venait-il une mauvaise récolte, une année de sécheresse, et l'on voyait s'accroître l'armée des coupeurs de bourses. L'Aragon, les royaumes de Valence et de Murcie, l'Andalousie étaient les régions les plus mal famées, et nombreuses s'y dressaient les croix qui commémoraient des meurtres. Dans le pays désolé et chaotique qu'on traversait entre la Méditerranée et Grenade, ce devait être une apparition sinistre — notée plus tard encore par Théophile Gautier — que celle de toutes ces croix noires avec leur inscription inquiétante : « Ici on a tué un homme. »

Le sieur des Essarts, compagnon de François Bertaut, qui visita au début de 1660 le pays d'Alicante, écrit dans une relation publiée à la suite de celle de l'abbé :

Il y a ici force bandouliers et tout ce royaume généralement est partagé entre plusieurs bandes.

La répression était impuissante devant les coquins, tout en désarmant les honnêtes gens — ce qui se voit encore aujourd'hui et ailleurs qu'en Espagne.

On est ici fort sévère, poursuit des Essarts, pour ceux qui portent des armes à feu ; et, à moins que l'on ne soit en compagnie plus forte que celle des alguazils, on est mis à de bonnes amendes. Les chefs des bandes sont tellement craints, qu'ils entrent souvent dans les villes et font ce qu'ils veulent. Ils ont attenté souvent aux personnes des vice-rois.

Aussi Willoughby remarque-t-il que « les Espagnols chevauchent rarement seuls, mais se tiennent en troupes, de même qu'on forme une caravane en Arabie ».

Cette habitude subsista au XVIIIe siècle — bien qu'il y eût quelque amélioration — car les provinces du sud restèrent peu sûres. Vers 1787 Townsend constate encore qu'on prend de grandes précautions pour voyager. Entre Cordoue et Séville, raconte-t-il,

nous joignîmes une autre voiture qui contenait quatre hommes bien armés, faisant la même route que nous. J'ai constamment observé en voyageant en Espagne, que partout où l'on craint du danger, les voyageurs se réunissent en société et forment quelquefois des corps

considérables sans aucune communication préalable et sans aucun engagement verbal de défense mutuelle, ni aucun lien d'union que celui de la crainte.

D'ailleurs, il faisait route avec des officiers, dont l'un avait emmené son ordonnance, et ils avaient loué en chemin deux soldats de marine pour compléter leur escorte. Est-ce grâce à ces précautions qu'ils ne virent pas de bandits? Ailleurs, sur le chemin de Malaga à Grenade, comme le pays n'était pas sûr, Townsend chemina en nombreuse compagnie : une cinquantaine de chevaux, de mules et d'ânes, et une vingtaine d'hommes bien armés ; deux surtout se faisaient remarquer : ils avaient chacun deux fusils, deux paires de pistolets d'arçon, et deux plus petits à la ceinture, enfin un poignard. C'étaient des officiers des *rentas* (douanes), chargés de surveiller les contrebandiers.

En dehors des bandits, les voyageurs avaient à redouter deux autres catégories d'individus : les mendiants et les douaniers. Les mendiants considéraient — considèrent toujours — l'étranger comme un débiteur, et ils lui réclament leur créance avec une insistance qui ne peut se comparer qu'à celle des mouches. La route de pèlerinage de Compostelle en était infestée au XVIIe siècle, et il venait même, paraît-il, des vagabonds de France, pour participer à la manne qui tombait là. Mais d'une façon générale la mendicité était en corrélation avec la misère. C'est ainsi qu'un voyageur qui visita l'Espagne en 1755, nous raconte qu'en un bourg d'Aragon appelé Candasnos, il fut entouré par une troupe d'enfants nus et mourant de faim, qui pleuraient et criaient autour de sa table : le village n'avait pas vu une goutte de pluie depuis quatre ans, et l'on n'avait fait aucune récolte. Pendant l'étape suivante, *tout le long du chemin*, il fut suivi par des gens qui lui demandaient la charité. De même Twiss, vingt ans plus tard, remarque qu'« une quantité prodigieuse de gueux... fourmillent en Espagne ». Ils importunent dès qu'on s'arrête, et vont vous relancer jusque dans les cafés et dans les églises.

Les douaniers étaient des gens plus redoutables, car ils avaient pour eux la loi. Madame d'Aulnoy rapporte que, malgré la précaution qu'elle avait prise de se faire délivrer

au nom du roi d'Espagne un passeport aussi étendu que possible, elle dut prendre un billet de la douane pour éviter qu'on ne lui confisquât ses effets. Le P. Labat se plaint de ce qu'à chaque limite de province les voyageurs soient fouillés, vexés et taxés impitoyablement. Tout objet neuf, ou paraissant tel, doit payer comme s'il devait être vendu ; l'argenterie est toujours considérée comme neuve. Quant à l'argent monnayé, les commis du fisc évaluent arbitrairement ce qui est nécessaire à la dépense et confisquent le surplus, car l'exportation de l'argent est interdite.

Cela était vrai surtout aux environs de Cadix — où le P. Labat passa quelque temps — car il y avait là une contrebande effrénée, portant principalement sur l'argent des Indes, et qui était cause qu'on avait multiplié les règlements.

Au Port-Sainte-Marie, nous dit Peyron, on s'embarque pour Cadix, après avoir été fouillé ; on vous fouille encore à quelques cent pas en avançant dans la mer. Vous ne manquez pas d'être fouillé en arrivant à la baie, et l'on vous fouille pour la quatrième fois à la porte de Cadix. Il n'y a pas au monde de pays plus étrange que l'Espagne, et surtout Cadix, pour ce genre de vexation. Le gouvernement entretient une foule de mercenaires, âmes viles, qui pour vingt sous laisseraient passer tous les contrebandiers de la terre, mais qui sont très exacts à vider les poches d'un homme honnête. Chaque ville d'Espagne met un impôt sur sa délicatesse ; en entrant et en sortant, il doit une portion de sa bourse aux gardes de la douane, s'il ne veut être vexé, fouillé et retardé. Ceux de Cadix sont les plus insolents qui existent parmi cette troupe avide ; ils ont l'effronterie, si vous passez seulement la porte de la ville pour aller au môle, de vous demander pour boire avec un ricanement et un ton qui signifient *donnez, sinon je vous fouille.* Le gouvernement devrait bien avoir l'œil à ces tyrannies particulières, et d'autant plus outrageantes que c'est la crasse de la nation qui les exerce.

Le reste de la nation ne se montrait pas toujours plus avenant. Le peuple avait si peu l'habitude de voir des étrangers que tout voyageur, qu'il fût Espagnol ou non, excitait sa curiosité indiscrète ou ses railleries. Bertaut raconte qu'en 1659 à Logroño, ville assez importante de la Vieille-Castille, la maîtresse de la posada fit venir toutes ses voisines pour le voir, et, après avoir examiné sa toilette, et « fait de grandes acclamations » sur ses chemises, ses mouchoirs et sur la lar-

geur de ses souliers, elles se jetèrent toutes sur lui et lui arrachèrent presque tous les rubans de son habit. La même aventure survint peu de jours après — et avec plus de dommage car il s'agissait de vêtements de gala — au personnel de l'ambassade française du maréchal de Gramont, tandis qu'elle pénétrait dans le Palais royal de Madrid, au milieu d'une foule épaisse. C'est encore Bertaut qui remarque que — à la différence des paysans français qui vous saluent — ceux d'Espagne au delà de Madrid vous insultent, allant jusqu'à quitter leurs charrues pour le faire.

Les muletiers, dit-il, ne manquent pas d'y répondre aussitôt, et ce n'est pas la coutume de s'offenser de cela : au contraire, les voyageurs apprennent de bons mots exprès, non seulement pour se défendre mais pour commencer les premiers à en dire : mais surtout quand les muletiers se rencontrent, ils se crient les uns aux autres près d'une demi-lieue durant, et ne se contentent pas de se dire des injures, dont il y en a même quelques-unes d'assez spirituelles, mais ils vont quelquefois jusqu'à se défaire de leurs chausses, et à se montrer le derrière de dessus leurs mules.

Bertaut s'étonne de ces mœurs grossières, mais son optimisme ecclésiastique ne s'en scandalise pas. On sent même qu'il dut naïvement s'amuser parmi ces sauvages.

En Aragon, pays frontière, et pour cette raison moins écrasé par les impôts, car un soulèvement y aurait eu des conséquences très graves, la vie était plus douce, et les gens plus policés qu'en Castille. Mais à Valence, Willoughby et ses compagnons en 1686, passant sur la place du marché, furent hués par tout le peuple et criblés d'écorces de melon. « On dirait qu'ils n'ont pas l'habitude de voir des étrangers et des voyageurs ici » observe l'Anglais. Il est vrai, ajoute t-il, que c'était la première fois que pareille chose lui arrivait en Espagne. Mais même lorsqu'ils respectaient l'étranger, la défiance et l'hostilité des habitants perçaient sous la correction.

Ils sont inquisiteurs de la plus impertinente façon, écrit encore Willoughby : « D'où venez-vous? Où allez-vous? Quelle affaire avez-vous? etc... » Ils sont le plus horriblement grossiers, insolents, arrogants, impolis à l'égard des étrangers qu'il est possible; ils leur demandent : « Que venez-vous faire dans notre pays? Nous n'allons

pas dans le vôtre. » Ceci doit s'entendre des classes moyenne et inférieure, car beaucoup de gens de la noblesse sont polis et bien élevés.

Ces dispositions hostiles n'ont pas été notées seulement par des voyageurs de passage à qui leur costume ou leur manière d'être avait pu attirer par exception des désagréments. Parmi les diplomates, les commerçants, les capitaines de navires qui avaient fréquenté longtemps le pays, il n'y avait qu'une voix pour dénoncer la défiance, et même la haine, que ressentait le peuple espagnol à l'égard de tous les étrangers. Il faut voir là une des conséquences de son particularisme farouche, dû à son isolement et à la difficulté des communications, de son exaltation religieuse, qui le séparait de la moitié de l'Europe, et aussi de son orgueil incommensurable, qu'il avait longtemps nourri de victoires. Il est juste de dire qu'avec le temps cette rudesse de caractère disparut, et les voyageurs du XVIIIe siècle n'eurent pas à en souffrir. Dans l'âme de ce peuple si fertile en contrastes, la courtoisie, née du sentiment de l'honneur, finit par l'emporter ; peut-être aussi la diffusion de l'aisance y fut-elle pour quelque chose : du bien-vivre résulta le savoir-vivre.

***

Voilà, dira-t-on, un tableau peu alléchant de ce qui attendait autrefois le voyageur en Espagne : des chemins abominables, le rude bât d'un mulet ou de rustiques véhicules, et, le soir à l'étape, une hospitalité d'ascètes. Mais il faut penser que nous sommes devenus très difficiles. Nous avons l'amour du pittoresque, mais l'horreur de l'inconfortable. Nous rêvons de traîner derrière nous, où que nous mène notre fantaisie, la commodité de notre maison. Nous nous sommes lassés de faire le *Voyage autour de ma chambre*, mais c'est pour vouloir garder notre chambre tout le long de notre voyage.

Nos pères étaient moins délicats, et ce qui nous ferait souffrir les choquait à peine. Ils étaient donc moins surpris que ne l'eussent été nos contemporains en abordant l'Espagne d'autrefois. Ceci dit, il est incontestable que les voyages au delà des Pyrénées étaient plus lents et plus pénibles

qu'ailleurs ; aussi voit-on peu de personnes s'y risquer pour leur seul plaisir. Les auteurs que nous avons cités en effet sont généralement des diplomates, ou des gens que leurs affaires attiraient là-bas. Ce n'est qu'en petit nombre seulement et assez tard qu'apparaissent les touristes désintéressés.

Sans doute le XVIIIe siècle fut-il pour l'Espagne une époque de progrès, mais ces progrès ne suffirent pas à l'égaler aux autres pays. Ils furent lents et partiels : le réseau de routes resta insuffisant et les moyens de transport, primitifs. Comme la circulation était peu active les auberges végétaient. Sur tout le pays en effet pesait le poids d'une immense routine, et il aurait fallu pour la secouer beaucoup d'efforts et de temps. Le gouvernement sut faire ces efforts, mais il ne pouvait suppléer au temps : à la veille de la crise révolutionnaire on entrevoyait seulement ce que pouvait devenir l'Espagne.

On a souvent dit que les idées suivent les marchandises, et que les routes commerciales sont aussi des voies intellectuelles. On pourrait avec encore plus de raison attribuer à la circulation des voyageurs la même influence. Que des étrangers en effet sillonnent nos chemins, se répandent dans nos villes et jusque dans nos campagnes, pénètrent en un mot dans notre vie, cela n'est pas indifférent à nos économistes, car ils les considèrent comme des importateurs d'argent ; mais cela est loin d'être sans intérêt pour le philosophe et pour le politique. C'est en multipliant les contacts entre eux que les peuples apprennent à mieux se connaître, et c'est du frottement d'esprits différents que jaillit l'étincelle du progrès moral. Eh bien! l'Espagne était mal outillée pour accueillir les étrangers, et qui sait si, parmi tant d'autres causes, celle-ci n'a pas un peu contribué à retarder son évolution?

ALBERT GIRARD

# LA MESURE DU TEMPS

## (D'HENRI POINCARÉ A EINSTEIN)

Dans un précédent article [1], nous avons essayé de critiquer les notions d'espace à la lueur des théories physiques nouvelles. Aujourd'hui, je voudrais essayer de présenter, dans le même esprit, quelques réflexions sur la mesure du temps.

Les métaphysiciens ont depuis longtemps discuté sur la nature du temps et ces discussions ne sont pas closes; sans en contester ici l'intérêt, nous les écartons comme en dehors de notre sujet; pour nous le temps sera simplement ce qu'il est pour tous les hommes, c'est-à-dire une série ininterrompue d'instants successifs à chacun desquels nous faisons correspondre un nombre, qui est l'époque. Lorsque nous disons qu'une éclipse de soleil aura lieu le 1er octobre 1921, à 10 h. 27, ou que l'armistice a commencé le 11 novembre 1918 à 11 heures, ce langage, par suite de conventions précises, a un même sens bien déterminé pour tous les hommes civilisés. Cette division, consacrée par l'usage, en années, mois, jours, heures, minutes et secondes, correspond à un système de numération en réalité assez compliqué et ne nous paraît simple que par suite d'une longue habitude; il serait théoriquement plus simple d'évaluer les époques en années et fractions déci-

1. *Revue de Paris*, 15 juillet 1921.

males d'années (ou en jours et fractions de jours); un seul nombre tel que 1921,3864275 permettrait ainsi de fixer un instant déterminé par rapport à l'origine de l'ère chrétienne. Mais c'est là un détail de peu d'importance; ce que nous tenions à constater, c'est que le temps est, non seulement pour les savants, mais pour tous les hommes, une grandeur mesurable, c'est-à-dire assujettie au nombre; les nombres sont les repères qui nous permettent de parler, dans un langage commun à tous les hommes, des instants successifs de la durée.

Pour déterminer ces nombres, la première chose à faire est de choisir et de fixer d'une manière immuable une *unité* de temps, de même que l'on a choisi une unité (le mètre) pour mesurer les longueurs. Comment choisir cette unité de temps? Comment s'en servir? Voilà les questions que nous voudrions étudier tout d'abord.

## I

Pour mesurer les longueurs, on utilisera une règle prise pour unité; s'il faut mettre un mètre en bois trois fois bout à bout pour obtenir la longueur d'une table, nous dirons que cette table a trois mètres. Il semble au premier abord difficile de procéder de la même manière pour le temps; nous ne pouvons pas déplacer un intervalle de temps pour vérifier par juxtaposition son égalité avec un autre intervalle de temps; nous ne pouvons pas juxtaposer deux intervalles de temps pour obtenir leur somme, à moins qu'ils ne se trouvent naturellement juxtaposés, ce qui a lieu lorsque la fin de l'un coïncide avec le commencement de l'autre. Comment donc mesurons-nous le temps? Nous utiliserons des horloges qui peuvent être naturelles, telles que l'horloge gigantesque constituée par la terre et les astres, horloge avec laquelle nous comptons les jours, ou bien construites par la main de l'homme, telles qu'un simple chronomètre de poche. Prenons le chronomètre, quitte à revenir tout à l'heure sur les horloges naturelles; s'il est bien réglé, il nous donnera la mesure du temps avec une très grande précision; il y a des chronomètres

qui ne varient pas de beaucoup plus d'une seconde par jour, c'est-à-dire que l'erreur est environ la cent-millième partie de l'intervalle de temps mesuré. C'est là une erreur qui est tout à fait du même ordre que la dilatation d'une règle métallique pour une variation de température d'un degré centigrade. La longueur de la règle ne reste pas invariable lorsqu'on la déplace dans l'espace; la marche du chronomètre varie lorsqu'on le déplace dans le temps; il est aussi légitime de mesurer un intervalle de temps avec le chronomètre que de mesurer une longueur avec la règle.

Il y a cependant, en apparence, une très grande différence entre la mesure du temps et la mesure des longueurs : on ne retrouve jamais un intervalle de temps passé, tandis qu'il est facile de retrouver une longueur et de recommencer la mesure avec un soin plus grand et une précision meilleure. Cette différence, si l'on va au fond des choses, est purement apparente; on ne retrouve jamais *la même* longueur; elle s'est déplacée en vertu du mouvement des astres et déformée par suite des mouvements moléculaires qui ne s'arrêtent jamais; ce n'est donc qu'*à peu près* la même longueur que nous retrouvons; et, d'une manière analogue, nous pouvons retrouver *à peu près* le même intervalle de temps : c'est ce qui arrive lorsqu'un astronome mesure au cours de plusieurs nuits successives l'intervalle de temps qui sépare le passage au méridien de deux étoiles fixes; il constate que cet intervalle de temps est le même, exactement comme nous constatons que les dimensions d'un corps solide sont les mêmes aujourd'hui et hier. Nous savons que l'identité ne peut pas être absolue, mais l'égalité est très approchée et suffisante pour les besoins de notre science. En fait, c'est en constatant que divers chronomètres sont sensiblement d'accord entre eux et sont aussi à peu près rigoureusement en accord avec les observations astronomiques, que l'on est arrivé à les considérer comme fournissant une mesure du temps suffisamment exacte, de même que la notion de l'invariabilité des corps solides a été acquise par l'observation cent fois répétée du fait que, si les dimensions de deux corps solides étaient égales hier, elles le sont encore aujourd'hui. Il convient de serrer d'un peu plus près cette définition en quelque sorte empirique

de la durée et, pour cela, de réfléchir un peu au mécanisme des diverses horloges que les hommes utilisent.

## II

Les étalons fondamentaux proposés pour la mesure des longueurs peuvent se ranger dans trois catégories : les étalons à l'échelle humaine, tels que le mètre international du pavillon de Breteuil, les étalons à l'échelle du globe terrestre, tels que la longueur du méridien terrestre, proposée par les fondateurs du système métrique et les étalons à l'échelle que l'on peut appeler moléculaire, tels que les longueurs d'onde des vibrations lumineuses (en fait notablement plus grandes que les dimensions des molécules). Les horloges diverses proposées ou utilisées peuvent être classées d'une manière analogue; seulement, dans le cas des horloges, ce sont les horloges à l'échelle astronomique qui ont été les premières utilisées par l'homme. Avant la construction d'une horloge quelconque à l'échelle humaine, avant le sablier et la clepsydre, les hommes ont pris l'habitude de mesurer le temps par jours, c'est-à-dire, ont fait usage de cette immense horloge naturelle qu'est le soleil. Il faudrait écrire toute l'histoire de l'astronomie pour montrer comment la notion d'abord vague du jour solaire s'est précisée et a conduit à la définition exacte du jour solaire moyen, dont la 86 400e partie est la seconde, unité de temps universellement adoptée. Cette définition exacte du jour solaire moyen est assez compliquée et il nous sera plus commode de raisonner sur le jour sidéral, pour lequel les complications sont moindres, et cependant suffisantes pour donner une idée de la nature des difficultés.

Le jour sidéral, plus court que le jour solaire moyen d'environ 4 minutes, est l'intervalle de temps qui sépare deux passages consécutifs d'une même étoile fixe au méridien d'un même lieu. Cette définition suppose qu'il y a des étoiles fixes, c'est-à-dire des étoiles qui conservent les unes par rapport aux autres les mêmes positions relatives. En fait, les observations astronomiques ont montré que certaines étoiles, considérées primitivement comme fixes, se déplacent légère-

ment; et il est infiniment vraisemblable qu'il en est de même pour toutes les étoiles; mais certaines étoiles sont suffisamment éloignées de nous pour que ces déplacements soient absolument impossibles à discerner par les moyens d'investigation dont nous disposons; elles sont pour nous comme si elles étaient absolument fixes. Ces étoiles sont d'autre part assez éloignées pour que leur direction ne soit pas modifiée par le déplacement de la terre sur son orbite ou le déplacement du système solaire. Tout se passe donc comme si la terre étant immobile dans l'espace, une immense horloge formée par le ciel étoilé tournait autour de nous avec une régularité parfaite.

Mais, en laissant même de côté le phénomène très considérable de la précession des équinoxes, grâce auquel l'axe du monde se déplace parmi les étoiles, de sorte que l'étoile polaire actuelle ne sera plus étoile polaire dans quelques milliers d'années, il est impossible de ne pas insister sur l'hypothèse fondamentale qu'est la constance rigoureuse du jour sidéral. Cette hypothèse revient à l'hypothèse mécanique de la constance rigoureuse de la vitesse de rotation de la terre autour de son axe. Or, il est clair que cette hypothèse ne peut être qu'approchée; pour ne parler que du phénomène le plus apparent et le plus connu, les marées jouent un rôle de frein sur cet immense volant qu'est le globe terrestre. On parle parfois, et avec raison, d'utiliser l'énergie des marées; il y a là une source pratiquement inépuisable pour l'homme, d'énergie utilisable. Cette énergie ne peut être créée *ex nihilo*; en réalité, c'est une fraction infinitésimale de l'énergie de rotation du globe terrestre qui se trouve ainsi mise à notre disposition par le phénomène des marées. Le jour sidéral a donc une tendance à s'allonger; pouvons-nous mesurer cet allongement? La question peut paraître insoluble, si nous observons qu'aucune horloge n'a pu être construite par l'homme qui soit de loin aussi précise que l'horloge gigantesque à l'aide de laquelle le jour sidéral a été défini.

En fait, on peut dire que l'horloge des astronomes, c'est la mécanique céleste tout entière; le temps est défini d'abord d'une manière provisoire à l'aide du jour sidéral; cette définition est suffisamment précise pour permettre l'établisse-

ment des lois de la mécanique céleste, c'est-à-dire l'explication rigoureuse des phénomènes observés au moyen d'un très petit nombre de principes simples (principes de la mécanique et hypothèse de l'attraction universelle); cette explication est prise ensuite comme point de départ et permettra, s'il est nécessaire, de faire subir les très légères corrections à la constance du jour sidéral qui sont indispensables pour que l'explication du monde reste simple. On voit que nous sommes très loin de la simplicité primitive de l'horloge naturelle qui nous donnait le jour sidéral; nous remplaçons cette horloge par un ensemble extrêmement complexe d'hypothèses et de calculs. Pourrions-nous espérer éviter ces complications en utilisant les horloges à l'échelle humaine ou à l'échelle moléculaire[1]? Peut-être tout au moins la discussion du mécanisme de ces horloges sera-t-elle théoriquement plus simple.

## III

Dans les horloges de précision, la régularité du mouvement est obtenue à l'aide d'un balancier qui oscille régulièrement sous l'action de la pesanteur; ce balancier est aussi appelé pendule et l'on dit que le pendule bat la seconde si la durée de chacune de ses oscillations est exactement d'une seconde. Cette durée dépend de deux éléments, la longueur du pendule et l'intensité de la pesanteur, qui n'est pas la même aux divers points de la terre. En fait, d'ailleurs, c'est l'observation du pendule qui a fourni les méthodes les plus précises pour étudier les variations de l'intensité de la pesanteur aux divers points du globe terrestre. Mais nous éviterons cette difficulté si nous convenons de nous placer en un lieu bien déterminé de la surface de la terre. L'unité de temps pourrait alors être définie au moyen de l'unité de longueur; il suffirait de fixer avec précision la longueur du pendule qui doit battre la seconde. On peut ajouter que si cette longueur est

1. Je laisse de côté les horloges célestes extérieures à la Terre, telle que celle qui nous est fournie par les éclipses des satellites de Jupiter; aux difficultés signalées s'ajoute encore celle provenant de la vitesse de la lumière et de la variation de notre distance à cette horloge.

fixée en prenant comme unité les dimensions du globe terrestre et si nous nous plaçons au pôle, de façon que la rotation de la terre n'influe pas, l'unité de temps ainsi définie ne dépendra pas des dimensions absolues de la terre, mais seulement de sa densité moyenne; sur un globe dont le rayon serait deux fois plus petit, un pendule deux fois plus court oscillerait dans le même temps. Si le mètre, sur ce nouveau globe, avait été défini comme la dix-millionième partie du quart du méridien, le pendule d'un mètre donnerait la même unité de temps que sur la terre. Tout cela est encore bien grossier et appellerait bien des commentaires et des précisions; on conçoit néanmoins que les propriétés de la matière peuvent, dans cette voie, conduire à définir une unité absolue de temps à l'aide d'une sphère matérielle isolée dans l'espace et formée d'une substance pure rigoureusement précisée. Mais il faudra tenir compte de la température et de la définition chimique de la substance pure; nous voilà conduits vers la thermodynamique et la chimie; ne nous y égarons pas et contentons-nous d'accepter la définition comme fournissant une certaine approximation; c'est déjà un résultat; mais cette approximation est beaucoup plus grossière que celle que l'on obtient avec les horloges à l'échelle astronomique ou à l'échelle moléculaire[1].

Passons maintenant à ces horloges infiniment petites que constituent les vibrations lumineuses. Nous savons que la durée de ces vibrations n'est pas la même pour les diverses couleurs, c'est-à-dire pour les diverses parties du spectre solaire; mais nous savons aussi que dans un tel spectre apparaissent au physicien des raies très fines dont la place paraît rigoureusement fixe. Ces raies caractérisent diverses substances chimiques, mais la pureté de ces substances n'est pas nécessaire pour que la raie apparaisse; il suffit qu'il y ait dans une flamme une trace de radium, ou de fer, pour que dans le spectre de la flamme se trouvent les raies caractéristiques du radium ou du fer. On peut donc avec sécurité parler de la durée de la vibration d'une raie déterminée et voilà définie une unité de temps, très courte sans doute à l'échelle humaine,

1. Pour l'espace au contraire, le meilleur étalon est l'étalon à l'échelle humaine.

mais cependant utilisable, grâce aux ressources que mettent à notre disposition les méthodes de l'optique physique.

Nous laisserons de côté l'influence sur les raies du spectre des phénomènes électriques et magnétiques, nous serions ainsi conduits à aborder un des chapitres les plus intéressants de la physique moderne, à parler du phénomène découvert par Zeeman; cela nous entraînerait bien loin.

Mais il est impossible de passer sous silence le phénomène prévu par Einstein et que paraissent confirmer les plus récentes observations du soleil par M. Pérot et aussi la critique d'observations de MM. Ch. Fabry et Buisson faites antérieurement à la théorie d'Einstein et qui par suite n'avaient pu être influencées par aucune idée préconçue. D'après Einstein, le champ de gravitation, c'est-à-dire la valeur plus ou moins intense de l'attraction universelle, pour parler le langage de Newton, influe sur les vibrations lumineuses, c'est-à-dire sur cette horloge minuscule que nous considérons. La gravitation produit les mouvements des astres; c'est grâce à cela d'ailleurs qu'elle a été inventée; elle intervient donc directement dans cette horloge gigantesque que constitue pour nous le système de Jupiter et de ses satellites, ou plus simplement notre lune et ses phases. Elle intervient moins directement dans le mouvement de rotation de la terre autour de son axe; néanmoins, nous avons constaté qu'une définition astronomique complètement rigoureuse du temps exigeait la connaissance de tous les phénomènes astronomiques, et par conséquent supposait l'étude approfondie de la gravitation. Il est à peine besoin de rappeler le rôle de la gravitation dans les horloges à l'échelle humaine[1]; et voici que la gravitation intervient aussi dans les horloges à l'échelle moléculaire. Il y a là un fait très important, car il entraîne la conséquence que le mouvement des horloges, c'est-à-dire la définition absolue du temps, se trouve modifiée par le mouvement, ou plus exactement par les variations de l'état de

1. Je laisse de côté les chronomètres de poche dans lesquels le balancier est un volant circulaire lié à un minuscule ressort; la théorie de l'élasticité des ressorts est encore trop peu avancée pour qu'il soit possible de fabriquer autrement qu'empiriquement et par comparaison un ressort dont le balancier circulaire batte la seconde.

mouvement, par les accélérations. Il suffit, en effet, d'avoir pris place dans un ascenseur à marche rapide pour s'être rendu compte qu'au départ ou à l'arrêt de l'ascenseur, il se produit comme une augmentation ou une diminution de notre propre poids; l'attraction de la terre est comme augmentée ou diminuée; une étude approfondie montre qu'il n'y a aucun moyen de distinguer le champ de gravitation « naturel » dû à l'attraction terrestre du champ que nous sommes tentés d'appeler artificiel dû à la mise en marche rapide d'un ascenseur ou à son arrêt brusque.

L'action de la gravitation universelle sur ces horloges naturelles que constituent les vibrations lumineuses entraîne donc comme conséquence que ces horloges auront également leur marche modifiée lorsqu'elles seront soumises à des accélérations, c'est-à-dire lorsque leur vitesse augmentera ou diminuera. Il résulte de là des conséquences très importantes sur lesquelles il convient d'insister un peu.

## IV

Nous avons cherché, par divers moyens, à définir une unité absolue de temps, indépendante des conditions particulières où nous nous trouvons placés; on a pu croire que les vibrations lumineuses nous fourniraient cette unité absolue; si elles sont influencées par la gravitation et par les accélérations, il en résulte l'impossibilité d'établir un accord au sujet de la mesure du temps entre deux observateurs qui seraient situés sur des astres différents et qui, par suite des mouvements de ces astres se retrouveraient, à certains intervalles de temps, à côté l'un de l'autre [1]. Il serait pour cela nécessaire que l'un au moins des observateurs ait vu son mouvement se modifier, ait subi certaines accélérations; les accélérations auront modifié le mouvement de son horloge

1. Ce cas théorique est le seul qui soit vraiment intéressant; si deux observateurs qui se sont rencontrés un jour ne doivent se revoir jamais, par suite d'un mouvement relatif qui les éloigne indéfiniment l'un de l'autre, la question de l'accord de leurs montres ne se pose pas, puisqu'ils n'auront pas l'occasion de les comparer. On ne pourrait poser à leur égard qu'une question plus compliquée, faisant intervenir des signaux optiques.

et les horloges, si elles étaient d'accord à la première rencontre, ne le seront plus à la seconde rencontre (à moins que les deux observateurs n'aient subi des accélérations équivalentes, ce qui se produirait par exemple si leurs mouvements étaient exactement symétriques). Cette conséquence déduite par Einstein de ses théories et vérifiée ensuite par l'observation des raies solaires peut être prise comme point de départ, indépendamment de la théorie qui l'a fournie, si on la considère comme un fait d'expérience. Il faudra, bien entendu, accorder à Einstein, que ce fait vérifié dans le cas particulier des horloges naturelles que sont les vibrations lumineuses se vérifierait également avec toute autre horloge naturelle que l'on pourrait imaginer. D'une manière générale, la présence d'un champ de gravitation, créé soit par l'attraction newtonienne d'un astre considérable, soit par une accélération rapide, *entraîne un ralentissement des horloges*. Si nous admettons ce fait, nous sommes conduits à des conséquences fort curieuses, mises nettement en évidence pour la première fois d'une manière complète, si je ne me trompe, par M. Paul Langevin.

Le ralentissement de toutes les horloges doit entraîner également le ralentissement de tous les phénomènes, car tout phénomène est une horloge plus ou moins grossière, en particulier des phénomènes vitaux, et par suite la modification de ce que l'on peut appeler le temps psychologique, la notion intime que nous avons de la durée, notion évidemment liée aux phénomènes intérieurs à notre propre corps. Par suite, si nous pouvions être maintenus dans un champ de gravitation très intense et y vivre, *nous y vieillirions moins vite*, pourvu cependant que les conditions de notre vie ne soient pas modifiées par l'intensité excessive du champ de gravitation. On ne conseillera à personne de tenter l'expérience et de se soumettre aux champs de gravitation artificiels qui peuvent être produits, par exemple par centrifugation. La conséquence paradoxale est donc purement théorique, en ce sens que les champs de gravitation dont l'intensité est compatible avec notre vie sont trop faibles pour que leur effet puisse être appréciable sur nos horloges et *a fortiori* sur le temps psychologique. Cet effet ne peut être perçu que par des expé-

riences de physique fort délicates et c'est seulement pour faire image que l'on peut l'exagérer en imaginant un observateur auquel on aurait imprimé un mouvement assez rapide pour qu'il aille visiter Sirius et nous revienne dans un siècle; mais il n'est pas douteux que si ce voyageur hypothétique avait mesuré le temps avec une horloge portative constituée par un vibrateur lumineux, il aurait mesuré une durée totale bien plus courte que la durée mesurée *pendant le même temps* par l'observateur terrestre.

La mesure du temps ne peut donc pas être séparée de l'étude de la gravitation universelle et du mouvement.

## V

Nous n'avons parlé jusqu'ici que de la mesure de la durée, c'est-à-dire de la marche régulière des horloges, mais non pas du réglage de ces horloges, c'est-à-dire de l'accord entre le *midi* de deux horloges situées en des points différents. S'il avait été possible, en effet, de définir théoriquement une horloge absolue, à marche absolument régulière malgré tous ses déplacements, il serait aisé, au moins théoriquement, de mettre d'accord toutes les horloges de l'univers; il suffirait de se déplacer d'un point à l'autre de l'univers en emportant avec soi l'horloge étalon. Ce moyen nous échappe; il ne sera donc possible d'essayer d'établir l'accord entre les horloges à des points différents que par le moyen de signaux lumineux, et alors se présenteront de nouvelles difficultés, dont nous avons déjà dit un mot [1], mais qui mériteraient une étude détaillée.

## VI

En résumé, nous constatons que les difficultés de la mesure du temps sont aussi grandes, sinon plus, que les difficultés de la mesure exacte des longueurs; la chronologie, au sens absolu du terme, est aussi difficile que la géométrie. Il semble donc qu'il faille renoncer à l'espoir de bâtir la mécanique et

1. *Revue de Paris*, 15 juillet 1921, p. 425.

la physique sur la base solide que l'on avait cru trouver au XVIIIe et au XIXe siècles, dans une géométrie et une chronologie *a priori*. On sera obligé de suivre une marche inverse, singulièrement plus difficile, mais aussi singulièrment plus féconde lorsqu'on en sera maître : faire dépendre la géométrie et la chronologie de l'ensemble de tous les phénomènes physiques, puisque aussi bien les étalons de longueur et de temps dépendent de ces phénomènes. Il faudra donc, pour mesurer les longueurs et pour mesurer le temps, commencer par construire la physique tout entière; et nous voici dès l'abord arrêtés, puisque nous ne pouvons pas songer, semble-t-il, à observer les phénomènes physiques, si nous ne savons pas déjà mesurer les longueurs et le temps. Cette difficulté est grande, mais elle est loin d'être nouvelle dans l'histoire de la science; c'est par des approximations successives que l'on arrive à connaître la nature; l'essentiel est que ces approximations convergent. Les procédés classiques de mesure du temps, utilisés par les astronomes et qui sont une des plus belles conquêtes de l'esprit humain, ne doivent donc pas être reniés; ils fournissent un point de départ d'où les physiciens peuvent hardiment s'élancer à la poursuite de vérités nouvelles.

ÉMILE BOREL
*de l'Académie des Sciences.*

# LA MUSIQUE

## « L'ENLÈVEMENT AU SÉRAIL » DE MOZART, A L'OPÉRA

C'est par une brillante reprise de *l'Enlèvement au sérail* que l'Opéra vient d'inaugurer, le 7 novembre dernier, sa saison d'hiver. *L'Enlèvement au sérail* n'avait plus été donné sur cette scène depuis 1903; il n'y avait fait alors qu'une brève apparition, dans la compagnie fort honorable, mais un peu inattendue, de l'*Étranger*, de M. Vincent d'Indy. Associé cette fois à un ballet comme *Sylvia* ou *Taglioni chez Musette*, et dirigé par M. Reynaldo Hahn, il a remporté un succès qui lui promet une longue carrière. Ainsi se trouve détruit le préjugé qui voulait interdire à l'Opéra la comédie musicale, comme si le Théâtre-Français n'avait pas la liberté de faire alterner Molière ou Marivaux avec Corneille et Racine, et ne s'en trouvait pas fort bien. C'est là, pour nos jeunes compositeurs, une indication intéressante.

On a qualifié *l'Enlèvement au sérail* d'opéra-bouffe ou d'opérette; on est allé jusqu'à le traiter d'opérette viennoise. La première de ces dénominations, qui comporte une idée de parodie, convient aux petits ouvrages introduits en France vers le milieu du XVIII^e siècle par les chanteurs italiens qu'on appelait alors les Bouffons : *la Servante maîtresse* de Pergolèse est le modèle du genre. Quant à l'opérette, c'est

encore un opéra-bouffe, avec moins de musique, et plus de spectacle. Mais *l'Enlèvement au sérail* est un opéra-comique, à la manière française.

L'empereur Joseph II s'efforçait alors d'acclimater à Vienne le genre nouveau. Sur le théâtre devenu depuis 1776 impérial et national, il faisait jouer *Rose et Colas*, de Monsigny, *l'Ami de la maison*, de Grétry, *Antoine et Antoinette*, de Gossec, en traduction allemande, et, pour lui obéir, des compositeurs dont les noms ne devaient pas être transmis à la postérité s'évertuaient à imiter les grâces de ce style. Où ils échouèrent, Mozart réussit par un coup de maître.

Il avait alors vingt-cinq ans et venait de quitter Salzburg pour Vienne, où il se trouvait à peu près sans ressources, engagé par surcroît dans un projet de mariage qui ne lui promettait, avec le bonheur des sentiments, que des difficultés matérielles. Il avait écrit à Salzburg un petit opéra-comique intitulé *Zaïde*, sur un livret de son ami Schachtner, trompettiste à l'orchestre de l'archevêque; l'intrigue, qui se passe à la cour d'un sultan, n'est pas sans analogie avec celle de *l'Enlèvement au sérail*. Mozart montre cet essai à l'acteur Stéphanie, qui était alors inspecteur du théâtre impérial. Ce juge expérimenté trouva la musique remarquable, le poème impossible. Sur sa recommandation, le comte Rosenberg, directeur du théâtre, commanda un opéra-comique à Mozart, et Stéphanie lui proposa un livret de Bretzner, qu'il accepta d'enthousiasme. Le 1er août 1781, il écrit à son père :

Stéphanie m'a donné avant hier un livret. C'est un très bon livret; le sujet est turc et s'appelle *Belmont et Constance* ou *l'Enlèvement au sérail*. J'emploierai la musique turque dans la symphonie et le chœur du premier acte ainsi que dans le chœur final. J'aurai pour interprètes mademoiselle Cavalieri, mademoiselle Teyber, MM. Fischer, Adamberger, Dauer et Walter. Je me réjouis tant de mettre ce livret en musique, que j'ai déjà terminé le premier air de la Cavalieri, celui d'Adamberger, et le trio qui est à la fin du premier acte. J'ai fort peu de temps devant moi, il est vrai, puisque la représentation doit avoir lieu à la mi-septembre, mais les circonstances qui accompagneront cette représentation et toutes sortes d'autres considérations me mettent si bien en verve, que c'est avec passion que je cours à ma table de travail, avec délices que j'y reste.

Les circonstances dont parle ici Mozart étaient la visite à Vienne du grand-duc Paul de Russie. Cette visite n'eut lieu qu'en novembre, et, par l'effet d'une de ces intrigues qui sont fréquentes dans les cours aussi bien qu'au théâtre, au lieu du nouvel opéra-comique, ce fut un opéra de Gluck, *Alceste*, qu'on représenta devant le prince étranger. Le retard qui lui fut ainsi infligé permit du moins à Mozart de demander, et à Stéphanie d'exécuter un remaniement complet du livret de Bretzner.

C'était une sorte de comédie, où le dialogue parlé tenait une grande place. L'intrigue en était toute de convention. Constance est tombée au pouvoir du pacha Selim qui la tient captive, mais ce pacha est galant homme : il répugne à la violence. Constance qu'il implore demeure impitoyable, toute aux souvenirs de son amour pour Belmont. Blondine, sa suivante, est esclave d'Osmin, l'intendant du pacha, et ne se montre pas moins cruelle, parce qu'elle est d'accord avec Pedrille, un valet de répertoire qui va tout arranger. C'est lui qui amène Belmont, le présente comme un habile architecte au pacha qui se trouve avoir la manie de bâtir. Voilà l'ennemi dans la place. Il s'agit maintenant de se débarrasser d'Osmin : on le fait boire. Cependant, au troisième acte, Osmin réveillé trop tôt découvre la ruse et tout serait perdu, si Selim, qui est renégat, ne reconnaissait Belmont pour son fils. Ainsi est amené le dénouement favorable que l'opéra-comique exige. On a aisément reconnu en celui-ci une de ces turqueries qui sont restées à la mode depuis le temps où Louis XIV éclatait de rire au récit d'une fête à Constantinople que lui faisait un de ses envoyés auprès du Sultan et où Molière,pour l'amuser, composait la cérémonie turque du *Bourgeois Gentilhomme*.C'est sous la forme du burlesque que l'exotisme s'est d'abord introduit dans la littérature, et aussi dans la musique. Ce que Mozart appelle la musique turque n'est caractérisé que par un rythme vif et constamment scandé à grand renfort de cymbales, de grosse caisse et de triangle. Ce n'est d'ailleurs pas sans raison qu'il l'aime, car il sait en tirer les plus charmants effets de naïveté sonore et d'entrain puéril. On pourrait dire, toutes proportions gardées, que la musique turque est le

jazz-band de ce temps-là. Mais le nôtre attend encore son Mozart.

Les six personnages forment entre eux une de ces oppositions symétriques que la comédie classique a toujours recherchées : Belmont, Constance et Selim sont entre eux comme Pedrille, Blondine et Osmin, à cela près que les premiers expriment avec noblesse les sentiments qui chez les seconds prennent, comme en un miroir déformant, un tour familier et un air de farce. L'opéra-comique trouve aussi son compte à ce dédoublement, car il lui plaît de passer du ton plaisant au sérieux, sans jamais forcer l'un ni l'autre, et de mêler à une raillerie sans amertume la sincérité d'une émotion qui peut aller jusqu'au pathétique, pourvu que les conséquences funestes de la tragédie soient évitées.

Mozart aimait à rire. Brillant de jeunesse et de génie, il a la gaieté des cœurs purs, et cependant ce cœur connaît déjà tous les tourments d'une passion contrariée. Son père s'oppose à son mariage, et sa fiancée a des caprices. Elle a pour prénom Constance, comme l'héroïne de *l'Enlèvement au sérail*; comment Mozart ne lui prêterait-il pas les mêmes vertus? Il écrit à son père, le 30 janvier 1782, ces lignes touchantes :

> Encore un mot, ou je ne pourrais dormir cette nuit. N'attribuez pas à ma chère Constance de si mauvaises pensées. Soyez bien persuadé que s'il en était ainsi, je ne pourrais l'aimer. Mon cher, mon bon père, je ne souhaite qu'une chose, c'est que nous soyons bientôt réunis, pour que vous puissiez la voir, et l'aimer, car vous aimez tous les nobles cœurs, je le sais!

Il faut bien avouer que les apparences n'étaient guère favorables. De l'aveu même de Mozart, sa future belle-mère « aimait à boire plus qu'il ne convient à une femme », et se trouvait dans une situation assez embarrassée, puisqu'elle était obligée de prendre des pensionnaires et que c'est ainsi que Mozart a pu approcher ses filles. Elle avait réussi à en marier une; il lui en restait trois, dont l'aînée est qualifiée par Mozart de paresseuse, grossière et hypocrite, la cadette de jeune étourdie. Mais Constance, il ne cesse de l'attester, ne leur ressemble en rien :

> C'est le souffre-douleur de la maison, parce qu'elle est la meilleure,

la plus capable, en un mot parce qu'elle vaut mieux que les autres. Elle prend tout à sa charge, et personne ne lui en sait gré.

Mozart veut l'arracher à sa triste famille, et, comme il le dit, « la sauver ». Il sera son Belmont. La sévérité d'un père trop raisonnable se laissera fléchir. Selim n'a-t-il pas pardonné? Encore, dans la pièce de Bretzner, est-ce parce qu'il reconnaît en Belmont son fils jadis abandonné. Mozart répugne à cet artifice de théâtre. Il suffira à Selim d'entendre les deux amants, qui se croient perdus, dire adieu à la vie en remerciant la mort qui va les unir, pour admirer en eux de parfaits amants, et saisi de respect faire le sacrifice de sa vengeance. Tel est le dénouement qu'à la prière de Mozart Stéphanie substitue à celui de l'auteur. Il est plus beau; il est aussi plus vrai, une générosité chevaleresque étant un des traits sympathiques du caractère musulman.

Mozart demande d'autres changements au nom de la musique, qui doit tenir la plus grande place dans l'œuvre future. C'est ainsi que le premier monologue de Belmont deviendra une ariette, et qu'on fera un duo avec ce qu'il nomme le « bavardage » de Belmont et d'Osmin. Afin d'utiliser, dans ce rôle d'Osmin, la magnifique voix de basse du chanteur Fischer, on lui ajoutera un air au premier acte, un autre air au second, et cet acte sera encore enrichi d'un quatuor. Son père, qu'il tient au courant de tout ce travail, ayant émis quelques doutes sur le talent de Stéphanie, Mozart lui répond, le 13 octobre 1781, par une lettre qui esquisse en passant sa conception du drame musical :

En ce qui concerne la besogne de Stéphanie, vous avez certainement raison. Cependant ce genre de poésie va fort bien au caractère d'Osmin qui est sot, grossier et méchant; je sais bien que la versification n'est pas des meilleures; mais elle s'est trouvée si parfaitement d'accord avec les idées musicales qui déjà me trottaient dans la tête depuis quelque temps, qu'elle devait me plaire, et je parierais volontiers qu'à l'éxécution on n'y trouvera rien à reprendre. Quant aux vers de la pièce primitive, ils ne me paraissent pas méprisables. L'air de Belmont ne pouvait pour ainsi dire pas être mieux écrit qu'il n'est pour la musique. A part quelques mots malheureux, l'air de Constance n'est pas mauvais non plus, surtout la première partie. Et puis je ne sais pas, mais dans un opéra la poésie ne doit pas être autre chose que la fille obéissante de la musique. D'où vient donc le

succès universel des opéras-comiques français, malgré leurs livrets misérables, et même à Paris, où j'en fus témoin? Parce que la musique y domine, et fait tout oublier. A plus forte raison un opéra doit réussir, si le plan de la pièce est soigné, si les paroles sont écrites simplement pour la musique et si l'exigence d'une malheureuse rime (qui malgré tout, ma foi, n'ajoute rien à l'éclat de la représentation, mais peut y nuire bien plutôt) n'y introduit pas des mots ou des strophes entières qui font perdre au compositeur le fil de ses idées. Le vers est, j'en conviens, tout ce qu'il y a de plus indispensable pour la musique; mais la rime, j'entends la rime pour la rime, est tout ce qu'il y a de plus funeste. Les pédants qui ne font pas de concessions sur ce point sont sûrs d'entraîner la musique dans leur chute. Le mieux est qu'un bon compositeur, connaissant le théâtre et capable de dire son mot à l'occasion, se rencontre avec un poète intelligent, je veux dire un vrai phénix; et alors on n'a plus besoin de trembler devant l'ignorance et ses applaudissements.

Mozart n'a pas laissé d'écrits théoriques : il avait mieux à faire, et ses jours étaient comptés. On voit par cette lettre que dès sa jeunesse, il avait cependant des idées arrêtées sur son art, et que la doctrine de Gluck, qu'il a certainement connue, ne lui inspirait qu'une respectueuse surprise. On sait que Gluck prétendait asservir la musique à la poésie, qui devait lui dicter tous ses accents, et on connaît son blasphème, devant un passage d'un de ses opéras qui ne lui revenait pas : « Je vois ce que c'est, cela sent la musique par ici. »

Il paraît tout naturel à Mozart qu'un musicien s'occupe de musique avant tout, et c'est ce qu'en dépit des systèmes tous les musiciens ont fait, sans excepter Gluck lui-même, ni Wagner, son disciple métaphysicien. C'est la beauté de la musique qui soutient leurs ouvrages; qui, sauf les historiens ou les fanatiques, en connaît les poèmes? La théorie a pu les séduire; mais quand il s'agissait d'écrire sur le papier rayé, leur génie reprenait tous ses droits, et Gluck, quoi qu'il en ait dit, n'a pas eu le nez assez fin, ni l'oreille, pour subodorer partout cette musique qu'il maudissait, et qui devait le rendre immortel. Le bon sens de Mozart ne pouvait s'y tromper.

Il est sévère pour les poètes qui lui ont fourni des livrets. Pauvres poètes en effet, plus à plaindre encore qu'à blâmer, pour avoir si peu mérité l'honneur d'une telle collaboration!

Il sait très bien distinguer une bonne pièce d'une mauvaise, il sent le ridicule des paroles, la gaucherie du style, et c'est pourquoi il réduit le dialogue aux répliques indispensables à la marche de l'action. Rameau avait les mêmes exigences et ses collaborateurs n'ont cessé de se plaindre, comme le chansonnier Collé, d'avoir à « étrangler leurs sujets ». Bretzner ne manqua pas de protester, lui aussi, contre le remaniement de son livret, surtout contre « les nombreux airs qui y avaient été intercalés ».

*L'Enlèvement au sérail* fut enfin représenté pour la première fois, sur le théâtre impérial de Vienne, le 16 juillet 1782. Ce fut un succès sans précédent. La salle était pleine à craquer, et chaque morceau fut accueilli par des ovations et des rappels sans fin. Aux représentations suivantes, qui eurent lieu le 19, le 26 et le 30 juillet, l'enthousiasme grandit encore, et le théâtre, dit Mozart, « grouillait de monde ». Seul l'empereur, dont le goût pour la musique était des plus frivoles, demeurait un peu dérouté. On connaît sa critique et la fière réponse de Mozart : « Trop beau pour nos oreilles, et beaucoup trop de notes, mon cher Mozart. — Sire, pas une de plus qu'il ne faut. » Par contre, Gœthe, qui s'était essayé dans le genre de l'opéra-comique et avait donné un livret au musicien Kayser, reconnaît, non sans quelque amertume, qu'il a fait fausse route : « Tous nos efforts vers la simplicité et la concision se sont trouvés inutiles, quand Mozart s'est montré. *L'Enlèvement au sérail* a tout jeté par terre, et jamais plus il n'a été question de mettre à la scène notre ouvrage élaboré avec tant de soins. »

Pour les représentations de l'Opéra, le dialogue parlé a été mis en récitatifs. C'était sans doute la seule manière de le faire accepter. Je ne sais pas si ces paroles sont de Bretzner ou de Stéphanie; mais la platitude et la puérilité en seraient intolérables à un public parisien. Aussi longtemps qu'un spirituel académicien n'aura pas été chargé, comme un critique l'a suggéré, de récrire les « bavardages » de Belmont, de Pedrille, de Selim et d'Osmin, il faudra s'en tenir à cette version, déjà ancienne : « ce qui ne vaut pas la peine d'être dit, on le chante ».

Quant à Mozart, peu lui eût importé sans doute. Cet

opéra-comique, comme tous ses autres ouvrages de théâtre, consiste essentiellement en une succession d'airs. Mais chacun de ces airs est adapté à une situation, et je ne crains pas d'affirmer que la musique de Mozart est plus dramatique que celle de Gluck, parce que Gluck ne peint qu'à grands traits et que ses larges mélodies n'ont qu'une allure générale d'emportement ou de douceur, au lieu que Mozart pénètre beaucoup plus avant dans les caractères et les mœurs. C'est pourquoi Gluck a pu si souvent se permettre de transporter un de ses airs d'un opéra dans un autre, sans y rien changer. Un air de Mozart est d'une application beaucoup plus particulière, justement parce qu'il ne s'attache pas, mot pour mot et syllabe pour syllabe, aux paroles, mais en dégage le sentiment. Nous savons que l'air d'Osmin, au premier acte, a même été composé par Mozart avant que les paroles en fussent écrites. N'est-ce pas un vivant portrait du personnage, avec sa férocité lourdaude et son cannibalisme inoffensif?

De quelles lignes pures sont tracées, par opposition, les nobles figures de Belmont inquiet d'un bonheur inespéré, de Constance tout embaumée de souvenirs :

De l'extase d'être aimée
J'ai connu l'enchantement.

Au cours de cet air, Mozart a été obligé d'écrire quelques traits de virtuosité, pour faire valoir son interprète; il s'en est excusé. Mais ces traits ne font que parer la mélodie, sans en changer le sens ni en attirer la mélancolie profonde. Il était réservé à madame Ritter-Ciampi, digne émule de la Cavalieri du XVIII^e siècle, de les exécuter avec une perfection qui en efface la difficulté et permet à l'artiste d'en laisser paraître, avec de subtiles nuances, le sentiment intime.

J'ai dit précédemment qu'on ne pouvait aujourd'hui, à cause de l'enseignement insuffisant du Conservatoire, exécuter Mozart qu'à l'aide d'interprètes exceptionnels. Madame Ritter-Ciampi est au nombre de ceux-ci, de même que madame Romanitza, qui a fait preuve d'une agilité satisfaisante, mais gâtée par une mauvaise prononciation, dans le rôle de Blondine. M. Gresse, dont la voix a toute

l'étendue nécessaire au rôle d'Osmin, y a montré d'excellentes qualités de comédien, surtout dans le duo du second acte que Mozart appelle irrévérencieusement le « duo des pochards, *Saufduett* ». Mais les deux ténors chargés des rôles de Belmont et de Pedrille, MM. Dutreix et Rambaud, ont été manifestement gênés par un style dont la rigoureuse précision ne leur est pas familière. Ils ont l'un et l'autre de jolies voix cependant, mais, faute de les avoir exercées suffisamment, ils ont peur, et leurs coups d'œil inquiets au chef d'orchestre ont, malgré tous les efforts de M. Gresse, émoussé quelque peu l'effet du trio qui termine le premier acte, et où ils doivent entrer de vive force dans le jardin du sérail.

Mais le chef d'orchestre, par bonheur, était M. Reynaldo Hahn. Il n'existe sans doute pas de musicien, au temps où nous sommes, qui comprenne ni qui aime comme M. Reynaldo Hahn la musique de Mozart, et c'est pourquoi, sans gestes inutiles, et autant par la persuasion du regard que par les mouvements du bras, il a su communiquer à tous, même malgré eux, le rythme nécessaire. L'ouverture, cette ouverture toute en contrastes et dont Mozart disait que même après une nuit blanche on devait, à l'entendre, oublier le sommeil, a été un chef-d'œuvre d'exécution fine et nerveuse. Inégalement secondé ensuite par les chanteurs, il a su cependant donner son caractère à chacun de ces airs plaisants ou tendres qui se détachent en plein relief tour à tour. Les chœurs, qui se sont beaucoup améliorés à l'Opéra depuis quelque temps, ont eu de bons accents dans l'entrée à demi bouffonne, à demi terrible, des janissaires au premier acte. Les deux ténors et les deux chanteuses ont assez bien rendu, dans le quatuor qui termine le second acte, cet assombrissement subit, que la musique indique avec tant de délicatesse, quand Belmont, puis Pedrille, au comble de leurs vœux, sont tout à coup saisis, comme en dépit d'eux-mêmes, d'un doute affreux sur la fidélité de leurs maîtresses. Enfin l'orchestre, toujours juste et sûr, a été, comme il fallait, d'une sécheresse presque fantastique dans l'accompagnement de cette sérénade, qui au troisième acte sert de signal à l'évasion. Morceau extraordinaire, qui passe comme en se jouant par des tonalités étincelantes et assourdies tour à tour et évoque,

sur une mélodie d'une langueur un peu fiévreuse, le souvenir d'on ne sait quel soir de rêve. C'est en de tels morceaux que Mozart, par la seule vertu de la musique, se révèle poète, et grand poète.

Puissent nos jeunes musiciens aller entendre *l'Enlèvement au sérail* et en comprendre la leçon!

LOUIS LALOY

# COMMENT PAIERA L'ALLEMAGNE

La discussion qui a eu lieu à la Chambre sur la situation financière a fait paraître avec force la nécessité pour notre pays de recevoir de l'Allemagne les sommes qui nous sont dues. Tout le Parlement veut une politique énergique et demande au Gouvernement de prendre au besoin des gages et des garanties. Cette volonté a été d'autant plus nettement affirmée que l'Allemagne, en dépit de la bonne volonté de quelques-uns de ses dirigeants, ne paraît pas dans l'ensemble se soucier de ses dettes. Il y a un contraste frappant entre l'attitude de la France en 1871 et celle de l'Allemagne en 1921. La France de 1871 a mis son honneur à se libérer le plus vite possible, l'Allemagne paraît avoir surtout à cœur de retarder l'heure où elle tiendra ses engagements, sinon même d'échapper à ses obligations.

C'est le moment d'examiner avec sang-froid, sans pessimisme mais sans illusion, la situation créée à notre pays, et de chercher comment l'Allemagne paiera. Lorsqu'une victoire chèrement achetée nous donna le moyen et nous imposa la nécessité d'exiger de l'Allemagne réparation et reconstruction, une seule méthode rationnelle s'offrait à nous : elle consistait à analyser les facteurs de la puissance économique de l'Allemagne, à étudier leur action réciproque et leur valeur respective, et à faire appel à ces différents facteurs selon leur importance et leur efficacité. L'Allemagne

n'est pas riche en céréales, ni en matières premières, une fois qu'elle est privée des potasses d'Alsace, du fer et du charbon de la Sarre. Elle tirait sa richesse avant tout des bras de ses millions d'ouvriers, ensuite de ses aptitudes à fabriquer, en dernière ligne seulement de ses exportations et de ses finances. Il aurait été logique de recourir au travail des ouvriers allemands pour ne pas mettre exclusivement ses finances à contribution. Il n'en fut pas ainsi. Les négociateurs de Versailles ont bâti toutes les clauses financières du traité sur l'idée de l'Allemagne de 1913, de l'Allemagne colossale, de l'Allemagne du bluff et du vingt-cinquième anniversaire de Guillaume II, d'une Allemagne qui peut-être n'avait jamais existé, telle du moins qu'elle se représentait elle-même, et qui en tous cas n'existait plus. Que de désillusions, que de difficultés ont suivi! Réunions de ministres et d'experts, assemblées du Conseil suprême, conférences de Paris ou de Bruxelles, de Boulogne ou de Spa; autant d'efforts pour empêcher — et au prix de quelles concessions! — ces stipulations du traité de s'évanouir au dur contact de la réalité. Après une dernière réunion, à Londres, au mois de mai, un ultimatum a été rédigé, notifié à l'Allemagne, qui l'a accepté. Un gouvernement allemand s'est efforcé de remplir ses engagements, des paiements ont été effectués. Un Comité des garanties a été constitué, qui de temps en temps — deux fois déjà — se transporte à Berlin. La quiétude cependant n'est pas venue. Sans parler des affirmations systématiques de M. Keynes, et des plaintes de l'Allemagne, l'opinion française a trouvé un sujet grave de préoccupation à la fois dans la situation économique du Reich et dans les dispositions manifestées à Berlin.

Aux termes de l'état des paiements élaboré par la Commission des Réparations à la suite de l'ultimatum, l'Allemagne doit payer aux Alliés, en deux versements, une « annuité fixe » de 2 milliards de marks-or, et, en quatre versements trimestriels, une « annuité variable » se montant à 26 p. 100 des exportations. Pour l'année de réparations qui s'étend du 1er mai 1921 au 30 avril 1922, les Alliés ne réclament à l'Allemagne que la moitié de l'annuité variable, deux versements trimestriels au lieu de quatre, 13 p. 100

seulement des exportations. L'on avait évalué à 5 milliards de marks-or les exportations allemandes pour l'année 1921; l'annuité variable s'élevait ainsi à 650 millions de marks-or. Si aux deux annuités on ajoute les frais occasionnés par les armées d'occupation et les sommes que le gouvernement allemand doit rembourser, d'ailleurs en marks-papier, à ses nationaux en vertu du « Reparation Recovery Act », l'on obtient la somme totale de 2 650 millions de marks-or, que l'Allemagne doit avoir payée aux Alliées avant le 30 avril 1922. Telles étaient les prévisions du Comité des Garanties.

Diverses causes sont venues modifier ces évaluations. D'une part la diminution des exportations réduit la dette allemande pour l'année 1921-1922 à 2 500 millions de marks-or environ. D'autre part l'insuffisance des livraisons en nature, qui n'ont produit que la moitié de ce qu'on espérait — 50 millions de marks-or par mois au lieu de 100 — et la dépréciation du mark, qui prend la proportion d'une véritable catastrophe rendent plus difficile la tâche de l'Allemagne.

L'Allemagne a versé le 30 août un premier milliard. 500 millions sont ou seront payés par les livraisons en nature, et 50 en vertu du « Reparation Recovery Act ». Il reste donc un solde d'un milliard de marks-or environ pour parvenir à couvrir l'échéance du 15 janvier prochain, versement de l'annuité fixe qui se monte à 500 millions. Il a fallu dès le 15 octobre, et non pas seulement à partir du 15 novembre, affecter en garantie, non pas en partie mais en totalité, le produit des impôts prévus à cet effet par l'état des paiements. En admettant que le rendement des douanes, de la taxe sur les importations demeure constant, qu'il n'y ait point de fléchissement dans les recettes fiscales, l'échéance du 15 janvier sera péniblement couverte. Mais aucune réserve ne sera constituée pour l'échéance du 15 février qui s'élèvera sans doute à 275 millions de marks-or et qui laissera un déficit d'une cinquantaine de millions. Et quand bien même de nouveaux impôts seraient votés par le Reichstag avant la fin de l'année, l'échéance fixe de 500 millions du 15 avril laissera un déficit qu'on peut estimer à 125 millions.

Ainsi la première année de réparations, année particulière-

ment légère se soldera par un déficit de plus de cent cinquante millions de marks-or.

***

Le compte des réparations est inscrit au budget allemand. Si le budget allemand était équilibré, il pourrait peut-être fournir les ressources nécessaires au paiement des annuités. Mais il présente un déficit. Abstraction faite du compte des « contributions » le budget ordinaire allemand qui se monte à 48 milliards de marks-papier se solde pas un excédent de dépenses de 4 milliards et demi, et le budget extraordinaire comprend 19 milliards pour les chemins de fer et les postes, ainsi que 14 milliards de secours de chômage. Ce déficit total est donc de plus de 37 milliards : ce sont là des dépenses formidables qui s'accroîtront sans doute en 1922-23 : hauts traitements attribués aux fonctionnaires qui, si l'on considère le coût de la vie, touchent les deux tiers de leur traitement de 1914; subsides accordés aux chemins de fer pour leur permettre d'assurer la reprise du trafic commercial et des échanges économiques; allocations de chômage à des centaines de mille ouvriers.

Pour combler le déficit, M. Wirth, d'abord comme ministre des Finances du cabinet Fehrenbach, puis comme chancelier, a imaginé un système fiscal et créé quinze nouveaux impôts; la plupart sont des impôts indirects : taxes sur le charbon, l'éclairage, les allumettes, la bière, les eaux minérales, le tabac, le sucre; les autres sont des taxes commerciales sur les eaux-de-vie, nouveaux tarifs douaniers, ou des impôts sur la fortune : impôts sur le mouvement des capitaux, sur le chiffre d'affaires, sur les accroissements de fortune. De ces impôts on peut retirer par an 45 milliards de ressources nouvelles.

Mais ces impôts ne sont pas votés. Le seront-ils jamais? on en peut douter. Depuis six mois que le cabinet Wirth est au pouvoir, il n'est pas encore parvenu à rédiger de projet définitif, et il hésite à le faire, car il sait que l'instant où il présentera son programme d'impôts au Reichstag risque d'être l'instant de sa chute. Et à supposer que ces impôts

soient votés, sont-ils suffisants et produiront-ils ce qu'on en attend? Les estimations d'ensemble qui ont été faites ne sont que la somme des estimations particulières pour chaque impôt : on n'a tenu nul compte de la dépendance où ils se trouvent les uns vis-à-vis des autres. On n'a tenu nul compte également du pouvoir d'achat des contribuables. Quant à l'industrie, pour ne pas payer d'impôts, elle a le choix, entre plusieurs procédés, tous efficaces, dont elle a fait déjà l'expérience. Dès le moment où commença la dépréciation du mark, sous prétexte d'éviter l'envahissement des capitaux étrangers, les sociétés ont émis des actions préférentielles qui assurent la concentration des voix entre quelques gros actionnaires. Les entreprises fondées au prix d'une simple formalité administrative se transforment en sociétés par actions : ainsi a fait Krupp, ainsi a fait Ullstein, le grand éditeur de journaux, de revues et de livres; la nouvelle société qui, comme entreprise privée tombait sous le coup de l'impôt sur le revenu, n'est plus soumise qu'à un petit impôt sur les sociétés. Ou bien encore l'on met à profit les nouvelles idées des économistes, en particulier la concentration proposée par Stinnes et Rathenau. Que l'on unisse des groupes différents de l'industrie, depuis ceux qui travaillent à l'extraction des matières brutes jusqu'à ceux qui livrent les marchandises à l'acheteur, « concentration verticale » préconisée par Stinnes, ou que l'on unisse les mêmes branches d'industrie, « concentration horizontale » selon la formule de Rathenau, et qu'ainsi les aciéries s'adjoignent des mines de fer et de houille, des hauts fourneaux, des laminoirs, ou que l'aciérie s'unisse à l'aciérie, le haut fourneau au haut fourneau, la simplicité, la rapidité de la production n'en sont pas seuls les avantages : les conséquences au point de vue fiscal en apparaissent désastreuses, car, s'il est inévitable que reste soumis à l'impôt le capital de la société mère, il est aisé de dissimuler le capital des sociétés « filles » en maquillant les bilans ou en usant de quelque autre subterfuge. L'on peut encore créer à l'étranger une « holding company » : tandis que l'exploitation technique continue d'avoir son siège en Allemagne, l'administration du capital s'installe à l'étranger, en Suisse surtout, pays qui

assure aux fortunes importées le traitement le plus favorable — ou même, par une transformation subite, les succursales étrangères deviennent maisons mères, et il ne reste plus en Allemagne que des usines insaisissables. On trouve en Allemagne une confirmation nouvelle et éclatante de ce qui a été dit récemment dans la *Revue de Paris* sur l'évasion fiscale.

Puisque le budget d'Empire n'offre aucune ressource au gouvernement allemand, est-ce par des prêts que lui consentiront soit ses nationaux, soit des banques étrangères, que celui-ci trouvera les sommes dont il a besoin? Non : il suffit de se rappeler à quelles conditions l'Allemagne s'est procuré le milliard de marks-or qu'elle a payé à l'Entente.

Dès la première quinzaine de mai, profitant de la détente produite sur le marché des devises par l'acceptation de l'ultimatum, le gouvernement allemand fit acheter par la Banque d'Empire, ainsi que par l' « Office des devises », des contingents importants de devises étrangères. De cette façon, elle put effectuer avant la fin de mai un premier versement de 150 millions de marks-or. Mais l'offre de devises, d'abord abondante, diminua vite : l'on dut reconnaître l'urgence de mesures radicales. Après de nombreux essais infructueux, l'entremise de la banque Mendelssohn permit de constituer un consortium international qui consentit un crédit de 270 millions de marks-or, à des conditions tellement désavantageuses que le gouvernement n'osa les rendre publiques, et que jusqu'à ce jour, si l'on excepte quelques hauts fonctionnaires du ministère des Finances, nul en Allemagne n'en a eu connaissance. Malgré le succès de cet emprunt, qui diminuait la demande des devises, en même temps qu'il permettait d'envisager avec certitude le paiement des sommes exigées dans les délais fixés, aucune offre nouvelle ne se présentait. La Banque d'Empire dut emprunter aux banques allemandes 16 millions de marks-or et prélever sur ses réserves d'or 75 millions, près de la moitié de son encaisse métallique. Tous ces expédients amenèrent une dépréciation continue du change allemand. En mai, à la Bourse de New-York, le dollar valait 118 marks; il en valait 124 en juin, 228 en juillet, 131 en août. Mais le 31 août le premier milliard était versé aux Alliés.

Depuis le mois de septembre, la Bourse de Berlin présente un aspect extraordinaire, les demandes de florins hollandais, de couronnes suédoises ou de dollars au-dessus du cours se croisent avec les offres de ventes du mark. Les banques, soucieuses des fonds de leurs clients, désireuses de manifester leur défiance à un gouvernement qui n'a point leur sympathie et de lui faire sentir la nécessité de leur appui, loin d'enrayer le mouvement, l'accentuent et l'accélèrent. Plus on spécule, plus le mark baisse, plus chacun tâche à s'en débarrasser. Tandis que le mark continue de baisser, et que sa valeur descend peu à peu au niveau de celui de la couronne autrichienne, un vent de folie spéculatrice a soufflé sur la capitale, et ne paraît pas près de tomber.

D'autre part tout effort pour obtenir des industriels les devises étrangères qu'ils possèdent est demeuré vain jusqu'ici. Les exportateurs laissent à l'étranger le prix de leurs marchandises. Les importateurs, de leur côté — particulièrement les importateurs de coton — prévoyant de nouvelles baisses du mark achètent eux-mêmes des devises étrangères afin de pouvoir faire face à leurs prochains achats.

Ne trouvant de crédits ni à l'intérieur, ni à l'extérieur, le gouvernement allemand use du seul moyen qui lui reste : la planche à billets. Dès la fin de 1919 les journaux se plaignaient de l'inflation fiduciaire : les ennemis d'Erzberger l'accusaient de faire travailler à plein rendement les machines qui fabriquent les billets : la circulation en était de 45 milliards et s'accroissait chaque mois d'un milliard. Erzberger a disparu mais les machines continuent de tourner. 90 milliards de marks de billets circulent, et les presses en jettent chaque mois pour 50 milliards dans la circulation. Mais chaque jour aussi la valeur de ce papier baisse, entraînant dans sa chute le crédit de l'Allemagne.

Autant apparaissent fragiles, même au profane le moins informé, les espoirs qu'on pouvait fonder sur l'équilibre du budget allemand ou sur les emprunts possibles — autant lorsqu'on en vient à considérer l'industrie allemande, il semble que l'on atteigne des ressources réelles, que l'on touche à la source de la vraie richesse, et l'impression de prospérité inouïe, de travail incessant, qui demeure dans

l'esprit de quiconque à vu à l'œuvre les immenses usines de la Ruhr — les chiffres paraissent la corroborer de façon saisissante.

Déjà l'année 1919-1920 avait été pour l'industrie allemande une année d'union, de prospérité définitive, du moins d'efforts et de relèvement. Des dévidendes énormes avaient été distribués — qui variaient entre 60 et 100 p. 100 — pour atteindre les 150 p. 100 avec la Compagnie des pétroles de Flensbourg. Si pendant l'année 1920-1921 des dividendes n'ont pas crû comme les actionnaires l'espéraient, cela tient en grande partie à l'habitude qui s'est généralisée, de ne distribuer comme dividendes qu'une faible partie des bénéfices, et d'employer le restant en dépenses productives, en fonds de réserve ou d'amortissement.

Les sociétés elles aussi prospèrent. Les nouveaux capitaux affluent. Telle entreprise, de janvier 1920 à juin 1921, a quadruplé son capital. Au cours de l'année 1920 plus de 6 milliards de marks ont été ainsi consacrés à l'élévation du capital-actions. Les fusions de sociétés se multiplient; parfois c'est l'annexion, parfois l'absorption complète. D'énormes organismes s'édifient, comme le consortium Stinnes ou le consortium Stumm. Des trusts se constituent : trust des cigarettes, trust du pétrole, trust des appareils photographiques, qui imposent leurs prix à l'acheteur et à l'État. Dividendes et bénéfices, réserves et dépenses; fondations de sociétés nouvelles, afflux de capitaux : tout cela témoigne de l'extrême vitalité de l'industrie allemande.

La production a été favorisée par des conditions exceptionnelles, par la tranquillité des chefs socialistes, par le rétablissement de la paix sociale. Le nombre des chômeurs qui, au printemps, atteignait 425 000 n'est plus aujourd'hui que de 230 000, à peine davantage qu'en 1914. La production de houille, autant qu'on peut le prévoir d'après les statistiques des premiers mois de l'année, ne sera inférieure que de 25 p. 100 à la production de 1913; et la production de lignite dépassera de 35 p. 100 celle de 1913. Les usines métallurgiques — alors que la crise sévit dans les autres pays — travaillent à 60 p. 100 de leur rendement de 1913. Dans les textiles, certaines usines, en Saxe et à München

Gladbach, emploient deux fois plus d'ouvriers qu'avant la guerre : les commandes s'accumulaient dans de telles proportions qu'on a dû en passer une partie aux usines allemandes de Bohême. Le trafic des ports augmente : au cours du mois d'août il est entré à Hambourg 80 p. 100 des navires qui y entraient en 1913; il en est sorti plus de 75 p. 100. Les grands hangars, les vastes entrepôts d'Altona, si vides en 1920, renaissent, et sur les bassins déjà remplis, les pavillons de toutes les nations recommencent à flotter.

Les exportations, jusqu'ici du moins, ont été florissantes. La Hollande, la Suisse, la Grande-Bretagne sont inondées de produits allemands. On vend des locomotives, de la potasse, en Espagne; partout du carton, du papier, de la cellulose. On vend en Amérique pour 80 millions de dollars de coton. Telle fabrique de locomotives de Bavière a reçu des commandes dont le montant dépasse la valeur de son capital. Des accords favorisent la reprise des relations économiques; les États-Unis ont créé à Berlin une société pour l'achat des produits allemands. L'Allemagne participe à certaines entreprises de Yougoslavie. Avec l'Italie, avec la Bulgarie, des traités de commerce ont été signés, de même qu'avec la Lettonie. Que l'on considère comme définitives ou fantaisistes les commandes de machines et de matériel qu'a faites Victor Topp à Berlin, il reste en tout cas que c'est pour renouer des cours économiques avec la Russie que le gouvernement allemand a envoyé comme représentant à Moscou le Dr Wiedenfelt, jusque-là chef du département économique au ministère des Affaires étrangères. Tandis que, pour la première fois depuis huit ans, des produits russes parvenaient à la foire de Leipzig, une foire s'est tenue pour la première fois à Königsberg, qui sera le trait d'union entre l'Allemagne et le Nord inconnu.

Il ne faut pas refuser de voir les ombres, chaque fois grandissantes, qui s'étalent sur ce tableau — ni ignorer les obstacles qui rendront peut-être ce renouveau éphémère. Les augmentations de capitaux ne sont qu'une suite inévitable de la dépréciation du mark, du renchérissement de toutes choses. D'autre part l'essor économique de l'année dernière est dû pour beaucoup à des conditions exceptionnelles

qui ne se retrouveront sans doute pas toujours au même degré. Enfin, il faut noter qu'en 1913, année grasse entre toutes, le balance commerciale de l'Allemagne se soldait par un déficit de près d'un milliard de marks; c'est un chiffre qui doit nous garantir contre les évaluations exagérées.

***

Mais alors où est la solution? Si l'Allemagne, dans les conditions où elle vit, ne peut payer les réparations ni par le budget allemand, ni par les emprunts, ni par les ressources de l'industrie allemande, comment s'acquittera-t-elle de ses engagements? Elle ne paiera qu'en modifiant grandement ses méthodes et sa vie. Il n'existe pas à une situation aussi difficile un seul remède, mais il existe une série de mesures que l'Allemagne peut prendre.

L'Allemagne a, au fond, un budget de nation riche, et qui ne répond pas à ce qu'elle est, et à ce qu'elle doit faire. Il est nécessaire qu'elle se résigne à économiser. Il est inadmissible qu'une Allemagne qui a perdu 70 000 kilomètres carrés de territoires et 6 millions d'habitants, qu'une Allemagne vaincue et ruinée continue de vivre en 1921 comme l'Allemagne de 1913 débordante d'hommes et de richesses : il faut qu'elle sache se restreindre et qu'elle le veuille. La preuve qu'elle le peut, c'est que si l'on s'en rapporte aux prévisions budgétaires pour l'année qui commence au mois d'avril prochain, si l'on excepte les sommes nécessaires à l'exécution du traité de paix, le budget ordinaire présenterait un excédent de recettes de 17 milliards, le budget extraordinaire un déficit de 18 milliards environ. Ainsi le budget intérieur allemand de 1922-23 se trouverait presque en équilibre. Ce n'est pas suffisant : car l'Allemagne a conservé des habitudes de luxe et de prodigalité. Elle nourrit une armée de fonctionnaires supérieurs du tiers aux effectifs de 1914. Tous ceux qui ont fréquenté les bureaux de poste des grandes villes ont été frappés du grand nombre des employés, pour la plupart inoccupés, derrière les guichets pour la plupart fermés. Est-il admissible que les principautés les plus minuscules, devenues aujourd'hui territoires de

l'Empire, conservent leur administration; qu'un pays comme le territoire de Saxe-Weimar-Eisenach possède un « ministère de l'Intérieur et des Affaires étrangères », et que dans ce ministère grouillent un ministre, un conseiller d'état, un directeur et neuf conseillers rapporteurs, sans compter la masse des fonctionnaires subalternes. Dans les chemins de fer, alors que le trafic de 1921 est en diminution de 20 p. 100 sur le trafic de 1910, le personnel, alors de 740 000 employés, dépasse aujourd'hui un million. Quatre milliards sont employés à la construction de nouvelles voies et de nouveaux établissements, 4 milliards à la réorganisation du matériel, 4 milliards à l'achat de matériel nouveau. Comment s'étonner, dans ces conditions, si le déficit des chemins de fer croît chaque mois; et si le gouvernement qui avait espéré n'avancer à cette administration que 10 milliards, doit, en fin de compte, lui en allouer 15?

Il faut que l'Allemagne ne néglige aucun moyen de recettes, ne recule devant l'exploitation d'aucune ressource, pour parvenir s'il est possible à avoir un budget en excédent. Il faut résolument accroître les impôts; le gouvernement l'a compris puisqu'il escompte un supplément de recettes de 43 500 millions de marks, provenant soit du plein rendement des impôts actuels, soit des nouveaux impôts — tant directs qu'indirects. Mais ces mesures sont tout à fait insuffisantes. Qu'est-ce qu'un droit de 30 marks sur le quintal de sucre, qui se vend aujourd'hui 720 marks? Que représente un droit de 800 marks sur l'hectolitre d'alcool, alors qu'en Angleterre la taxe dépasse 150 livres? Le prix du charbon, qui demeure une des seules richesses naturelles de l'Allemagne, paraît bien bas si on le compare au prix du marché mondial. Et qu'est-ce que des impôts directs si mal établis que leur rendement est tout à fait insuffisant? Il faut que les accroissements d'impôts soient en Allemagne poussés jusqu'aux limites extrêmes du possible. Joints à des systèmes de perception mieux en harmonie avec les conditions de la vie moderne, ils assureront au gouvernement allemand des ressources supplémentaires, tandis que la collaboration qu'il imposera à l'industrie dans sa tâche de rénovation fiscale, lui assurera un crédit et une autorité nouvelles. L'Allemagne pourra d'ailleurs renoncer aux

mesures fiscales les plus onéreuses, lorsque l'essor économique sera suffisant pour qu'elle puise dans les richesses qu'elle en tirera l'argent nécessaire au paiement des contributions. Ce jour est encore éloigné, puisqu'il faudra que la valeur or des exportations allemandes couvre non seulement les importations, mais l'annuité fixe, l'annuité variable et toutes les dépenses annexes (coût de l'occupation, entretien des missions, etc.). Mais il appartient à l'Allemagne d'en hâter la venue.

Il est souhaitable que l'Allemagne travaille pour nous. Le retard apporté à la solution de la question des réparations et la situation critique de l'industrie française empêchent la reconstitution directe par les ouvriers allemands des régions dévastées du Nord de la France; certains scrupules et des raisons de sentiment interviennent aussi. Mais les machines allemandes peuvent être employées. Cette solution a l'avantage d'être à la fois la plus juste au point de vue de la stricte équité, la plus conforme au principe de la reconstruction par l'Allemagne des territoires qu'elle a dévastés et d'être ainsi l'une des seules solutions pratiques, puisqu'elle permet d'entrevoir une reconstitution rapide et totale des régions libérées, et qu'elle facilite et qu'elle assure le paiement des dettes de l'Allemagne. Aussi, quelque réserve qu'on puisse formuler contre telle ou telle stipulation isolée de l'accord de Wiesbaden, en particulier à propos de la fixation des prix des articles livrés par l'Allemagne aux prix français, le principe de l'accord de Wiesbaden demeure excellent : car autant l'Allemagne a besoin de trouver des marchés d'exportation, autant nous avons besoin nous-mêmes de matériaux de reconstruction, que nous pourrons, de la sorte, obtenir rapidement. En tenant, comme il est indispensable de le faire, le plus grand compte des désirs ou des plaintes des habitants des régions libérées, le gouvernement français ne doit négliger aucun des avantages immédiats et concrets que peut offrir l'Allemagne.

Enfin, il ne faut pas oublier que le traité de Versailles donne aux créanciers de l'Allemagne les droits les plus généraux pour se faire payer. Il en résulte que, si le système de paiement établi présentement ne suffit pas à amener les

résultats voulus, les Alliés peuvent recourir à d'autres modalités. Le droit est certain. Ce sera l'affaire des Alliés et en particulier de notre pays de choisir après examen les moyens appropriés et de savoir les employer efficacement. Parmi les projets qui se présentent à l'esprit il en est d'inégale valeur. Par exemple, il est très certain que les Allemands ont des comptes ouverts dans beaucoup de banques étrangères; ils en ont en Angleterre, en Suisse, en Hollande et ailleurs. Mais on ne voit pas comment ces ressources pourraient être atteintes. Au contraire il est des richesses certaines sur lesquels les Alliés peuvent faire valoir leurs droits. Dans un article paru ici même, à propos du problème financier français, l'idée a été émise, et elle fait son chemin, qu'il y avait nécessité d'établir l'inventaire des richesses de l'État. Mais ce qui est vrai de l'État français l'est davantage encore de l'État prussien [1], et le jour où les Alliés seraient conduits à prendre des gages, ils trouveraient dans les domaines de l'État prussien des bien palpables et fongibles. Nous ne faisons qu'indiquer l'idée, mais, si les circonstances y obligent, elle mérite d'être plus longuement étudiée dans ses applications.

A l'heure présente, l'attention est concentrée sur deux points : que fera l'Allemagne le 15 janvier? quelles mesures d'ensemble prendra l'Allemagne pour faire face à ses engagements? Les événements seuls répondront. Mais, sans les attendre, les pouvoirs publics doivent se préoccuper de ce qu'ils feront dans les diverses hypothèses qui peuvent se

1. Voir *Revue de Paris* du 15 novembre 1921 : *Une solution au problème financier*, par le comte de Fels. Il y a lieu de rappeler ici la remarque que l'auteur avait faite et qui contient en quelques mots un projet : « ... Il nous serait difficile d'oublier qu'il existe un État plus riche encore que l'État français et que cet État est le débiteur de la France. En contraste avec les États anglo-saxons, l'État prussien, mal dégagé du système féodal qui faisait vivre le souverain sur le produit de ses propres domaines, est agriculteur, industriel, banquier, entrepreneur de transports, saunier, exploitant de mines, etc. On estime que le budget propre de la Prusse était alimenté, avant la guerre, dans la proportion de 60 p. 100 par les produits des biens de l'État ou les bénéfices de l'industrie qu'il exerce. Le jour où l'Empire allemand ferait définitivement faillite à ses engagements, une politique plus réaliste pourrait conduire l'État français, après avoir inventorié ses ressources, à soumettre son débiteur prussien à la même formalité, avant-courrière d'une saisie-gagerie, autrement efficace que l'escompte de billets et d'obligations plus ou moins bancables. »

présenter. Il n'y a pas, pour un aussi vaste problème, de solution unique et miraculeuse. Il ne suffit pas, pour le régler, d'une politique de magnificence, qui donnerait satisfaction à des sentiments naturels, et qui n'aurait pas de résultats réels. La question des réparations demeurera longtemps à l'ordre du jour; elle exigera sans aucun doute des séries de solutions. Ce qui est nécessaire pour un gouvernement, c'est d'avoir une méthode, c'est de connaître exactement quelles décisions efficaces il exige du débiteur, et comment il compte l'amener à les prendre. Sans doute, nous ne pouvons pas déterminer d'avance et absolument tout ce que nous ferons, et il est vrai de dire, ainsi qu'un orateur le faisait récemment à la Chambre, que nous devons agir sans nervosité, sans précipitation, sans brusquerie inopportune, et comme des vainqueurs qui sont sûrs d'eux : encore faut-il qu'il soit bien établi que nous agirons, et que nous avons de la continuité dans les desseins. Nous possédons un gage militaire et politique, il est vrai, et non économique, qui est la rive gauche du Rhin; nous avons le droit appuyé sur la force; c'en est assez, si nous savons nous y prendre, pour que nous amenions l'Allemagne à convaincre qu'elle n'échappera pas à tenir ses engagements, déjà si réduits, et que le plus sage pour elle, en dépit de ses difficultés financières, est de prendre toutes les mesures, même les plus lourdes, pour payer ce qu'elle doit.

X. X. X.

---

*Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. André CHAUMEIX, Directeur de la* Revue de Paris, 85bis, *Faubourg Saint-Honoré. — Paris (VIIIe).*

---

*Le Gérant* : ED. PAUPHILET.

# LIVRES NOUVEAUX

## LES PLÉIADES

par le **comte de Gobineau.**

Si quelques petits groupes de gobinistes convaincus conservaient pieusement le souvenir de l'auteur des *Nouvelles Asiatiques*, on ne peut nier pourtant que son nom fût, pour le grand public, tombé à peu près dans l'oubli. Un certain nombre de rééditions semblent devoir aujourd'hui lui rendre la très honorable place à laquelle il a droit. Il convient particulièrement de signaler une élégante édition des *Pléiades*, un des meilleurs livres du comte de Gobineau. Les *Pléiades*, on le sait, représentent, dans la pensée de l'auteur, les hommes qui, par leur puissance intellectuelle ou morale, savent s'isoler dans le vil troupeau de l'humanité. Et le présent roman nous offre précisément quelques exemplaires de ceux qui méritent cette « constellification ». Citons l'Anglais Wilfrid Nore, admirable par sa passion et son désintéressement, le Français Laudon, de bonne qualité intellectuelle, mais qui n'a point l'ampleur morale du précédent, le vieux docteur Lanze, la dévouée Harriett, etc., etc., et c'est précisément cet « et cætera » qui est un peu redoutable. Sans être un adepte farouche des règles de l'unité, on ne peut nier qu'il y ait quelque inconvénient à présenter six ou sept protagonistes. Il faut incessamment quitter l'un pour courir à l'autre et cela donne au récit une allure un peu heurtée. Cette restriction faite, on ne peut qu'admirer la variété et l'intensité de ce roman, où tant de pages sont pleines d'émotion et de sincérité. Les personnages sont représentés d'un dessin ferme et net : leur portrait moral est minutieusement peint et leur évolution subtilement suivie. Le style, d'une grande fluidité, communique à tous les aperçus philosophiques ou historiques, où l'auteur aime à s'arrêter, un charme égal et soutenu.

## UN BON GARÇON

par **Henri Amic.**

Le docteur Philippe Duroc n'est à vrai dire bon garçon que d'allure. Ses manières sont séduisantes et il émane de toute sa personne un charme incontestable, qui attire. Mais l'homme est au fond froid, insensible et profondément égoïste. Fiancé à une jeune fille, il en épouse une autre, sans se soucier en aucune manière de la douloureuse surprise qu'il provoque. A peine marié, il prend une maîtresse, ne vit plus guère qu'avec elle et divorce bientôt, laissant à sa femme le soin de son enfant. Celui-ci grandit; il est probe et plein de cœur; il fera un mariage d'amour, tandis que son père, de plus en plus endurci, vieillira auprès de « la fille » qu'il a épousée. Maints épisodes sont ici passés sous silence : la première fiancée de Duroc s'est mariée avec le frère de la première femme du dit; ils sont heureux et pourtant ils ont une histoire et elle s'enchevêtre avec la précédente, deux générations durant...

M. Amic nous développe ce schéma avec habileté. Ses personnages ont du relief et il sait les diriger avec fantaisie.

## L'HOMME AU GANT

par **Eveline Le Maire.**

Une figure singulière de séducteur raffiné, presque inconscient des ravages qu'il exerce, tel est le héros autour duquel est bâti le roman. Une de ses victimes raconte sa passion; elle dit comment elle l'aime dès qu'elle le voit, comment elle se désespère à la pensée qu'il s'attache à d'autres, comment elle le sent venir à elle, régner sur elle, s'éloigner d'elle. Son histoire est semblable à celle des autres, de celles qui l'ont précédée, comme de celle qui la suit : toutes ont reçu de l'aimé une reproduction de *l'Homme au Gant* du Titien, qu'il admire et auquel il se flatte de ressembler. Ce n'est d'ailleurs point un être vulgaire, et, s'il sème le trouble dans les âmes, la qualité de ses amours successives reste singulièrement délicate et épurée. Son pouvoir semble quelque peu magique, sa puissance reste un mystère. Son histoire et sa mort au champ d'honneur nous sont contées avec une distinction, une finesse et une délicatesse de touche vraiment rares.

## POULOT EN ITALIE

par **Louis Lefebvre.**

L'Italie, — Rome, Venise, Vérone, la campagne italienne, — vue et racontée par un paysan limousin, soldat du corps expéditionnaire.

La *Revue de Paris* a eu naguère, sous le titre *Impressions d'un paysan français en Italie*, la primeur d'une partie de cet ouvrage très vivant et émouvant aussi, de M. Louis Lefebvre.

Les derniers incidents de Venise lui donnent un singulier intérêt d'actualité : le bon sens et la droiture de Poulot suffiraient à dénouer bien des crises.

## UNE REPENTIE

par **Marcelle Vioux.**

C'est une grande entreprise que de faire revivre Marie-Magdelaine et, plus encore, ceux auprès de qui elle vécut. Marcelle Vioux s'en est tirée avec bonheur.

Pour nous peindre la lassitude ou les dégoûts de la courtisane, elle a retrouvé cette émotion, qui a fait le succès d'*Une Enlisée*. Et, à vrai dire, Magdelaine avant Jésus, c'est encore une enlisée. Il y a dans la peinture morale de ces deux femmes des ressemblances frappantes. Mais la merveilleuse fille de Magdala vécut à Jérusalem, il y a vingt siècles. Du point de vue du pittoresque, c'est un sérieux avantage. L'auteur a su nous en faire profiter. Ses évocations de la vie antique ont du relief et de la couleur. Elles ne décèlent point l'effort. Quant à la 2e partie de l'ouvrage : Magdelaine auprès du Christ, l'éveil de la pécheresse à la vie spirituelle, elle est encore bien empreinte de passion... Magdelaine aime... aime... Un certain sceptique, imaginé par Jules Lemaître, avait eu là-dessus quelques idées qui tourmentent le Judas du présent livre...

# LA REVUE DE PARIS

**Paraît le 1er et le 15 de chaque mois**

---

## PRIX DE L'ABONNEMENT

| | UN AN | SIX MOIS | TROIS MOIS |
|---|---|---|---|
| PARIS, SEINE ET SEINE-ET-OISE. . . . . | 60 » | 31 » | 16.50 |
| DÉPARTEMENTS ET COLONIES FRANÇAISES. | 66 » | 34 » | 18 » |
| ÉTRANGER. . . . . | 72 » | 37 » | 19.50 |

---

## PRIX DE LA LIVRAISON : 3 fr. 50

---

*On s'abonne à la* Revue de Paris, *3, rue Auber, dans toutes les librairies et dans tous les bureaux de poste de France et de l'Étranger.*

*Sans aucuns frais supplémentaires, la* Revue de Paris *est fournie rognée aux abonnés qui en font la demande.*

---

*Les abonnements partent du 1er ou du 15 de chaque mois.*

---

*Les mandats ou valeurs à vue doivent être adressés à la* Revue de Paris, *3, rue Auber.*

---

*La reproduction et la traduction des œuvres publiées par la* Revue de Paris *sont, à moins d'indication spéciale, complètement interdites dans tous les pays y compris la Hollande.*

---

*La* Revue de Paris *décline la responsabilité des manuscrits qui lui sont confiés.*

---

*La première* Table Décennale (1894-1903) *est mise en vente au prix de* 2 *fr.* 50.

---

P BRODARD, imprimeur de la *Revue de Paris*, 85 bis, faubourg Saint-Honoré, Paris.